ILLUSIONS & RÉALITÉ 1940



CLIVE PONTING

Clive Sheridan Ponting fut depuis toujours fasciné par la politique britannique et l'histoire contemporaine. Après avoir étudié l'histoire à l'université de Reading, passa deux ans à étudier la politique stratégique britannique dans les années 1930 avant de rejoindre la Fonction Publique.
Il fut chercheur honoraire à l'Université-Collège de Swansea

Son premier livre, *The Right to Know,* raconta l'histoire de son propre procès en vertu de la loi sur l'*Official Secret Act* en 1985. Il écrivit également deux livres sur le gouvernement britannique, dont une étude sur le gouvernement Travailliste de 1964 à 1970, *Breach of Promise*, fut largement saluée.

Il vit aujourd'hui dans l'ouest du Pays de Galles avec sa femme, Sally, où ils exploitent une petite ferme biologique.

CLIVE PONTING

ILLUSIONS ET RÉALITÉ : 1940

CARDINAL

A Cardinal Book

D'abord publié en Grande Bretagne par Hamish Hamilton Ltd 1990
Cette édition est publiée chez Cardinal par Sphere Books Ltd 1990

Imprimé et relié en Grande-Bretagne par
Cox & Wyman Ltd, Reading
ISBN 0 7474 0728 2

Sphere Books Ltd
A Division of
Macdonald & Co (Publishers) Ltd
Orbit House
1 New Fetter Lanr
London EC4A 1AR
Membre de la Corporation d'Édition Maxwell Macmillan Pergamon

TABLE DES MATIÈRES

Introduction : 1940 — La grande illusion

L'année 1940 fut mémorable, une période de grands événements : Dunkerque, l'armistice de la France, la Bataille d'Angleterre, le Blitz, et Churchill guidant la nation à travers ces temps troublés. Ce fut l'année où l'Angleterre se dressa seule contre l'Europe asservie par les Nazis, assurant ainsi la sauvegarde de la liberté. Rien ne peut flétrir cet accomplissement. Pourtant, la façon dont l'Angleterre survécut et l'ensemble des événements poignants de cette année-là furent travestis par une illusion. Le processus de ce mythe commença en 1940 et se poursuivit par la suite, par le truchement d'ouvrages tels que *Les mémoires de Guerre* de Churchill. Le passage du temps ne fit qu'influencer les souvenirs personnels, de telle sorte que les gens finirent par admirer leur passé à travers des "lunettes teintées de rose."

Je me souviens encore du retentissement que la lecture de *l'Histoire de la Seconde Guerre mondiale* de Winston Churchill eut sur moi-même, voilà de nombreuses années ; son merveilleux langage évoquant Macaulay et Gibbon, son histoire dramatique racontée avec tant de clarté, son message moral si évident. Quelques années plus tard, alors que je parcourais les documents gouvernementaux de cette époque aux Archives Nationales, je commençai à réaliser que l'Histoire était, de loin, beaucoup plus complexe, et qu'il y avait bien des détails qui avaient été simplifiés à l'extrême ou même volontairement omis dans le récit de Churchill. Malgré toutes ses vertus, son Histoire en six volumes reste un mémoire de politicien, conçu pour raconter sa version des événements, et présenter l'Histoire à sa façon. En retournant récemment aux Archives Nationales, j'ai été encore plus ébahi par le contraste qui existe entre l'Histoire officielle de 1940, et la réalité qui émane des documents gouvernementaux.

Le point de vue officiel largement accepté pour décrire les événements de 1940 pourrait se résumer comme suit : Dans les années 1930, l'Empire britannique constituait l'une des puissances parmi les plus considérables au monde, mais une politique inconsidérée et lâche d'apaisement et d'échec du réarmement, permit aux États agresseurs (Allemagne, Italie et Japon) de se débrider jusqu'à ce que la guerre devienne inévitable. La France et l'Angleterre ratèrent l'occasion en or de mater l'Allemagne à l'automne 1939, puis en avril 1940. La gestion inepte des hostilités par Chamberlain permit à Hitler de conquérir le Danemark et la Norvège. Le mécontentement populaire à l'égard du gouvernement porta Churchill au poste de Premier Ministre et de chef de guerre acclamé par tous. Ainsi, la politique britannique d'apaisement et de faiblesse disparut sous la direction inspirante de Churchill. Dès son entrée en fonction, il dut faire face à la chute de la France causée par l'invasion de l'Armée allemande,[1] numériquement supérieure et hautement mécanisée, utilisant des vagues de chars modernes dans un nouveau style de *guerre éclair*. L'Armée britannique, abandonnée par les Français et trahie par les Belges[2], se fraya un chemin jusqu'à la côte, où elle fut évacuée par une flotte de petites embarcations, des plages de Dunkerque. Sans parler du fait que le gouvernement britannique, refusant même d'envisager la possibilité d'une paix avec l'Allemagne, décida de se battre jusqu'à la victoire finale. Face à une menace déterminée d'envahir l'Angleterre, la brillante direction de la RAF vainquit l'armée de l'air allemande qui détenait pourtant tous les avantages durant la bataille d'Angleterre. Le moral en Grande-Bretagne restait élevé, car le pays, uni comme jamais auparavant et inspiré par les émissions de radio régulières de Churchill, était guidé par un gouvernement bienveillant qui avait une grande confiance dans la force et la fermeté du peuple britannique. Le Blitz, l'une des campagnes de

---

[1] Et aussi par la fuite de l'Armée anglaise à Dunkerque. [*Note du Traducteur*]

[2] C'est ainsi que le Gouvernement de Churchill tenta de justifier la fuite et le rembarquement précipité de l'Armée anglaise à Dunkerque en accusant (par voie de presse) les Alliés de tous les maux. [*Note du Traducteur*]

bombardement les plus lourdes jamais organisées, commença lorsque Hitler se mit à bombarder les grandes villes anglaises. Des services d'urgence bien préparés et bien organisés permirent de faire en sorte qu'il y ait peu de problèmes pour faire face aux destructions de cette campagne éclair. Churchill, travaillant en étroite collaboration avec son ami le Président Roosevelt et profitant de la forte identité d'intérêts entre l'Angleterre et les États-Unis, amena les Américains au bord de leur entrée en guerre. À la fin de 1940, l'Angleterre était encore une grande puissance qui évoluait fermement sur la voie de la victoire.

Cependant, lorsque nous avons examiné les documents historiques, il s'est avéré que pas une de ces affirmations n'était exacte.

Le but de ce livre est de dépouiller le mythe et, au-delà des illusions, d'examiner les événements de 1940 sous un angle authentique. Le résultat est une représentation radicalement différente et moins flatteuse de l'Angleterre. Ce livre va explorer les coulisses du visible pour examiner de nombreux faits et épisodes qui furent soigneusement escamotés à la vue du public à l'époque. Le fait que l'accent soit mis sur la *haute politique gouvernementale* et non sur les détails des campagnes militaires, ni sur les exploits de courage et d'héroïsme individuel, ni sur la souffrance engendrée par la guerre, ne signifie en aucun cas vouloir les contester ou les dénigrer. Notre choix a été fait *délibérément* d'évoquer les aspects de l'année 1940 qui ont été négligés ou minimisés par d'autres recherches. Nous ne devons jamais oublier ceux qui sont morts ou ont souffert pendant la Seconde Guerre mondiale afin de vaincre un système vil et maléfique. En même temps, il n'est pas nécessaire d'ignorer certains des faits concrets et des leçons moins médiatisées de cette guerre. Après cinquante ans, il est temps de faire face à la réalité.

1
22 août 1040

Le 22 août 1940 fut l'une des plus importantes dates de l'Histoire d'Angleterre et aussi l'une des moins connues. Ce fut le jour où le Cabinet de Guerre fit face au fait que l'Angleterre allait cesser d'être une puissance autonome dans le monde. Quelle que soit l'issue de la bataille menée par les *Spitfire* et les *Hurricane* da la Royal Air Force dans le ciel du Kent et du Sussex, l'Angleterre deviendrait, en trois ou quatre mois, une vassale des États-Unis. Dans le cas contraire, elle devait solliciter la paix auprès d'une Allemagne victorieuse. La situation réelle de l'Angleterre durant l'été 1940 était très différente à la fois de ce qui se disait à cette époque et de la fausse apparence fantasmée aujourd'hui encore.

Cet effondrement complet de la puissance britannique fut soigneusement dissimulé au grand public derrière une apparence d'indépendance et de détermination : L'Angleterre réussit à résister, toute seule, à l'Allemagne et à l'Italie pendant plus de deux mois, après la conquête (en avril) de la Norvège et du Danemark, ainsi que l'effondrement (en mai et juin) de la Hollande, du Luxembourg, de la Belgique et de la France. Notre pays restait sans alliés en Europe, au moment où la plupart des autres nations du continent apprenaient rapidement à se conformer à la domination allemande. Les discours de Churchill, avec leur style délibérément archaïque et leur mélange de références historiques et bibliques, métamorphosèrent la déréliction et la quasi-défaite de l'Angleterre en situation glorieuse. On en revenait à l'époque où Drake affrontait l'Armada espagnole en 1588, ou à Napoléon qui se préparait à traverser la Manche en 1805. La volonté de continuer à combattre avait été démontrée dans l'un des épisodes les plus tragiques de la guerre, lorsque l'Angleterre s'était retournée contre son allié défait et avait détruit une partie de la

flotte française à Mers El-Kébir, au début du mois de juillet.[3] Mais la détermination ne suffisait pas à elle seule. La situation militaire à laquelle était confronté le gouvernement britannique était sombre et sa capacité à survivre, sans même parler de victoire, restait largement mise en doute dans le reste du monde. La menace d'invasion n'avait cessé de croître, car l'armée britannique, après la fuite de Dunkerque, était toujours mal équipée,[4] non entraînée, et pas prête pour faire face à toute tentative sérieuse de franchir la Manche. La survie dépendait donc du maintien de la suprématie aérienne au-dessus du sud-est de l'Angleterre pour dissuader les Allemands de tenter une invasion. Le combat aérien commença sérieusement le 13 août, avec les combats les plus acharnés deux jours plus tard, lorsque la Luftwaffe perdit 75 avions en une journée (la plus grande perte de la bataille) et la RAF 34 (la deuxième plus grande perte de la bataille). Le 20 août, Churchill avait déjà immortalisé le conflit dans son discours à la Chambre des Communes par ces mots: «Jamais dans le domaine des conflits humains tant de gens n'ont dû autant à un si petit nombre.»

Le 22 août fut une journée plutôt calme dans la bataille d'Angleterre. La RAF perdit cinq avions et les Allemands deux, dans une série

---

[3] Certes, il eut été préférable que l'Angleterre combattit contre les Allemands aux côtés des Français plutôt que de prendre la fuite à Dunkerque. On peut rappeler ce que Churchill a dit *en privé* du rembarquement anglais de Dunkerque [1940]: "There is a tendency... to call the withdrawal a victory and there will be disagreement on that point." Churchill connaissait l'Histoire, et il savait que presque chaque guerre voyait ainsi une armée anglaise rembarquer en panique, au prix d'immenses pertes : rembarquements de **Camaret** [18 juin 1694], de **Saint-Cast**, [11 septembre 1758], de **Léogane** [août 1794], de **La Coruña**, [16 janvier 1809], et enfin de **Dunkerque** [1940]. Ces fuites ont été la cause directe de massacres. En effet, sachant toujours ce refuge (la Royal Navy) dans les parages, le commandement anglais décidait de rembarquer précipitamment en face des Français. Les soldats ne se battent jamais mieux que lorsqu'ils n'ont aucun chemin de fuite. Sun Tzu a bien dit que «lorsqu'il n'y a pas de retraite possible, les soldats sont inébranlables.» [Chap.XI, Principe 33]. À Mers El-Kébir, il n'y eut qu'un seul vaisseau français coulé (Le BRETAGNE). [*Note du traducteur*].

[4] Et pour cause, les blindés, l'artillerie anglaise et même l'armement individuel avaient été abandonnés sur les plages de Dunkerque au moment de la fuite : 2472 canons, 65000 véhicules, 20000 motos, sans compter 377 000 tonnes d'approvisionnement, plus de 68 000 t de munitions et 147 000 t de carburant ont également été abandonnées. Tout fut récupéré et réutilisé par les Nazis. [*Note du traducteur*]

de raids mineurs en Angleterre méridionale. Le chaud soleil de mai et du début juin (qui, rétrospectivement, dura tout l'été) avait disparu depuis longtemps. Le temps estival anglais typique —nuages bas et pluie— avait, dès le 19 août, limité les opérations militaires à des raids mineurs. Les deux camps profitaient de l'accalmie pour se restructurer et jauger les tactiques, avant d'entrer dans ce qui devait être la phase la plus cruciale de la bataille, fin août et début septembre.

Ce jour-là (22 août) des événements déterminants se déroulèrent au 10 Downing Street, où le Cabinet de Guerre s'était réuni à midi. Winston Churchill venait de sortir du lit pour présider la réunion. Il avait pris ses fonctions de Premier ministre le 10 mai, mais ce n'avait été qu'au cours des six dernières semaines qu'il avait commencé à s'imposer au sein du gouvernement et à assumer le rôle de leader national. Quatre autres membres du Cabinet de Guerre (sur les six personnes au total), étaient présents : l'aristocrate Lord Halifax, représentant du Haut Clergé, chasseur de renard [chasse à courre], qui avait été Secrétaire aux Affaires étrangères depuis 1938, et qui aurait pu être Premier ministre en mai s'il l'avait souhaité ; Lord Beaverbrook, brutal et égocentrique magnat canadien de la Presse, ami de longue date de Churchill, lequel était Ministre de la Production Aéronautique depuis mai, quand il avait, par diverses méthodes peu orthodoxes, envoyé les avions de chasse gagner la bataille d'Angleterre ; Clement Attlee, député réticent de Limehouse qui était devenu chef du Parti Travailliste en 1935 uniquement parce qu'il n'y avait personne d'autre de mieux disponible ; Attlee était désormais vice-Premier ministre ; et enfin Arthur Greenwood, le chef adjoint du Parti Travailliste dont la dépendance à l'alcool signifiait qu'il ne pouvait pas se voir confier un emploi important. Le seul membre absent était Neville Chamberlain, Premier ministre de 1937 jusqu'à son remplacement par Churchill et maintenant membre d'honneur, fort apprécié par le nouveau gouvernement. Il venait de subir une opération chirurgicale pour un cancer, mais sur insistance de Churchill, il recevait toujours des documents du cabinet dans sa maison de campagne.

Sept autres ministres étaient assis autour de la table rectangulaire dans la salle du Cabinet de Guerre qui surplombait la Parade de la Garde à Cheval : Kingsley Wood, protégé de Chamberlain qui avait changé de camp pour soutenir Churchill et en avait été récompensé par la charge de Chancelier de l'Échiquier ; Anthony Eden, Secrétaire d'État à la Guerre, dont l'ascension politique rapide s'était terminée par sa démission du poste de Ministre des Affaires étrangères en 1938 et qui revenait désormais au sommet de la hiérarchie sous la férule de Churchill ; Albert Victor Alexander, député Travailliste[5] peu inspirant qui fut nommé Premier Lord de l'Amirauté; il se montra presque incapable de contrôler les amiraux sous ses ordres ; Archie Sinclair, lui, avait été leader du minuscule Parti Libéral Indépendant, et Adjoint de Churchill durant son passage dans l'armée pendant la Première Guerre mondiale ; Sinclair fut gratifié du Secrétariat d'État à l'Air ; Herbert Morrison, patron de la machine londonienne du Parti Travailliste. Il accepta à son corps défendant la charge de Ministre de l'Approvisionnement ; Duff Cooper, le coureur de jupons réactionnaire qui avait démissionné après Munich[6] et avait été récompensé par Churchill en étant nommé Ministre de l'Information où son incompétence et sa paresse devaient mettre un terme à sa carrière politique ; et enfin Lord Caldecote, politicien Conservateur, éternel second-violon qui avait été Ministre de la Coordination de la Défense nationale avant la guerre (un poste que Churchill avait brigué) mais qui disparaissait désormais dans l'opacité générale en tant que Secrétaire des Dominions. Outre les secrétaires, on remarquait quatre autres fonctionnaires présents : Sir Richard Hopkins du Trésor ; Sir Alexander Cadogan, Chef du Foreign Office ; Sir Cyril Newall, Chef d'État-Major de l'Armée de l'Air ; et Sir Robert Haining, Chef-Adjoint de l'État-Major Général Impérial.

---

[5] Connu aussi sous le nom de 1er Comte Alexander d'Hillsborough. Les travailleurs ont-ils été bien défendus par ce "Travailliste" aristocratique? [*Note du traducteur*]

[6] Par les Accords de Munich avec Hitler, les Anglais et les Français avaient honteusement sacrifié la Tchécoslovaquie dans l'espoir d'obtenir la paix. En vain. [*Note du traducteur*]

L'ordre du jour de cette journée n'était pas chargé, mais il illustrait la multitude de problèmes auxquels le Cabinet de Guerre était confronté en cet été 1940. Les éléments mineurs comportaient un rapport sur les divers combats aériens de la veille, qui n'avaient été rien de plus que des raids d'avions isolés ; un rapport sur la Yougoslavie concernant une possible attaque italienne en provenance de Libye en direction de l'Égypte, et un autre rapport contestant les rumeurs d'une attaque similaire contre la Grèce. Des instructions furent envoyées au Gouverneur de Singapour sur les mesures à prendre pour interner les civils japonais en cas de guerre ou d'actions hostiles du Japon; les participants prirent connaissance du contenu d'un message de Winston Churchill au Président Roosevelt concernant l'*échange de vieux destroyers américains contre des bases militaires dans les colonies britanniques de l'hémisphère occidental*. Ils trouvèrent même le temps de discuter de la mise en place de *Comités d'Accueil* destinés aux représentants des forces armées des différents gouvernements réfugiés dans l'île de Grande-Bretagne.

Mais le point essentiel à l'ordre du jour était un document "Très Secret" de sept pages, diffusé la veille par Kingsley Wood et intitulé "Réserve d'or et de moyens d'échange."[7] Le nombre d'exemplaires en était très restreint et même les ministres présents durent rendre leur document avant de quitter la réunion. C'était peut-être le document le plus angoissant et le plus dévastateur jamais pris en compte par un Cabinet anglais : *il préfigurait l'effondrement financier imminent de l'Angleterre et son incapacité à poursuivre la guerre.*

Le contexte du document était connu des Ministres depuis plus d'un an déjà, alors qu'ils étaient aux prises avec le problème de la mobilisation des ressources de la nation en vue d'une guerre totale. L'industrie britannique était incapable de produire en qualité et en quantité l'armement nécessaire pour gagner cette guerre. Même les articles qui pouvaient être fabriqués dans le pays dépendaient fortement des importations

[7] Bureau du Cabinet, 66/11, WP (40) 324. Titre original : "Gold an Exchange Resources"

de matières premières et de produits tels que l'acier. La plupart de ces importations provenaient des États-Unis et devaient être payées soit en or, soit en dollars américains. En vertu de la législation américaine, l'Angleterre n'avait pas le droit de contracter des emprunts aux États-Unis, comme elle l'avait fait pour payer ses achats pendant la Première Guerre mondiale. Londres disposait d'importants placements (3,5 milliards de livres sterling) investis dans l'Empire britannique et dans d'autres pays, en particulier en Amérique latine ; mais même s'ils étaient remis sur le marché, ils ne fourniraient pas de dollars et n'étaient donc pas pertinents. Au fur et à mesure que de nouvelles commandes étaient passées aux États-Unis, les réserves financières de l'Angleterre diminuaient régulièrement jusqu'à ce qu'un point soit atteint où plus rien ne pourrait être payé en devises.

La position financière potentiellement faible de l'Angleterre avait été reconnue à Whitehall avant le début de la guerre. En avril 1939, le Trésor avait averti : "Si nous avons eu l'impression que nous étions aussi capables qu'en 1914 de mener une guerre longue, nous nous sommes fait des illusions[8]. En juillet, il souligna que, d'un point de vue économique, prétendre mener une guerre de trois ans (alors l'hypothèse militaire de l'Angleterre) était très probablement beaucoup trop optimiste.[9] En février 1940, le Trésor anglais supputait que les ressources britanniques pourraient durer entre deux et trois ans, si elles étaient soigneusement gérées.[10] Cette estimation se révéla trop optimiste sous la pression croissante de la guerre. Les exigences des forces armées furent plus élevées que prévu. L'énorme quantité de matériel abandonné sur les plages de Dunkerque devait être remplacée et lorsque la France sortit de la guerre, les commandes françaises aux États-Unis furent reprises par l'Angleterre.

---

[8] Bureau du Cabinet, 16/209, Sous-comité des affaires stratégiques (6.4.39)
[9] Ibidem, 24/287, CP 149 (39) (3.7.39)
[10] Ibidem, 66/5, WP (40) 45 (9.2.40)

Le 22 août, Kingsley Wood annonça que le jour du *dépôt de bilan* approchait à grand pas. D'un total de 775 millions de livres sterling au début de 1940, les réserves d'or et de dollars de l'Angleterre (ainsi que les investissements vendables aux États-Unis) avaient chuté de plus d'un tiers à 490 millions de livres sterling. Des estimations antérieures avaient suggéré que les réserves d'or et de devises pourraient durer jusqu'en juin 1941, mais de nouvelles commandes massives d'armement avaient été passées plus tôt durant l'été. En conséquence, le taux de déclin de cette estimation s'accéléra et les réserves diminuèrent de 80 millions de livres sterling au cours du seul mois précédent. Kingsley Wood estimait désormais qu'elles pouvaient durer encore trois ou quatre mois supplémentaires au grand maximum. À la fin de 1940, l'Angleterre deviendrait donc incapable de poursuivre la guerre par ses propres moyens.

La seule alternative à une paix de compromis avec l'Allemagne était une aide américaine massive, sous forme d'équipements militaires, de matières premières et de vivres, quelles que soient les conditions que le gouvernement américain était prêt à exiger. En mai et juin, le gouvernement anglais décida de continuer la guerre plutôt que de se soumettre à la paix [à un armistice avec les Nazis], sans ignorer que l'aide des États-Unis allait devenir essentielle. Tout le problème résidait dans le fait que, en ce 22 août 1940, le gouvernement anglais ignorait totalement si les Américains étaient prêts ou non *à sauver l'Angleterre*. Aucune des illusions sur "son Heure de Gloire" ne pouvait fournir d'échappatoire à cette terrible situation.

L'administration américaine fut informée de la situation précaire des Anglais en juillet, lorsqu'un haut-fonctionnaire du Trésor, Sir Frederick Phillips, rencontra le Secrétaire américain au Trésor, Henry Morgenthau. Malgré les suppliques d'assistance, aucune promesse d'aide ne fut accordée. La raison en était simple: les États-Unis étaient au milieu d'une campagne électorale présidentielle dans laquelle le Président Roosevelt tentait d'obtenir un troisième mandat; sans précédent. Le sentiment dans le pays étant fortement opposé à une implication directe dans les guerres

européennes, il n'était pas question que Roosevelt prenne des décisions conflictuelles avant les élections du 5 novembre. La survie de l'Angleterre dépendait donc des aléas de la politique intérieure américaine, comme le souligna Kingsley Wood : "Nous sommes confrontés au problème pratique immédiat de tenir bon jusqu'à une bonne partie du mois de novembre en cas de victoire Démocrate, ou même jusqu'après le 20 janvier, lorsque le nouveau président prendra ses fonctions, en cas de victoire Républicaine." Il semblait probable que la victoire du candidat Républicain, Wendell Wilkie, signifierait que toute aide pourrait arriver trop tard pour sauver l'Angleterre. Même si l'aide américaine était au rendez-vous, Kingsley Wood avertit ses compatriotes que l'Angleterre n'aurait pas son mot à dire sur les termes et conditions dans lesquels l'Angleterre serait autorisée à poursuivre la guerre : "Les États-Unis décideront sans aucun doute à la fois de l'ampleur et des conditions selon lesquelles nous pourrons profiter des produits de l'industrie et de l'agriculture américaines. De cette façon, ils pourront influencer concrètement le caractère de cette guerre."

Au cours des pourparlers du Cabinet de Guerre, personne n'afficha le moindre désaccord avec la conclusion de Kingsley Wood selon laquelle l'Angleterre devrait simplement patienter, à la manière de Micawber, pour voir ce qui se passerait de l'autre côté de l'Atlantique.[11] Churchill lut l'opinion de Chamberlain selon laquelle il était nécessaire de parier dans une certaine mesure sur la volonté des États-Unis d'accorder à l'Angleterre une aide financière à grande échelle. Une vision plus agressive des possibilités offertes à l'Angleterre fut émise, comme on pouvait s'y attendre, par Lord Beaverbrook, qui soutint que le taux de commande aux États-Unis devrait être augmenté. On sentait une curieuse logique dans son point de vue : il fallait passer plus de commandes à l'industrie

[11] Bureau du Cabinet 65/14, WM (40) 232e conclusions (22.8.40). Micawber est un personnage de fiction symbolisant *l'optimiste heureux* qui pense toujours que tout finira par s'arranger. [*Note du traducteur*]

américaine, qui commençait seulement à investir dans de nouvelles industries et à créer des emplois après la longue récession des années 1930. Ces commandes harnacheraient de plus en plus les Américains à la poursuite des contrats britanniques et feraient pression sur le gouvernement fédéral américain qui devrait ainsi s'assurer que l'Angleterre ne s'effondre pas militairement ou économiquement. Plus de commandes donneraient également l'impression au public américain que l'Angleterre était plus robuste qu'elle ne l'était en réalité. Si, en définitive, elle ne pouvait payer ne serait-ce que ses commandes actuelles en quelques mois, cela ne ferait guère de différence si ces dettes énormes étaient encore augmentées. Au pire, la banqueroute ne concernerait qu'un plus grand nombre de contrats et, au mieux, le gouvernement américain paierait probablement la facture.[12]

Le Cabinet de Guerre anglais examina aussi ce qui pourrait être fait pour essayer d'augmenter les réserves d'or en déclin du pays. Les gouvernements des Indes anglaises et d'Afrique-du-Sud détenaient approximativement 130 millions de livres sterling [d'or fin], mais cela leur était nécessaire pour financer leurs transactions dans les pays autres que les États-Unis. Les gouvernements européens en exil réfugiés en Angleterre détenaient environ 350 millions de livres sterling à Londres et pouvaient éventuellement être persuadés de s'en séparer si l'Angleterre promettait de les rembourser après la guerre[13]. Le gouvernement français de Vichy possédait également 200 millions de livres sterling d'or fin, le tout stocké au Canada, mais l'or devait être saisi illégalement. Le problème était que même si toutes ces tonnes d'or fin étaient octroyées au gouvernement anglais d'une manière légale ou illégale, on ne pourrait retarder

[12] On perçoit clairement le cynisme de ces politiciens-commerçants. [*Note du traducteur*].

[13] La Belgique, La Tchécoslovaquie, La Grèce, la Yougoslavie, la Pologne, la Norvège, les Pays-Bas, et enfin, la France avait envoyé des tonnes d'or à Dakar que les Anglais allèrent assiéger [en vain], et au Québec. L'Église catholique polonaise avait envoyé son trésor au Québec. Les autorités communistes tentèrent de le récupérer mais l'Église québécoise (qui changeait de cachette chaque semaine) n'accepta de le rendre à la Pologne qu'après la chute du communisme et au retour de la démocratie. [*Note du traducteur*].

l'heure maléfique de la banqueroute que de quelques mois. Lorsque tout cet or fin serait épuisé, l'Angleterre serait toujours confrontée au même dilemme : choisir entre la soumission aux États-Unis ou à l'Allemagne. Le dernier recours serait de réquisitionner tous les objets en or, y compris les alliances, en Grande-Bretagne. Tout au plus, ce geste permettrait-il de lever 20 millions de livres sterling, et, comme l'a *commenté Churchill,* "*c'était une mesure à adopter à un stade ultérieur, si nous voulions faire un geste frappant dans le but de faire honte aux Américains.*"[14] Mais il a également reconnu qu'il pourrait être nécessaire d'aller encore plus loin et de céder la propriété de l'ensemble des industries britanniques aux Américains afin d'essayer d'assurer les livraisons à l'industrie britannique, armes et matériel nécessaires : "si la situation militaire se détériorait de manière inattendue, nous devrions jouer le tout pour le tout en faveur de la victoire, en donnant aux États-Unis, si nécessaire, un droit de préhension sur l'ensemble de l'industrie britannique."

La réunion du Cabinet de Guerre se termina à temps pour un déjeuner tardif après que les ministres eurent décidé qu'ils ne pouvaient rien faire de plus qu'attendre de voir *si les États-Unis sauveraient leur pays.* Très rares furent sans doute ceux qui, parmi les ministres et les hauts fonctionnaires présents, qui ne réalisèrent pas que le temps de l'Angleterre touchait à sa fin en tant que puissance autonome. La menace d'invasion imminente pouvait s'évanouir, ou la Royal Air Force repousser l'agression de la Luftwaffe, mais dans tous les cas ce succès serait une *victoire à la Pyrrhus*. La menace financière cachée mais insidieuse qui minait et sapait l'Angleterre allait inévitablement porter un coup fatal à son prestige et à sa place dans le monde. Le pays n'avait désormais plus les capacités de continuer la guerre. Son sort serait à la merci d'une autre nation.

---

[14] Considérer que cette auto-humiliation des Anglais devrait culpabiliser les Américains laisse entrevoir que Churchill considérait que les Américains avaient une dette filiale envers les Anglais. Ce commentaire laisse rêveur quand on connaît les massacres de milliers de prisonniers américains sur les pontons anglais de New York et de Portsmouth. [*Note du traducteur*]

Derrière l'emphase churchillienne et la mythologie de 1940 se cachait une dure réalité : *la désintégration de la puissance britannique.* Comment l'Angleterre en était-elle arrivée à une situation de faiblesse aussi dévastatrice ?

2
Pouvoir de façade

L'effondrement de la puissance britannique en 1940 fut si important qu'à la fin de l'année, la nation ne pouvait plus assurer son autonomie de façon prolongée par ses propres efforts et ses ressources nationales. Cette situation n'apparut pas immédiatement en raison de l'invasion allemande rapide et de l'effondrement de la France, seule alliée de l'Angleterre.[15] Les événements cruciaux de 1940 ne furent que le point culminant d'une combinaison d'évolutions, toutes contribuant à renforcer la faiblesse britannique. Certaines de ces transmutations, à long terme, dataient de la dernière partie du XIXe siècle. D'autres s'étaient développées depuis la fin de la Première Guerre mondiale ou même plus tard, jusque dans les dernières années de paix avant le déclenchement de la guerre en 1939. Les deux décennies précédant 1940 virent la coalescence progressive d'une multitude de facteurs défavorables : trop d'engagements à travers le monde, moyens insuffisants pour remplir ces engagements, incapacité à réduire le nombre d'ennemis potentiels, manque d'alliés puissants, base industrielle faible et finances déficientes. Les gouvernements des années 1920 et 1930 essayèrent, sans succès, de résoudre cet ensemble de problèmes redoutables. En fait, ils étaient probablement insolubles. Sans une compréhension exhaustive des problèmes sous-jacents, de la manière dont ils se sont développés et des tentatives de les solutionner en tenant compte de la situation politique, stratégique, internationale, économique, financière et industrielle au cours des décennies précédentes, les événements de 1940 perdent toute perspective et toute signification.

---

[15] L'historien semble ici oublier la Belgique et les Pays Bas qui combattirent courageusement pendant que les Britanniques rembarquaient sans combattre à Dunkerque. [*Note du traducteur*]

Le défilé de la victoire dans les rues de Londres en 1919, avec ses contingents militaires colorés provenant de toutes les régions de l'Empire, a peut-être manqué du faste et du cérémonial des défilés marquant les jubilés d'or et de diamant de la Reine Victoria en 1887 et 1897, mais cela pourrait s'expliquer par les séquelles de la guerre la plus terrible de l'histoire moderne. Pour la plupart des gens, l'Empire britannique était à l'apogée de sa force, la plus grande puissance du monde. Par les Traités de Paix qui ont clôturé la Première Guerre mondiale, l'Empire britannique avait atteint son apogée. Les colonies allemandes telles que le Tanganyika et le Sud-Ouest africain étaient passées sous contrôle impérial britannique et l'effondrement de la Turquie au Proche-Orient avait permis la domination britannique sur la Palestine et la Mésopotamie. L'Empire comptait plus de 450 millions de personnes sur tous les continents du globe, soit un quart de la population de la planète. C'était le plus grand ensemble que le monde ait pu produire.[16] Les territoires impériaux donnaient à l'Angleterre accès à un large éventail de ressources : 70% de la production mondiale d'or, 6% de la production de caoutchouc et 50% de la récolte de riz. L'empire informel, réalisé par la domination économique plutôt que par le contrôle politique, était tout aussi puissant dans des régions telles que l'Amérique latine, avec ses investissements britanniques majeurs dans les chemins de fer et l'élevage bovin.

Au cœur de l'Empire évoluaient les *dominions* autonomes de race blanche : Canada, Australie, Nouvelle-Zélande et Union-Sud-Africaine[17], bien qu'ils aient été égalés en importance par l'Empire indien qui englobait toute l'Inde et le Pakistan actuels. En Extrême-Orient, outre les colonies de Malaisie et de Bornéo, se trouvaient les grandes colonies commerciales de Hong Kong et de Singapour, ainsi que les vastes

[16] À peine moins étendu que l'Empire mongol qui dépassait un peu les 30.000.000 de km^2[*Note du traducteur*]

[17] Parler de *dominion blanc* au sujet de l'Afrique du Sud revient à approuver le système de ségrégation qui ne devint officiel qu'en 1948, mais qui existait déjà dans les mœurs et les esprits. [*Note du traducteur*]

concessions en Chine telles que Canton et Shanghai, qui octroyaient à l'Angleterre le contrôle sur une grande partie du commerce de ce continent. En Afrique, le rêve de Cecil Rhodes d'une bande continue de territoire britannique *du Cap au Caire* s'est au moins réalisé avec la prise de possession du Tanganyika, complétée par les colonies de l'Afrique Occidentale tropicale : le Nigeria, la Côte-de-l'Or et la Sierra Leone.[18] Au Moyen-Orient, l'Angleterre, puissance dominante, contrôlait directement l'Égypte, la Palestine, la Transjordanie, l'Irak, le Koweït et les États côtiers le long du golfe Persique [les Émirats]. Dans tous les océans du monde, s'éparpillaient des colonies insulaires allant des Antilles à travers l'Atlantique (Ascension, Sainte-Hélène et les Malouines), jusqu'à l'Océan Indien (Île Maurice, les Seychelles) et le Pacifique (Fidji et Samoa). Les forces militaires britanniques[19] étaient postées sur tous les continents, et l'Empire était affermi par des bases navales telles que Gibraltar, Malte et Aden pour une répartition mondiale de la Royal Navy. En 1919, l'Empire venait de sortir *vainqueur* de la guerre la plus terrible de son histoire, une guerre dans laquelle les troupes des dominions blancs et de l'Inde avaient combattu aux côtés des Britanniques sur le Front occidental, dans les Balkans et au Moyen-Orient. Les efforts stratégiques de l'Empire avaient été dirigés depuis Londres par un Cabinet de Guerre impérial qui semblait être une première phase vers une intégration des ressources de l'Empire. Une observation superficielle, en 1919, laissait croire que la puissance britannique était fermement arrimé pour les décennies à venir.

---

[18] Le Gold Coast ou Côte-de-l'Or produisait de l'or en abondance, exploité par les Anglais qui créèrent ainsi *la Livre* non pas *d'argent* mais *d'or* appelée Guinée d'Or. Le Golfe de Guinée fournissait donc des esclaves, vendus aux trafiquants par les rois locaux, et de l'or. La création de la *Sierra Leone* fut une tentative anglaise de renvoyer en Afrique les esclaves libérés dans les colonies anglaises d'Amérique. Les Américains créèrent le Liberia dans le même but. En fait, ce "retour" ne fit que créer dans ces deux pays africains une nouvelle classe sociale, une bourgeoisie qui commença à exploiter sans vergogne les populations (plus) noires locales. [*Note du traducteur*]

[19] Officiers généralement anglais et troupes habituellement indiennes, écossaises, irlandaises, népalaises, allemandes (avant 1870) ou autres. [NdT]

En réalité, la force de l'Empire ressemblait à un *village Potemkine*. Derrière la grandeur de la façade se cachait le manque de substance. L'Empire —et en particulier l'Angleterre—, souffrait d'une faiblesse politique et économique débilitante.[20] L'un des problèmes fondamentaux était l'absence de structures politiques et administratives cohérentes. Peu d'efforts avaient été faits pour solidariser les différents territoires qui restaient un ensemble hétéroclite de dominions autonomes, de colonies de types disparates à différents stades d'évolution, et de territoires, comme l'Égypte, sous domination indirecte. Les dominions blancs avaient clairement indiqué, avant 1914, qu'ils préféraient s'orienter vers une structure plus souple basée sur une plus grande indépendance pour eux-mêmes, et le gouvernement britannique n'avait guère eu d'autre choix que d'accepter cette tendance. L'expansion de l'Empire dans la dernière partie du XIXe siècle avait entraîné un fardeau militaire sans cesse croissant pour la défense, sans apporter la moindre amélioration correspondante dand l'organisation interne, pas plus que les ressources nécessaires pour faire face à la menace internationale. L'Empire contribuait peu à la défense impériale et, dans l'ensemble, drainait les ressources de la mère-patrie. Le joyau de la couronne, la clé de voûte supposée de l'Empire était "les Indes." Maintenir le contrôle sur le sous-continent indien et ses frontières absorbait directement un tiers des forces britanniques et considérablement plus encore lorsqu'on pensait devoir contrôler en même temps les lignes de communication entre l'Angleterre et les Indes via la Méditerranée, le canal de Suez et le Proche-Orient. Pourtant, les Indes contribuaient peu en retour.[21] De la même manière, la défense des dominions à partir de l'Angleterre, en particulier de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande, contre toute menace qui les mettrait en péril de l'autre côté de

[20] L'expression «*village Potemkine*» remonte au Prince Grigory Aleksandrovich Potemkine, ministre russe qui, pour masquer la pauvreté de ses villages lors de la visite de l'Impératrice Catherine II la Grande en Crimée en 1787, aurait prétendument fait ériger des villages entiers faits de décors en carton-pâte. [*Note du traducteur*]

[21] Pourtant, un million de soldats indiens vinrent défendre les tranchée anglaises durant la Grande Guerre. [*Note du traducteur*]

la planète, était un engagement primordial pour l'Angleterre, même si les gouvernements de ces dominions ne fournissaient aucun navire de quelque puissance pour soutenir la Royal Navy. Les nouveaux territoires acquis à l'issue de la Première Guerre Mondiale n'ont fait qu'ajouter à l'impuissance de l'ensemble de la structure défensive. Le contrôle de la Palestine en particulier donna à l'Angleterre un problème majeur de sécurité intérieure en s'éreintant à contenir la révolte arabe croissante opposée à l'immigration juive.

L'immense étendue de l'Empire britannique fut donc une source non pas de force mais de faiblesse. Elle força l'Angleterre à défendre des territoires vulnérables dispersés dans toutes les régions du globe. Et l'Angleterre, petite île au large des côtes européennes, avec une population de seulement quarante millions d'habitants qui dépendaient des importations pour la plupart de leurs matières premières et pour la moitié de leur alimentation, n'avait tout simplement pas les ressources nécessaires pour entreprendre une tâche aussi vaste. En tant que premier pays à s'industrialiser, l'Angleterre était devenue la puissance économique dominante dans le monde au milieu du XIXe siècle, mais cette domination fut de courte durée. Un déclin économique relatif s'installa à partir des années 1880. En 1880, l'Angleterre produisait 23% de la production manufacturière mondiale, 50% de plus que les États-Unis et trois fois le niveau de l'Allemagne. Malgré cela, en 1900, l'Angleterre fut dépassée par les États-Unis, et, en 1913, sa part n'était plus que de 13%, alors que les États-Unis atteignaient 32% et l'Allemagne 15%. La même tendance se retrouva dans l'indicateur économique clé : *la production de fer et d'acier.* En 1890, la production britannique était deux fois supérieure à celle de l'Allemagne et juste en-dessous de celle des États-Unis. En 1913, l'Allemagne produisait près de deux fois plus que l'Angleterre et les États-Unis quatre fois. À la même époque, la technologie britannique ne parvenait plus à suivre le rythme du développement des pays étrangers. Des industries clés telles que les produits chimiques traînaient loin derrière

leurs concurrents et les niveaux de productivité étaient également plus faibles dans la plupart des autres secteurs de l'économie.

Jusqu'en 1914, la faiblesse économique croissante avait été partiellement masquée par la puissance financière. Londres était le centre financier le plus important du monde et la livre sterling demeurait la devise acceptée pour le commerce et les échanges internationaux.[22] Dans une large mesure, la richesse britannique avait été utilisée, non pas pour investir dans l'industrie nationale, mais pour investir à l'étranger.[23] En 1913, l'Angleterre comptait plus de 4 milliards de livres sterling d'investissements à l'étranger, soit 43% du total mondial. Les hauts rendements de ces placements fournissaient non seulement un revenu annuel pour compenser une balance commerciale défavorable, mais aussi une réserve d'actifs. Cependant, la pression exercée pour financer l'effort militaire de la Première Guerre mondiale força l'Angleterre à liquider bon nombre de ces actifs, affaiblissant ainsi de façon permanente le rôle de Londres dans sa fonction de capitale financière et modifiant considérablement les relations de l'Angleterre avec les États-Unis.

En août 1914, un petit Corps Expéditionnaire anglais fut envoyé pour combattre aux côtés des Français et des Belges, mais sous la pression de ses Alliés [français], l'Angleterre s'engagea rapidement dans la création d'une énorme armée à l'échelle continentale. L'équipement et le ravitaillement d'une armée aussi nombreuse s'avérèrent être au-delà des capacités de l'industrie britannique. À l'automne 1914, l'Angleterre commença à passer des commandes d'armes à des entreprises américaines et, au fur et à mesure que les demandes de munitions de la nouvelle armée anglaise qui combattait en France —particulièrement d'obus d'artillerie lourde— augmentaient de façon spectaculaire, les commandes

[22] Et la devise internationale de référence avec l'or. [*Note du traducteur*]
[23] Les financiers capitalistes ne sont intéressés que par le rendement de leur argent et par leur propre fortune, et non pas par le bien-être de leurs compatriotes. Aujourd'hui encore, les milliardaires concourent pour devenir l'homme le plus riche du monde, et pour cela ils font fabriquer leur pacotille par des femmes sous-payées au Bangladesh. Enrichir leurs compatriotes leur importe peu. [*Note du traducteur*]

britanniques aux États-Unis prenaient également de l'ampleur. En 1914, le Gouvernement anglais estimait que les commandes à des fournisseurs américains pourraient coûter un maximum de 50 millions de dollars, mais, au début de 1917, les dépenses s'élevaient à environ 80 millions de dollars *par semaine*, et pendant les deux premières années de guerre, les commandes s'élevèrent à 20 milliards de dollars. La faiblesse financière de certains de ses Alliés exerça une pression supplémentaire sur le budget anglais. En effet, à partir de septembre 1915, Londres fut responsable des commandes de munitions américaines effectuées par la Russie et l'Italie et, après mai 1916, de celles de la France également.[24]

Ces achats énormes aux Américains ne pouvaient être financés que par des transferts d'or aux États-Unis, par la vente de titres détenus par les Britanniques dans des sociétés commerciales américaines ou par des emprunts aux États-Unis. À l'automne 1914, la livre sterling perdait déjà de la valeur par rapport au dollar. Un an après le début de la guerre, les premiers titres, possédés par des investisseurs anglais dans des sociétés commerciales américaines, étaient vendus, suivis, à l'automne 1915, par le premier emprunt britannique contracté aux États-Unis. D'autres emprunts furent nécessaires tout au long de 1916, mais ne furent obtenus qu'à des taux d'intérêt croissants. À l'automne 1916, la situation devenait grave : 40% de l'effort de guerre des Anglais devait être financé aux États-Unis, mais le stock de titres anglais ["*securities*"] pouvant être vendus baissait dangereusement ; les stocks d'or s'épuisaient aussi, et, sans la garantie du gouvernement américain, il devint de plus en plus difficile de contracter de nouveaux emprunts. Les incertitudes grandissaient quant à la capacité de l'Angleterre à poursuivre la guerre et Reginald McKenna, Chancelier de l'Échiquier [Ministre des Finances], avertit ses collègues de ce que : *"D'ici juin prochain, ou même plus tôt, le président de la République américaine sera en mesure, s'il le souhaite, de nous dicter*

[24] Les commandes groupées furent bien entendu remboursées au Trésor anglais. [*Note du traducteur*]

ses propres conditions."[25] Au printemps 1917, la situation était désespérée. L'Angleterre n'avait plus que 219 millions de dollars-or en réserve, en incluant la valeur des titres détenus aux États-Unis, qui s'ajoutaient à environ 530 millions de dollars-or détenus au Royaume-Uni. Les dépenses courantes d'environ 80 millions de dollars par semaine, suffisaient donc à financer la guerre pendant moins de 10 semaines. L'entrée en guerre des États-Unis en avril 1917 épargna donc aux Alliés [en tout cas aux Anglais] la nécessité de négocier une paix de compromis avec le II Reich allemand.

La déclaration de guerre des États-Unis n'offrit qu'un répit temporaire à l'Angleterre. En juillet 1917, McKenna dut dire aux Américains que l'Angleterre était au bord du désastre : "Nos ressources disponibles pour les paiements de nos dettes américaines sont épuisées. À moins que le gouvernement des États-Unis ne puisse couvrir intégralement nos dépenses aux États-Unis... tout le tissu de l'Alliance s'effondrera."[26]

La crise fut résolue quand les États-Unis, désormais alliés, se montrèrent prêts à jouer un rôle plus actif pour solutionner les difficultés financières des Anglais. D'abord, le Royaume-Uni emprunta quelque 180 millions de dollars par mois au gouvernement américain à partir du milieu de 1917. Puis, l'Administration américaine mit en place un *Bureau des Industries de l'Armement* pour diriger la mobilisation économique américaine. Les Alliés furent tenus d'y jouer un certain rôle en fonction duquel les autorités américaines décideraient quelle part de l'effort de guerre américain serait allouée à chacun.

À la fin de la guerre, l'Angleterre n'était plus la puissance financière prédominante dans le monde. Le point focal du système financier s'était déplacé vers New York. Le Royaume-Uni lui-même était apparu nettement plus faible que les États-Unis. Sa dette totale en faveur des Américains s'élevait à 1365 millions de livres sterling à laquelle

[25] K, Buerk, Les nerfs de la guerre, p.81

[26] Ibid., p.203.

s’ajoutait une dette nationale de 7435 millions de livres sterling (comparé à 650 millions de livres sterling *seulement* en 1914) ; c’était un énorme fardeau financier pour le pays. Les intérêts sur la dette nationale représentaient environ 40% du budget britannique après la guerre. Dans les années 1920, l’Angleterre possédait donc un Empire qui était devenu un handicap stratégique et sa capacité à compenser cet inconvénient par sa puissance financière avait été définitivement interrompue. Dans l’après-guerre immédiat, cette perte de puissance conduisit à un changement décisif dans la politique stratégique britannique, qui allait avoir un impact fondamental durant les 20 années suivantes et produire des difficultés que les gouvernements successifs —y compris celui de Churchill en 1940— furent impuissants à résoudre.

Depuis les années 1890, l’Angleterre[27] avait accepté l’idée qu'une guerre contre les États-Unis était impensable en raison de la puissance économique américaine et de la vulnérabilité de ses îles coloniales situées à proximité des États Unis. Après la Première Guerre mondiale, les Anglais durent prendre en considération la puissance croissante des États-Unis dans d'autres domaines également. En 1918, l'US Navy disposait d'une *flotte de guerre* de 16 dreadnougths [16 cuirassés], qui équivalait aux flottes combinées de la France, de l’Italie et du Japon, et prévoyait une flotte de trente-neuf cuirassés qui dominerait à la fois le Pacifique et l'Atlantique, et éclipserait la Royal Navy. Lors d'une série de réunions angoissantes, le Premier ministre Lloyd George fut forcé d'admettre que l’Angleterre n'avait tout simplement plus les moyens nécessaires pour rivaliser avec la flotte américaine, et que tenter d'égaler une telle Marine de Guerre serait certainement économiquement ruineux, et probablement, aussi, politiquement désastreux. À contrecœur, le gouvernement anglais dut admettre que la Royal Navy n’était plus la plus importante du monde.

[27] Le traducteur a privilégié l’expression "l’Angleterre" pour désigner "la Grande Bretagne", pour plusieurs raisons; d’abord les lecteurs de langue française utilisent communément la désignation de "l’Angleterre" pour le Royaume Uni" ou "la Grande Bretagne"…[*Note du traducteur*]

Ce ne fut donc pas une surprise si le gouvernement britannique accepta sans hésiter l'invitation des États-Unis d'assister à la *Conférence de Washington* de 1922. Il s'agissait d'un rassemblement de toutes les grandes puissances navales du monde qui devaient s'accorder sur la limitation des armements navals. Le résultat fut un accord de parité [virtuelle] entre les marines américaine et britannique et l'acceptation par le Japon d'une infériorité de 3 à 5 dans la catégorie des gros navires de guerre par rapport aux deux marines dominantes. En surface, le Traité de Washington semblait satisfaisant du point de vue de l'Angleterre. En fait, ce dernier pays fut forcé, par la puissance américaine naissante, à faire une concession qui accrut la vulnérabilité de l'Empire britannique : les États-Unis exigèrent que l'*Alliance anglo-japonaise* ne soit pas renouvelée. Selon cette entente, le Royaume Uni était l'allié du Japon depuis 1902. De ce fait, durant la Première Guerre mondiale, la *Dai-Nippon Teikoku Kaigun (*la *Marine Impériale Japonaise)* avait nettoyé l'Océan Indien de tout navire allemand et même patrouillé en Méditerranée, libérant ainsi la disponibilité des vaisseaux de la Royal Navy qui pouvaient ainsi surveiller ses propres eaux territoriales. Cette *Alliance anglo-japonaise* avait également assuré la sécurité des colonies britanniques du Pacifique, en particulier celle de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande, et permis à l'Angleterre d'épargner une partie du coût de leur défense. Malgré la pression morale des dominions[28] pour renouveler cette Alliance anglo-japonaise, les Anglais estimèrent qu'ils n'avaient pas d'autre choix que de suivre les ordres des États-Unis parce que les Américains étaient, en dernier ressort, plus importants pour l'Angleterre que les Japonais. Pourtant, l'Alliance avec le Japon avait été un point clé de la défense impériale anglaise, et le *Traité de Washington* [1922] allait créer des problèmes fondamentaux pour les vingt années suivantes.

---

[28] Les dominions étaient des colonies britanniques de peuplement, autonomes dans le domaine budgétaire, mais politiquement soumis aux décisions de Londres. C'était un double avantage pour Londres et un double inconvénient pour les "dominions". [*Note du traducteur*]

Bien que les Japonais aient accepté l'infériorité globale de leurs forces navales par rapport à celles de l'Angleterre, le rapport de forces convenu était suffisant pour leur donner la supériorité locale dans l'Océan Pacifique. S'ils voulaient s'affirmer militairement, leurs menaces causeraient de graves problèmes de défense régionale pour les intérêts britanniques en Extrême-Orient, pour l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Toute menace du Japon serait, selon les planificateurs militaires britanniques, principalement navale et devrait être contrée en envoyant une partie de la flotte à la base principale de Singapour, alors aux premiers stades de sa construction. Le problème était de savoir quelle partie de la flotte pouvait être ainsi envoyée en toute sécurité à l'autre bout du monde. La nouvelle limitation de la taille de la Royal Navy, associée à l'absence de tout engagement américain à aider l'Angleterre dans le Pacifique, signifiait que les Anglais devraient envoyer la majeure partie de leur flotte en Extrême-Orient pour neutraliser efficacement toute hostilité japonaise, une décision qui laisserait le pourtour européen de leur pays dangereusement dépourvu de toute défense navale contre la menace d'une puissance européenne. En cas d'hostilités simultanées en Europe et dans le Pacifique (ou même de menace d'hostilité), la responsabilité de l'Angleterre pour défendre l'Australie et la Nouvelle-Zélande pourrait être impossible à assumer. En principe, la règle centrale de la politique britannique jusqu'en 1939 prévoyait que la Royal Navy serait envoyée en Extrême-Orient, si nécessaire, même aux dépens d'autres nécessités impératives. Alors que la menace japonaise contre les intérêts britanniques d'Extrême-Orient ne semblait rien de plus que théorique, il était tentant pour le Cabinet anglais d'adopter pour prétexte l'assurance de Churchill, qui avait affirmé en 1925, alors qu'il était Chancelier de l'Échiquier : "*Je ne crois pas que le Japon ait l'intention d'attaquer l'Empire britannique,*

ou qu'il y ait un danger quelconque qu'il le fasse avant au moins une génération."[29]

Au début des années 1920, le monde réservait d'autres menaces possibles à long terme contre la position dominante britannique. Les États-Unis, dont l'intervention avait été cruciale dans la défaite de l'Allemagne,[30] refusèrent d'adhérer à la *Société des Nations* et se détournèrent des engagements politiques et militaires en Europe. La Russie, l'autre grande puissance potentielle qui avait été une menace substantielle pour l'Allemagne avant 1914, s'était repliée sur elle-même. Elle ne reconstruisait que lentement son économie détruite dans le chaos de la Révolution bolchévique et avait été rejetée par la plupart des autres puissances pour des raisons idéologiques. Cela laissa un "vide de pouvoir"[31] en Europe. Bien qu'affaiblie et désarmée par le Traité de Versailles, l'Allemagne restait une menace potentielle : elle avait toujours une population trois fois supérieure à celle de la France et possédait trois fois sa capacité sidérurgique. La puissance stratégique française était plus faible après la Grande Guerre qu'en 1914. Elle avait perdu 1,5 million de morts et un million de blessés [handicapés] (un quart de tous les hommes de moins de trente ans) et devait maintenant compter sur les États faibles nouvellement créés d'Europe orientale pour tenter de contrer toute renaissance de la puissance allemande. Un tel changement impliquait directement les intérêts britanniques, en bouleversant le fragile équilibre des forces en Europe *et en menaçant une fois de plus la domination du continent par un seul pays*.[32]

---

[29] M. Gilbert, *Churchill* Vol. 5, p.105. C'était une technique (Méthode Coué) pour expliquer son désintérêt de ce problème. [*Note du traducteur*]

[30] "Cruciale" au moins pour la fourniture de munitions et de projectiles divers. L'intervention américaine sur le champ de bataille, en 1918, n'eut qu'un impact psychologique sur les Allemands qui venaient d'éliminer les Russes par la révolution communiste. [*Note du traducteur*]

[31] "a *power vacuum*".Est-ce *un "déséquilibre"* de pouvoir ou "*une absence"* de pouvoir?

[32] Phrase ambiguë. Ponting ne précise pas quel pays domine le continent. Clive Ponting reste flou. [*Note du traducteur*]

Comme les États-Unis, l'Angleterre s'était également détournée de l'Europe après les traités d'après-guerre. En 1922, le Cabinet convint que les principaux rôles de l'armée seraient désormais la sécurité *intérieure* et la défense de l'*Empire, et qu'aucun projet ne serait fait de dépêcher un Corps Expéditionnaire sur le continent européen*. En 1925, un peu comme ses prédécesseurs au XIXe siècle, Austen Chamberlain, Ministre des Affaires étrangères, déclara à ses collègues que la seule menace qu'il pouvait envisager pour la sécurité britannique ou impériale était en Inde et en Afghanistan, en provenance de l'Union soviétique. Un an plus tard, le Chef de l'État-Major Général Impérial déclara devant ses collègues de l'État-Major que "la priorité en ce qui concernait les engagements de l'Armée britannique se concentraient sur les Indes."[33] *Aucune force armée n'était prévue pour mener une guerre européenne*. Au cours de la Revue militaire annuelle de l'année 1926, il avait été déclaré par les Chefs d'État-Major que "en ce qui concernait les engagements militaires sur le continent européen, nos Services ne peuvent qu'en prendre connaissance."[34]

Jusqu'au début des années 1930, la faiblesse de la position stratégique britannique resta bien dissimulée. L'Angleterre avait un énorme intérêt à préserver le *statu quo*. Comme Premier Lord de la Mer, l'amiral Chatfield déclara au chef du Trésor, Warren Fisher: "*Nous possédons déjà la majeure partie du monde, en tout cas les meilleures parties de celui-ci, et nous voulons seulement garder ce que nous possédons et empêcher les autres de nous l'enlever*."[35] En Europe, l'Allemagne, sous la République de Weimar, semblait de plus en plus intégrée dans la structure du monde d'après-guerre. L'Italie, sous Mussolini, ne posait aucun problème en Méditerranée, et le Japon en Extrême-Orient restait tout aussi calme. Pourtant, en quelques années, le Royaume Uni dut faire face à la menace

---

[33] Bureau du Cabinet 53/1COS 30e réunion (27.5.26) C'était le "splendide isolement !" [*Note du traducteur*]

[34] Bureau du Cabinet 4/15, CID 701

[35] Chatfield à Fisher, Chatfield Papers CHT/3/1 (6.6.34)

cauchemardesque de devoir combattre ces trois pays, soutenu seulement par une France affaiblie [par la Grande Guerre], et handicapé par l'impossibilité du gouvernement anglais de *puiser dans les ressources économiques des États-Unis.* Il était impossible de défendre l'Empire contre toutes ces menaces simultanées, et le danger était qu'un conflit, ne serait-ce qu'avec un seul ennemi, affaiblirait ailleurs les défenses de l'Angleterre à un point tel que cela inciterait une autre puissance à l'agresser.[36] La seule solution possible était d'essayer de réduire le nombre d'ennemis potentiels par des moyens diplomatiques. Mais cela était difficile à réaliser sans offrir des concessions fondamentales qui saperaient la puissance et le prestige britanniques. Tous les gouvernements britanniques de du début des années 1930, eurent à se battre contre cette formidable combinaison de menaces multiples et de ressources insuffisantes. Aucun gouvernement ne put échapper à ce problème ; ainsi Churchill, malgré toutes ses critiques des politiques gouvernementales des années 1930, fut lui-même contraint de s'y impliquer en janvier 1942 lorsque les Japonais envahirent l'Empire britannique d'Extrême-Orient :

"Il n'y a jamais eu un moment, il n'a jamais pu y avoir un moment, lorsque l'Angleterre ou l'Empire britannique, tout seul, pouvaient combattre l'Allemagne et l'Italie, pouvaient mener la Bataille d'Angleterre, la Bataille de l'Atlantique et la Bataille du Moyen-Orient — et, en même temps, se tenir bien prêt à toute éventualité en Birmanie, dans la Péninsule Malaise, et partout en Extrême-Orient..."[37]

Les premiers signes de détérioration de la situation internationale devinrent apparents en septembre 1931, avec l'invasion japonaise de la Mandchourie, l'éviction des autorités chinoises, l'établissement d'un régime fantoche et *le défi à* la Société des Nations. La détérioration de la situation internationale n'aurait pu arriver à un pire moment d'un point de

[36] Ainsi, en 1940, lorsque la France demanda un armistice à l'Allemagne, l'Italie déclara la guerre à la France et tenta sans succès d'envahir le territoire français.

[37] Chambre des communes, 27.1.42. Comme dit le proverbe : "Qui trop embrasse, mal étreint." [Note du traducteur].

vue économique et financier. Le déclin économique relatif de l’Angleterre s'était poursuivi sans relâche depuis la Première Guerre mondiale. Dans les années 1930, sa part dans la production manufacturière mondiale était bien inférieure à celle de l'Allemagne et seulement au tiers du niveau américain. La part des Anglais dans le commerce mondial avait décliné de 14% en 1913 à moins de 10% en 1937. À la fin des années 1930, l’Angleterre tentait de contrôler environ un quart de la surface de notre planète avec seulement dix pour cent de sa force manufacturière. Cette disparité était la cause fondamentale de la faiblesse britannique. Cela signifiait que l’Angleterre ne disposait pas des ressources nécessaires pour édifier une défense indispensable destinée à protéger de manière adéquate le territoire de son Empire.

Au début de 1932, la situation parut alarmante lorsque le Cabinet se réunit pour examiner un plan de défense de l’Empire élaboré par les Chefs d'État-Major. À la suite de la Grande Crise mondiale déclenchée par le *crash* de 1929, le monde s'enfonçait plus profondément encore dans la dépression et la crise financière. Au début des années 1930, l'économie britannique ressentait non seulement les effets d'un déclin relatif, mais aussi d'un effondrement de la demande mondiale. Au Royaume-Uni même, la construction navale n’atteignait que 7% de son niveau de 1913, l’industrie textile (responsable de 40 % des exportations jusque-là) était tombée à un tiers de son niveau des années 1920, la sidérurgie avait baissé de 45% et le charbon de 20%. La balance commerciale britannique avait aussi glissé dans le rouge. La pression exercée sur la livre sterling, surévaluée à l'été 1931, avait conduit à l'effondrement du gouvernement Travailliste minoritaire, qui n’avait pas réussi à s'entendre avec les autres partis sur un ensemble de réductions des dépenses publiques. Il fut remplacé par un autre gouvernement de coalition qui ne réussit pas non plus à maintenir l’Angleterre sur l'étalon-or. L'un des derniers vestiges de la domination britannique sur le commerce mondial —la foi dans le libre-échange— fut également bientôt abandonné au profit de droits de douanes d’une part et des préférences fiscales pour les marchandises de

l'Empire britannique. Face à ce contexte, les Chefs de l'État-Major prirent position pour abandonner *la Règle de Dix Ans* (Ten Year Rule) et pour se lancer dans le Réarmement. La fameuse Règle avait été adoptée en 1919, lorsque les forces armées avaient reçu l'ordre de planifier l'avenir en prenant pour acquis que l'Angleterre ne serait pas impliquée dans une guerre majeure pendant les 10 années suivantes. Les dépenses militaires avaient donc été coupées en conséquence, avec le plus grand enthousiasme, par Churchill qui se trouvait être *Chancelier de l'Échiquier* [Ministre des Finances] de 1925 à 1929. En 1928, le Cabinet, sous l'impulsion de Churchill, avait converti la règle en une hypothèse renouvelée, selon laquelle il n'y aurait pas de guerre pendant au moins 10 ans de plus. En 1932, sous la menace croissante du Japon en Extrême-Orient, le Cabinet accepta d'abandonner l'hypothèse des dix ans, mais, en raison de la situation économique précaire, refusa d'accepter tout programme de réarmement. Ce ne fut que le 15 novembre 1933, onze mois après l'arrivée au pouvoir d'Adolf Hitler, que l'autorisation fut accordée de commencer à évaluer ce qui devait être fait pour améliorer les défenses de l'Angleterre.

Le travail fut entrepris au sein du Comité des Besoins pour la Défense (DRC)[38], composé des trois Chefs d'État-Major, des chefs du Ministère des Affaires Étrangères, du Trésor, et du Secrétaire du Cabinet des Ministres. Le premier problème à résoudre était de savoir quelle menace devait être considérée comme prioritaire. Le Cabinet s'était mis d'accord sur l'hypothèse que la France, les États-Unis et l'Italie ne devaient pas être considérés comme des ennemis potentiels, mais les militaires ne pouvaient pas s'accorder sur le poids respectif à concéder à la menace de l'Allemagne et du Japon. La Royal Navy favorisait le Japon parce que sur ce théâtre d'opérations, elle serait prédominante. L'Armée de Terre était toujours obnubilée par les Indes et reléguait l'Europe presque en bas de sa liste de priorités, tandis que la Royal Air Force optait

[38] Defence Requirements Committee.

pour l'Europe, où sa force de bombardement aurait un rôle majeur à jouer. L'embarras fut solutionné par les trois membres civils du Comité, qui imposèrent la seule conclusion raisonnable : l'Allemagne était *la menace ultime* contre laquelle le réarmement devait être dirigé, car seule l'Allemagne était en mesure de vaincre l'Angleterre elle-même, alors que les autres [le Japon et l'Italie] ne pouvaient que conquérir un fragment de l'Empire. Comme le réarmement allemand n'était pas encore en cours à grande échelle, il était encore temps de prendre des mesures supplémentaires en Extrême-Orient pour tenter de contenir le Japon. Même sur cette stratégie, cependant, les trois Chefs d'État-Major ne furent pas en mesure de produire un programme de défense cohérent et ne purent que conseiller des augmentations de financements à peu près égaux en faveur des trois armes [Terre-Air-Mer] afin de pallier les pires lacunes.

En conséquence, lorsque le rapport du DRC fut examiné par le Cabinet en mars 1934, on constata qu'aucune réflexion stratégique claire n'était proposée sur le programme de développement de la défense. Quelques ministres, dirigés par le Chancelier de l'Échiquier, Neville Chamberlain, furent chargés de mettre un peu d'ordre dans la confusion. Ils acceptèrent les conclusions du DRC sur les menaces auxquelles l'Angleterre était confrontée, mais établirent des priorités dans le programme de réarmement. Leur Analyse, approuvée par le Cabinet en juin 1934, décida que les préparatifs navals contre le Japon devaient se poursuivre, et que la construction de la *base militaire* de Singapour destinée à héberger, à entretenir et à avitailler la flotte de guerre, dans le cas où elle serait dépêchée en Extrême-Orient, devrait être achevée à la fin de la décennie 1930. Les dépenses proposées pour la Royal Air Force furent accrues, mais l'accent fut mis sur les escadrons basés en Métropole [en Angleterre] ; quant aux réserves, elles furent réduites. L'objectif était de constituer le plus rapidement possible une force de bombardiers de première ligne qui, espérait-on, impressionnerait les Allemands et aurait un effet

dissuasif sur la pugnacité germanique.[39] Les principales réductions budgétaires touchèrent l'Armée de Terre, en faveur de laquelle les dépenses furent deux fois moins élevées que celles recommandées par la DRC. Une *Force de Campagne* (*Field Force* : le nom en fut soigneusement choisi pour la distinguer d'un *Corps Expéditionnaire*) de cinq divisions devait être créée en 1939, mais la faible priorité accordée à son armement, et l'impossibilité de compléter les effectifs de cette troupe à partir d'une *garde nationale* qui n'existait pas[40] signifiaient que l'utilité de cette *Field Force* dans tout conflit européen serait minime. Les ministres convinrent également que tous ces préparatifs de défense devraient être achevés au début de 1939, après quoi il fut estimé que l'Allemagne serait prête à se lancer dans la guerre.

La politique adoptée en 1934 était essentiellement défensive. Elle se concentra sur la *dissuasio*n de toute menace dirigée contre l'Angleterre, et évita tout engagement à mener une guerre sur le continent avec une armée de l'ampleur de celle impliquée dans la Première Guerre mondiale. Le Plan définissait les priorités du réarmement des Forces Armées anglaises jusqu'au printemps 1939, mais le programme s'étendit régulièrement sous la pression d'une situation mondiale en pleine détérioration. Les sommes consacrées aux Forces Navales, qui jusqu'en 1938 absorbaient plus d'argent que la Royal Air Force ou l'Armée de Terre, furent encore augmentées lorsque le Cabinet approuva une *nouvelle norme* de Forces Navales de vingt gros navires de guerre, ce qui permettait l'envoi éventuel d'une Force de Dissuasion à la Base de Singapour, tout en gardant suffisamment de navires dans les eaux territoriales européennes pour faire face à toute menace nazie. Mais ces escadres ne seraient disponibles qu'au début de la décennie commençant en 1940. Au fur et à mesure que le réarmement allemand progressait, le renforcement de la Royal Air Force s'accéléra dans les mêmes proportions et se

---

[39] L'équivalent de la *Force de Frappe stratégique* d'aujourd'hui. [*Note du traducteur*]
[40] Garde Nationale qui se serait appelée *Armée Territoriale*. [*Note du traducteur*]

prolongea jusqu'au milieu des années 1930, jusqu'à ce qu'un plan soit accepté de construire une force de 1000 bombardiers d'ici avril 1939. Jusqu'en 1938, l'accent pour le réarmement aérien était mis sur une force de bombardement, conformément à la doctrine acceptée de la Royal Air Force selon laquelle une force de bombardement stratégique serait capable de dévaster le territoire d'un adversaire, et, par sa simple présence, d'agir comme un moyen de dissuasion contre l'agression. Alarmé par le coût croissant du programme de réarmement et la difficulté de financer une marine de guerre plus importante, une aviation accrue et même une armée limitée, le Cabinet accepta, au milieu des années 1937, que le Ministre de la Coordination de la Défense, Sir Thomas Inskip, procède à un examen complet de l'effort de guerre et de la stratégie défensive. Les résultats de l'Étude renforcèrent les doutes déjà exprimés en 1934 sur l'envoi d'une armée combattre sur le continent européen. En novembre 1937, le Secrétaire d'État à la Guerre, Leslie Hore-Belisha, dit au Premier Ministre, Neville Chamberlain, que "*notre armée devrait être organisée pour défendre notre pays et l'Empire ; l'organiser avec une prédisposition militaire en faveur d'un engagement continental est une erreur*.[41] Un mois plus tard, le Cabinet approuva les résultats de l'examen stratégique d'Inskip. Les priorités de la politique britannique devaient désormais être la *défense aérienne de l'Angleterre*, suivie de *la défense du Commerce et de la défense de l'Empire britannique,* et ensuite : *"Notre quatrième objectif, qui ne pouvait être traité qu'après que les autres objectifs fussent atteints, devait être la coopération dans la défense continentale de tous les Alliés que nous pourrions avoir en temps de guerre."*[42]

La décision de 1934, qui laissait ouverte la possibilité d'envoyer une armée plus petite sur le continent européen, fut donc annulée trois ans plus tard, et le Cabinet accepta qu'*aucune préparation* ne serait

[41] R. Minney, Papiers privés de Hore-Belisha. p. 59 et 60

[42] Bureau du Conseil des Ministres 24/273, CP 316 (37) (22.12.37)

prévue pour créer un *Corps Expéditionnaire* [pour aider les Français][43]. Les Anglais optaient désormais pour une politique fortement isolationniste. Elle comportait le risque que si le seul allié probable de l'Angleterre sur le continent, la France, insistait sur l'engagement d'une force britannique dans le cadre de tout effort de défense conjoint contre l'Allemagne, alors une armée majeure devrait être improvisée à court terme.[44]

Bien que le réarmement futt en cours en 1935, le dilemme britannique —trop d'obligations et trop peu de ressources— n'était toujours pas résolu. La situation mondiale continuait de se détériorer. Le Japon s'était emparé de la Mandchourie et semblait susceptible de poursuivre son invasion en direction du sud vers la Chine proprement dite, où se trouvaient d'importants intérêts commerciaux britanniques. La *Conférence du Désarmement* de Genève avait échoué et le réarmement allemand clandestin avait été ouvertement avoué au mépris des clauses restrictives du Traité de Versailles de 1919. Il semblait maintenant clair que l'Allemagne d'Adolf Hitler était engagée dans une voie destinée à réaffirmer son rôle de grande puissance européenne. En soi, cela n'était pas nécessairement une cause d'opposition de la part des Britanniques, mais la possibilité de changements dans les frontières européennes, changements obtenus par intimidation par menace de violence, et le danger ultime de domination du continent par l'Allemagne posait un défi direct à l'Angleterre.

L'objectif de chercher à réduire le nombre d'ennemis potentiels de l'Angleterre restait l'approche la plus fortement soutenue par le Trésor. En 1934, Neville Chamberlain, et le Responsable du Trésor, Sir Warren

---

[43] Ce fut une excellente nouvelle et un grand encouragement pour Adolf Hitler qui allait pouvoir se retrouver seul à seul face aux Français après 1939, année où l'URSS accepta de collaborer avec les Nazis. Rappelons que l'Allemagne comptait alors 80 millions d'habitants et la France 39 millions. [*Note du traducteur*]

[44] Ce qui était impossible. Une grande armée ne peut s'improviser en quelques jours. *La fuite anglaise de Dunkerque et l'écroulement français étaient donc prévisibles à partir de cette Décision anglaise de 1934 de laisser aux seuls Français toute la charge de la Bataille de France.* [*Note du traducteur*]

Fisher, firent savoir qu'en l'absence d'Alliés —à l'exception probable de la France—, et avec nos ressources limitées, *"nous ne pouvons pas envisager de soutenir des hostilités simultanées avec le Japon et l'Allemagne*."[45] Avec l'appui de quelques autres ministres, ils se déclarèrent favorables à la conclusion d'un pacte de non-agression avec le Japon qui, en fait, rétablirait l'Alliance de 1902. Le problème qui s'ensuivrait était que, bien que cette alliance puisse protéger l'Australie et la Nouvelle-Zélande, un Japon nouvellement belliciste exigerait une acceptation tacite par l'Angleterre de ses objectifs expansionnistes en Chine, ce à quoi les Américains s'opposeraient vigoureusement. Sous la pression du Foreign Office, le gouvernement anglais décida qu'il ne pouvait pas se permettre de risquer de s'aliéner les États-Unis, et, de ce fait, la politique convenue à Washington en 1922, de ne pas conclure d'accord avec le Japon en raison des sensibilités américaines, fut poursuivie même s'il n'y avait aucun indice démontrant que les Américains soutiendraient la position britannique dans le Pacifique. Après avoir renoncé à un accord avec le Japon comme option politique, il restait aux Anglais l'alternative d'essayer de parvenir en Europe à un arrangement qui pourrait leur fournir une certaine marge de manœuvre pour faire face à la menace japonaise. L'*Accord Naval* anglo-allemand de 1935, qui limitait la taille de la marine de guerre allemande à 35% de celle de la Royal Navy, n'apporta qu'une faible mesure de consolation. Tant que les Allemands s'en tinrent aux clauses de cet Accord Naval (ce qu'ils firent jusqu'en 1939), cela permit aux Anglais de calculer les forces en présence en Europe pour, d'un côté, pouvoir contenir les Allemands, et donc de supputer la taille de l'escadre qui pourrait être dépêchée à Singapour pour contenir les Japonais, si cela s'avérait nécessaire.

L'amélioration marginale des perspectives stratégiques de plus en plus angoissantes pour l'Angleterre furent presque immédiatement contrebalancée par le développement des événements en Méditerranée.

[45] Journal de N. Chamberlain, 6.6.34

Là, Mussolini, illusionné par ses rêves de grandeur impériale romaine, décida en 1935 de conquérir l'Abyssinie. L'invasion italienne plaça Londres dans une position délicate. En tant que membre éminent de la *Société des Nations*, et sous la forte pression de l'opinion publique, le gouvernement anglais se sentit obligé de soutenir une action collective qui consistait à infliger des sanctions limitées à l'Italie pour avoir violé la Charte de la Société des Nations. Londres fut réticente à en faire plus car les Anglais n'avaient aucun intérêt économiques direct en Abyssinie et souhaitaient au contraire rester en bons termes avec l'Italie. En fin de compte, l'Angleterre se retrouva dans un dilemme. Les sanctions internationales qui furent imposées étaient suffisantes pour aliéner les Italiens sans être assez contraignantes pour les arrêter dans leur agression, et la tentative d'accord secret avec l'Italie (dans le plan franco-anglais Laval-Hoare), qui dut être abandonné sous la pression publique, jeta des doutes sur l'engagement de l'Angleterre en faveur de la sécurité collective. La conséquence de ce démêlé fut que l'Italie s'éloigna de sa vieille amitié avec la France et l'Angleterre pour se rapprocher de l'Allemagne. Tout cela fit que l'Italie dut être également ajoutée à la liste des ennemis potentiels de l'Angleterre. Cela laissait les Anglais avec la perspective de devoir faire face à *trois ennemis*, et, pour la première fois, il y avait une menace directe pour les intérêts britanniques en Méditerranée. Ces craintes conduisirent le Comité des Besoins pour la Défense (DRC) à avertir, en novembre 1935 :

"C'est une exigence fondamentale pour notre sécurité nationale et impériale que notre politique étrangère soit menée de manière à éviter le développement possible d'une situation dans laquelle nous pourrions être confrontés simultanément à l'hostilité du Japon en Extrême-Orient, de l'Allemagne en Europe occidentale, et de toute autre puissance sur la principale ligne de communication entre les deux."[46]

---

[46] Bureau du Cabinet 4/24, RDC Troisième rapport (21.11.35)

Au fur et à mesure que les problèmes auxquels l'Angleterre était confrontée s'accumulaient, les difficultés à trouver une solution diplomatique s'aggravaient également. En Extrême-Orient, la situation s'est rapidement envenimée après le milieu de 1937, lorsque les Japonais ont commencé une invasion à grande échelle contre la Chine. Cela constituait une menace directe pour le commerce et contre les autres intérêts anglais et américains, et amena Anthony Eden, Secrétaire des Affaires étrangères, à s'opposer à ce qu'il décrivait comme *des nations émergentes empiétant sur les réserves raciales blanches.*[47] Pourtant, bien que le Cabinet ait sérieusement envisagé d'envoyer une escadre en Extrême-Orient après une attaque japonaise accidentelle contre des canonnières britanniques et américaines en décembre 1937, il apparut impossible de se mettre d'accord sur une action conjointe anglo-américaine dans le but de contenir le Japon, bien que des pourparlers secrets de bas-niveau aient lieu pour organiser d'éventuelles opérations futures. En Méditerranée, les Italiens menaient une campagne de propagande contre la présence britannique au Moyen-Orient et soutenaient activement le Général Franco dans la Guerre Civile espagnole. Pourtant, aucun accord avec Mussolini n'était possible à moins que Londres ne reconnaisse la conquête italienne de l'Abyssinie.[48] L'Allemagne, qui avait réoccupé la zone démilitarisée de Rhénanie tandis que la France et l'Angleterre étaient empêtrées avec l'Italie au sujet de l'Abyssinie (début de 1936), se réarmait rapidement et semblait sur le point d'entrer dans une phase plus affirmée, constituant une menace directe pour ses voisins immédiats, l'Autriche et la Tchécoslovaquie.

Pour résoudre cette situation, les Chefs d'État-Major exigèrent une solution diplomatique (fin de 1937):

[47] Prime Minister's Office 1/276, Eden à Chamberlain, 9.1.38. Les Anglais n'avaient pas peur des mots qui dénotaient un immense racisme.

[48] L'Abyssinie était la partie septentrionale de l'Éthiopie actuelle, correspondant à l'Érythrée et au nord de l'Éthiopie. [*Note du traducteur*]

"Nous ne pouvons pas prévoir le moment où nos forces de défense seront assez puissantes pour protéger *simultanément* notre territoire, notre commerce et nos intérêts vitaux, contre l'Allemagne, l'Italie et le Japon. Nous ne pouvons donc pas exagérer l'importance, du point de vue de la défense de notre Empire, de toute action politique ou internationale qui pourrait être entreprise pour réduire le nombre de nos ennemis potentiels, ou pour obtenir le soutien d'alliés éventuels."[49]

Ce sont des commentaires comme celui-ci qui amenèrent Antony Eden à se plaindre privément auprès de Chamberlain (qui était devenu Premier Ministre en 1937) : "Je ne peux m'empêcher de croire que ce que les Chefs de l'État-Major aimeraient vraiment faire, c'est réorienter toute notre politique étrangère pour marcher avec les dictateurs, même si ce processus impliquait de nous séparer de la France et de mettre fin à nos relations avec les États-Unis."[50]

Néanmoins, les deux hommes pensaient qu'une action diplomatique devrait être entreprise, bien que Chamberlain veuille aller plus loin et plus vite que le Ministre des Affaires Étrangères. Comme il l'écrivait en privé en janvier 1938 : "*En l'absence de tout allié puissant, et jusqu'à ce que nos armements soient achevés, nous devons ajuster notre politique étrangère à notre convenance.*"[51] Pourtant, un accord avec les Japonais fut exclus en raison de la sensibilité américaine. En tout état de cause, les Nippons représentaient une menace moins immédiate pour les intérêts anglais. Cela laissait la possibilité d'un arrangement avec l'Italie ou l'Allemagne. Antony Eden privilégiait une approche prudente, en mettant l'accent sur les relations avec l'Allemagne. Le Premier Ministre, qui voulait d'abord essayer d'obtenir un accord avec l'Italie, ouvrit sa propre ligne de communication privée avec les Italiens à l'insu d'Eden, qui démissionna lorsque le secret fut éventé en février 1938. Chamberlain put

[49] Cabinet Office 4/26 Comparaison de la force de l'Angleterre avec celle de certaines autres nations en janvier 1938 (12.11.37)

[50] Prime Minister's Office 1/276, Eden à Chamberlain, 31.1.38

[51] K. Feiling, Neville Chamberlain, p.324

parvenir à un accord assez rapidement en troquant une acceptation anglaise de la colonisation italienne de l'Abyssinie contre une meilleure coopération des Italiens en faveur de l'ensemble des comportements des Anglais. Pourtant, il fut impossible de transformer ce désir en un accord global à long terme avec l'Italie.[52]

Parvenir à un accord avec l'Allemagne s'avérera encore plus complexe. Si Chamberlain avait négocié avec un homme d'État rationnel et raisonnable, il aurait probablement pu conclure l'accord en rétablissant une position allemande forte en Europe, en restaurant certaines colonies allemandes et en concédant la domination économique allemande sur l'Europe centrale et du Sud-Est, à condition que l'Angleterre n'ait eu que des intérêts limités. Au lieu de cela, Chamberlain dû faire face à Adolf Hitler, dont les objectifs étaient si grandioses, si changeants et finalement si inacceptables pour le reste de l'Europe, qu'aucun accord ne fut possible. En 1938, Hitler se sentit assez fort pour passer de la phase de consolidation de son pouvoir en Allemagne, par le réarmement et la réaffirmation du contrôle absolu de l'Allemagne en Rhénanie, à la phase plus agressive de redéfinition des frontières internationales convenues en 1919. Dans chaque cas, il s'appuya sur un grief légitime découlant du Traité de Versailles. En 1919, l'unification germano-autrichienne avait été interdite ; la population allemande des Sudètes fut placée sous domination tchèque pour donner au nouvel État des frontières défendables ; quant à la Prusse orientale, elle fut séparée du reste de l'Allemagne par un corridor polonais vers la Baltique : *le Corridor de Dantzig*. Après qu'Hitler eût procédé à la réunification de l'Autriche avec l'Allemagne lors de l'*Anschluss*,

[52] Mussolini était certes trop désireux de s'entendre avec Adolf Hitler pour flirter trop ouvertement avec les Anglais, dans son dos. Le mariage franco-anglais n'était qu'un mariage de convenance, d'ailleurs les Anglais abandonnèrent les Français [Dunkerque] dès qu'ils se rendirent compte que les Allemands étaient trop fort. Durant la Guerre de Succession d'Autriche, aussi, dès que les Anglais se rendirent compte que la Prusse était trop puissante pour eux, ils commencèrent à négocier secrètement avec les Français (Alliés des Prussiens) au détriment de leurs alliés autrichiens. Puis, la paix revenue, ils s'allièrent avec les Prussiens contre la France et… l'Autriche. Ce fut la terrible Guerre de Sept Ans. [*Note du traducteur*]

sa nouvelle cible fut clairement la Tchécoslovaquie et le contrôle des Sudètes.[53] À la fin du mois de mars 1938, les Chefs d'État-Major [anglais] déclarèrent aux ministres que "aucune pression, que nous [Anglais] et nos éventuels alliés, pourrions exercer, que ce soit sur mer, sur terre ou dans les airs, ne pourrait empêcher l'Allemagne d'envahir et de se rendre maître de la Bohême, et d'infliger une défaite décisive à l'armée tchécoslovaque."[54] Ils ajoutèrent qu'il serait ensuite nécessaire de continuer la guerre pour écraser l'Allemagne afin de libérer la Tchécoslovaquie, et que cela impliquerait un risque substantiel que l'Italie et le Japon ne se joignent au conflit avec des conséquences potentiellement catastrophiques pour l'Angleterre. Chamberlain s'engagea alors dans une voie dangereuse pour tenter de résoudre la *Question des Sudètes,* et, ainsi, éviter une guerre européenne. *Le Premier Ministre anglais refusa jusqu'au dernier moment possible, de s'engager auprès de la France, qui était tenue par Traité d'aider la Tchécoslovaquie, à lui fournir la moindre assistance si elle était attaquée par l'Allemagne, augmentant ainsi la pression française sur les Tchèques pour qu'ils acceptent*. Londres envoya également une mission diplomatique britannique à Prague pour tenter de résoudre le problème des Sudètes en persuadant les Tchèques d'accepter de faire des concessions. Cette mission échoua, comme échoua aussi la tentative de Chamberlain de négocier personnellement avec Hitler et de lui faire accepter l'idée d'un référendum dans le territoire contesté. Finalement, un Hitler mécontent, privé de la guerre qu'il souhaitait, accepta une proposition italienne de dernière minute, à la fin du mois de septembre 1938, pour une conférence des quatre puissances à Munich. En une semaine, la conférence se mit d'accord, sans consulter les Tchèques, et accepta le transfert des Sudètes à l'Allemagne. La guerre avait été

[53] Tous ces groupuscules germanisés répandus à travers l'Europe de l'Est avant la Deuxième Guerre Mondiale, avaient été installés par l'Empire d'Autriche-Hongrie dont les Empereurs souhaiter coloniser et germaniser la totalité du Saint-Empire Romain germanique. [*Note du traducteur*]
[54] Bureau du Cabinet 53/37, COS 698 (28.3.38)

évitée, mais les Accords de Munich ne procurèrent pas de paix à long terme avec l'Allemagne.

À la fin de 1938, la pression sur Londres augmenta rapidement. L'Empire britannique, largement dispersé sur la planète, devait encore faire face à trois ennemis potentiels, car aucun accord ne s'était révélé possible avec l'Allemagne, l'Italie ou le Japon pour réduire cette menace à des proportions plus gérables. La fragile base industrielle et financière de l'économie de Grande-Bretagne fut également mise à rude épreuve, surtout quand le réarmement, axé sur la Royal Navy et la Royal Air Force, s'accéléra. De ce fait, dans les six mois qui suivirent la Conférence de Munich, la situation s'aggrava incommensurablement. Le seul Allié de l'Angleterre, la France, exigea que Londres fasse l'effort de construire une Armée de Terre pour participer aux combats sur le continent.[55] Lorsque les Britanniques se plièrent finalement aux demandes des Français, ce nouveau fardeau financier de réarmement, ainsi que les autres pressions concomitantes, commencèrent à soulever de sérieux doutes quant à savoir si l'Angleterre possédait la richesse économique ou financière nécessaire pour maintenir longtemps un tel programme et pour mener une guerre longue et majeure, si la diplomatie échouait.

Comme les Anglais, les Français souffraient de faiblesse stratégique et économique dans les années 1930. Ils manquaient de main-d'œuvre et de puissance industrielle pour être au niveau de l'Allemagne, qui possédait une population plus importante[56] et dont la production industrielle était deux fois plus importante que celle de la France. La France dut adopter une stratégie de *défense avancée* [par rapport à ses

---

[55] La seule partie de l'Empire britannique où la Conscription ne fut pas imposée avec menace de prison fut l'Angleterre. Combien de Canadiens se retrouvèrent en prison puis incorporés de force pour aller sauver la mère-patrie anglaise alors qu'ils savaient que, en Angleterre, ils ne seraient as forcés de verser leur sang contre les Allemands. Il leur suffirait de s'engager dans la Défense Passive pour avoir l'air de combattre sans risquer leur vie. ? Voir ANNEXE en fin d'ouvrage pour la Première Guerre Mondiale. [*Note du traducteur*]

[56] La population de la Grande Allemagne équivalait à deux fois celle de la France : 80 millions contre 39 millions d'habitants. [*Note du traducteur*]

frontières] car ses principaux centres industriels étaient proches des frontières allemande et belge, mais en 1936, les Belges abandonnèrent l'alliance des Français pour adopter une attitude de neutralité, et refusèrent toute discussion avec la France sur une éventuelle action commune, dans le cas où la Belgique serait envahie par les Allemands.[57] Les Français,

[57] La Belgique et l'Angleterre étaient terrorisés par l'Allemagne Hitlérienne qui se réarmait à grande vitesse. L'Allemagne avait littéralement ruiné l'Europe par la Grande Guerre (1914-1918), et en 1919 la France voulait la tenir enchaînée par les Réparations et par l'occupation de la Ruhr. Mais les États-Unis s'opposèrent à ce que l'Allemagne paye car les financiers de Wall Street avaient fortement investi dans l'Industrie allemande. Les Anglais aussi s'opposèrent à ce que les Français se fassent payer trop de Réparations (car seule la France avait été détruite) par jalousie. *voir* The Anglo-American Establishment, Books in Focus, New York NY, 1981, "Chapitre Premier. De ce fait, par une volte-face brutale et totalement dépourvue de reconnaissance ou simplement d'empathie vis-à-vis d'un pays meurtri par quatre ans de guerre, l'Angleterre se retourna immédiatement contre la France, dès que les bruits de bottes germaniques parurent s'estomper. Ce fut donc en concordance avec cette stratégie que, dès la fin de la Première Guerre mondiale, la Diplomatie anglaise tenta de favoriser l'Allemagne non seulement pour frustrer la France du fruit de sa victoire totale mais aussi dans le but "d'obliger" l'Allemagne à son égard. L'Angleterre craignait que la France ne gagnât trop de puissance et trop de prestige par une victoire sur un pays beaucoup plus peuplé. Ce fut d'ailleurs pour cette raison spécifique, dans l'espoir que les deux nations (Allemagne et Angleterre) héréditairement ennemies de la France depuis les lointains temps médiévaux, feraient cause commune contre cette dernière, que, quelques années plus tard, Hitler afficha initialement l'espoir que les Anglais rejoindraient ses rangs en 1940.

En 1919, lors des pourparlers de Paix, ce fut donc dans le but de poursuivre cette stratégie de séduction diplomatique que le *think tank* anglais, le *groupe de réflexion* appelé Milner Group, s'opposa à pénaliser trop sévèrement l'Allemagne qui avait causé la Grande Guerre en poussant l'Autriche-Hongrie à l'intransigeance avec la Serbie. Carroll Quigley, membre en règle de ces *think tanks* occultes, confirmera clairement l'assertion selon laquelle les lobbies anglais du Groupe Milner s'opposèrent à ce que la France forçât l'Allemagne à payer des dommages de guerre (à la France). Ce comportement des négociateurs anglais, secrètement membres du *think tank Milner* , était motivé par deux raisons très différentes : d'abord, l'Allemagne pouvait, grâce à des investissements massifs venant des pays anglos-axons, redevenir un pilier du système capitaliste mondial face au monde communiste dans sa phase de développement. Il fallait donc faire obstacle à ce que la France n'affaiblisse l'Allemagne par ses "Réparations" agressives et punitives. Mais l'ultime objectif des lobbies anglais en sabordant les Réparations punitives est très clairement expliqué dans le même ouvrage de Carroll Quigley. Cette stratégie était destinée à abaisser la France : ●Les buts du Cecil Bloc (qui fut l'un de ces *think tanks*) était d'influencer la politique anglaise dans les domaines politiques, éducatifs et journalistiques. L'Édition devait être surveillée afin que seuls puissent être publiés les ouvrages historiques *flatteurs* pour le patriotisme anglais. Aujourd'hui encore les éditeurs n'acceptent pas les ouvrages critiques sur l'*Histoire d'Angleterre* des deux derniers siècles. Dans le domaine éducatif, les enfants les plus doués de l'Establishment devaient recevoir les bourses d'étude du fondateur Cecil Rhodes, et des mariages devaient renforcer les liens entre les familles de ce milieu. Dans le domaine politique, des politiciens formés au sein du *Think Tank* devaient noyauter les Gouvernements successifs du Royaume Uni et des différents pays au sein de l'Empire qui se préparait à se transformer en *Commonwealth* afin de perpétuer l'influence de l'Angleterre. Sur l'échiquier européen, l'ancien système britannique de *Balance-of-Power* devait être ranimé : Under that old system

qui avaient un intérêt évident à combattre l'Allemagne en Belgique si possible, ne purent étendre la Ligne défensive Maginot, conçue pour compenser l'infériorité numérique française, le long de la frontière franco-belge. L'économie française des années 1930 avait souffert de la dépression plus longtemps que presque tout autres pays européens. En 1938, la richesse nationale était encore inférieure de 18% à celle de 1929 et la production industrielle était inférieure aux niveaux de 1928. Les exportations diminuaient, les importations augmentaient et la part de la France dans le commerce mondial se restreignait constamment. Le franc était gravement surévalué et sa dévaluation en 1936, suivie d'autres dévaluations, laissa les Français fortement dépendants de l'aide financière américaine et britannique [?!]. La dette et les engagements de pensions de guerre pour les anciens combattants de 1914-1918, absorbaient la moitié des dépenses publiques et laissaient peu de place aux exigences du réarmement. Néanmoins, un effort héroïque fut réalisé dans les années 1930 pour reconstruire les défenses françaises. En 1938, les dépenses militaires représentaient plus de 8% de la richesse nationale, une proportion plus élevée qu'en Grande-Bretagne et plus du double du niveau de 1913, à l'ouverture de la Première Guerre mondiale. En 1939, les dépenses d'armement étaient encore plus élevées que lors de la dernière année de la Première Guerre mondiale.

La position stratégique de la France fut aggravée par l'effondrement de la Tchécoslovaquie, qui, à l'Est, avait fourni un contrepoids à l'Allemagne. Après Munich, les Français commencèrent à ressentir tout le poids du surarmement allemand. Bien que dans la dernière semaine de

---

which Britain had followed since 1500, Britain should support the second strongest power (l'Autriche jusqu'à la Guerre de Succession d'Autriche puis la Prusse) on the Continent against the strongest power (France), to prevent the latter from obtaining supremacy on the Continent et ainsi permettre à l'Angleterre de vaincre plus fort qu'elle. L'habituel système de la Balance of Powers était destiné à profiter hégémoniquement à la seule Angleterre. En second lieu,"Their aim became the double one of keeping Germany in the fold of redeemed sinners by concessions, and of using this revived and purified Germany against Russia (Bolchévisme) and France (Militarisme)" Carroll Quigley, The Anglo-American Establishment. [*NdT*]

septembre, les Anglais aient finalement accepté de faire leur part pour se battre aux côtés des Français en cas d'attaque allemande, ils refusaient toujours d'engager une armée de terre pour combattre aux côtés de leur Alliée. Les Français, *à juste titre*, estimaient que les Anglais s'attendaient à ce qu'ils tiennent *tout le front occidental* et fournissent un effort aérien majeur pendant que les Anglais se concentreraient sur la défense de leur propre île. À l'automne 1938, les Français commencèrent à faire comprendre qu'ils s'attendaient à ce que les Anglais jouent un vrai rôle en fournissant une armée de terre imposante sur le continent, si "l'alliance" devait avoir un sens. Lord Halifax, Ministre des Affaires Étrangères, craignait que sans un tel engagement, les Français n'abandonnent complètement et ne cherchent un rapprochement avec l'Allemagne aux dépens de l'Angleterre. D'autres, comme Sir Samuel Hoare, Ministre de l'Intérieur, étaient plus optimistes, arguant que *"quoique les Français puissent penser, leurs intérêts étaient tellement liés aux nôtres qu'ils ne pouvaient pas se permettre de rester à l'écart*."[58] En janvier 1939, le point de vue d'Halifax prévalant, les ministres anglais convinrent que le Corps Expéditionnaire à quatre divisions (qui jusque-là n'avait été équipé que pour une guerre limitée extra-européenne), ainsi que ses formations logistiques, devaient être équipés pour une guerre européenne —les Français ne furent informés de ne s'attendre qu'à une force symbolique de deux divisions.[59] Cela ne suffit pas à les satisfaire. Lorsque le "théâtre" européen s'assombrit encore plus en mars, après que les Allemands se fussent emparés des restes de l'État tchèque, le gouvernement français exerça davantage de pression sur les Anglais. Chamberlain était déterminé à essayer d'éviter d'introduire la Conscription en Angleterre, mais il ressentit

[58] Bureau du Cabinet 2/8, CID 341e réunion (15.12.38)

[59] La *technique de boutiquier* consistait à n'offrir que deux divisions et si les Français protestaient et marchandaient, on pouvait ajouter une ou deux divisions supplémentaires. Si les Français [130 Divisions] se contentaient des deux premières divisions anglaises, c'était autant d'économisé pour les Anglais.

la nécessité de faire un geste d'apaisement.[60] À la fin du mois de mars, un doublement de la taille du *Corps Expéditionnaire* fut annoncé. Ces décisions, qui n'avaient aucun sens, militairement parlant, furent prises par des ministres sans aucune consultation de l'armée anglaise. En fait, cette mesure de temporisation ne fit que gagner un mois de délai. Chamberlain fut ensuite contraint de s'incliner devant les pressions incessantes des Français et d'annoncer la toute première introduction de la Conscription du peuple anglais en temps de paix[61]. Avec cette annonce, fin avril 1939, fut prise la décision d'équiper une armée, jusqu'à 32 divisions, pour combattre sur le continent : elle marque la fin de la politique adoptée depuis 1934 pour tenter d'éviter un engagement continental.

L'Angleterre était donc désormais engagée dans la création d'une armée à grande échelle, d'une force aérienne majeure, d'une marine ; accaparée aussi dans la défense de ses engagements mondiaux [la défense de son Empire et ses obligations de coopération avec la France et les États Unis]. Des doutes sur sa capacité à financer et à maintenir une telle grande armée apparurent aussitôt et prirent une importance grandissante dès le début du réarmement anglais. Les coûts croissaient à un rythme alarmant. En 1933, les dépenses militaires dépassaient à peine 100 millions de livres sterling. Le premier programme de Réarmement convenu en 1934 pour corriger *les pires lacunes* était estimé à un total de 70 millions de livres sterling, une somme que le Secrétaire du Cabinet, Sir Maurice Hankey, estimait "*faramineuse*". En quinze mois, le Cabinet avait approuvé un nouveau programme coûtant plus de 1000 millions de livres sterling entre 1936 et 1940. Au début de 1937, le Livre Blanc du gouvernement prévoyait des dépenses de 1,5 milliard de livres sterling en 1942,

[60] Qui était plutôt provoquée par la honte de se comporter comme un lâche ou un profiteur. [*Note du traducteur*]
[61] Au Royaume Uni, seuls les Anglais avaient libre choix de se battre pour leur pays ; la seule pression pouvait s'exercer par les filles qui, dit-on, méprisaient les couards ; quand c'était le cas. En Ulster et surtout en Écosse, les princes locaux étaient tenus de fournir des contingents importants au roi et l'incorporation se faisait généralement sans tenir compte des goûts des garçons. [*Note du traducteur*]

mais un an plus tard, le programme prévu avait été accéléré pour couvrir des dépenses de près de 1,6 milliard de livres en 1941. À partir de 1935, les dépenses militaires augmentèrent rapidement d'environ 40% par année fiscale, de sorte qu'en 1939, les sommes dépassaient 700 millions de livres sterling, soit sept fois plus qu'en 1933. En proportion de la richesse nationale, les dépenses de la défense natioale passèrent de 3% au début des années 1930 à 18% en 1939. C'était un effort prodigieux à tous les points de vue, d'autant plus que l'Angleterre devait également faire face à la dette par habitant la plus élevée au monde, causée par la Première Guerre mondiale. L'impôt sur le revenu passa de 22 pences par livre sterling en 1934 à 27 pences au printemps de 1939.[62] En outre, un prêt spécial pour la défense fut introduit en 1937 et porté à 800 millions de livres sterling à l'automne de 1938. Le réarmement causa d'autres problèmes à l'économie. Comme la production industrielle était de plus en plus consacrée à l'armement, celle disponible pour l'exportation diminua d'autant, sans compter que la production d'armement elle-même nécessita plus de matières premières et donc plus d'importations. Les premiers signes de problèmes de la balance des paiements apparurent en 1936 avec un léger déficit de 18 millions de livres, mais ce déficit tripla pour atteindre 55 millions de livres en 1937 et 250 millions en 1939.

Le programme de réarmement commença rapidement à trahir à la fois les déficiences de l'industrie anglaise et la dépendance de l'Angleterre vis-à-vis des sources d'approvisionnement ultramarines ; cet état de chose manifestait une faiblesse stratégique fondamentale qui allait être d'une importance vitale en 1940. Dans deux domaines cruciaux —la production d'acier et les machines-outils— l'Angleterre possédait un parc industriel largement insuffisant. L'histoire officielle de la production de munitions pendant la Première Guerre mondiale a identifié cette faiblesse lorsqu'elle a conclu que : "Ce ne fut que l'aptitude des Alliés [des Anglais] d'importer d'Amérique des obus et de l'acier à obus... qui permit

[62] Tous les chiffres ont été convertis en monnaie décimale.

d'échapper à la victoire décisive de l'ennemi."[63] La situation ne fut pas différente dans les années 1930 : 80% des hauts-fourneaux britanniques étaient obsolètes, avec une production moyenne par haut-fourneau inférieure à celle des États-Unis en 1910. À la fin des années 1930, la production d'acier britannique était à la moitié du niveau de l'Allemagne, mais, contrairement à celle de l'industrie allemande, la production du Royaume Uni était presque à pleine capacité. 30% de tous les aciers spéciaux devaient être importés des États-Unis et la plaque de blindage des navires de guerre de Tchécoslovaquie. (Pendant la guerre, 25% des besoins anglais devaient être importés, et l'acier était la plus grosse importation en 1940.) La situation dans l'industrie des machines-outils, clé de la production moderne, était encore pire. L'Angleterre ne produisait que les types de machines les plus simples, et même dans ce cas, la moitié des besoins devaient venir de l'étranger. Avec le réarmement, le niveau des importations augmenta de plus de 400% entre 1935 et 1937. En ce qui concernait les machines-outils spécialisées, l'Angleterre était totalement dépendante des importations. La production de moteurs Merlin pour le Spitfire, et la fabrication de divers types de soupapes et de fusibles se faisait sur machines-outils américaines. Certains types de bombes et d'obus étaient manufacturés sur machines-outils allemandes.

L'industrie aéronautique fournissait plus encore d'exemples de faiblesse inhérente. L'industrie était douée pour la conception mais faible sur la production, surtout lorsque son échelle trop petite et sa structure fragmentée créaient des handicaps majeurs. À cela s'ajoutait un manque de main-d'œuvre qualifiée, résultat d'une formation professionnelle tout a fait insuffisante dans le domaine industriel : en 1937, il aurait fallu 70 000 ouvriers mais 4500 seulement purent être trouvés. Là encore, les importations jouèrent un rôle capital. Les altimètres, les tableaux de bord et les mitrailleuses provenaient des États-Unis, les fusibles de Suisse, et la chaîne révolutionnaire de *stations d'alerte radar* dépendait de

[63] C. Barnett, *Audit de la guerre,* p. 95

soupapes néerlandaises et américaines. Le *Spitfire* était un avion trop compliqué à construire, prenant trois fois plus d'heures de travail que le chasseur allemand équivalent, le *Me-109*. Il était un an plus tard en service opérationnel, et au début de 1938, seulement 5% du nombre prévu d'avions *Hurricane* avaient été livrés. Ce n'est qu'en 1939 que la production d'avions britanniques égala les niveaux allemands et, même alors, une grande partie comprenait des modèles obsolètes tels que le Battle, le Blenheim et le Whitley.

Compte tenu de la position de faiblesse de l'Angleterre, le problème auquel le gouvernement fut confronté dès le début du réarmement (en 1934) était de concilier les exigences militaires avec la capacité économique et financière du pays. Cela exigeait un jugement pointu pour désigner le moment où le Royaume Uni serait fin prêt pour la guerre. Un choix de date trop précoce entraînerait la présence de forces obsolètes au début de la guerre, et une date trop tardive engendrerait des forces insuffisamment équipées. Le gouvernement prit la bonne décision ; dès 1934, il choisit le début de 1939 comme date d'ouverture et il se tint à ce choix. Il était tout aussi difficile de décider du niveau de forces qui pouvaient être fournies. Si ce jugement était erroné, les niveaux de force atteindraient en 1939 un niveau que l'économie ne pourrait pas maintenir à long terme, ce qui entraînerait des réductions assez rapides, avec un effet néfaste sur la diplomatie et la dissuasion. Au début de 1938, inquiet de la viabilité du programme de réarmement en constante expansion, le Trésor lança un avertissement selon lequel, si la situation internationale ne s'améliorait pas, "*nous serions confrontés dans les deux années à venir à un choix entre des programmes de défense que nous ne pouvons pas nous permettre, et l'incapacité de faire des préparatifs de défense à une échelle adéquate*."[64] Après Munich et la décision de renforcer de 30% l'aviation de chasse de la RAF, le Chancelier [de l'Échiquier, c'est-à-dire du Ministre des Finances] lança un nouvel avertissement : *le programme du*

[64] Bureau du Conseil des Ministres 24/274, CP 24 (38).

Ministère de l'Air est... si coûteux qu'il soulève de sérieux doutes quant à sa capacité à être financé au-delà de 1939-40, sans créer le plus grand danger pour la stabilité du pays.[65]

Les décisions prises au printemps 1939 d'introduire la Conscription et de constituer une grande armée ne fit que rendre la situation encore plus alarmante. Ce nouvel engagement majeur ne pouvait être financé par les méthodes normales de temps de paix. Il ne pouvait non plus être réalisé sans se saisir de contrôles rigoureux sur l'économie pour assurer la répartition nécessaire des matières premières, des financements et de la main-d'œuvre. Jusqu'en 1939, le gouvernement avait refusé de s'emparer du pouvoir d'orienter l'industrie vers la fabrication d'armements ou de négocier avec les syndicats ouvriers sur les problèmes de main-d'œuvre, dans l'espoir, plutôt, que le fonctionnement des forces du marché suffirait à régler ces problèmes d'eux-mêmes. Au printemps 1939, fut créé un *Ministère de l'Approvisionnement*, mais les pouvoir de ce Ministre étaient limités et la question des *contrôles* ne fut pas abordée. Néanmoins, le Trésor indiqua clairement que, d'ici l'automne, le financement et les contrôles du temps de guerre seraient essentiels, que l'Angleterre soit ou non en guerre. Si les hostilités n'éclataient pas à l'automne, le gouvernement serait confronté à des décisions très difficiles.

Au printemps 1939, l'Angleterre s'engagea dans un programme de réarmement massif, qui dépassait les ressources du pays, et d'une Mobilisation à grande échelle. Le pays était en outre, toujours confrontée à un grand nombre d'engagements mondiaux non viables. Cela signifiait qu'un choix difficile devait être fait quant à la priorité relative à accorder à la défense contre l'Allemagne, l'Italie et le Japon. Compte tenu des ressources limitées de l'Angleterre, cela signifiait qu'un risque majeur devrait être couru dans au moins un domaine. La nécessité impérieuse d'assurer la défense du Royaume-Uni contre la menace allemande signifiait que la Méditerranée et le Pacifique devraient être laissés

[65] Bureau du Cabinet 27/648, CP 247 (38)

pratiquement sans défense. Les problèmes liés à ce choix ne furent jamais résolus avant l'effondrement final de l'Empire britannique en 1942. L'Italie avait été défalquée de la liste des pays amis en 1937, mais, à ce stade, n'avait pas été ajoutée à la liste des ennemis potentiels. L'échec ultérieur de la conclusion d'un accord à long terme avec l'Italie et l'incapacité de Chamberlain et Halifax de modifier la situation lors de leur visite à Rome au début de l'année 1939, signifièrent que l'Angleterre allait être forcée d'envisager la possibilité que l'Italie participerait à une future guerre à un moment donné[66].

En Extrême-Orient, l'expansion japonaise constituait une menace croissante pour les intérêts britanniques. Jusqu'en 1939, l'essentiel de la stratégie britannique se situait en Extrême-Orient. En 1937, les dominions[67] avaient été rassurés par le fait que : "*L'existence même du Commonwealth britannique des Nations, tel qu'il est maintenant constitué, repose sur notre capacité d'envoyer notre flotte en Extrême-Orient... Aucune inquiétude ou aucun risque lié à nos intérêts en Méditerranée ne peut être autorisé à interférer sur l'envoi d'une flotte en Extrême-Orient*."[68] La base navale de Singapour était conçue pour tenir 70 jours jusqu'à l'arrivée de la Flotte de Guerre. En 1937, la stratégie était de laisser quatre gros vaisseaux de guerre en Europe pour contrer l'Allemagne, et d'en envoyer 8 du même type en Extrême-Orient, un nombre inférieur à la flotte japonaise globale mais suffisant, estimait-on, pour faire face à toute menace. En 1939, ce plan stratégique commença à évoluer sous la pression des événements alors que l'Italie devenait de plus en plus menaçante, et que le seul allié de l'Angleterre, la France, envisageait de mettre

---

[66] La phrase n'est pas claire. L'Italie participerait à une guerre *contre l'Angleterre. [Note du traducteur].*

[67] Rappelons, pour les jeunes générations que le mot *dominion* se rapporte aux pays (de peuplement) de l'Empire britannique, peuplés d'une population de race blanche, comme l'Australie, la Nouvelle-Zélande, le Canada et même l'Union Sud-Africaine aux temps où seule comptait la population blanche. *[Note du traducteur].*

[68] Bureau du Cabinet 132/28, 5e réunion de la Conférence impériale (24.5.37) et Bureau du Cabinet 53/51 (31.5.37)

rapidement l'Italie hors de combat en cas de guerre. L'Angleterre modifia sa stratégie : le laps de temps pour secourir Singapour fut porté à 90 jours[69] et le nombre de navires à envoyer en Extrême-Orient fut réduit. Un sous-comité du Comité de la Défense impériale rapporta en avril 1939 qu'il n'était "*pas possible de dire avec certitude combien de temps après une agression japonaise une escadre anglaise pourrait être dépêchée en Extrême-Orient. Il n'était pas non plus possible de supputer précisément la taille de l'escadre navale que nous pourrions nous permettre de dépêcher.*"[70] L'Australie et la Nouvelle-Zélande ne furent pas informées de ce changement de stratégie.

Une façon possible de compenser pour la faiblesse britannique était d'essayer d'impliquer les États-Unis dans une politique plus active, dans le Pacifique. En avril 1939, les Américains furent persuadés qu'ils devaient transférer à Pearl Harbor leur flotte qui se trouvait alors dans l'Atlantique, une décision qui, espérait-on, pourrait avoir un effet dissuasif [ou rédhibitoire] sur le Japon. Les pourparlers d'État-Major anglo-américain furent eux-mêmes réouverts. Mais les Anglais se rendirent vite compte que les États-Unis n'étaient pas prêts à défendre les intérêts de l'Empire britannique en Extrême-Orient, et qu'ils ne pouvaient compter sur aucune assistance de leur côté. En juin 1939, lorsque les Japonais bloquèrent la concession britannique et attaquèrent les Anglais à Tientsin [Chine], certains ministres envisagèrent d'envoyer une flotte en Extrême-Orient. En raison de la situation en Méditerranée, ils estimèrent que deux gros vaisseaux seulement pouvaient être épargnés pour se rendre à Singapour, un nombre nettement insuffisant pour faire face à la flotte japonaise. Comme Chamberlain le proposa à ses collègues, la solution diplomatique était essentielle : *"Nous ne pouvions envoyer une flotte efficace en Extrême-Orient qu'au prix de l'abandon de notre dominance navale*

---

[69] Au lieu de 70. C'était le délai nécessaire pour que la Royal Navy porte secours à la base navale de Singapour. Les réserves de la base navale devaient durer 90 jours désormais. *[Note du traducteur].*
[70] Bureau du Cabinet 16/209, document du SAC n° 16 (5.4.39)

en Méditerranée. Cela nous confirmait que nous devions mettre tout en œuvre pour parvenir à un règlement rapide du différend de Tientsin."[71] Un mois plus tard, cependant, lorsque les ministres envisagèrent d'adopter une stratégie consistant à essayer d'*éliminer*[72] l'Italie le plus rapidement possible dans une guerre, en courant le risque de perdre deux ou trois grands navires de guerre, ils convinrent avec les Chefs d'État-Major qu'une telle stratégie était trop dangereuse : *S'il y a le moindre doute sur l'attitude du Japon et des États-Unis d'Amérique, nous ne pouvons pas, avec nos forces actuelles, nous permettre de risquer la perte de ces navires... nous n'aurions pas assez de navires à envoyer en Extrême-Orient, même si nous abandonnions la Méditerranée orientale*.[73]

Le gouvernement anglais se voyait complètement coincé, ne voulant pas risquer une stratégie forte dans une région du monde, de peur de devenir incapable de régler un autre problème ailleurs. Il restait donc pratiquement paralysé en Méditerranée et dans le Pacifique. L'aspect du Cabinet anglais, en 1939, impuissant à agir contre le Japon ou l'Italie, même après cinq ans de réarmement, illustre de manière dramatique les problèmes rencontrés par les décideurs politiques britanniques, impuissants à concilier, avec des moyens militaires insuffisants, un Empire trop étendu menacé de toute part.

Bien que les Anglais aient tenu à essayer d'impliquer les États-Unis afin d'intimider le Japon, la relation globale entre les deux pays restait ambivalente. Aucun des deux gouvernements ne possédait une connaissance approfondie et directe de l'autre, et leurs dirigeants se rencontraient rarement, voire jamais. Ce qu'ils savaient de l'autre ne favorisait guère une meilleure coopération. Bien que le Président Roosevelt ait été personnellement sympathique avec les tentatives franco-anglaises de contenir l'Allemagne, et à l'idée de parvenir à un accord avec ce pays, la

---

[71] Bureau du Cabinet 27/625, Commission de la politique étrangère (20.6.39)
[72] *Éliminer* : le terme péjoratif employé en anglais est *knock out Italy as quickly as possible* : mettre l'Italie KO aussi vite que possible. *[Note du traducteur]*.
[73] Bureau du Cabinet 53/52, COS 946 (18.7.39)

plupart des Américains pensaient que les deux pays européens étaient assez forts pour se débrouiller seuls[74]. En effet, le gouvernement américain considérait les Anglais comme beaucoup trop dominants, en particulier après l'échec des tentatives internationales de 1933 pour convenir d'un programme de redressement mondial à la suite de *la Grande Dépression* et *l'émergence du Bloc Stirling et de la préférence commerciale* au sein de l'Empire britannique. Ces deux événements furent considérés comme une menace directe pour les intérêts économiques américains. L'opinion publique américaine ne voyait pas la nécessité d'une implication américaine dans les querelles de l'Europe et la possibilité d'une intervention directe ne se présentait pas. Les Anglais avaient tendance à considérer les Américains comme une puissance junior non formée aux réalités de la diplomatie mondiale, *forte en paroles mais faible en action et en aide*. Rab Butler, Ministre Adjoint au Foreign Office et pilier de l'establishment Conservateur, écrivait en juillet 1939. "*Dans ma vie politique, j'ai toujours été convaincu que nous ne pouvions pas plus compter sur l'Amérique que sur le Brésil.*"[75] Les Anglais eux-mêmes étaient opposés à l'ingérence américaine dans la diplomatie européenne, car ils craignaient qu'une telle intervention n'entraîne un prix, en termes de satisfaction des intérêts américains, un prix qu'ils ne voulaient pas payer.

Pourtant, à mesure que la menace de guerre avec l'Allemagne grandissait, la possibilité que l'aide américaine puisse être nécessaire à un moment donné était concédée à contrecœur par les décideurs politiques de Whitehall à Londres. L'un des résultats d'une telle réflexion fut

[74] Il ne faut pas perdre de vue aussi, que la minorité dominante aux États-Unis est germanique, et non plus anglaise. Les Allemands constituent le premier groupe ethnique avec 42,5 millions ou 13% ; les Noirs 40 millions avec 12% ; les Mexicains 36,5 millions ou 11,2% ; les Irlandais 31,5 millions soit 9,6%; les Anglais 25 millions ou 7,7% ; les Amérindiens 9,6 millions ou 2,91% ; et les Français 9,4 millions ou 2,9%. *[Note du traducteur].*

[75] Ministère de l'Intérieur 371/22814. En réalité, les Anglais semblent bien s'être attendus à une certaine fraternité et à une aide fraternelle de la part de ces puissants Nord-Américains, comme indiqué sur Peace Arch, construit par les Anglais en 1921 en territoire canadien (mais servant aujourd'hui de frontière) pour séduire les Américains : "Children of a Common Mother." Et Brethren dwelling together in unity." [*Enfants d'une mère commune* et *Frères demeurant ensemble dans l'unité*". Lire à ce sujet Carroll Quigley. *[Note du traducteur].*

la signature d'un accord commercial entre les deux pays, impliquant d'importantes concessions britanniques, en 1938. L'année suivante, le roi George VI fit la toute première visite d'un monarque anglais dans cette ex-colonie rebelle. Le gouvernement britannique, douloureusement conscient du fait que l'aide financière et industrielle des États-Unis avait été essentielle à la victoire durant la Première Guerre mondiale, dû faire face au fait qu'il n'y avait aucune garantie qu'ils recommenceraient. Les législateurs américains avaient introduit un certain nombre d'obstacles dans l'intervalle : *La loi Johnson* de 1934 interdisait aux pays qui n'avaient pas remboursé leurs dettes de la Première Guerre mondiale, d'emprunter d'autres fonds. Comme l'Angleterre n'avait pas encore remboursé en 1931, cela signifiait que tout achat futur devrait être payé en espèces, sans crédit. Pire encore, les *Lois sur la Neutralité* [Neutrality Act] *de 1935-1936*, qui avaient été adoptées en raison du sentiment répandu aux États-Unis selon lequel c'était bien les achats Alliés d'armement qui avaient entraîné les États-Unis dans la guerre, *en dépit de leurs réticences*. Ce Neutrality Act imposa en fait un embargo total sur les ventes d'armes américaines à tout belligérant. La tentative du Président Roosevelt de modifier cette loi afin que les pays en guerre puissent acheter des armes *payées comptant*, et les transporter eux-mêmes dans leurs propres navires, et non dans des navires américains, fut rejetée par le Congrès durant l'été 1939. Bien que l'Angleterre puisse espérer que des mesures d'amendement nécessaires seraient prises une fois la guerre commencée, il n'y avait aucune garantie de succès. Pourtant, les multiples menaces auxquelles l'Angleterre était confrontée forcèrent le gouvernement anglais à admettre au début de 1939 qu'une aide américaine allait vraisemblablement redevenir cruciale en cas de guerre. À cette occasion, les Chefs d'État-Major avertirent que l'Angleterre devrait combattre pour préserver l'indépendance des Pays-Bas, mais en même temps, ils reconnurent que le succès final dépendrait d'une longue guerre avec l'Allemagne et que cela inciterait probablement l'Italie et le Japon à se joindre à eux. Cela créerait, avertirent-ils, "*une situation plus grave que*

l'Empire britannique n'en avait jamais connue auparavant. Le résultat final... pourrait bien dépendre de l'intervention d'autres puissances, en particulier des États-Unis."[76]

La position de faiblesse de l'Angleterre —découlant d'un Empire trop étendu, de menaces multiples, d'un seul Allié [la France] et de ressources industrielles inadéquates— était maintenant aggravée par la dépendance à l'égard des États-Unis, même s'il n'y avait aucune garantie que leur aide fût disponible. Au cours du dernier mois avant le déclenchement de la guerre, les dernières forces travaillant à saper la puissance britannique —les budgets trop limités— devinrent de plus en plus évidentes.

Les doutes des Anglais sur leur capacité à soutenir une guerre longue augmentaient rapidement en 1939, même si les planificateurs militaires pensaient qu'une longue guerre était non seulement probable mais essentielle pour acquérir la victoire. Le déficit de la balance des paiements augmentait, et les réserves d'or et de dollars américains, qui avaient atteint un sommet de 825 millions de livres sterling en mars 1938, avaient chuté de 25% pour s'abaisser à un peu plus de 600 millions un an plus tard, et 500 millions de livres en juin 1939. Un mois plus tard, le Trésor fit rapport au Cabinet sur la situation financière.[77] Il souligna qu'en plus des réserves, l'Angleterre ne disposait plus que de 200 millions de livres sterling de titres étrangers qui pouvaient être réquisitionnés et vendus, totalisant un actif total de 700 millions de livres sterling pour des achats étrangers, principalement aux États-Unis. Pourtant, tout au long de la guerre de 1914-1918, l'Angleterre avait dû vendre de l'or et des titres pour acheter des matières premières et des armements, et, en outre, contracter plus d'un milliard de livres sterling d'emprunt auprès des Américains. Comme de tels prêts étaient désormais interdits, l'Angleterre se retrouvait avec la perspective de ressources terriblement

[76] Bureau du Cabinet 24/282
[77] Bureau du Conseil des Ministres 24/287, CP 149 (39 (3.7.39)

insuffisantes pour soutenir l'effort de guerre. Ils conclurent que l'hypothèse militaire —selon laquelle la *guerre durerait trois ans*— était très probablement beaucoup trop optimiste et ils soulignèrent à nouveau le rôle clé des Américains : "À *moins que, au moment venu, les États-Unis ne soient disposés à nous prêter ou à nous donner de l'argent selon les besoins, les perspectives d'une longue guerre sont extrêmement préoccupantes.*"

Le langage codé de Whitehall masquait une clairvoyance terrifiante. L'Angleterre pourrait manquer d'argent pour poursuivre la guerre avant que la victoire militaire ne puisse être acquise. Si les États-Unis ne venaient à la rescousse de l'Angleterre, une défaite militaire ou une paix de compromis en seraient la conséquence inévitable.

De mars jusqu'au 2 septembre 1939, le gouvernement anglais fit une dernière tentative pour parvenir à un accord avec l'Allemagne et éviter la guerre. Après l'occupation allemande de Prague et la désintégration de ce qui restait de l'État tchèque après Munich, la prochaine cible serait clairement la Pologne. Hitler voulait une révision du Traité de Versailles, qui avait créé l'anormal corridor polonais vers la ville libre de Dantzig, coupant la Prusse-Orientale du reste de l'Allemagne. Pour de nombreux commentateurs, la décision anglaise d'étendre sa garantie à la Pologne le 31 mars, élargie début avril à la Roumanie et à la Grèce, marqua la fin de *l'apaisement* et le début d'une politique de résistance à Adolf Hitler. Ce ne fut pas ainsi que le gouvernement anglais vit sa décision à l'époque. Pour eux, ce fut une dernière tentative pour éviter la guerre. La garantie accordée à la Pologne fut élaborée à la hâte et annoncée en dépit des conseillers militaires qui souhaitaient ne pas aller de l'avant.[78] Le Cabinet espérait que la garantie anglaise les mettrait en mesure de faire pression sur les Polonais pour qu'ils puissent arracher un accord aux Allemands.

[78] Les conseillers militaires avaient une perspective plus réaliste de la situation ; ils savaient que pour Hitler, la garantie anglaise à la Pologne n'était appuyée que par une petite armée anglaise de 300 000 hommes. Les politiciens anglais, par contre, bercés d'illusions impériales, se croyaient la tête d'un Empire. [NdT]

Pour cette raison, "la garantie" ne couvrait que l'*indépendance* et non l'*intégrité territoriale* de la Pologne.

Les Alliés constatèrent que les Polonais étaient des négociateurs expérimentés qui ne souhaitaient pas faire de concessions. Cette garantie (au profit des Polonais) créa un problème sur la façon dont la France et l'Angleterre pouvaient aider les Polonais si ces derniers étaient attaqués. Une possible solution consistait à impliquer le *paria* de la politique européenne, l'Union soviétique, dans une alliance antiallemande.[79] Les Français étaient enthousiastes, mais Chamberlain et la plupart des membres du gouvernement anglais ne l'étaient pas, et ils firent de leur mieux pour freiner les négociations. Sir Alexander Cadogan, le chef du Foreign Office, rapporta en mai : "*Dans son humeur actuelle, le Premier ministre dit qu'il démissionnera plutôt que de signer une alliance avec l'Union soviétique* [sic !].[80]

Un obstacle insurmontable était que les Polonais ne voulaient pas de l'aide soviétique. Ils savaient que les troupes soviétiques devraient se déplacer en Pologne *pour attaquer les Allemands*[81] et doutaient [avec raison] qu'elles repartiraient ensuite. L'antagonisme entre la Pologne et l'Union soviétique dans un passé immédiat remontait à 20 ans, aux combats acharnés qui avaient suivi la Première Guerre mondiale. Beck, Ministre polonais des Affaires Étrangères, avait averti les Anglais qu'ils pouvaient négocier avec la Russie soviétique s'ils le souhaitaient. Ils pouvaient même prendre des obligations envers la Russie. Ces obligations n'obligeraient jamais les Polonais à faire de même.[82] Sous la pression française, les Anglais finirent par accepter l'idée d'un pacte avec l'Union soviétique mais résistèrent à une alliance contraignante. Ils préféraient

---

[79] Cela se passait le 20 mai 1939, et au même moment Adolf Hitler et Staline négociaient le Pacte Germano-Soviétique qui allait être signé trois mois plus tard, le 23 août 1939. *[Note du traducteur].*
[80] Journal de Cadogan, p.182 (20/5/39)
[81] Les Russes ne venaient pas pour attaquer les Allemands mais pour se partager la Pologne avec eux. Ils venaient de signer, une semaine auparavant, le Pacte Soviéto-Nazi, les Hitlériens envahirent la Pologne le 1er septembre 1939, et les Russes le 17 septembre.
[82] A.J.P. Taylor, *Origines de la Seconde Guerre mondiale*, p.262

plutôt un arrangement selon lequel l'aide soviétique serait disponible à la demande, et les petits États d'Europe de l'Est décideraient s'ils voulaient ou non faire appel à l'aide de l'ours russe. Il n'est pas surprenant que l'Union soviétique n'ait pas été enthousiasmée par cette idée, et que les pourparlers se soient rapidement retrouvés dans une impasse. Pour sortir du blocage, l'Union soviétique suggéra de commencer des conversations sur les mécanismes d'aide militaire. Les Français et les Britanniques acceptèrent, mais ils envoyèrent leurs délégués par la route la plus lente possible vers Leningrad.

Parallèlement à ces actions, le gouvernement anglais fit une nouvelle tentative pour rechercher un accord avec l'Allemagne hitlérienne. Au cours de pourparlers de quatre jours à Londres, à la mi-juillet [1939], les Anglais proposèrent un accord global basé sur un *prêt massif du Royaume-Uni*[83] pour aider l'économie allemande pendant la transition vers un état de paix, à la suite d'un arrangement général européen.[84] La perspective d'un traité de non-agression et de non-ingérence anglo-allemand fut évoquée, liée au désarmement et à la coopération dans le commerce extérieur. Des indices indiquèrent également que l'Angleterre était disposée à abandonner les Polonais pour obtenir cet accord. Mais c'était avec Adolf Hitler que l'Angleterre voulait transiger, et non avec un politicien normal aux objectifs raisonnables. Hitler, lui, préférait une solution militaire. Le 3 avril 1939 (trois jours après la garantie britannique à la Pologne), Hitler avait déjà ordonné à son armée d'être prête à envahir la Pologne à tout moment à partir du 1er septembre.

Des événements graves prirent place à Moscou à la mi-août. Le 14 août 1939, lorsque les pourparlers Alliés débutèrent avec l'Union soviétique, les négociateurs soviétiques posèrent une question cruciale : *la*

---

[83] Tiens ! Tiens ! Les banquiers anglais ne trouvaient pas d'argent pour faire la guerre, mais ils en trouvaient pour acheter la paix. *[Note du traducteur].*

[84] Bien entendu, Hitler ne se laissa pas acheter par cet énorme butin proposé, que les Anglais étaient d'ailleurs bien incapables de payer eux-mêmes et qu'ils devraient emprunter aux Américains à un taux plus bas. La transaction aurait été très fructueuse pour la Banque d'Angleterre qui était encore une institution privée. *[NdT].*

Pologne et la Roumanie laisseraient-elles entrer chez elles les troupes soviétiques afin qu'elles puissent aller attaquer les Allemands ? Les Français et les Anglais, sachant que la réponse était négative, tentèrent d'éluder le problème. Trois jours plus tard, les Soviétiques ajournèrent les pourparlers. Déjà, le gouvernement soviétique avait reçu des indications selon lesquelles les Allemands leur offraient ce que les Alliés ne pouvaient pas se permettre d'offrir : un partage de l'Europe orientale et une expansion de l'Union soviétique vers l'ouest afin de leur laisser récupérer les territoires perdues au lendemain de la Première Guerre mondiale et de la Révolution soviétique vingt ans auparavant. Le 23 août, le fameux *Pacte de Non-Agression Hitler-Staline* fut annoncé, mais certaines clauses restèrent secrètes : le partage cynique du territoire situé entre les deux pays.[85]

La guerre étant désormais presque inévitable, la garantie en faveur de la Pologne fut étendue à une alliance à grande échelle. Mais au cours de la dernière semaine de paix, le gouvernement anglais exerça une forte pression sur les Polonais pour qu'ils envoient un représentant à Berlin afin de négocier, ou plutôt pour y être terrorisé au point de capituler, comme cela s'était produit avec les Autrichiens et les Tchèques.[86] Des contacts, par l'intermédiaire d'un médiateur suédois (Dahlerus), eurent lieu entre l'Angleterre et l'Allemagne et, le 29 août, Hitler accepta de négocier avec les Polonais. Le lendemain, l'ambassadeur américain à Londres, Joseph Kennedy, rapporta que *Chamberlain était plus préoccupé par le fait que les Polonais se montraient raisonnables que les Allemands*.[87] Le 31 août, les exigences allemandes pour la restitution de

---

[85] D'autres clauses aussi : par exemple que le régime communiste allait fournir aux Nazis les matières premières et les vivres qui leur permettraient de contrecarrer le blocus franco-anglais de l'Allemagne. Cette entente fut la cause essentielle de l'attaque nazie contre la France, la Belgique et les Pays-Bas. *[Note du traducteur].*

[86] Clive Ponting semble indiquer que les Anglais essayaient de calmer Adolf Hitler en poussant les Polonais à tout accepter des nazis."But in the last week of peace, the British government put extensive pressure on the Poles to send someone to Berlin to negotiate or be browbeaten into surrender, as had happened with the Austrians and Czecks." *[Note du traducteur].*

[87] Relations étrangères des États-Unis, 1939. Vol.1 (Kennedy à Hull, 30.8.39)

Dantzig, et la demande d'un plébiscite dans le corridor polonais vers la mer furent transmises aux Anglais. Ces derniers exercèrent une pression supplémentaire sur les Polonais pour les faire céder, mais ceux-ci restèrent inflexibles. Aussi, le 1er septembre, commença l'invasion allemande de leur pays. Pendant deux jours, les Anglais et les Français ignorèrent les exigences de leur alliance avec la Pologne alors qu'ils tentaient eux-mêmes de parvenir à un accord avec l'Allemagne. Puis, le 3 septembre, ils déclarèrent la guerre à contrecœur.

Bien que le Royaume Uni soit en guerre, les pires craintes du gouvernement ne se réalisèrent pas. Mussolini avait été pris de panique au dernier moment et refusa de se joindre à l'Allemagne. Le Japon, qui avait été allié à l'Allemagne et à l'Italie dans un *Pacte anti-soviétique*, fut tellement choqué par le Pacte Hitler-Staline qu'il s'en tint également à l'écart. En définitive, la situation à laquelle l'Angleterre était confrontée était bien pire qu'en 1914 : son seul ennemi majeur avait été l'Allemagne[88] [en 14-18] et il avait fallu une terrible guerre de quatre ans impliquant la France, la Russie et les États-Unis pour assurer la victoire. En 1939, le Royaume Uni faisait face au même ennemi, mais il n'était soutenu que par une France affaiblie, les États-Unis étant amicaux mais neutres et n'offrant aucune perspective d'assistance militaire, et l'Union Soviétique se montrait neutre et hostile. Outre cela, deux Alliés de 1914-1918, l'Italie et le Japon, semblaient susceptibles de se joindre à l'autre camp cette fois-ci. Les Anglais devaient planifier en supposant que l'Italie entrerait probablement en guerre à la première occasion favorable,[89] et également faire face à la possibilité que la menace japonaise s'accroîtrait en Extrême-Orient dans la mesure où l'Angleterre subirait des revers militaires en Europe.

[88] Ponting oublie l'Empire d'Autriche-Hongrie et l'Empire Ottoman qui combattirent aux côtés des Allemands durant la Grande Guerre. *[Note du traducteur].*

[89] Ce qu'elle fit puisque l'Italie déclara la guerre à la France le lendemain du jour ou la France demanda un armistice à l'Allemagne. Mais l'Armée italienne fut incapable de percer la frontière française, la *Ligne Maginot* entre la Suisse et la Méditerranée. *[Note du traducteur].*

L'Angleterre entra donc dans la Seconde Guerre mondiale, dans une position extrêmement faible. Les gouvernements successifs n'avaient trouvé aucun moyen de résoudre l'amalgame potentiellement fatal des pressions qui sapaient la capacité du Royaume Uni à se défendre et à défendre l'Empire britannique. L'Angleterre était toujours considérée comme responsable de la défense de son Empire et de ses intérêts économiques dans toutes les parties du monde.[90] Elle devait faire face à *un ennemi indubitable et à deux ennemis probables*, mais n'avait que les ressources économiques et industrielles nécessaires pour assurer une défense adéquate contre un seul d'entre eux. Le grand programme de réarmement en cours depuis 1934 mettait déjà l'économie à rude épreuve mais n'avait pas eu d'effet dissuasif efficace. L'Angleterre ne fut pas en mesure de trouver un moyen de réduire le nombre d'ennemis auxquels elle devait se confronter. Sa diplomatie fut limitée par l'opinion publique, la nécessité de ne pas aliéner les États-Unis,[91] et l'impossibilité de trouver une base d'accord avec des dictateurs expansionnistes et irrationnels. Son seul allié était la France. L'Union soviétique fut rejetée pour des raisons idéologiques et la réticence des autres États à permettre à l'Armée Rouge de se déplacer vers l'ouest. Le rôle des États-Unis fut reconnu comme vital, mais l'étendue de leur aide dans l'effort de guerre est restée obscure.[92] Leurs ressources étaient absolument nécessaires pour compenser les insuffisances anglaises en fournissant des matières premières essentielles, de la nourriture, des biens industriels et des armes. Même si les Américains avaient changé leur politique restrictive pour permettre à l'Angleterre d'acheter ces biens dès la déclaration de guerre, il est peu probable que l'Angleterre ait pu le faire très longtemps avant que ses réserves d'or et de dollars n'aient été épuisées. Le gouvernement britannique n'avait pas commencé à réfléchir sur ce qui pourrait alors advenir,

[90] Comme le dit le dicton : *Qui trop embrasse, mal étreint. He that too much embraceth, holds little. Do not bite off more than you can chew. [Note du traducteur].*
[91] Qui ne voulaient pas de collaboration entre le Japon et l'Angleterre.
[92] Curieux commentaires exprimant frustration et vindicte. *[NdT].*

car il n'y avait aucune garantie que les Américains sauveraient ce pays d'une faillite vraisemblable.

Les décideurs politiques britanniques des années 1930 étaient douloureusement conscients de toutes ces faiblesses. Ils étaient dans la position peu enviable de présider au déclin de la puissance britannique et de son influence, tout en étant incapables d'arrêter ce processus fatal. Compte tenu de la faiblesse stratégique écrasante de l'Angleterre dans les années 1930, peu d'options restaient disponibles. Le gouvernement anglais avait choisi une approche à deux volets. *Le réarmement* en tant que moyen de dissuasion était associé à *des négociations* pour déterminer si un accord pouvait être conclu avec l'Allemagne, l'Italie et le Japon, afin de leur accorder un statut et un pouvoir accrus tout en préservant autant que possible l'influence et la puissance de l'Angleterre. C'était vraisemblablement la meilleure option disponible, mais elle a failli. L'Angleterre a échoué parce que les trois puissances[93] n'étaient pas satisfaites du peu que l'Angleterre était prête à leur offrir. Des concessions importantes offertes par l'Angleterre restaient invraisemblables si ce dernier pays souhaitait conserver son statut de puissance mondiale. De ce fait, elles ne furent jamais envisagées par le gouvernement de Londres. Mais la perspective d'une guerre pour défendre la position dominante de l'Angleterre était également potentiellement désastreuse. L'une des principales raisons pour lesquelles le gouvernement anglais essaya si fort d'éviter de faire la guerre était qu'une guerre mondiale signifierait presque certainement la fin de la puissance du pays. L'alternative était la suivante : u bien l'Angleterre serait vaincue, ou alors, dans la tentative d'assurer sa victoire, les deux nations les plus puissantes du monde —l'Union soviétique et les États-Unis— viendraient s'y impliquer. En intervenant dans le conflit, les premiers [les Russes] pourraient bien finir par dominer l'Europe, et l'Angleterre deviendrait

[93] Les trois puissances ennemies de l'Angleterre : l'Allemagne, l'Italie et le Japon, bien sûr. *[Note du traducteur].*

économiquement et politiquement dépendante des seconds [des Américains].[94] En 1940, la combinaison dévastatrice de facteurs qui avaient contribué à saper la position de l'Angleterre était réunie. Leur impact fut de mettre fin à la longue histoire de l'Angleterre en tant que puissance indépendante dans le monde.

Le désastre imminent qui menaçait l'Angleterre devint douloureusement clair aux yeux des membres du Cabinet anglais de Guerre, une semaine seulement après la déclaration de guerre. Ils examinèrent un document du Chancelier de l'Échiquier [le Ministre des Finances] sur la situation financière du pays. C'était une prévision si alarmante que toutes les copies durent être retournées aux Secrétaires du Cabinet de Guerre immédiatement après la réunion.[95] Il était précisé que les réserves totales du pays pour financer la guerre étaient d'environ 700 millions de livres sterling, et qu'*il n'y avait aucune chance réelle d'ajouter à cette somme*. Le document précisait que les ressources totales étaient largement inférieures à celles disponibles en 1914 *et extrêmement insuffisantes pour le financement d'une longue guerre*. L'article ne pouvait que conclure qu'il était évident que nous courions un grave danger d'épuisement de nos réserves d'or à un rythme qui nous rendrait incapables de faire la guerre si la guerre se prolongeait.[96] Ce sombre avertissement résonnait dans leurs oreilles lorsque les membres de ce gouvernement décidèrent de se lancer dans une guerre de survivance nationale.

---

[94] Ponting joue au visionnaire clairvoyant un demi-siècle après les faits. *[Note du traducteur]*.

[95] Car ces informations démoralisantes devaient être tenues secrètes afin de ne pas encourager l'ennemi et accabler le moral de la population britannique. *[Note du traducteur]*.

[96] Bureau du Cabinet 66/1, WP (39) 15 (8.9.39)

3
Échec

La guerre qui commença le 3 septembre 1939 n'était pas une guerre mondiale ; ce n'était même pas une guerre européenne à grande échelle. Les seuls pays impliqués étaient l'Allemagne, la France et l'Empire britannique, et la Pologne (vaincue en un mois). Un certain nombre de nations qui avaient pris part à la Première Guerre mondiale —la Russie, les États-Unis, le Japon, l'Italie, la Turquie et la Belgique— sont restées neutres.[97] Ce n'est que progressivement que d'autres pays furent entraînés dans le conflit : le Danemark et la Norvège en avril 1940 ; la Belgique, la Hollande et le Luxembourg en mai ; l'Italie en juin ; la Grèce à l'automne, puis les Balkans et l'Union soviétique au début de l'été 1941. Ce conflit européen n'est devenu une guerre mondiale qu'en décembre 1941, avec l'entrée en guerre du Japon et des États-Unis.

Jusqu'en mai 1940, la base de la stratégie anglo-française était de limiter le conflit autant que possible et d'éviter une guerre mondiale. La planification détaillée avait commencé au printemps 1939 avec un accord pour recréer la structure qui existait à la fin de la Première Guerre mondiale : un *Conseil Suprême de la Guerre* composé des Premiers Ministres et d'autres Ministres de haut rang de chaque pays ; un Commandement Suprême par *les Français responsable de la stratégie terrestre* en Europe occidentale, *avec la petite armée britannique en France sous commandement français* ; et une série de Comités chargés de superviser la coopération militaire et les *achats conjoints* d'armements. La planification alliée était basée sur un principe fondamental, qui devait également

[97] La Russie communiste était loin d'être neutre. Elle approvisionnait les Nazis, et, surtout, Staline avait donné l'ordre au Parti Communiste français de saboter la défense de la France ; des grèves avaient donc éclaté dans les usines d'armement françaises sous l'égide de la CGT au moment où les Nazis envahissaient la France (1940). *[Note du traducteur]*.

dominer la stratégie anglaise tout au long de 1940. Les experts du renseignement avaient évalué, à partir du milieu des années 1930, que l'économie allemande était pleinement mobilisée pour une *guerre totale.* En septembre 1939, ils estimèrent qu'elle fonctionnait à plein régime et à un rythme insoutenable de façon permanente. "Les experts" pensaient que les Allemands ne pourraient survivre au blocus naval allié (qui avait été très efficace pendant la Première Guerre mondiale en empêchant les approvisionnements d'atteindre l'Allemagne) que pendant un maximum de 18 mois, avant que les pénuries de matières premières et de vivres, ainsi que les restrictions sur la production d'armement ne dépriment tellement la consommation intérieure que l'Allemagne s'effondreraient *par implosion* comme cela avait été fait à l'automne 1918. Cette opinion se révéla totalement erronée : en fait, l'économie allemande disposait de nombreuses capacités excédentaires et se trouvait loin d'être pleinement mobilisée dans la première moitié de la guerre.

Sur la base de cette fausse évaluation, les Alliés décidèrent que la meilleure stratégie consistait simplement à attendre que l'Allemagne s'effondre. La première étape se résumait à survivre à tout assaut allemand immédiat et à démontrer ainsi qu'une victoire allemande rapide et facile n'était pas possible. Cela donnerait aux Alliés le temps d'utiliser les bienfaits de leur contrôle des mers et de leurs ressources supérieures investies à l'étranger, ainsi que la production industrielle des États-Unis, de telle sorte que, *au cours de la deuxième année de guerre,* [*les Anglais*] *seraient en mesure de construire des armées capables d'attaquer et éventuellement de vaincre ce qui serait probablement alors une Allemagne gravement affaiblie, si ce pays ne s'était pas déjà effondré.*[98] La "*drôle de guerre*", dans laquelle les armées alliées et allemandes se sont observées en Europe occidentale de septembre 1939 au printemps 1940, sans prendre aucune action offensive, n'était pas une aberration de la part des

[98] Ponting ne précise pas si cette "rêverie absurde" était le fruit de son propre esprit ou celle de l'État-Major britannique qui aurait ainsi cherché à "expliquer et à excuser" l'Armée-croupion fournie par l'Angleterre. *[Note du traducteur].*

Anglais, mais reflétait la conviction qu'ils mettaient en œuvre *leur meilleure stratégie*.[99] La suprématie navale fut rapidement établie et le blocus de l'Allemagne commença. Les Allemands ne tentèrent pas de *matraquage* depuis les airs[100] (principale crainte des planificateurs d'avant-guerre) et les Français semblaient bien établis au sol dans une position défensive forte. La première étape de leur plan ayant été accomplie, *les Alliés commencèrent le long processus de construction d'armées capables d'attaquer l'Allemagne*.[101] Chamberlain fut fortement critiqué en avril 1940 et par la suite pour avoir dit, juste avant l'invasion de la Scandinavie, que *Hitler avait raté le bus en n'attaquant pas au cours des six premiers mois de la guerre.* Mais son opinion reflétait le point de vue des Alliés [des Anglais], selon lequel plus les combats seraient reportés à plus tard, mieux ce serait pour l'Angleterre et la France. De telles opinions optimistes étaient en fait universelles au sein du gouvernement britannique. Dès la fin d'octobre 1939, Antony Eden déclara que *Hitler avait déjà perdu l'initiative,* et à la fin de janvier 1940, Churchill était convaincu qu'*Hitler avait perdu sa meilleure chance*.

La *stratégie minimaliste* [ou de *modération*] reflétait également les craintes quant à la capacité de l'Angleterre à mener une guerre soutenue et totale. À la base des mesures de plus en plus désespérées d'avant-guerre destinées à sauver la paix, il y avait la conviction [dans l'esprit des Anglais] que toute guerre, même si l'Angleterre en sortait victorieuse, saperait fatalement la puissance britannique. Après le déclenchement de la guerre, le gouvernement britannique espérait que la pression

[99] Tous les vrais stratèges d'aujourd'hui considèrent cette inaction de la "Drôle de Guerre" comme une erreur tactique et stratégique mise allègrement sur le dos du Général Gamelin (généralissime des armées alliées), mais en fait causée par le refus d'attaquer des politiciens anglais du *Conseil Suprême de la Guerre*, puis par la fuite de l'Armée anglaise à Dunkerque. Lire à ce sujet l'ouvrage de Christophe Aknouche, Gamelin ou la stratégie entravée, H&C Histoire & Collections, ISBN 979-10-380-1287-5 *[Note du traducteur]*.

[100] *Matraquage* pour *knock out blow. [Note du traducteur]*.

[101] En fait, les seuls qui durent commencer à créer une armée furent les Anglais. Ponting cache la responsabilité de l'Angleterre sous le nom collectif de : *les Alliés.* Les Français avaient une Armée de Terre de plusieurs millions de soldats. Cette absence d'Armée anglaise était inexcusable. *[Note du traducteur].*

économique pourrait déstabiliser l'économie allemande et conduire à la chute du régime nazi. Ils espéraient alors qu'il serait possible de conclure un accord avec le régime qui succéderait en Allemagne, pour obtenir un nouvel accord européen. Tout cela éviterait une guerre totale et les conséquences, à la fois internes et externes, qu'une telle guerre entraînerait. Les politiciens anglais espéraient de cette façon éviter les risques sociaux et politiques associés au passage à une économie de guerre à grande échelle en Grande-Bretagne : la menace d'un effondrement financier, la satellisation de l'Angleterre par les États-Unis et l'implication possible de la *Russie soviétique* dans la guerre. *En tant que stratégie, ce n'était pas héroïque, mais adapté à la fragilité de l'Angleterre, vulnérabilité qui devenait de plus en plus évidente pour le gouvernement anglais.* Peu après le début des hostilités, le Cabinet de Guerre anglais convint que leur objectif devrait être de créer *une armée anglaise de 55 divisions*.[102] Le Chancelier de l'Échiquier, Simon, accepta cette décision mais déclara à ses collègues que l'équipement d'une armée de cette ampleur impliquerait d'importantes importations de matières premières, de machines-outils et d'armements. Les États-Unis avaient désormais levé leur embargo sur les exportations d'armes, mais l'Angleterre devait toujours payer en espèces sonnantes et trébuchantes [et non pas par des emprunts aux USA]. Si l'on ajoute à cela les grands programmes navals et aériens déjà en cours, le coût serait vraisemblablement supérieur à ce que l'Angleterre pouvait se permettre de débourser, et ne pouvait qu'entraîner de *très graves difficultés financières* à la fin de la deuxième année de guerre[103]. En février 1940, le Ministre des Finances Simon[104] fit circuler le document parmi ses collègues sur *Our National Resource in Relation to War Effort*.[105] Il échafauda une conjecture pessimiste des perspectives à long terme auxquelles le pays était confronté. Le déficit de la balance des

[102] Par comparaison, l'Armée française mettait en ligne 130 divisions. *[Note du traducteur].*
[103] Cabinet Office 66/1, WP (39) 42 (22.9.39)
[104] John Allse Brook Simon, 1er Vicomte Simon (1873-1954). *[Note du traducteur].*
[105] Cap. 66/5, WP (40) 45 (9.2.40)

paiements au cours de la première année de la guerre était susceptible d'atteindre au moins 400 millions de livres sterling et il s'accroitrait au fur et à mesure que la production d'armement augmenterait. Ce déficit ne pouvait être financé qu'en puisant dans les réserves d'or, de dollars et d'investissements à l'étranger, et John Simon avertit le Cabinet de Guerre que "la mesure dans laquelle on peut recourir à ces derniers actifs fiscaux doit dépendre principalement de la durée probable de la guerre." Même dans les hypothèses les plus optimistes, le Trésor prévoyait qu'ils ne dureraient pas plus de deux à trois ans. John Simon en conclut que le projet d'une armée de 55 divisions ne pouvait être mis en œuvre dans son intégralité, et que le programme global de réarmement anglais n'était pas finançable. Il termina son évaluation par des mots qui donnaient à réfléchir : "*C'est un tableau angoissant et ténébreux, qui montre trop clairement le limite que les seules considérations financières imposent nécessairement à notre effort de guerre.*"

Lorsque le Cabinet de Guerre discuta du document, le Premier Ministre, Neville Chamberlain, synthétisa la situation en précisant : "Nous empiétons déjà sur nos réserves financières d'échange au-delà de notre marge de sécurité."[106] En quelques semaines, les responsables du Trésor avaient conclu que les réserves ne pouvaient pas durer trois ans et qu'après deux ans de guerre, la perspective était au mieux de *réduire grandement notre effort de guerre.*[107]

Au cours de ses six premiers mois de conflit à l'ouest, même sans combats à grande échelle, la guerre se transformait en concours de longévité pour savoir quelle économie s'effondrerait la première. Les Alliés [en fait, les Anglais], convaincus que l'économie allemande en arrivait à

[106] CAP 65/5, WM (40) 40th Conclusions (13.2.40)

[107] T177/52, Procès-verbal de Sir F. Phillips, 28.2.40. Ces pages de Ponting révèlent quel point tous ces politiciens raisonnaient comme des marchands et non pas en termes de soldats prêts au grand sacrifice, ou de patriotes décidés au combat ultime. Ce livre pourrait se caricaturer par ces mots : on ne veut pas trop s'endetter pour se défendre ; nous devons trouver un pigeon pour se battre pour nous et payer la note. Les Français ont perdu leurs forces pour nous en 14-18, les Américains doivent venir les remplacer pour se battre pour nous, ou nous nous livrerons aux Nazis. *[Note du traducteur].*

un point de rupture, et soucieux d'éviter de combattre sur le front de l'Ouest, cherchaient des moyens d'exercer une pression supplémentaire dans les zones périphériques d'Europe. Cela les conduisit à passer l'hiver 1939-1940 en Scandinavie dans une série de projets plus ou moins hasardeux, qui aboutirent aux premiers combats sérieux avec les Allemands en Norvège en avril 1940. À l'automne 1939, les Alliés se convainquirent rapidement que leur meilleure option était d'empêcher l'Allemagne d'importer du minerai de fer de Suède. Ils basèrent cette conclusion sur l'idée que la moitié des importations allemandes provenaient des mines du grand-nord de la Suède autour de Gällivare. En fait, ces importations suédoises étaient beaucoup *moins* importantes que les Alliés ne l'imaginaient, puisqu'elles ne représentaient qu'environ un quart de la consommation totale allemande. L'Allemagne disposait également d'un important stock de minerai et d'un accès à d'autres sources de production sur le continent. Quoi qu'il en soit, 40% de la production allemande d'acier était encore destinée au secteur civil ; il était donc très facile de la transférer vers le secteur militaire si nécessaire. Le blocus des importations en provenance de Suède n'aurait donc, au mieux, qu'un impact à long terme, et n'allait certainement pas entraîner une fin prématurée et rapide de la guerre. Néanmoins, les Alliés [les Français et les Anglais] commencèrent à chercher des moyens de couper les importations allemandes. Pendant les mois d'été, le minerai de fer était expédié par mer à partir du port de Lulea vers le golfe de Botnie, et par la Baltique jusqu'en Allemagne. Churchill, entré au gouvernement anglais en tant que Premier Lord de l'Amirauté au début de la guerre, s'était laissé aller à un nombre considérable de rêves irréalisables concernant l'envoi de la Royal Navy dans la Baltique pour couper cette route d'approvisionnement des Nazis. Mais il n'était pas possible d'envoyer des navires de guerre, sans couverture aérienne, dans une zone dominée par les Allemands. Toutefois, pendant l'hiver, la Baltique était gelée et le minerai était acheminé *par voie ferrée* jusqu'au port norvégien de Narvik, puis par la mer du Nord jusqu'en Allemagne. Cette route permettait aux flottes alliées d'arrêter le flux du

ravitaillement. Le problème était que, pendant leur voyage vers le sud, les navires allemands transportant le minerai restaient normalement dans les eaux territoriales norvégiennes ; ils ne pouvaient donc être attaqués qu'en violation de la neutralité norvégienne. Dès la mi-septembre, Churchill proposa de poser des champs de mines dans les eaux territoriales norvégiennes pour forcer les navires à déporter leur itinéraire vers la haute mer, où ils pouvaient être attaqués par les Alliés. Le Cabinet de Guerre rejeta la proposition pour deux raisons : à cause de son illégalité[108] et aussi pour la simple raison que, à l'automne, aucun navire n'empruntait cet itinéraire. Ils convinrent de remettre cette opération à plus tard dans l'année.

L'attaque soviétique contre la Finlande à la fin du mois de novembre 1939, et la résistance finlandaise, ouvrirent de nouvelles perspectives d'intervention en Scandinavie. Bien que la Société des Nations, presque moribonde, ait expulsé l'Union soviétique au cours de sa dernière action de quelque importance, de nombreux membres du gouvernement anglais souhaitaient aller plus loin. Ce désir reflétait l'opinion répandue, apparente bien avant l'attaque contre la Finlande, selon laquelle le véritable ennemi n'était pas l'Allemagne mais l'Union soviétique. "Chips" Channon, le député Conservateur mondain [anglais] qui se trouvait être le Secrétaire Parlementaire privé de Rab Butler,[109] écrivit le jour où la guerre fut déclarée : "*J'ai l'impression que notre monde, ou tout ce qu'il en reste, est en train de se suicider, tandis que Staline rigole et que le Kremlin triomphe*."[110] Le secrétaire particulier de Neville Chamberlain alla encore plus loin cinq semaines plus tard : "*Le communisme est maintenant le plus grand danger, plus grand encore que l'Allemagne nazie... Nous devons jouer notre jeu très prudemment avec la Russie, et ne pas détruire la possibilité de nous unir, si nécessaire, avec un nouveau*

[108] Il était illégal de miner des eaux territoriales neutres. [NdT

[109] Rab était l'abbréviation de Richard Austen Butler. Il était le baron Lord Butler de Saffron Walden (1902-1963). Il fut vice-Premier Ministre de Harold Macmillan de 1962 à 1963. [NdT]

[110] Journal de Channon, p.215 (3.9.39)

gouvernement allemand contre ce danger commun."[111] Les hauts responsables du gouvernement anglais voyaient la menace de l'Union soviétique de la même manière. Comme lord Halifax le précisa aux ministres des dominions au début de novembre :

"Un résultat capital de l'accord [nazi-soviétique] est le danger de voir le bolchevisme se propager en Europe occidentale... C'est un danger auquel nous devons faire face, et nous devons décider si nous devons l'affronter en rompant les liens avec la Russie ou même en lui déclarant la guerre... La politique alternative consisterait à se concentrer d'abord sur la menace allemande, et c'est cette politique que le gouvernement britannique décide d'adopter."[112] L'opinion française concernant la menace soviétique était similaire. Daladier, le Premier ministre, déclara aux Américains en 1938 qu'il craignait que l'Allemagne ne soit vaincue dans cette guerre... car les seuls gagnants seraient les bolcheviks ; il y aurait une révolution sociale dans chacun des pays d'Europe... Les cosaques régneraient sur l'Europe."[113]

L'attaque soviétique suscita une sympathie généralisée en faveur des Finlandais, accrue par leur vaillante résistance tout au long de l'hiver. Le Pacte nazi-communiste et l'accord de fourniture soviétique de matières premières en faveur de l'Allemagne nazie ne firent qu'intensifier l'hostilité envers l'Union soviétique. Pour beaucoup, la lutte menée par la Finlande fournit l'occasion exceptionnelle de leur venir en aide et d'attaquer l'Union Soviétique en même temps. Lord Cork and Orrery[114], directeur des usines de l'Amirauté responsable de la politique scandinave, avoua à Churchill, l'un des plus fervents partisans de l'intervention alliée contre les bolcheviks après la Première Guerre mondiale, que l'aide

[111] J. Colville, Fringes of Power, p.40 (13.10.39)
[112] D. Carlton, Anthony Eden, p.156
[113] Relations étrangères des États-Unis, 1938. Vol.1, p.687
[114] John Boyle, 15e Comte de Cork et 15e Comte et baron d'Orrery. Il était Pair d'Angleterre et membre de droit de la Chambre des Lords. Le comté de Cork et la baronnie d'Orrery sont en Irlande.[NdT]

anglaise à la Finlande pouvait fournir une merveilleuse chance —et peut-être la dernière— de mobiliser les forces anti-bolcheviques du monde de notre côté.[115] Bien que le gouvernement anglais sût que ses propres ressources pour combattre l'Allemagne étaient insuffisantes, il en arriva presque, néanmoins, au cours de l'hiver 1939-40, au point de faire la guerre à l'Union soviétique. Cela reflétait non seulement une forte aversion idéologique à l'encontre du gouvernement soviétique, mais aussi un grand mépris pour la puissance militaire soviétique qui sembla se confirmer par leur performance inepte contre la Finlande.[116] L'idée d'attaquer l'Union soviétique était justifiée par le fait que ce pays aidait les Nazis économiquement, mais il se peut que les ministres anglais aient espéré que l'Allemagne (après avoir changé de gouvernement) retrouverait la raison et s'unirait contre l'ennemi [communiste] commun. Un certain nombre de plans absurdes furent donc envisagés pour attaquer l'Union soviétique. Jusqu'à la fin du mois de mars 1940, quinze jours après le Traité de Paix finno-soviétique, le Conseil Suprême [anglais] de Guerre, réuni à Londres, examina les plans détaillés d'une attaque aérienne à partir du Moyen-Orient avec pour objectif les champs pétrolifères soviétiques de Bakou sur la mer Caspienne. De tels bombardements, pensaient les stratèges, "auraient le double avantage de paralyser la structure économique de la Russie, et de l'empêcher effectivement de mener des opérations militaires en dehors de son propre territoire".[117] À une autre occasion, les Français suggérèrent d'envoyer une escadre de navires de guerre en Mer Noire pour arrêter les approvisionnements soviétiques à destination de l'Allemagne ; ce plan fut également proposé par Churchill

[115] Admiralty 199/1928, Procès-verbal du 5.12.39

[116] Cela reflétait surtout la haine des lobbies capitalistes de la City contre ces communistes qui rêvaient de tuer le capitalisme. Les lobbies londoniens étaient prêts à faire la paix avec l'Allemagne nazie considérée comme un bouclier contre le communisme. À partir de juillet 1941, l'Allemagne fut considérée comme la grande protection contre le mal infini du communisme. On peut imaginer l'étonnement des Anglais lorsque l'Armée Rouge réussit peu après à mettre en déroute la Wehrmacht. [NdT]

[117] Bureau du Cabinet 99/3, réunion du Conseil suprême de guerre 28.3.40

en octobre 1939, mais cette idée dut être abandonnée en raison de l'hostilité turque au passage des vaisseaux de guerre franco-anglais à travers le Détroit des Dardanelles.

Ces chimères fantaisistes furent écartées, mais tout au long de l'hiver 1939-40, les Alliés continuèrent de revenir sur la question de savoir comment intervenir en Scandinavie, où pouvaient être combinées des opérations pour interrompre les exportations suédoises de minerai de fer vers l'Allemagne, des expéditions pour aider la Finlande, ainsi que des attaques directes contre la Russie soviétique. Le 19 décembre 1939, les Français évoquèrent la possibilité d'une expédition alliée pour prendre le contrôle du port norvégien de *Narvik* et des mines de fer suédoises, sous le prétexte d'aider la Finlande. La question initiale était de savoir si les Finlandais demanderaient l'aide des Alliés, et deuxièmement, si la Norvège et la Suède, deux États neutres, autoriseraient le passage des troupes alliées et les lignes de ravitaillement de leur armée à travers leurs pays. Lorsque le gouvernement britannique discuta de ce projet, le lendemain, ces objections n'inquiétèrent pas Churchill, qui était en faveur d'une approche plus affirmée : "Nous devrions faire une offre amicale d'aide militaire aux pays scandinaves, comme l'ont proposé les Français, mais nous devrions laisser clairement entendre que, qu'ils l'acceptent ou non, nous devrons venir prendre possession des *mines de fer*"[118]. Le Cabinet de Guerre n'appuya pas la suggestion de Churchill, mais il convint que les Chefs d'État-Major devraient commencer à planifier une intervention en Scandinavie.

Dans les premiers jours de 1940, le Cabinet de Guerre examina deux plans de débarquement en Scandinavie. Le premier consistait en un débarquement à Narvik et une progression à travers la Norvège jusqu'aux mines suédoises. La seconde préconisait *la mise en état de défense du*

---

[118] Bureau du Cabinet de Guerre 83/1, réunion du Comité de coordination militaire 20.12.39. Une erreur s'est glissée ici ; l'auteur a écrit *minefields* (champs de mines) alors qu'il s'agit de *zones minières* avec des mines de fer. [NdT]

sud de la Suède, bien que la menace contre ce danger fût moins évidente. Cette dernière idée n'alla pas plus loin qu'un plan pour la section D du MI-6 visant à faire sauter le port d'Oxelösund, juste au sud de Stockholm. L'opération fut approuvée le 17 janvier par les principaux ministres mais découvert et déjoué par les Suédois. Le 12 janvier, le Cabinet de Guerre accepta de laisser momentanément de côté l'option de débarquement à Narvik (destiné à interrompre le transport ferroviaire du minerai de fer en provenance de Suède) jusqu'à ce que soit prête la grande stratégie d'intervention en faveur des Finlandais. Au début du mois de février, le Conseil Suprême de Guerre [franco-anglais] se réunit à Paris pour discuter de politique future. Les Finlandais avaient alors sollicité des vivres et 30 000 hommes pour aider leur armée en difficulté. Les Alliés décidèrent de préparer 3 ou 4 divisions (un total de 30 000 à 40 000 soldats) pour leur venir en aide. La Finlande devait être invitée à lancer un appel à l'aide, après quoi la France et l'Angleterre exigeraient des droits de transit à travers la Norvège et la Suède. Le plan stratégique était que les Finlandais devaient faire leur *appel* le 5 mars et les troupes Alliées [en fait des troupes françaises] débarqueraient à Narvik le 20 mars. Des discussions préliminaires avec les Norvégiens et les Suédois révélèrent cependant que la coopération ne serait pas au rendez-vous et que seul un petit nombre de *volontaires* serait autorisé à passer. Pendant le reste du mois, une pression intense fut exercée sur les deux gouvernements neutres pour permettre aux troupes alliées [françaises] d'attaquer les Soviétiques, mais sans succès. Le 12 mars, le gouvernement britannique décida finalement que les objections des neutres devaient être ignorées. Le débarquement [français[119]] à Narvik se poursuivrait, les troupes se déplaceraient le long de la ligne de chemin de fer vers la Suède, sécuriseraient la zone des mines et aideraient ensuite les Finlandais. Seuls des *combats très sérieux* arrêteraient l'opération ; la résistance limitée des Norvégiens serait

[119] Le film norvégien *Narvick* (2022) laisse croire que le combat fut mené par des Norvégiens seulement.

surmontée. Les Anglais et les Français furent sauvés de leur propre folie, d'une guerre probable avec l'Union soviétique, de l'invasion et de la violation de la neutralité norvégienne et suédoise, que par la décision finlandaise de rechercher la paix, le 13 mars. Churchill voulait quand même aller de l'avant et s'emparer des zones minières, mais le Cabinet de Guerre ordonna la dispersion des troupes assemblées pour cette expédition mal préparée et potentiellement désastreuse.

Bien que les préparatifs pour les opérations terrestres en Scandinavie aient été temporairement abandonnés par les Alliés, ces derniers conservèrent le projet de mouiller des champs de mines dans les eaux territoriales norvégiennes pour entraver le passage des cargos transportant du minerai de fer à destination de l'Allemagne. Le principal partisan de ce genre d'opération était Churchill, mais la forte opposition de milieux variés conduisirent à des renvois réitérés du projet. Le 6 janvier, les Norvégiens furent informés des intentions des Alliés, mais leur opposition, ainsi que celle des Suédois et de certains dominions, fut telle que le projet fut annulé six jours plus tard. Après que la Royal Navy eut porté secours à des marins capturés du cargo marchand allemand *Altmark* dans un fjord norvégien le 16 février, Churchill et l'Amirauté reprirent le projet de mouillage de champs de mines. Lorsque les chefs des partis Libéral et Travailliste, Sinclair et Attlee, furent consultés, seul le premier fut en faveur de l'opération. Le 29 février, le Cabinet de Guerre, inquiet de l'opinion des pays neutres —particulièrement de celle des États-Unis—, décida une fois de plus de ne pas poursuivre l'opération de mouillage. Churchill eut plus de chance un mois plus tard lorsque le Conseil Suprême de Guerre approuva l'idée et la lia à un plan visant à mouiller aussi des mines flottantes sur le Rhin pour perturber le trafic fluvial allemand. Au bout de trois jours, les Français abandonnèrent le projet sur le Rhin par crainte que les Allemands ne l'utilisent comme excuse pour lancer une campagne de bombardement général. Churchill, toujours occupé à faire pression pour appliquer cette stratégie, se rendit à Paris pour essayer de les faire changer d'avis, mais il finit par changer d'opinion lui-même et accepta

les objections françaises. Pendant ce temps, le Cabinet de Guerre anglais avait décidé, en l'absence de Churchill, de poursuivre malgré tout le mouillage de mines en Norvège. L'opération commença le 8 avril. Le fait que ce furent les Anglais qui aient été les premiers à violer la neutralité norvégienne allait causer des problèmes majeurs aux Procureurs Alliés lors des Procès pour Crimes de Guerre de Nuremberg à l'issue du conflit, alors qu'ils accusaient les Allemands d'avoir planifié des actions de guerre en violation des traités internationaux dans leur attaque contre la Norvège.

L'intérêt des Alliés pour la Scandinavie avait attiré l'attention des Allemands à partir de la fin de 1939. Après l'incident de l'*Altmark* et l'interception des messages entre les Alliés et la Finlande, Adolf Hitler, inquiet d'une éventuelle intervention Alliée, autorisa le 21 février 1940 la planification d'une invasion du Danemark et de la Norvège. L'opération fut menée avec une grande célérité le 9 avril. Le Danemark fut envahi en quelques heures et les troupes allemandes s'emparèrent d'Oslo dans la matinée et commencèrent à débarquer le long de la côte norvégienne, y compris Trondheim et Narvik au nord. Cette décision aurait dû faire le jeu des Alliés en leur permettant d'utiliser leur supériorité navale ainsi que les plans d'intervention déjà élaborés, pour réagir rapidement et contrer l'invasion allemande. En pratique, la réponse anglaise, bien que handicapée par la supériorité aérienne allemande, démontra une pensée stratégique confuse, des objectifs changeants et un mauvais commandement au sol. Le résultat de toutes ces faiblesses, combinées à des tactiques allemandes brillantes et imaginatives, engendra une défaite britannique décisive et un retrait ignominieux, suivi d'une pression politique croissante sur le gouvernement Chamberlain, de même qu'une demande pour un contrôle plus efficace de la guerre. Le bénéficiaire de ces critiques fut Churchill qui, ironiquement, était le principal responsable des mauvaises décisions prises au début de la campagne.

Malgré près de six mois de grand intérêt pour les événements de Norvège et de Scandinavie en général, les Anglais furent pris au

dépourvu par l'invasion allemande. La première alerte concernant les intentions allemandes vint un mois avant l'attaque, d'agents secrets établis en Allemagne. Au cours des semaines suivantes, la menace allemande fut confirmée par divers rapports de préparatifs militaires avancés, terrestres et navals. Ces rapports furent écartés par les États-Majors militaires et de renseignement à Londres en raison de la certitude selon laquelle les Allemands ne tenteraient pas d'invasion face à la suprématie navale britannique. Cet excès de confiance fut au cœur de la première erreur commise par Churchill. Lorsque parvinrent à Londres les rapports sur des navires allemands se déplaçant de la Baltique vers le sud de la mer du Nord, il crut qu'il s'agissait d'un mouvement purement naval destiné à pénétrer dans l'Atlantique. Il ordonna donc le retrait des troupes britanniques des mouilleurs de mines destinés à établir des champs de mines flottantes en Norvège, troupes qui auraient pu, soit empêcher soit anéantir rapidement les débarquements allemands le long de la côte. Dès le début, les Anglais se retrouvèrent donc dans une position où ils devaient répondre aux actions allemandes. Le renseignement resta un handicap majeur tout au long de l'opération. Le manque de préparation anglais parut douloureusement évident lorsque la RAF dut utiliser un *Guide touristique Baedeker de 1912* en Norvège pour trouver ses cibles de bombardement. Certains signaux de la Luftwaffe furent interceptés, mais le très efficace système de diffusion de ces renseignements cruciaux aux commandants sur le terrain, qui fut développé plus tard dans les combats, n'était pas encore disponible. En fait, l'information n'eut pas d'impact sur la campagne. Les Allemands, pour leur part, lisaient environ un tiers des signaux navals anglais et disposaient d'informations préalables sur les débarquements Alliés le long de la côte.

L'autre problème anglais fondamental était un système de *prise de décision* trop compliqué qui ne produisait pas de leadership décisif. Le premier niveau était le Comité des Chefs d'État-Major, qui fournissait des conseils militaires aux ministres. Immédiatement au-dessus d'eux siégeait le Comité de Coordination Militaire, composé des ministres en

charge des trois services [Terre, Mer, Air], qui faisait des recommandations sur les actions possibles au Cabinet de Guerre, dans lequel les trois mêmes ministres siégeaient également avec leurs collègues plus anciens. Cette structure trop élaborée des comités rendait presque impossible la prise de décisions rapides et ne fournissait pas non plus de moyen clair pour donner des orientations politiques à l'Armée. Dans ce système inadéquat, la personnalité dominante de Churchill causait plus de problèmes encore. Bien qu'il ne soit que *Premier Lord de l'Amirauté,* il croyait qu'il devait avoir le dernier mot, l'ultime verdict, dans l'ensemble des décisions concernant la guerre. Il présidait le Comité de Coordination et donnait souvent des directives sans consulter sérieusement les Chefs d'État-Major ou ses collègues politiques. Plus encore, sa tendance à changer de décisions de façon erratique et aléatoire aggrava rapidement les problèmes. Churchill était également déterminé à essayer d'effacer le fantôme de son échec apparent (aux Dardanelles et à Gallipoli), dans la planification et le contrôle des opérations navales et des débarquements qui suivirent, au cours de la Première Guerre mondiale. Cela avait conduit à sa démission du gouvernement Libéral et à une réputation de mauvais leadership et de prise de décision trop impulsive. Le fait que l'Angleterre soit en guerre ne signifiait pas que l'ambition politique fut oubliée, et Churchill —dans la soixantaine et avec une carrière en échec relatif jusqu'en 1939—, nourrissait toujours un intense désir d'être Premier Ministre. Poussé par une combinaison de ces deux forces stimulantes, Winston Churchill vit dans sa campagne de Norvège *réussie,* un moyen d'améliorer sa réputation passée et éventuellement un piédestal vers de plus grandes réalisations encore.

Lorsque la nouvelle de l'invasion allemande parvint à Londres, le Cabinet de Guerre se réunit à 8h30, le 9 avril. L'ambiance était confiante. Churchill remarqua : "*Nous avons les Allemands là où nous les voulons*". La Royal Navy reçut l'ordre de pilonner Bergen et Trondheim, et des troupes de débarquement se préparèrent à reprendre ces deux ports aux Allemands, ainsi que Narvik. En quelques heures, la gravité de la

situation devint manifeste. À midi, le Cabinet de Guerre savait que les navires de la Royal Navy au large de Narvik n'avaient pas réussi à empêcher 4 000 soldats allemands de capturer le port. L'attaque sur Bergen fut annulée parce que les Allemands étaient jugés trop fortement retranchés. Ce soir-là, les ministres se mirent d'accord sur une recommandation des Chefs d'État-Major de se concentrer sur Narvik et de reprendre le port (avec l'idée d'atteindre les zones minières suédoises encore en arrière-plan). Le lendemain, les forces allemandes résistèrent à une attaque navale sur Narvik et Churchill fut forcé d'admettre *en privé* à l'amiral Pound, Premier Lord de la Mer : "*On s'est fait avoir complètement.*"[120] Le 11 avril, il fit une très mauvaise performance à la Chambre des Communes pour tenter d'expliquer la situation. L'un de ses plus fervents partisans, Harold Nicolson, écrivit à cette occasion :

"Il a commencé par un pastiche de lui-même en train de faire un discours, et il s'est livré à un vague laïus associé à des railleries de collégien. Je l'ai rarement vu aussi déphasé... Il hésitait, mettait ses notes dans le mauvais ordre, prenait une mauvaise paire de lunettes, tâtonnait pour trouver sa bonne paire, continuait de parler de *Suède* en voulant dire *Danemark*… en un mot, il fit une performance lamentable"[121].

Néanmoins, l'expédition britannique,[122] avec l'armée [française] maintenant embarquée, était en route pour reprendre Narvik. Ce soir-là (11 avril), Churchill, dans un état décrit par un membre de l'État-Major de la Marine comme étant *à moitié bourré*,[123] commença à envisager de détourner l'attaque vers Namsos, à 430^{km} au sud de Narvik, pour tenter de capturer Trondheim à 130^{km} au sud. C'était le premier signe de

[120] Admiralty116/4471 (10.4.40)

[121] Journal de Nicolson, p.70 (11.4.40)

[122] Même si Ponting ignore totalement la présence des Français, des vaisseaux français étaient présents et ce furent les Français qui débarquèrent plus tard et chassèrent les Allemands de Narvick. Plus au sud, le débarquement anglais échoua. [NdT]

[123] Half-tight = *à moitié ivre,* "*bourré*" en argot. (*Tight* signifie *cool* aujourd'hui, en argot.) [NdT]

l'évolution constante des objectifs de la stratégie anglaise[124] qui allaient gâcher toute la campagne.

Le 13 avril, le pilonnage naval de Narvik fut brillamment réussi et sept destroyers allemands furent coulés, mais il n'y avait pas de troupes disponibles immédiatement pour exploiter la manœuvre en capturant le port. Au Cabinet de Guerre à Londres, les ministres, pensant que Narvik était déjà pratiquement entre leurs mains, souhaitaient détourner des troupes vers Trondheim bien que Churchill s'y opposât désormais. Cependant, tôt le lendemain matin, il fit pression sur le Chef d'État-Major de l'Empire britannique, le général Dacier, pour qu'il détourne l'arrière-garde du convoi de troupes destiné à Narvik vers le port de Namsos comme première phase d'une opération à Trondheim. Un jour plus tard, le débarquement à Narvik eut lieu, mais à une certaine distance de la ville. Aucune tentative ne fut faite pour capturer le port. Les troupes n'étaient pas équipées pour un assaut et des équipements de DCA cruciaux furent détournés vers Namsos, où aucun débarquement n'avait lieu. À Londres, les Chefs d'État-Major —Churchill étant fortement dissident—, repoussèrent toute tentative de capturer Trondheim pendant une semaine.

Le 16 avril, la confusion et l'absence de plans fermes dans l'opération britannique avaient produit le chaos. Les Allemands avaient ainsi pu occuper tous les ports clés de la côte norvégienne et aucune contre-attaque efficace n'avait été lancée. Les seules troupes anglaises débarquées se tenaient près de Narvik et là, le commandant, le Général Mackesy, refusa d'avancer sur la ville et décida d'attendre au moins jusqu'à la fin du mois, espérant que la neige fondrait avant de tenter de s'emparer du port. Les pressions désespérées des Chefs d'État-Major et du Cabinet de Guerre ne le firent pas changer d'avis d'un iota. Whitehall[125] était en révolte contre les méthodes erratiques et idiosyncrasiques de

[124] Si les Français commandent les opérations militaires aux Pays-Bas, en Belgique et en France, les Anglais commandent cette opération en Scandinavie. [NdT]
[125] Au sud de Charing Cross se trouve Whitehall, le site des principaux bureaux du gouvernement britannique, ainsi que la résidence du Premier ministre, au n° 10 Downing Street.

Winston Churchill pour mener la guerre. Les Chefs d'État-Major estimaient qu'on ne leur demandait pas sérieusement leur opinion, et les autres ministres du Comité de Coordination et du Cabinet de Guerre aussi se sentaient ignorés et "snobés". Ce matin-là, Churchill fut contraint de demander à Chamberlain de prendre la présidence du Comité de Coordination afin de désamorcer la querelle à grande échelle sur sa conduite durant cette opération.[126]

Il s'est toutefois avéré impossible de donner une quelconque cohérence aux opérations militaires en Norvège. Le 17 avril, les Chefs d'État-Major décidèrent d'attaquer directement Trondheim le 22 avril, pour annuler l'opération deux jours plus tard. Le 18 avril, les débarquements à Namsos et Andalsnes se poursuivent avec l'idée de monter une attaque en tenaille sur Trondheim. En trois jours, d'autres débarquements à Namsos durent être annulés en raison de lourdes attaques aériennes allemandes et parce que les troupes à Andalsnes ne progressaient pas vers Trondheim. Le 22 avril, alors que les débarquements dans le Sud étaient sur le point d'échouer, Churchill soutint qu'ils devaient revenir en arrière et se concentrer sur Narvik (où 10 jours plus tôt il avait réduit les forces en les déplaçant vers le sud), bien qu'il souhaitât toujours une attaque directe sur Trondheim par la Royal Navy, sans troupes d'infanterie. Le 26 avril, le Cabinet de Guerre décida finalement, dans le centre de la Norvège, d'évacuer toutes les troupes ; une décision à laquelle s'opposa Churchill, qui voulait maintenant se battre autour de Trondheim afin d'éviter [d'ajouter à sa carrière] les stigmates de la déroute. À la fin du mois, l'évacuation était en cours. À Narvik, le Général Mackesy refusa toujours d'attaquer et bien que le Cabinet de Guerre ait été tenté de lui ordonner d'attaquer quand même contre sa volonté, ils ne le firent pas, ne voulant pas être blâmés en cas d'échec. Mackesy fut finalement relevé de son commandement le 13 mai, mais aucune attaque ne fut lancée avant

[126] Churchill s'obstine à vouloir outrepasser les décisions des chefs d'État-Major.

la fin du mois. Les ministres décidèrent alors que le port devait être occupé (ce qui coûta la vie à 150 hommes)[127] même s'ils avaient décidé de l'abandonner immédiatement après sa chute. Ce fut une conclusion futile mais caractéristique d'une campagne désastreuse.

Les dimensions du fiasco militaire en Norvège étaient claires, tant pour les ministres que pour le public, à la fin du mois d'avril, à la suite de la décision anglaise de se retirer du centre de la Norvège et de l'absence d'action sur Narvik. Des explications étaient absolument nécessaires. Lors de la réunion qui décida du retrait du secteur de Trondheim, les ministres tâchaient déjà de trouver des excuses pour se justifier. La réputation du gouvernement et des ministres était gravement dégradée alors que tout ce beau monde cherchait à trouver de bonnes justifications et à attribuer le blâme à d'autres. Le général Dacier commenta leur comportement par ces mots : "*Ils ont tous, y compris le Premier Ministre, commencé à inventer des mensonges qu'ils pouvaient faire avaler au public ; par exemple, ils ont laissé croire que notre attaque contre Trondheim était destinée à repousser les Allemands de Narvik.*"[128]

Churchill a peut-être été soulagé, plus tôt dans le mois, de renoncer à la présidence du Comité de Coordination Militaire et de réduire ses propres responsabilités, au moment même où l'opération se heurtait à de réelles difficultés. Il se montra également désireux d'utiliser le même fiasco pour améliorer le système de direction de la guerre et, en même temps, il renforça ses propres pouvoirs et sa position personnelle. Le 24 avril, il rédigea la lettre à Chamberlain disant qu'il était heureux de ne plus présider le Comité de Coordination Militaire et qu'il ne reprendrait pas cette charge tant qu'il ne disposerait pas de véritables pouvoirs de décision. La lettre ne fut pas envoyée, mais les deux hommes se rencontrèrent ce soir-là pour discuter de la situation. Chamberlain savait qu'il

---

[127] Sans compter les pertes allemandes. [NdT]
[128] Journal d'Ironside, p.285 (26.4.40)

ne pouvait pas se permettre de laisser Churchill démissionner pour ses erreurs dans la conduite de la guerre, car cela pourrait bien entraîner la chute de son propre gouvernement. D'autre part, il ne pouvait pas lui donner le pouvoir effectif de diriger la guerre par lui-même, sans diminuer irrémédiablement sa propre position de Premier Ministre. Au cours des jours suivants, un compromis fut élaboré. Churchill obtint la charge de présider le Comité de Coordination Militaire, qui donnait des conseils aux Chefs d'État-Major et pouvait les convoquer à tout moment, et il pourrait aussi présider les réunions des Chefs d'État-Major. Il reçut également un petit État-Major militaire, dirigé par le général Ismay, lequel, en tant que membre du Comité des Chefs d'État-Major, serait en mesure de veiller à ce que les instructions de Churchill soient exécutées. Tout en conservant le titre de *Premier Lord de l'Amirauté*, Churchill était en effet devenu un quasi-Ministre de la Défense, plus puissant que ses deux collègues en charge de l'Armée de Terre et de l'Aviation, bien que toujours soumis au contrôle général du Cabinet de Guerre. Il n'est pas surprenant que les deux autres ministres du service, Hoare (Ministre de l'Air) et Stanley (Ministre de la Guerre), s'opposent fortement à ce que leur nouveau poste soit sous contrôle de Churchill. Ce ne fut que lorsque Chamberlain menaça de démissionner et de laisser Churchill devenir Premier ministre à sa place qu'ils acceptèrent ces nouveaux arrangements. Cette nouvelle structure qui n'aurait pas résolu le problème de Churchill trop avide de pouvoir sans responsabilité, n'eut pas le temps de fonctionner.

La Campagne de Norvège, en fait tout l'épisode scandinave, ne fut, en termes d'histoire générale de la Seconde Guerre mondiale, rien de plus qu'une péripétie secondaire d'importance stratégique médiocre.[129] Elle fut pourtant importante, non seulement en tant qu'illustration de

[129] Péripétie médiocre pour les stratèges anglais, sauf que les 10 000 soldats français, allemands, polonais, écossais qui furent tués inutilement. Toutes les opérations militaires furent sous commandement anglais en Norvège, comme elles furent sous commandement français en France, en Belgique et en Hollande. [NdT]

l'incompétence militaire britannique (qui devait également être illustrée plus tard en 1940), mais en tant que préambule à la crise politique qui devait amener Churchill au pouvoir au début du mois de mai, malgré son rôle prépondérant dans l'échec norvégien. Fin avril, l'avenir du gouvernement était clairement en jeu, alors que la controverse politique sur la Norvège se développait. De nombreux membres du gouvernement essayèrent de rejeter la responsabilité du fiasco norvégien sur Churchill personnellement, car il avait, après tout, pris un certain nombre de décisions clés. Chips Channon rapporta le 25 avril que le secrétaire parlementaire privé de Chamberlain, Lord Dunglass (plus tard Sir Alec Douglas-Home), se demandait "si *Winston devait être dégonflé*"[130]. À la fin du mois, Harold Nicolson nota : «*Les whips font croire que tout est de la faute de Winston, qui a encore une fois échoué lamentablement.*»[131] Conscient de cette menace, Churchill manœuvrait adroitement à l'avantage de son propre avenir en restant en contact étroit avec les principaux membres des partis d'opposition : Attlee et Alexander (Travailliste), et Sinclair (Libéral). Ces prises de contact ne passèrent pas inaperçues, comme l'écrivit Chips Channon dans son journal, le 25 avril : *Winston, semble-t-il, a eu des conversations et des réunions secrètes avec Archie Sinclair, A.V. [Albert - Victor] Alexander et M. [Clement] Attlee, et ils sont en train de composer un gouvernement alternatif.*[132] Et six jours plus tard : "*Ce soir, Churchill était assis à plaisanter et à boire dans le fumoir, entouré d'A.V. Alexander et d'Archie Sinclair, c'est le nouveau cabinet fantôme.*"[133]

Beaucoup de ses collègues politiques et de hauts responsables de Whitehall avaient des doutes quant à savoir si Churchill devait être Premier Ministre ou non. À l'automne 1939, l'ancien secrétaire particulier

[130] He should *be deflated* signifie : *Il devrait se sentir moins confiant.* [NdT]
[131] Nicolson, op cit, p.74 (30.4.40)
[132] Channon, op cit, p.242 (25.4.40)
[133] Ibid., p.244 (1.5.40)

d'Anthony Eden écrivit qu'*Anthony Eden* "commençait à douter que Churchill puisse jamais être Premier Ministre, tant son jugement était affligeant."[134] Sir Alexander Cadogan, Chef du Foreign Office, pensait que Churchill était inutile.[135] Lord Hankey, ancien Secrétaire du Cabinet et maintenant Membre du Cabinet de Guerre, qui avait observé de près la performance de Churchill pendant la Première Guerre mondiale fit écho aux doutes sur ses qualités de leader lorsqu'il décrivit Churchill comme "un dictateur dont les réalisations passées, bien qu'inspirées d'une certaine dose d'imagination, n'ont jamais été couronnées de succès."[136] La recherche d'autres candidats de remplacement devint de plus en plus désespérée. À la Chambre des Communes, au début du mois de mai, les rumeurs se concentrèrent sur le formidable leader de la Première Guerre mondiale, comme le nota Nicolson : "Les gens sont tellement bouleversés par tout cela qu'ils parlent de Lloyd George comme d'un possible Premier ministre. Eden est hors-jeu. Churchill est miné par le *caucus* Conservateur.[137] Halifax est considéré (à juste titre) comme un homme fatigué."[138]

La crise politique anglaise, découlant de l'échec de la Campagne de Norvège et de ce qui était largement perçu comme une direction inadéquate de la guerre, débuta durant la première semaine de mai par un débat de deux jours à la Chambre des Communes. Lorsque la crise commença, son issue n'était pas claire, il n'y avait pas de consensus sur la question de savoir si le gouvernement de Chamberlain pouvait ou devait tomber, ni sur ce qu'il fallait mettre à sa place. Lorsque la crise se termina, les conséquences étaient profondes. Un nouveau régime fut mis en place ;

---

[134] Journal de Harvey de 1818, p.326 (30.10.39)
[135] Cadogan, op cit., p.277 (8.5.40)
[136] P. Addison, La route vers 1945, p.103
[137] Caucus : le caucus est une réunion au cours de laquelle les membres locaux d'un parti politique font connaître leur préférence parmi les candidats qui se présentent à une élection. [NdT]
[138] Nicolson, op cit, p. 75 (4.5.40)

il dura jusqu'à la fin de la guerre et influença la politique britannique durant des décennies après 1945.

4
Le Nouveau Régime

Le déclenchement de la guerre ne mit fin ni aux manœuvres politiques ni aux ambitions personnelles de chaque politicien. En effet, à bien des égards, la guerre intensifia ces luttes et produisit de nouveaux problèmes que les politiciens purent exploiter pour en tirer profit. La crise politique provoquée par l’absurde gestion gouvernementale de la Campagne de Norvège dut être résolue dans le cadre d'une structure politique d'avant-guerre reflétant la longue domination des Conservateurs après l'effondrement en 1922 du gouvernement de coalition du temps de guerre. Au cours des 18 années qui suivirent, il n'y eut que deux gouvernements travaillistes minoritaires de courte durée, et le second s'effondra en 1931, en ne réussissant pas à se mettre d'accord sur les coupes dans les dépenses sociales exigées par les instances financières internationales en échange de leur soutien à la livre sterling. À partir de 1931, le Royaume Uni fut dirigé par un gouvernement de coalition, dirigé d'abord par l'ancien Premier Ministre Travailliste Ramsey MacDonald, mais en pratique sous contrôle des Conservateurs. MacDonald avait été remplacé en 1935 par le leader Conservateur Stanley Baldwin, puis, lorsque Baldwin prit sa retraite en 1937, par Neville Chamberlain. Les Travaillistes et les Libéraux étaient des partis très divisés en 1931, avec une faible représentation (à l’échelle nationale) des Travaillistes et des Libéraux dans le "*gouvernement de coalition*", la majorité restant dans l'Opposition. Le gouvernement de la nation avait été réélu à une écrasante majorité en 1935, remportant 432 sièges, et bien que le Parti Travailliste se soit remis de sa quasi-annihilation en 1931, il n'avait que 154 députés, et les Libéraux indépendants moins de 20. Le gouvernement restait très populaire et, si la guerre n’était pas venue tout bouleverser, rien n’aurait pu

empêcher Neville Chamberlain et le gouvernement national d'être facilement réélus lors des élections prévues en 1940.

Au début de la guerre, les Travaillistes avaient clairement indiqué qu'ils soutiendraient l'effort de guerre, mais qu'ils n'étaient pas prêts à entrer dans un gouvernement dirigé par Chamberlain, en partie à cause de son mépris mal dissimulé pour l'Opposition. Les Libéraux eux-mêmes rejetèrent l'offre d'un poste de rang ministériel, mais qui ne participait pas aux réunions du Cabinet de Guerre. Cinq jours après la déclaration de guerre, les partis politiques acceptèrent de permettre au parti au pouvoir une réélection incontestée dans toute élection partielle, mais il n'y eut pas de trêve politique générale. Cette situation générale convenait à Chamberlain, étant donné sa double détermination à (1) éviter si possible une guerre totale, et (2) détrôner Adolf Hitler essentiellement par pression économique. Si ces tactiques réussissaient dans un délai relativement bref, comme le prévoyaient les experts des Services Secrets, alors une restructuration de la politique britannique pourrait être évitée, et la domination Conservatrice —ainsi que l'avenir de Chamberlain—, seraient assurés. Le principal risque du point de vue de Chamberlain était qu'une victoire [militaire] rapide et relativement indolore se révèlerait impossible, et qu'une mobilisation à grande échelle de l'industrie et de la main-d'œuvre du pays serait nécessaire. Compte tenu de la complexité de cette tâche et de la nécessité d'un large consensus pour la mettre en œuvre efficacement, une coalition nationale englobant tous les groupes politiques serait vraisemblablement nécessaire, et Chamberlain pourrait ne pas survivre à des changements politiques aussi fondamentaux. Les problèmes politiques provoqués par la guerre totale avaient eu un effet similaire sur le gouvernement Libéral pendant la Première Guerre mondiale, lorsque, après six mois de conflit, en mars 1915, il avait été obligé de faire entrer l'Opposition Conservatrice au gouvernement.

Au cours des six mois qui suivirent septembre 1939, en l'absence d'une crise de confiance politique similaire, les partis d'Opposition ne

purent guère faire rien d'autre que d'attendre l'évolution de la situation. Les Libéraux n'étaient, en grande partie, pas pertinents en tant que force politique autonome, mais ils devaient pourtant être inclus dans le Gouvernement si une véritable Coalition Nationale devait être construite. Le Parti Travailliste accepta des contacts entre les ministres et leurs porte-parole de l'Opposition, mais se réserva le droit d'offrir des critiques constructives sur la conduite de la guerre. Ils avaient été en contact avec le petit groupe de Conservateurs qui étaient en désaccord avec la politique étrangère du gouvernement, en particulier après Munich ; mais sans chercher à trop mécontenter les députés Conservateurs d'arrière-ban, il n'y avait aucun moyen pour le Parti Travailliste de faire tomber le gouvernement. L'un des principaux problèmes auxquels le Parti Travailliste était confronté était que sa direction semblait faible et inefficace. Le parti parlementaire avait choisi Clement Attlee comme chef avant les élections de 1935, mais il était largement considéré comme un palliatif ; c'était le seul choix disponible parmi la cinquantaine de députés qui avaient survécu au désastre électoral de 1931.

Avec une majorité de plus de 200 voix et une faible opposition, Chamberlain ne pouvait être renversé que par une révolte au sein de son propre parti. Au début de la guerre, sa domination sur son parti était presque totale. Il avait été le successeur incontesté de Baldwin en 1937 ; et le parti, à l'exception de quelques insignifiants députés d'arrière-ban, avait soutenu cette politique avec enthousiasme pendant les deux années et demie qui suivirent. En 1939, il n'avait plus de rivaux évidents. Anthony Eden avait perdu sa chance de succession précoce avec sa démission en 1938 ; Sir Thomas Inskip avait été en échec en tant que Ministre Coordonnateur de l'Effort de Défense ; et Sir Samuel Hoare ne se remit pas de son propre échec en tant que Ministre des Affaires Étrangères. La seule autre possibilité était Lord Halifax, mais il semblait être exclu en vertu de sa pairie[139]. Chamberlain lui-même avait un sens aigu de sa

[139] Autrement dit, il était pair d'Angleterre et se trouvait exclus par le fait même. (NdT)

mission et de son aptitude à la tâche. En mars 1939, il écrivit à sa sœur Ida : "*Comme Chatham, je sais que je peux sauver ce pays*[140] *et je ne crois pas que quelqu'un d'autre le puisse... Sauf accident... Je devrais être bon pour au moins un autre parlement après cela*."[141]

Le déclenchement de la guerre changea ce calcul sur un point important : le poids des attentes de l'opinion publique l'obligea à trouver une place dans le Cabinet de Guerre avec Churchill, dont l'opposition à la politique étrangère du gouvernement et la lutte pour le réarmement furent justifiées par les événements. Jusqu'en 1939, la longue carrière politique de Churchill avait été marquée par des échecs cuisants. Son ascension rapide au sein du gouvernement Libéral avant la Première Guerre mondiale s'était terminée par une démission à la suite du fiasco des Dardanelles et de Gallipoli. Bien qu'il ait été sauvé par son vieil ami Lloyd George d'être relégué à l'arrière-ban, Winston Churchill n'avait été, jusqu'en 1922, qu'une figure relativement mineure du gouvernement de coalition. En tant que Chancelier de l'Échiquier sous Baldwin, de 1924 à 1929, sa décision de rétablir la livre sterling à son taux d'avant 1914 avait été en grande partie responsable de la chute désastreuse de l'économie anglaise. Depuis 1929, il n'était plus en fonction. On le considérait tout à fait comme étant à l'extrême droite du Parti Conservateur avec ses opinions antibolcheviques et pro-Mussolini, ainsi que son opposition absolue à la décision du gouvernement anglais d'accorder aux états des Indes une forme d'autonomie limitée. Son jugement était considéré comme erratique et impulsif, un point de vue découlant de sa mauvaise direction des opérations contre la Turquie[142], renforcé par son soutien à

---

[140] William Pitt, le Vieux, 1er Comte de Chatham, Vicomte Pitt de Burton-Pynsent, avait dit "Je suis sûr que je peux sauver ce pays (l'Angleterre) et que personne d'autre ne le peut." Il mourut de crise cardiaque en 1778 durant la Guerre d'Indépendance Américaine à l'issue d'un discours trop coléreux contre les Français qui aidaient les Américains à mettre l'Angleterre à genoux et à lui arracher l'indépendance des Treize-Colonies américaines. (NdT)

[141] 11 M. Cowling, *L'impact d'Hitler*, p.367

[142] Durant la Grande Guerre. [NdT]

Édouard VIII dans la crise de l'abdication.[143] On se méfiait également de lui parce qu'il était le seul politicien à avoir réussi à changer de parti politique deux fois (il avait été élu sous la bannière Conservatrice, s'était joint aux Libéraux au sujet du libre-échange, les avait abandonnés lorsqu'ils s'effondrèrent après 1918, puis revint dans le giron Conservateur). Baldwin, lorsqu'il fut Premier Ministre dans les années 1930, le décrivit comme "*un aventurier militaire qui vendrait son épée à n'importe qui*.[144]

L'exclusion de Churchill de ses fonctions dans les années 1930 fut en grande partie auto-infligée, bien que chaque fois qu'une vacance dans le domaine de la Défense se produisit —d'abord Premier Lord de l'Amirauté en 1935, puis Ministre de la Coordination de la Défense et enfin Ministre de l'Approvisionnement en 1939— il espérait un rappel. L'élite Conservatrice, pourtant, ne vit aucun intérêt à s'encombrer d'un gros-bonnet aussi perturbateur et difficile à contrôler alors qu'il n'y avait pas de nécessité particulière de le faire. Isolé au sein de son propre parti, Churchill contrôlait des partisans parmi les députés d'arrière-ban ou de l'Opposition. En 1936, il chercha à faire cause commune avec des éléments des partis Travailliste et Libéral, qui étaient également en désaccord avec la politique étrangère du gouvernement, mais le succès de Chamberlain à éviter la guerre à Munich le laissa comme l'un des rares opposants à cet accord, politiquement isolé. Attlee garda ses distances, tout comme Eden, et Churchill ne reçut que le soutien de quelques députés d'arrière-ban non-conformistes, tels que Harold Macmillan et Bob Boothby, de même que de partisans de la ligne dure impérialiste Leo Amery et Lord Lloyd, ainsi que de ses anciens amis tels que Brendan Bracken. Son opposition à Munich entraîna des problèmes majeurs avec sa circonscription et, pendant une grande partie de l'année 1939, il

---

[143] Édouard VIII était favorable à Adolf Hitler. Alors qu'il était héritier de la couronne britannique, il assistait aux Conseils Stratégiques franco-anglais puis renseignait les Allemands. Lorsqu'il devint roi d'Angleterre, les Anglais profitèrent de son mariage avec une Américaine divorcée pour le forcer à abdiquer. [NdT]

[144] 22 A. Howard, RAB, p.64 (Journal de Butler, 20-21.7.35

participa peu à la politique, préférant terminer son *Histoire des Peuples de langue anglaise.* Néanmoins, comme Eden et d'autres dissidents tels que Duff Cooper, il fit clairement savoir à Chamberlain qu'il souhaitait rejoindre son gouvernement.

Le retour de Churchill au poste de Premier Lord de l'Amirauté en septembre 1939 fut clairement sa dernière chance de sauver sa carrière politique et il fut vite déterminé à profiter de cette occasion pour atteindre le sommet. Deux facteurs ont joué en sa faveur : *tout d'abord*, le vide au sommet autour de Chamberlain fit que Churchill réussit à s'imposer rapidement comme un Premier ministre *alternatif*,[145] en dépit du fait qu'on se méfiait fortement de lui au sein de Whitehall et de *l'establishment* politique. Néanmoins, Churchill avait encore un long chemin à parcourir pour évincer Chamberlain, qui restait très populaire auprès du public. Et un sondage d'opinion, à la fin de 1939, montrait que plus de 50% préféraient Chamberlain comme Premier ministre, contre moins d'un tiers pour Churchill, et, en avril 1940, près de 60% approuvaient encore la performance de Chamberlain en tant que Premier ministre. *En second lieu*, Churchill eut la chance d'être nommé responsable politique de la Royal Navy. En l'absence d'action militaire sur le front occidental, et une RAF réduite à larguer des tracts de propagande au-dessus de l'Allemagne, Churchill était le seul ministre capable de rendre compte d'actions militaires, y compris de batailles aussi spectaculaires que l'attaque du cuirassé allemand *Graf Spee* dans l'Atlantique Sud. Churchill démontrait un excellent flair pour la publicité et *insistait toujours pour annoncer personnellement toutes les bonnes nouvelles*. Il était également capable d'aller plus loin encore en faisant des déclarations exagérées afin d'améliorer sa situation personnelle. Par exemple, le 20 janvier 1940, il déclara que la moitié de la flotte de sous-marins allemands avait déjà été détruite, alors que les chiffres officiels de l'Amirauté évaluaient ce chiffre à un

---

[145] Alternatif = de substitution, de rechange… [NdT]

maximum de neuf sur soixante-six.[146] Un mois plus tard, il revendiquait la destruction de 45 sous-marins, soit plus des deux tiers des forces allemandes.

La Campagne de Norvège donna à Churchill l'occasion de faire progresser sa carrière jusqu'au poste de Premier ministre, mais cette campagne devait être gérée avec précaution. De nombreux Conservateurs loyalistes essayèrent de lui faire porter le blâme pour les échecs, avec une certaine justification, et il devait s'assurer qu'il ne serait pas le bouc émissaire. Ses contacts avec les partis d'opposition, bien développés à la fin du mois d'avril, devaient être *discrets* pour éviter les accusations de déloyauté envers son propre gouvernement et son Premier ministre. Churchill sut naviguer dans ce champ de mines avec habileté, aidé tout au long par le mécontentement croissant des parlementaires à l'égard de la conduite de la guerre et par leur désir grandissant d'un leadership plus déterminé. Plus tôt, au cours du déroulement de la guerre, un *Comité de Surveillance* composé de pairs et de députés, sous la présidence d'un pilier de l'establishment Conservateur —Lord Salisbury— fut mis en place et Churchill resta en contact avec Salisbury au cours des dix derniers jours d'avril. Il discuta également de la construction d'une éventuelle coalition nationale avec son vieil ami Archie Sinclair, le leader des Libéraux, ainsi qu'avec d'éminents dirigeants Travaillistes.

Le mécontentement à l'égard du gouvernement atteignit son paroxysme, les 7 et 8 mai, lors d'un débat de deux jours sur la Campagne de Norvège à la Chambre des Communes. Le Parti Travailliste ne s'attendait pas à ce que le gouvernement tombât, et bien qu'il y ait eu du mécontentement dans les arrière-bans Conservateurs, il était encore indécis quant à ses objectifs. Il y avait un sentiment croissant que certains changements dans la direction de la guerre étaient nécessaires, mais aucun désir irrésistible de faire de Churchill un Premier ministre ou d'amener le Parti Travailliste dans une coalition nationale. Au début,

[146] 13 ou 14% seulement. [NdT]

Chamberlain pensait qu'il pourrait rester Premier Ministre. Alors qu'il se préparait à ouvrir le débat, il dit à l'un des membres du personnel du N°10 : *« Je suis tout à fait confiant que nous nous en tirerons bien*.[147] Il s'attendait à ce que sa majorité tombe, mais son secrétaire parlementaire privé, Lord Dunglass, dit à Rab Butler que Chamberlain se maintiendrait tant que la majorité serait supérieure à soixante. Le débat du premier jour comprenait des discours médiocres de Chamberlain et Attlee, mais l'intérêt arriva grâce à l'Amiral Keyes —un vieil ami de Churchill qui se présenta en uniforme complet pour critiquer l'opération de Trondheim—, et à un discours puissant de Leo Amery qui cita les mots de Cromwell au parlement à son *Parlement "croupion"*: " Vous êtes restés assis trop longtemps pour le bien que vous avez produit. Partez, vous dis-je, et finissons-en avec vous. Au nom de Dieu, allez-vous-en !"

Le matin du deuxième jour des débats, l'humeur optimiste au N°10 s'était transformée en découragement. La crise politique dominait tout. Comme l'écrivait l'un des secrétaires privés : "Tout le monde concentre son énergie sur une crise interne au lieu de penser pour le lendemain à la prochaine action d'Hitler."[148] Témoin du mécontentement croissant des Conservateurs à l'encontre de Chamberlain, le Parti Travailliste dut décider s'il devait prendre le risque de transformer le débat en un vote de défiance contre le gouvernement**.** Un important membre du parti, Hugh Dalton, dit à Rab Butler, qui transmit le message à Halifax, que le Parti Travailliste ne soutiendrait pas un gouvernement qui exigerait Chamberlain, Hoare et Simon, qu'ils considéraient comme des *conciliateurs excessifs*.[149] Le *Comité de Surveillance* se réunit ce matin-là, mais hésita à suggérer un vote contre le gouvernement. Au début du débat de la deuxième journée, Morrison annonça la décision d'introduire un *vote de confiance*. Chamberlain commis l'erreur tactique de dire qu' *il*

---

[147] 33 C. King, Avec malice envers personne, p.76

[148] Colville, op. cit., p. *118 (8.5.40)*

[149] Des *arch-appeasers*, des conciliateurs excessifs, avec Hitler, comme l'a fait Neville Chamberlain avec Adolf Hitler après Munich, au lieu de prendre le taureau par les cornes. [NdT]

avait encore des amis dans cette maison, ce qui en a fait un vote de confiance *personnel.* Dans un effort déterminé pour acheter les rebelles Conservateurs, il offrit des concessions et utilisa la menace d'une participation Travailliste à une coalition pour les empêcher de voter contre le gouvernement. Chamberlain promit à Leo Amery qu'il pourrait obtenir n'importe quel emploi souhaité dans le gouvernement (à l'exception du poste de Premier ministre, bien entendu) si la contestation se calmait. Lord Dunglass déclara aux députés Conservateurs rebelles que Chamberlain était également prêt à abandonner ses amis et à renvoyer Hoare et Simon, s'ils soutenaient le gouvernement. Après un dernier discours de Churchill qui défendait la gestion de la Campagne de Norvège par le gouvernement, le vote eut lieu. Le gouvernement l'emporté par 281 voix contre 200. Plus des trois quarts des députés Conservateurs avaient loyalement soutenu Chamberlain. 41 avaient voté contre et environ 50 s'étaient abstenus, réduisant la majorité du gouvernement, normalement de plus de 200, à 81.

Chamberlain accepta rapidement de ne plus pouvoir se maintenir, mais il fallut deux jours pour résoudre la question de savoir qui le remplacerait, et ce ne fut que le soir du 10 mai que Churchill devint Premier Ministre. Il réalisa son ambition, selon A.J.P. Taylor*, en faisant appel au peuple contre les hommes du sommet*.[150] En fait, le peuple n'eut rien à voir avec la décision. C'était le résultat de manœuvres et de haute politique qui n'auraient pas été déplacées dans un cabinet ministériel du milieu du XIXe siècle. Les seules alternatives à Chamberlain étaient Halifax ou Churchill. La *pairie* qui jusque-là entravait Halifax n'était plus un obstacle, car l'élite politique acceptait que, en raison de la guerre, Halifax puisse être autorisé à siéger aux Communes. Halifax était le favori de l'écrasante majorité de l'élite politique, y compris du roi Georges VI, de Chamberlain, de Margesson (Whip des Conservateurs ; il exposait les opinions du parti à la Chambre des Communes), favori aussi de la plupart des membres du Cabinet et, du côté Travailliste, favori de Dalton, Attlee

[150] A.J.O. Taylor, *Histoire anglaise 1914-1945*, p.475

et Morrison. À part Churchill, la seule personne qui ne voulait pas qu'Halifax devienne Premier Ministre était Halifax lui-même. En fin de compte, ce n'est que son refus de servir qui permit à Churchill de devenir Premier Ministre.

Le matin du jeudi 9 mai, le lendemain du scrutin à la Chambre des Communes, Sir Alexander Cadogan nota que Lord Halifax[151] "était très sombre —il pensait que le Premier Ministre Chamberlain allait partir et craignait qu'on lui demande de prendre la suite."[152] Chamberlain passa la matinée à essayer en vain de persuader Halifax de devenir Premier Ministre. Churchill déjeuna avec Eden et Kingsley Wood. Ce dernier était un loyaliste de Chamberlain depuis le début de sa carrière en tant que Ministre-adjoint sous les ordres du Ministère de la Santé dans les années 1920. Mais ce jour-là, Kingsley Wood changea de camp et offrit à Churchill des conseils sur la façon de *jouer sa main*[153]. Il lui dit que Chamberlain voulait que Halifax lui succède et qu'il avait l'intention de demander à Churchill de servir sous Halifax. Si Churchill acceptait, la pression exercée sur Halifax pour accepter le poste serait écrasante. Wood conseilla donc à Churchill de ne pas répondre à la question de Chamberlain concernant "servir sous Halifax" et de laisser la réticence [ou sa *côte d'amour* ou son choix personnel] de ce dernier être le facteur déterminant. La rencontre cruciale entre Chamberlain, Halifax, Churchill et Margesson eut lieu au *No.10* à 16h30. Le Premier Ministre Chamberlain déclara qu'il essaierait de faire en sorte que les Travaillistes siègent dans une coalition nationale sous sa direction, et que s'ils refusaient, comme il s'y attendait, il démissionnerait. On devrait alors résoudre la question vitale de savoir qui devrait essayer de former un gouvernement national si Chamberlain avait échoué. Dans ses mémoires de guerre, Churchill raconte de manière dramatique comment il resta silencieux

[151] Edward Frederick Lindley Wood, 1er Comte de Halifax. [NdT]
[152] Cadogan, op. cit., p. 277 (9.5.40)
[153] *Jouer sa main* : *jouer ses meilleures cartes*. [NdT]

pendant quelques minutes et ainsi remporta la succession. Mais cette version fut écrite six ans après l'événement, et le récit contemporain d'Halifax est plus fiable. Selon Halifax, Chamberlain suggéra qu'il devrait essayer, mais Halifax s'inquiétait de ne pas avoir le contrôle effectif des opérations militaires (sans doute convaincu que Churchill insisterait pour jouer un rôle dominant) ; Halifax dit : «*Je vais rapidement devenir un premier ministre plus ou moins honoraire*.»[154] Son journal se terminait ainsi : "*Le Premier ministre, à contrecœur, et Winston évidemment avec beaucoup moins de réticence, ont fini par accepter mon point de vue*."[155]

À 18 h 30, le chef du Parti Travailliste, Clement Attlee, et son adjoint, Arthur Greenwood, furent appelés au *No 10* pour voir Chamberlain, Halifax et Churchill. Chamberlain leur demanda d'abord s'ils coopèreraient avec un gouvernement national sous sa propre direction. Attlee, qui plus tôt dans la journée avait été persuadé par Greenwood et le député Libéral Clement Davies de ne pas accepter de servir sous les ordres de Chamberlain si Hoare et Simon étaient limogés, refusa. Chamberlain demanda ensuite s'ils coopéreraient sous un autre Premier Ministre. Attlee déclara qu'il pensait que sa propre réponse était *oui,* mais qu'il serait nécessaire de consulter le Comité Exécutif National de son parti [Travailliste] le lendemain à Bournemouth (où ils se réunissaient pour la Conférence du Parti Travailliste pendant le week-end de la Pentecôte). À aucun moment les dirigeants syndicaux n'eurent leur mot à dire sur le choix entre Churchill et Halifax. Ce soir-là, lors d'un dîner avec Sinclair, Eden et ses deux plus proches conseillers, Brendan Bracken et le professeur Lindemann, Churchill commença à attribuer des postes dans le gouvernement qu'il prévoyait former sous peu.

Tôt le matin du vendredi 10 mai, les Allemands attaquèrent les Pays-Bas, la Belgique, le Luxembourg et la France. La première action de Chamberlain fut qu'*il était désormais sauvé*. Il écrivit à Lord

[154] Lord Birkenhead, Halifax, p. 454-455
[155] Ibid., p.455

Beaverbrook : "Nous ne pouvons pas envisager de changements au sein du gouvernement pendant que nous sommes en proie à la bataille."[156] Ses plus proches partisans, Hoare et Hankey, adoptèrent le même point de vue, et même un opposant, Sinclair, publia un communiqué de presse acceptant qu'aucun changement ne puisse être apporté. Ce fut le protégé déchu de Chamberlain, Kingsley Wood, qui fit valoir que la crise militaire ne faisait que rendre plus impératif pour lui de démissionner immédiatement. Pendant la majeure partie de la journée, rien ne fut résolu. Lord Dunglass tenta de persuader Rab Butler d'user de son influence pour amener Lord Halifax à reconsidérer sa décision, mais sans résultat. Il y eut deux réunions au Cabinet et deux au Comité de Coordination pour diriger les opérations. Ce fut en fin d'après-midi qu'un message, reçu au No10 à partir d'une cabine téléphonique de Bournemouth, indiquait que le Parti Travailliste ne servirait pas sous Chamberlain mais serait prêt à servir sous quelqu'un d'autre. *Chamberlain se rendit immédiatement au palais royal pour présenter sa démission et convaincre le roi réticent qu'il n'y avait pas d'autre alternative que d'envoyer chercher Churchill.*

En début de soirée, à son retour du palais royal, Churchill écrivit à Chamberlain pour lui offrir les postes de Président du Conseil et de Leader de la Chambre des Communes. Halifax fut également sollicité pour demeurer au Ministère des Affaires Étrangères. Churchill rencontra plus tard Attlee et Greenwood à leur retour de Bournemouth et leur offrit des postes dans le Cabinet de Guerre aux côtés de Chamberlain et Halifax. Cependant, ils s'opposèrent fermement à ce que Chamberlain devienne le chef de la Chambre des communes, arguant qu'il était devenu irrecevable pour les députés Travaillistes d'arrière-ban. Churchill fut contraint à céder et retira son offre précédente. Ce même soir, Churchill put également annoncer au roi les noms des nouveaux ministres des "départements de service de guerre". Les trois départements furent soigneusement divisés entre les partis, Alexander (Travailliste) à l'Amirauté, Eden

[156] A.J.P. Taylor, Beaverbrook, p.410

(Conservateur) au Ministère de la Guerre [Armée de Terre] et Sinclair (Libéral) au Ministère de l'Air. Ces postes ne devaient plus participer au Cabinet de Guerre. Plus tôt dans l'année, Churchill avait fait valoir qu'il était essentiel qu'ils soient *membres* [*du Cabinet de Guerre*], une opinion qui fut peut-être influencée par le fait qu'il occupait lui-même l'un de ces postes à l'époque.

Pendant les trois jours suivants, alors que les Allemands avançaient à travers la Hollande et la Belgique, l'attention des politiciens et des bureaucrates de Whitehall fut presque entièrement concentrée sur la composition du nouveau gouvernement. [157] Un ancien membre du Cabinet de Guerre, Lord Hankey, trouva déplorable cette négligence devant la détérioration de la situation militaire. Il écrivit à Hoare le 12 mai : "J'ai trouvé le chaos complet ce matin. Personne ne saisissait la guerre dans sa crise. Le Dictateur [Churchill], au lieu de dicter, était engagé dans une querelle sordide avec les politiciens de gauche au sujet des postes secondaires. NC [Chamberlain] était en plein désespoir à propos de tout cela.[158]

La première mesure prise par Churchill dans la construction du gouvernement fut de résoudre les problèmes de longue date sur la direction politique des opérations militaires en se nommant *Ministre de la Défense.* Ses pouvoirs furent intentionnellement mal définis, mais il présidait le nouveau Comité de Défense ainsi que les réunions informelles avec les Chefs d'État-Major, et donnait des instructions par l'intermédiaire du général Ismay, qui était également membre du Comité des Chefs d'État-Major. De plus en plus, le Cabinet de Guerre déléguait son autorité à Churchill et lui laissait le contrôle politique incontesté des opérations. De plus, Chamberlain, Halifax et d'autres membres de l'ancien gouvernement restaient en poste. Simon fut transféré du Trésor à la Chancellerie. Le nouveau Chancelier de l'Échiquier, Kingsley Wood, fut

---

[157] Clive Ponting se perd inutilement dans les grenouillages, la cuisine interne des politiciens pour montrer à quel point les politiciens anglais vivaient en vase clos par rapport aux préoccupations de la population. [NdT]
[158] Ibid., p.411. En l'occurrence, le fameux "Dictateur" n'était autre que Churchill.

dûment récompensé pour avoir changé de camp en soutenant Churchill. Des trois précédents non-politiciens, Sir John Anderson resta Ministre de l'Intérieur, Lord Hankey quitta le Cabinet de Guerre mais resta Chancelier du Duché de Lancastre pour superviser la coordination des Services Secrets ; Lord Chatfield fut limogé. Lord Reith, ancien Directeur Général de la BBC, que Churchill détestait pour l'avoir empêché de passer à la radio dans les années 1930, fut transféré de l'Information aux Transports. Sir Samuel Hoare fut limogé (et expédié à l'ambassade britannique de Madrid), tandis qu'Oliver Stanley démissionna plutôt que d'être relégué au Bureau des Dominions.

Churchill put attribuer un poste à la plupart de ses anciens partisans au sein du Parti Conservateur, mais aucun, à l'exception d'Eden[159] qui avait rejoint le gouvernement en 1939, n'eut de position importante. Leo Amery fut nommé Secrétaire d'État pour les Indes, Lord Lloyd fut chargé du Ministère des Colonies et Duff Cooper fut envoyé à l'Information. Les autres —Bob Boothby, Harold MacMillan et Harold Nicolson— devinrent de simples ministres adjoints. Lord Beaverbrook fut chargé de mettre sur pied le nouveau Ministère de la Production Aéronautique, qui fut séparé du Ministère de l'Air. Attlee et Greenwood obtinrent des postes non ministériels dans le Cabinet de Guerre, mais le Parti Travailliste n'obtint que quatre postes importants : Alexander entra à l'Amirauté ; Ernie Bevin, chef du *Syndicat du Transport and General Workers*, devint Ministre du Travail pour orienter la mobilisation de la main-d'œuvre ; Hugh Dalton fut nommé Ministre de la Guerre Économique, et Herbert Morrison, après beaucoup d'hésitations, devint Ministre de l'Approvisionnement. Morrison décida de ne plus diriger l'Opposition au gouvernement à la Chambre des Communes, une tâche qui incombait par défaut à Manny Shinwell, qui refusa l'offre de *Ministre de l'Alimentation*.

[159] Antony Eden était parent avec Churchill.

Comme les autres Premiers Ministres, Churchill aménagea rapidement avec son personnel au Nº 10 Downing Street. Sir Horace Wilson, l'*éminence grise de Chamberlain*, n'eut que deux heures pour déguerpir, bien qu'il restât à la tête du Trésor et de la Fonction Publique. Il fut remplacé par le professeur Lindemann, confident de Churchill pendant de nombreuses années, et Brendan Bracken, son secrétaire parlementaire privé qui devint son *Conseiller en matière de Favoritisme et d'Honneurs* [tout un programme !!] Desmond Morton, chef du Centre d'Espionnage Industriel qui avait produit les évaluations erronées sur l'état de l'économie allemande et se trouvait être la source des fuites d'informations très-secrètes à Churchill dans les années 1930, fut nommé Conseiller en matière de Renseignement. Churchill put également "s'occuper" de sa propre famille. Son gendre, le député Duncan Sandys, fut nommé au Ministère de la Défense pour prendre en charge la Défense du Territoire, son frère Jack l'accompagna souvent lors de visites officielles, et son polisson de fils, Randolph, qui s'était présenté comme candidat anti-Conservateur dans les années 1930, trouva finalement un siège, en octobre, en tant que député Conservateur de Preston.[160]

La caractéristique la plus remarquable du nouveau gouvernement Churchill fut peut-être le peu de changements apportés. À l'exception du Ministère de la Défense et du nouveau Ministère de la Production aéronautique, la structure de Whitehall et l'appareil gouvernemental restèrent inchangés. La Fonction Publique continua comme auparavant, de même que les États-Majors militaires. Le résultat net ne fut rien de plus qu'un remaniement de la meute de politiciens en place qui changèrent simplement de ratelier, avec quelques nouveaux visages. Dans l'ensemble, le gouvernement resta intensément Conservateur, reflétant l'équilibre de l'ancienne Chambre des Communes, plutôt qu'une coalition de toutes les forces nationales. À l'exception de deux sièges dans le

[160] Les aristocrates anglais se partageaient allègrement le gâteau gouvernemental, sans aucun complexe. Churchill était un aristocrate de la famille franco-normande des Spencer et de la famille des Churchill dont faisait partie le fameux duc de Marlborough.

Cabinet de Guerre, le Parti Travailliste n'avait pas obtenu grand-chose, et les Libéraux acceptèrent ce qu'ils avaient rejeté en 1939, lorsque Chamberlain leur avait offert : un poste en dehors du Cabinet de Guerre. Dans le nouveau gouvernement, les Conservateurs détenaient 52 postes, les Travaillistes 16 et les Libéraux 3. Le Parti Travailliste ne put, non plus, réussir à atteindre son objectif essentiel : la mise au rancart des hommes qui avaient auparavant dirigé la politique anglaise. Chamberlain, Halifax et Simon restèrent en poste, les deux premiers demeurant des influenceurs cruciaux au sein du nouveau gouvernement.

Le nouveau gouvernement fut accueilli avec moins que de l'enthousiasme. La mythologie ultérieure dissimula le fait que Churchill n'avait pas été choisi comme Premier Ministre pour sauver le pays. Le choix avait été fait avant le début de l'attaque allemande, et personne ne s'attendait à ce que dans les trois semaines l'armée britannique prenne la fuite, vaincue, loin des champs de bataille continentaux, et que six semaines après, les Français sortent de la guerre. Churchill devint premier ministre en raison du mécontentement suscité par la Campagne de Norvège et [surtout] parce que Halifax avait refusé d'accepter le poste. Les membres du Parti Conservateur se montrèrent immédiatement hostiles au nouveau régime. Chips Channon décrivit le 10 mai comme *peut-être le jour le plus sombre de l'Histoire d'Angleterre*,[161] et ce soir-là, il rejoignit les piliers de l'ancien régime de Chamberlain, Lord Dunglass, Rab Butler et Jock Colville (Secrétaire particulier de Chamberlain), au Foreign Office pour porter, avec du Champagne, "*le toast du Roi au-dessus de l'eau*."[162] À cette occasion, Butler, un descendant de l'establishment Conservateur, qui avait précédemment décrit les discours de guerre de Churchill comme *au-delà de la vulgarité,*[163] dénonça furieusement Churchill, déclarant que *la bonne tradition propre de la politique*

[161] Channon, op. cit., p. 248. Il n'avait pas peur des excès de langage.

[162] Pour porter un toast à la santé du Roi, les participants tenaient un verre de Champagne au-dessus d'un verre d'eau ou d'un bol d'eau. [NdT]

[163] Colville, op. cit., p.51

anglaise... avait été vendue au plus grand aventurier de l'histoire politique moderne... un métis Américain.[164] Halifax aussi était mécontent de Churchill et de son entourage, comme Butler l'a rapporté dans une conversation avec lui, le 14 mai : "C'est vraiment dommage, n'est-ce pas ?" J'ai répondu : "C'est parce que vous n'avez pas pris le poste de Premier Ministre vous-même." Il a dit : "Vous connaissez mes raisons, il ne sert à rien d'en discuter, mais les gangsters auront bientôt le contrôle absolu."[165] L'opinion à l'étranger n'était généralement pas favorable non plus. Le président Roosevelt n'avait pas été impressionné. Il n'avait pas aimé Churchill pour son impolitesse la seule fois où il l'avait rencontré, juste après la Première Guerre mondiale. Il fit remarquer à son Cabinet : "Apparemment, Churchill est très peu fiable lorsqu'il est sous l'influence de l'alcool. Je suppose qu'il est trop âgé."[166]

Les députés Conservateurs d'arrière-ban se repentirent bientôt de leur décision hâtive de se révolter contre Chamberlain, comme le mentionna à Butler, le 13 mai, Hely-Hutchinson, Président du Comité 1922 d'Arrière-ban : "Vous ne devez pas sous-estimer la grande réaction qui a été provoquée parmi les membres Conservateurs, parmi lesquels vous en trouverez plus des trois quarts qui veulent déjà que Chamberlain revienne."[167] Lorsque Churchill a fait sa première apparition à la Chambre des Communes en tant que Premier Ministre, le 13 mai (à l'occasion de

[164] Ibid., p.122. Jennie Jérôme, la mère de Winston Churchill, est une Américaine francophone, aimant les mondanités et ayant vécu à Paris de 1867 à 1873 où elle a approché la cour impériale du neveu de Napoléon Ier et connu l'opulence des derniers feux du Second Empire. On compte dans la généalogie de Winston Churchill des ascendants français à la fois du côté de son père et de sa mère : son grand-père maternel est issu d'une famille huguenote française immigrée aux États-Unis; du côté paternel, d'après l'historien français François Bédarida, l'un des ancêtres des Churchill serait le fils d'un certain Othon de Léon, châtelain de Gisors, qui aurait pris les armes sous Guillaume le Conquérant et se serait, par la suite, établi en Angleterre après la bataille d'Hastings à laquelle il aurait participé. [François Bédarida, *Churchill*, Paris, Fayard, 13 octobre 1999. (ISBN 978-2-7028-3687-3)] [NdT]

[165] Journal de Butler, 14.5.40

[166] Journal d'Ickes, 12.5.40 (pas dans la version publiée)

[167] Journal de Butler, 13.5.40

son fameux discours sur le *sang, le labeur, les larmes et la sueur*), Channon décrivit ainsi la scène :

"Il [Churchill] entra dans la Chambre des Communes et fut accueilli par quelques acclamations, mais quand, un instant plus tard, Neville [Chamberlain] entra avec sa petite manière timide habituelle, les députés perdirent la tête ; ils criaient ; ils applaudissaient ; ils brandissaient et agitaient leur Ordre-du-Jour, et sa réception fut une ovation particulière. Le nouveau Premier ministre a bien parlé, même de manière dramatique... mais il n'a pas été bien reçu."[168]

L'accueil froid à Churchill se poursuivit à chacune de ses apparitions à la Chambre des Communes, y compris lors de son célèbre discours du 4 juin ("*Nous nous battrons sur les plages…*") jusqu'à ce qu'il ait été en poste près de deux mois durant. Puis, après que les journalistes dans le hall se soient plaints à Chamberlain de ce que l'hostilité affichée à l'encontre de Churchill faisait mauvais effet à l'étranger, le whip en chef, Margesson, poussa les députés d'arrière-ban à se lever pour acclamer Churchill le 4 juillet, lorsqu'il annonça l'attaque anglaise contre une escadre française mouillée à Oran [Mers El-Kébir]. Malgré cela, les émotions intérieures de nombreux députés Conservateurs restèrent inchangées. Tard vers la fin du mois de septembre, après l'échec anglais de Dakar, Channon rapporta que *le sentiment au Carlton Club était élevé contre lui* [contre Churchill].[169]

La stabilité politique de Churchill resta fragile jusqu'à l'automne 1940, en particulier durant la période précédant juillet 1940, alors qu'il n'avait pas encore été définitivement décidé si l'Angleterre continuerait de résister seule contre les Allemands. Au sein du Cabinet de Guerre,

---

[168] Channon, op. cit., p.252

[169] Ibid., o.268 (26.9.40). Le *Carlton Club* est un club privé situé à St James's, à Londres. C'est la maison d'origine du Parti conservateur avant la création du Bureau central Conservateur. Le club subit un coup direct de la Luftwaffe pendant le Blitz, le 14 octobre 1940 ; peut-être pour punir Churchill.

Churchill ne pouvait pas compter sur l'appui automatique de Chamberlain et de Halifax. Au lieu de cela, il dépendait d'Attlee et de Greenwood et, à une occasion cruciale, de Sinclair, leader Libéral qui ne faisait pas partie du Cabinet de Guerre. La principale cause de cette faiblesse venait de ce que Chamberlain restait le chef du parti Conservateur, et beaucoup considéraient Churchill comme un expédient temporaire dont on pourrait se débarrasser après la guerre de la même manière que Lloyd George l'avait été en 1922. Le lendemain de la nomination de Churchill au poste de Premier Ministre, Lord Davidson, un ancien pilier du parti, écrivit à Stanley Baldwin pour lui dire que les Conservateurs ne faisaient pas confiance en Winston.[170] Bien qu'il ait été déplacé, Chamberlain n'abandonnait pas l'espoir de redevenir Premier Ministre en août après son opération pour un cancer. Il écrivit ensuite dans son journal sur "*la nécessité de m'adapter à la nouvelle vie d'un homme partiellement invalide ; ce que je suis. Tout désir d'un autre poste de Premier Ministre après la guerre a disparu. Je sais que c'est hors de question*."[171] Ce ne fut qu'à la mort de Chamberlain en octobre que Churchill devint chef du parti. Ceci, associé à sa popularité dans le pays, assura son avenir politique.

Dès le début, Churchill se rendit compte qu'il n'avait pas de soutien substantiel au sein du parti Conservateur, et que, s'il voulait rester en fonction, il dépendait du soutien des députés d'arrière-ban, dont la plupart avaient fortement appuyé Chamberlain pendant des années. Churchill resta reconnaissant à l'égard de Chamberlain pour son attitude magnanime d'ancien Premier Ministre qui accepta de servir sous ses ordres, contrairement à Asquith, en 1916, lorsqu'il fut remplacé par Lloyd George. Jusqu'à sa maladie [mortelle], Chamberlain, joua un rôle essentiel dans le gouvernement en tant que l'un des conseillers les plus fiables de Churchill, et c'est lui, plutôt qu'Attlee, qui fut le véritable vice-Premier Ministre. Ce fut ce besoin d'apaiser la masse du Parti conservateur qui

[170] M. Gilbert, Churchill : L'heure de la fin, p.327
[171] Papiers Chamberlain, NC/2/24A (9/9/40)

amena Churchill à garder Halifax au Ministère des Affaires étrangères, à octroyer à Simon une charge au gouvernement et à conserver un grand nombre de ministres hérités de Chamberlain. Quand, après Dunkerque, la presse se retourna contre l'homme prétendument *coupable de la défaite britannique* et exigea le renvoi d’anciens ministres, et de Chamberlain en particulier, Churchill répliqua aux journalistes qu'il n'accepterait pas ces jugements et qu'ils devaient annuler leur campagne. De même, lorsqu'il envisagea d'inclure Lloyd George dans son gouvernement, il consulta d'abord Chamberlain (les deux étaient des ennemis mortels de la Première Guerre mondiale, lorsque Lloyd George avait congédié Chamberlain pour avoir échoué en tant que directeur de la Conscription), et lorsque Chamberlain offrit de laisser sa place à Lloyd George, Churchill préféra garder son collègue de confiance. Ce ne fut qu'à la fin de 1940 que le nouveau Premier Ministre se sentit assez fort pour commencer à remodeler son propre gouvernement.

La première action [indépendante] de Churchill eut lieu en août avec l'insertion de son conseiller de confiance, Lord Beaverbrook, dans le Cabinet de Guerre. La démission de Chamberlain à la fin du mois de septembre, quand il apprit que son cancer était terminal, sembla pour Churchill être un moment propice pour commencer à apporter des changements à des postes clés. Churchill nomma [son parent] Eden au Foreign Office et demanda à Halifax de prendre la fonction de Chamberlain en tant que Lord Président du Conseil. Halifax, réticent, demanda l'aide de Chamberlain et ce dernier dit à Churchill que "*le changement au Ministère des Affaires Étrangères allait être interprété comme un changement de politique et une condamnation de ma politique*.[172] Churchill ne se sentit pas assez fort pour passer outre au veto de l'ancien Premier Ministre, et Halifax resta à son poste. Au lieu de cela, Sir John Anderson repris l'ancien poste de Chamberlain et la responsabilité de la Coordination de la Politique sur le front intérieur. Son départ du

[172] Une condamnation de la politique de Chamberlain. [NdT] Journal de Chamberlain, 30.9.40

Ministère de l'Intérieur fut essentiel après la planification chaotique et inadéquate de la Défense Civile au moment du Blitz sur Londres, et le manque évident de confiance des Londoniens pour ceux qui dirigeaient les Interventions d'Urgence. Anderson fut remplacé par Herbert Morrison, qui avait la confiance de la population de la capitale. Les seuls autres changements furent la promotion de Kingsley Wood au Cabinet de Guerre (en reconnaissance de son aide très importante à Churchill les 9 et 10 mai) et, en guise d'équilibre politique pour cette nomination, l'inclusion d'Ernest (Ernie) Bevin.[173]

L'occasion de nouveaux changements se présenta le 12 décembre avec la mort inattendue de Lord Lothian, ambassadeur anglais à Washington. *La survivance des Anglais dépendait de l'aide américaine.* Le nouvel ambassadeur pouvait donc jouer un rôle vital dans l'obtention de cette aide. Churchill, à cette occasion, fut surtout préoccupé par son souci d'écarter l'un de ses principaux rivaux de la scène politique. Son premier choix pour l'ambassade à Washington était Lloyd George. Bien qu'il n'ait pas été en poste pendant près de 20 ans, Lloyd George n'avait pas perdu son arrivisme politique et, en 1940, il aurait été le choix presque certain comme Premier Ministre, si Churchill avait échoué et que *la paix avec l'Allemagne*[174] était devenue inévitable. En tant que leader acclamé de la Première Guerre mondiale, Lloyd George aurait pu jouer le rôle du Maréchal Pétain en Grande-Bretagne et tenter de rallier la nation dans la défaite. Il s'était montré pessimiste dès le début quant à la possibilité d'une victoire. Au début de 1940, Lloyd George parla à Cecil King du DAILY MIRROR de *cette foutue guerre*,[175] dans laquelle il ne s'attendait pas à ce que l'un ou l'autre camp remporte la victoire après un conflit de longue haleine. Il préféra garder sa liberté d'action plutôt que de rejoindre le gouvernement de Churchill. King rapporta, après une

[173] Wood était Conservateur et Bevin Travailliste. [NdT]
[174] "*la paix avec l'Allemagne*", euphémisme bien anglais ou litote pour "*la capitulation devant l'Allemagne*".
[175] cit., pp.11-14 (3.1.40)

conversation avec lui le 15 mai, qu'il s'attendait à ce que Churchill se retrouve dans le pétrin et que lui, le vainqueur de la Grande Guerre, soit appelé trop tard et n'ait d'autre choix que de demander la paix.[176] Lloyd George était convaincu que sa stratégie *d'attente, caché dans les coulisses* serait couronnée de succès à long terme. Après la chute de la France, il rédigea un mémorandum privé sur la situation à laquelle l'Angleterre était confrontée, établissant des comparaisons avec la Première Guerre mondiale. À l'époque, il avait fallu quatre ans, une guerre sur deux fronts et des pertes massives pour vaincre l'Allemagne. Désormais, la France était sortie de la guerre, il n'y avait pas de front occidental et l'Union soviétique était neutre. Cette fois-ci, il ne s'attendait pas à une aide américaine substantielle et ne voyait pas comment l'Angleterre pourrait, à elle seule, envahir à nouveau le continent et vaincre l'Allemagne[!!!] Il préconisa donc une paix de compromis dans un avenir proche, avant que l'Angleterre ne soit rendue handicapée par la guerre.[177] Lloyd George vit que sa meilleure chance était de ne rien faire jusqu'à ce qu'il soit appelé pour sauver le pays. Comme il le dit à cette secrétaire au début du mois d'octobre, "J'attendrai que Winston se fasse virer."[178]

Churchill était conscient de ces envieux qui guettaient son poste. À la fin du mois de mai, Chamberlain l'entendit révéler qu'il n'avait aucune confiance en Lloyd George et se demandait s'il n'était pas défaitiste.[179] Au début du mois de juin, alors que la France était sur le point de *sortir de la guerre*, Chamberlain retira son veto à la participation de Lloyd George au gouvernement, mais ce dernier demanda alors du temps pour réfléchir à la question de savoir s'il voulait ou non se joindre à eux. Le 18 juin, le lendemain de la demande française d'armistice, et sans réponse de Lloyd George, Chamberlain fit remarquer à Churchill : "*Peut-être s'attend-il à être le Maréchal Pétain de Grande-Bretagne !*" et reçut

---

[176] Ibid., p.41 (15.5.40)
[177] Lloyd George Papers, G/81, Mémorandum, 12.9.40
[178] A.J. Sylvester, 3.10.40
[179] Chamberlain Diary, 28.5.40

la réponse suivante : "*Oui, il le pourrait, mais il n'en aura pas l'opportunité*."[180] Alors que Lloyd George guettait toujours sa chance, la mort de Lothian fournit une excuse idéale à Churchill pour le destituer en tant que menace. Churchill demanda à Roosevelt si le choix était acceptable, mais, le jour où le président américain accepta, Lloyd George refusa l'offre, apparemment sur les conseils de son médecin. Une explication plus probable, avec les perspectives d'avenir de l'Angleterre encore sombres et sans espoir de victoire visible, était que Lloyd George sentait que son heure pouvait encore attendre.

Après le refus de Lord George, Churchill dut envisager d'autres possibilités. En quelques jours, il décida de mettre en œuvre le plan qu'il n'avait pas réussi à lancer à l'automne. Cette fois, Halifax n'avait pas Chamberlain pour le protéger et Churchill tenait à écarter un autre opposant à sa politique de continuer à résister aux Allemands. Il essaya de déguiser le changement en un nouveau départ, faisant valoir, comme il l'a dit à sa secrétaire particulière, que Halifax :

"ne pourrait jamais faire oublier sa réputation de pacifiste que lui et le Foreign Office s'étaient taillée ici. Il n'avait aucun avenir dans ce pays. D'un autre côté, il avait une opportunité glorieuse en Amérique, car, *à moins que les États-Unis n'entrent en guerre, nous ne pourrions pas gagner, ou du moins nous ne pourrions pas gagner* une paix vraiment satisfaisante.[181]

Lorsque Halifax et sa femme rencontrèrent Churchill dans une tentative avortée de le dissuader de le "virer", ils reconnurent les véritables motivations du Premier Ministre. Comme l'a écrit Cadogan : "Ils l'avaient trouvé inutile... avait réalisé que l'objectif du Premier Ministre était en réalité de se débarrasser de Halifax." Et trois jours plus tard, il trouva Halifax "résigné et plutôt rancunier".[182] Avec Lord Halifax à

[180] Ibid., 18.6.40

[181] Colville, op. cit., p.321 (20.12.40)

[182] Cadigan, op cit., p.342 (20.12.40) et p.343 (23.12.40)

l'écart, Churchill put enfin ramener Eden à son ancien emploi au Foreign Office. Selon Eden, on lui dit que "la succession devait être la sienne et que le Premier Ministre ne ferait pas l'erreur de Lloyd George de continuer après la guerre."[183] D'autres étaient beaucoup moins impressionnés par le potentiel d'Eden et plus méfiants quant à la raison pour laquelle Churchill le voulait au Foreign Office plutôt que Lord Halifax, plus indépendant d'esprit. Harry Hopkins, l'envoyé personnel de Roosevelt en Grande-Bretagne au début de 1941, écrivit de manière désobligeante à propos du ministre des Affaires étrangères : "Je suis sûr que cet homme n'a pas d'endurance morale profondément enracinée... J'imagine que Churchill lui donne de hautes fonctions parce qu'il ne pense pas, n'agit pas —et plus encore ne dit pas— quoi que ce soit d'important.[184]

Ce ne fut qu'à la fin de 1940 que l'avenir politique de Churchill fut assuré. À ce moment-là, ses principaux adversaires, Chamberlain et Halifax, n'étaient plus au gouvernement, et sa position de chef national était fermement établie. Nommé deuxième meilleur candidat en mai, il se vit imposer le rôle de sauveur national plus tard dans l'année. Pour beaucoup, en particulier au sein du Parti Conservateur, il n'était, pendant une grande partie de l'année 1940, rien de plus qu'un expédient désagréable qui serait abandonné à l'issue de la guerre. Au cours des deux premiers mois de son activité politique, la question de savoir si l'Angleterre demanderait un armistice à l'Allemagne restait ouverte et, à au moins deux reprises, l'option fut envisagée. Ce ne fut qu'en juillet que Churchill put imposer sa politique de *continuer le combat dans l'espoir que les États-Unis viendraient sauver l'Angleterre*. Si la paix avait dû être conclue en 1940, soit au moment de la chute de la France, soit à la suite d'un refus américain à sauver les Anglais de l'effondrement militaire et financier, alors Churchill serait entré dans l'histoire et n'aurait connu qu'un courageux échec à court terme. La marge de succès était très étroite.

---

[183] 30 Lord Avon, Le Jugement, p.145
[184] D. Irving, Churchill's War, pp. 477-8 (omis dans la version publiée des Hopkins Papers)

Bien que les changements réels apportés au gouvernement en mai 1940 aient été mineurs, les répercussions de la formation du nouveau régime allaient avoir de profondes conséquences sur la politique britannique pour les décennies à venir, tant en termes de politique que de destinée pour chacun des politiciens. Cela signifiait l'intégration du Parti Travailliste dans le système politique britannique. Mai 1940 marqua le moment où l'establishment politique a finalement accepté que le Parti Travailliste joue un rôle vital dans l'État et que sa participation au gouvernement soit essentielle à la survie nationale. Jusque-là, ils n'avaient été au pouvoir que pendant deux courtes périodes, toutes deux sans majorité absolue, et leur scission et leur effondrement en 1931 semblaient susceptibles de les écarter du pouvoir pour une génération. Une victoire Conservatrice aux élections, qui auraient eu lieu en 1940 si la guerre n'était pas intervenue, semblait acquise d'avance. Cependant, la nécessité de mobiliser les ressources du pays, à la fois matérielles et humaines, et d'assurer le consentement sans réserve de la population, signifiait qu'un effort de guerre à grande échelle ne pouvait être réalisé sans la participation du Parti Travailliste au gouvernement. Après tout, près de 40% du pays avait voté pour eux en 1935. La création de la coalition, en mai 1940, avait rendu cette coopération possible ; son symbole le plus puissant avait été la nomination d'Ernie Bevin, membre éminent du mouvement syndical, au poste de Ministre du Travail chargé de mobiliser la main-d'œuvre en vue de l'effort national.

Le fait que les Travaillistes aient partagé le pouvoir pendant cinq ans après 1940 entraîna des conséquences importantes sur la politique du gouvernement. Churchill étant immergé dans la direction de la guerre et de la stratégie militaire, les ministres Travaillistes jouirent d’une liberté considérable sur le front intérieur pour mettre en œuvre certaines de leurs idées. Cette liberté, combinée aux niveaux sans précédent d'intervention gouvernementale dans les domaines économique et social requis par l'effort de guerre et la nécessité de construire un consensus au sein de la société sur les résultats positifs qui découleraient de la paix à la suite des

sacrifices des temps de guerre, produisit des politiques radicalement différentes de celles du gouvernement Conservateur d'avant-guerre. Les premiers signes en sont apparus très rapidement en 1940. En juin, le lait gratuit pour les mères et les enfants de moins de cinq ans fut introduit, suivi en juin par des repas scolaires gratuits. Bevin a également pu utiliser sa position pour améliorer les conditions de travail des employés. Plus tard durant la guerre, des politiques fondamentalement nouvelles furent élaborées : l'engagement en faveur du plein emploi, les propositions Beveridge sur la Sécurité Sociale et l'idée d'un Service National de Santé. Celles-ci devaient constituer la base du gouvernement Travailliste d'après-guerre (bien que les deux premières idées aient, toutes deux, été conçues par les Libéraux). Le partage du pouvoir eut également des conséquences importantes pour le Parti Travailliste lui-même, en particulier dans les domaines de la Défense et des Affaires Étrangères. Les hypothèses de coalition en temps de guerre (l'acceptation de la satellisation presque totale de l'Angleterre par les États-Unis, l'auto-conviction que l'Angleterre reste une grande puissance et un solide allié des Américains), ces hypothèses de coalition devaient constituer la base de la politique étrangère et de défense bipartisane d'après-guerre. Le gouvernement Travailliste de 1945-1951 fit de l'Angleterre une puissance nucléaire ; maintint des bases militaires et des alliances dans le monde entier ; contribua à la création de l'OTAN ; impliqua les États-Unis dans la défense de l'Europe, et accepta le stationnement de forces américaines au Royaume-Uni, en temps de paix. Toutes ces politiques furent la conséquence directe de cette participation à la coalition [anglo-étatsunienne] en temps de guerre, aussi essentielle pour le consensus d'après-guerre que l'accord sur d'importants aspects de la politique sociale et économique.

La coalition créée en mai 1940 fut également cruciale pour la carrière ultérieure des politiciens Travaillistes et Conservateurs. Elle assura à Attlee la direction du Parti Travailliste. En 1940, il semblait encore l'homme inadéquat choisi en 1935 uniquement parce qu'il n'y avait pas de meilleur candidat au Parlement. Le Travail Pénible [Hard Labour]

perdit les élections de 1940 ; comme cela semblait probable, Attlee aurait probablement dû perdre son poste. Au lieu de cela, il fut vice-Premier Ministre de 1940 à 1945 et le seul homme, autre que Churchill, à siéger au Cabinet de Guerre pendant toute cette période. En 1945, devenu une figure nationale, il dirigea le parti pendant 10 ans encore. Au sein du parti Conservateur, les événements de 1940 relancèrent la carrière d'Eden et amorcèrent l'ascension de Macmillan au poste de Premier Ministre. Plus important encore, sans la guerre, Churchill ne serait pas revenu au gouvernement, et, sans l'échec norvégien et le refus d'Halifax, il ne serait pas devenu Premier Ministre. Son leadership durant la guerre lui donna une position inattaquable, et, malgré son rejet écrasant aux élections de 1945, il resta chef du parti. Il reprit le pouvoir en 1951 et resta Premier Ministre jusqu'à sa démission en 1955. Ses quinze années à la tête du parti et ses deux périodes en tant que Premier Ministre auraient été inimaginables en 1939, alors qu'il était un député d'arrière-ban erratique, évité par presque tous ses collègues.

5
Effondrement

L'invasion allemande vers l'ouest, qui commença le 10 mai, fut la campagne la plus brillante et la plus réussie de l'histoire militaire moderne. En cinq jours, le front Allié fut irrémédiablement détruit. Après cinq jours supplémentaires, les armées alliées furent coupées en deux, lorsque l'armée allemande atteignit la côte de la Manche, et à la fin du mois de mai, l'armée britannique s'enfuit honteusement du continent. Les Allemands se retournèrent alors contre les restes de l'armée française et, à la mi-juin, la campagne se termina lorsque les Français demandèrent un armistice. Cette victoire éclatante en six semaines coûta aux Allemands 27 000 morts, soit moins que ceux tués certains jours de la Première Guerre mondiale.[185]

Les professionnels de l'armée, les politiciens et la presse, qui s'attendaient à une longue bataille d'usure comme lors de la Première Guerre mondiale, popularisèrent l'idée d'une nouvelle forme de guerre révolutionnaire —*Blitzkrieg*— pour expliquer la défaite et l'humiliation complète des Alliés. Ce nouveau concept, disaient-ils, était *basé sur une armée allemande mécanisée très mobile.* De grandes concentrations de chars modernes furent utilisées pour percer les défenses, suivies d'avancées rapides pour exploiter les lacunes résultantes et perturber toute tentative de contre-attaque. L'armée allemande, pensaient-ils, était non seulement plus nombreuse que les Alliés, mais devait être équipée et organisée pour mettre en œuvre cette nouvelle doctrine. En fait, le terme

[185] Des études récentes estiment les pertes militaires entre le 10 mai et le 30 juin 1940 à 30 000 **Allemands** tués sans compter 18 000 disparus, probablement tués aussi ; d'autres sources annoncent 63 000 **Allemands** tués). **Français** : 58 000 soldats français tués (dont environ 2000 tirailleurs sénégalais prisonniers assassinés par les Allemands.). **Anglais** : 4000 tués principalement dans la panique de Dunkerque, et 47 000 prisonniers. [NdT]

blitzkrieg n'était pas une invention allemande et les Allemands ne croyaient pas avoir développé un nouveau type d'opération militaire. Le terme (littéralement *guerre éclair*) fut utilisé pour la première fois par un journaliste du TIME pour décrire la campagne allemande en Pologne en septembre 1939. La défaite rapide de la Pologne ne fut pas le résultat d'une nouvelle forme de guerre, mais des immenses problèmes auxquels la Pologne était confrontée. L'armée polonaise, avec seulement 200 chars obsolètes et du matériel datant de la Première Guerre mondiale, était déployée le long de la frontière allemande de près de 5000^{km} (sans ligne de défense acceptable) et devait également garder quelques troupes en réserve pour faire face au *coup de poignard dans le dos* attendu de l'Union soviétique (qui se produisit à la mi-septembre). La décision polonaise d'utiliser une défense linéaire mince tout le long de la frontière assura alors une défaite rapide sans que les Allemands aient à fournir autre chose qu'une campagne normale.

Aucune des opinions Alliées au sujet de l'armée allemande n'étaient en fait correctes. L'armée qui remporta un triomphe aussi inattendu au début de l'été 1940 était, en fait, une force mal équipée et délabrée, et aussi réticente que toute autre armée à adopter de nouvelles idées. En vertu du traité de Versailles, l'armée allemande était limitée à 100 000 soldats maximum. Le réarmement rapide après 1935 la porta à 103 divisions et à trois millions d'hommes mobilisés en 1939. Il n'est pas surprenant que ce taux d'expansion ait entraîné d'énormes problèmes dans la formation et l'équipement de la nouvelle armée. Elle souffrait déjà d'un manque d'officiers et de sous-officiers formés. Son organisation était très conventionnelle. Bien que, dans l'Entre-Deux-Guerres, l'armée allemande ait eu ses partisans d'une guerre de blindés, très mobile, comme Guderian, ils étaient minoritaires comme leurs homologues en Grande-Bretagne (Fuller et Liddell-Hart) et dans l'armée française (le colonel de Gaulle). En 1939, les Allemands avaient, comme les Français et les

Anglais, créé de petits contingents blindés, mais cela n'impliquait pas de révolution tactique ou stratégique.

L'armée allemande qui affronta les Alliés en 1940 était en mauvais état. Seulement 5% de ses effectifs étaient des divisions blindées de Panzer, et 90% des chars de ces divisions étaient des modèles d'entraînement obsolètes datant du début des années 1930 ou repris à l'armée tchèque en 1939. Seuls les Panzer Mark III et Mark IV modernes correspondaient aux modèles Alliés, et l'Allemagne ne produisit que 45 Mark IV pendant toute l'année 1939. Au sein des divisions Panzer, seul un cinquième des véhicules étaient à chenilles et donc capables de suivre les chars. Et seules quatre divisions d'infanterie étaient motorisées pour pouvoir assaillir en compagnie des divisions Panzer. La production de camions pour l'armée était insuffisante pour remplacer l'usure normale en temps de paix. La moitié de l'armée allemande dépendait (pour le transport) de véhicules civils réquisitionnés et le reste utilisait 500 000 chevaux pour se déplacer. (Pendant l'ensemble de la guerre, l'armée allemande utilisa 2,7 millions de chevaux, soit deux fois plus que pendant la Première Guerre mondiale.) Le fusil de dotation ordinaire était basé sur le modèle de 1898, la moitié des divisions n'étaient pas dotées de pistolets-mitrailleurs, de mortiers légers ou lourds, et il y avait d'énormes pénuries de munitions : les stocks de 1930 étaient inférieurs de 70% aux besoins, et suffisants pour durer environ un mois de combat. L'armée allemande était également en infériorité numérique. En mai 1940, elle comptait 135 divisions avec 2,7 millions de soldats employés contre une force alliée (française, belge, néerlandaise et anglaise) de 130 divisions et 3,7 millions d'hommes. Le nombre de chars allemands était inférieur à celui des Alliés[186] —2 000 contre 3 600— tout comme l'artillerie —7 700 canons

[186] Certes, mais les tanks allemands étaient *regroupés en divisions blindées compactes* tandis que les tanks français étaient généralement dispersés en appui-feu dans toute l'Infanterie (un char d'appui par régiment d'Infanterie). De plus chaque soldat allemand recevait dans son paquetage une tablette de méthamphétamine, stimulant puissant qui créait rapidement un état psychologique semblable à celui procuré par la cocaïne, de plus longue durée (jusqu'à 12 heures d'éveil de l'esprit, d'euphorie, impression d'être des surhommes sans peur…). La tactique allemande fit ses preuves. [NdT]

contre 11 500—. Le seul domaine où les Allemands possédaient la supériorité était dans les airs, où la Luftwaffe était plus importante en nombre, en qualités aéronautiques, et en qualité de tactique pour opérer en appui au sol de la Wehrmacht.[187]

Les Allemands réussirent à transformer cette situation difficile en une *victoire décisive*[188] en grande partie grâce à la chance et à un superbe leadership sur le champ de bataille. Ils ont également eu la chance d'être empêchés par le mauvais temps de l'automne et de l'hiver 1939-40 de mettre en œuvre un plan peu inspiré. À la fin du mois de septembre 1939, Hitler ordonna la planification d'une attaque à l'ouest avec l'intention de la mener en novembre. Les généraux se montrèrent fortement opposés à la chronologie, arguant que l'armée ne s'était pas remise de la Campagne de Pologne. Au début du mois d'octobre, les munitions ne pouvaient alimenter que 1/3 de l'armée allemande pendant 14 jours. Hitler ne fut pas impressionné par ces arguments, et ce ne fut que le mauvais temps de l'automne et de l'hiver qui provoqua 29 reports jusqu'à ce que l'opération scandinave retarde l'attaque jusqu'au mois de mai. Le plan opérationnel allemand pour une attaque d'automne ou d'hiver, n'aurait sans doute pas produit de résultat aussi décisif. Il s'agissait d'une version sans imagination et réduite du *Projet d'invasion Schlieffen* de la Première Guerre mondiale : il envisageait une attaque à travers la Hollande et la Belgique, pour repousser les Alliés hors des Pays-Bas et du nord de la France. Les Allemands affirmaient que cela leur permettrait de s'emparer d'aérodromes précieux, mais ils ne s'attendaient pas à ce que le plan conduise à la défaite immédiate de la France. C'était en effet exactement l'attaque à laquelle les Alliés s'attendaient et ils étaient optimistes quant à leur capacité à battre en retraite en ordre, en gardant leur ligne intacte, pour

---

187 Malheureusement, comme on le verra dans cet ouvrage, l'aviation britannique refusa d'envoyer un nombre suffisant d'avions sur les champs de bataille, voulant garder ses meilleurs avions et le plus grand nombre pour protéger son île, en cas. Les Allemands avaient aussi la supériorité du commandement et de la stratégie.[NdT]

188 La victoire, lors de cette première bataille de la guerre à l'Ouest, ne fut pas *décisive* puisque les Allemands finirent par perdre la guerre. [NdT]

rétablir une position défensive quelque part près des anciens champs de bataille de la Première Guerre mondiale.

Les retards interminables permirent, cependant, aux Allemands de développer un plan brillant qui plaçait leur plus grande force aux points de plus grandes faiblesses des Alliés. Le 10 janvier 1940, un avion allemand dévia de son itinéraire à cause du mauvais temps et atterrit près de Malines en Belgique. Le passager, un officier d'état-major allemand, tenta de détruire les documents qu'il transportait, mais fut arrêté par la police belge. Les documents étaient le plan stratégique allemand d'invasion de l'Ouest. Les Belges, encore neutres, les transmirent discrètement aux Français et aux Anglais. Même si Hitler soupçonnait que ses plans étaient compromis, il s'en tint à la stratégie existante pendant une semaine supplémentaire. Ce ne fut qu'après un énième report dû au mauvais temps qu'une remise en question eut lieu. Hitler avait envisagé pendant un certain temps l'idée de déplacer la principale poussée allemande à travers la région vallonnée et boisée des Ardennes pour attaquer le centre de la défense française à Sedan sur la Meuse, théâtre de la victoire décisive de la Prusse sur les Français en 1870. Le Groupe d'Armées A allemand, qui était responsable de ce secteur du front, avait conçu un plan similaire mais avait eu du mal à le faire prendre au sérieux par les planificateurs du Haut-Commandement de l'Armée. Par hasard, Hitler entendit parler du plan du Groupe d'Armées A à la mi-février et décida d'adopter la nouvelle approche. Vers la fin du mois de février, une stratégie radicalement différente fut adoptée : Selon le nouveau plan, environ 30 divisions allemandes se jetteraient sur la Belgique et la Hollande, pour engager les armées Alliées et les empêcher de se désengager. Pendant ce temps, le gros des forces allemandes (45 divisions, dont sept divisions blindées de panzers), attaquerait vers le sud, en attaque concentrée sur Sedan, traverserait le nord de la France jusqu'à la Manche, coupant les armées alliées en deux. Les unités restantes seraient déployées en face de la Ligne Maginot (fortifiée), des Ardennes à la frontière suisse, pour retenir les troupes françaises qui occupaient cette ligne de défense dans

leurs positions retranchées. C'était un plan audacieux et imaginatif, même si les Allemands ne s'attendaient pas à ce qu'il produise des résultats aussi dévastateurs sur les Alliés. En effet, le principal problème allemand en mai était de savoir comment garder son sang-froid et exploiter les opportunités ouvertes par la désintégration des Alliés.

Le problème pour la France et l'Angleterre était de savoir comment concevoir une réplique efficace à l'attaque allemande, que les deux Alliés s'attendaient à déclencher à travers les Pays Bas et la Belgique, alors que ces deux derniers pays restaient neutres tout en attendant l'aide des Alliés français et anglais s'ils étaient attaqués. Les Belges refusaient même les conversations d'État-Major [officielles], afin de ne pas contrarier les Allemands, mais aussi parce qu'ils n'attendaient pas une grande aide des Alliés. Les Français et les Anglais pensaient avoir résolu le problème en planifiant, selon le désir des Français, pour que les combats se déroulent aussi loin que possible de la frontière nord de la France, en acceptant d'avancer en Belgique lorsque les Allemands attaqueraient et d'aller combattre aussi loin que possible de la France. Le problème était qu'il n'y avait aucune position défensive évidente en Belgique où les Français avaient la possibilité d'attaquer les envahisseurs allemands. Après de longues discussions à l'automne 1939, un plan secret avait été adopté pour une avancée vers la Dyle au beau milieu de la Belgique. Cette stratégie aurait été un contrepoids efficace à la stratégie allemande initiale, mais avec l'attaque *révisée*[189] au centre de la ligne Alliée, ce fut un désastre. Les Allemands purent ainsi éloigner les forces alliées du secteur central crucial, ce qui leur permit d'encercler plus facilement les armées alliées qui avançaient en Belgique. Même après la découverte des

[189] Rappelons que le 10 janvier 1940e plan tactique allemands avait été découvert par les Français lorsque un avion allemand dévié de son itinéraire à cause du mauvais temps avait atterri près de Malines en Belgique. Le passager, un officier d'état-major allemand, avait tenté de détruire les documents secrets qu'il transportait, mais il fut arrêté par la police belge. Les documents étaient le plan stratégique allemand d'invasion de l'Ouest. Les Belges, encore neutres, les passèrent discrètement aux Français et aux Anglais. Même si Hitler soupçonnait que les plans étaient compromis, il s'en tint à la stratégie existante pendant une semaine supplémentaire. [NdT]

plans allemands originaux en janvier, les Alliés ne changèrent pas de stratégie, tout en sachant que les Allemands étaient susceptibles d'apporter des révisions à leur tactique. Tout au long des mois de mars et d'avril, les reconnaissances aériennes et les renseignements de sources suisses indiquèrent que la masse de l'attaque allemande se déplaçait de plus en plus vers le centre[190] et s'éloignait du nord, mais les Alliés s'en tenaient strictement à leurs idées initiales. Le résultat fut que seules 9 divisions, dont 3 divisions françaises de troisième ordre au passage vital de Sedan, furent laissées à la charnière des armées alliées sur la Meuse entre les défenses statiques de la ligne Maginot et les armées qui avanceraient en Belgique. Ces neuf divisions devaient faire face à toute la force de l'attaque allemande.[191]

Lorsque l'attaque allemande commença le 10 mai, les Pays Bas furent rapidement envahis et les principales défenses belges noyées et capturées par des troupes nazies embarquées sur des planeurs. Les armées françaises et anglaises s'élancèrent alors vers la Belgique comme prévu et atteignirent la rivière Dyle en Belgique. Mais des événements cruciaux se déroulaient derrière eux dans les Ardennes, à travers lesquelles les colonnes de Panzers allemands avançaient vers la Meuse, vers le sud. Le 13 mai, les premières unités d'infanterie allemandes réussirent à franchir la Dyle, puis, soutenus par des attaques aériennes massives, les chars traversèrent la Meuse. Sous cette attaque intense, les défenses françaises mal commandées se désintégrèrent. Le soir du 15 mai, les Allemands étaient à 60km au-delà de Sedan et se déplaçaient rapidement vers l'ouest alors que l'infanterie française s'effondrait sous les divisions blindées allemandes sur un front de 70km. Le lendemain matin, l'ampleur du désastre devint évidente pour le gouvernement français. Le Premier Ministre, Paul Reynaud, téléphona à Churchill et lui dit : "Nous avons perdu la bataille. Un Churchill sidéré s'est envolé pour Paris cet après-midi-là

---

[190] Au lieu de dire *centre,* Ponting devrait plutôt dire vers le *sud* (vers les Ardennes). [NdT]

[191] Le généralissime Maurice Gamelin n'était pas à la hauteur. Il fut jugé à Riom en 1942 et condamné à la prison à perpétuité pour incompétence. [NdT]

pour découvrir que les Français, s'attendant à ce que les Allemands avancent directement sur Paris, brûlaient déjà les papiers secrets du Quai d'Orsay. Il trouva également le Haut-Commandement français dans un état de confusion qui devait durer les 10 jours suivants et rendre impossible toute contre-attaque efficace contre l'invasion allemande.

Le système de commandement Allié, basé sur celui utilisé dans les dernières étapes de la Première Guerre mondiale, était lent et lourd, avec des responsabilités divisées et trop de niveaux. Les communications militaires françaises étaient généralement médiocres : le centre de commandement de Vincennes n'utilisait pas la radio et dépendait d'estafettes motocyclistes qui furent bientôt submergées par l'innombrable marée de réfugiés[192] sur les routes. Le système était adapté à la lenteur d'une guerre de tranchées, mais il s'effondra sous la pression de l'attaque allemande rapide. D'autres problèmes de commandement découlaient de rivalités entre les généraux et leurs partisans politiques. Le général Gamelin, commandant en chef, était soutenu par le Ministre de la Guerre Édouard Daladier (de Gauche) mais ne l'était pas par le Président du Conseil Paul Reynaud (de Droite), qui tenta de le limoger la veille du début de l'invasion allemande. Reynaud préférait l'adjoint de Gamelin, Georges, mais n'avait pas le pouvoir de le promouvoir. Le problème militaire était que Gamelin avait déployé la majeure partie de l'armée française *en première ligne et disposait de peu de réserves disponibles pour contrer la percée allemande.* Ce ne fut que le 20 mai que Gamelin fut limogé et remplacé par Weygand (bras droit de Foch dans les batailles cruciales de 1918), qui avait maintenant 73 ans et se trouvait alors stationné au Levant [Proche Orient]. Malgré la crise causée par la perte de 15 divisions, avec 45 autres presque encerclées en Belgique, et une trouée de 150^{km} béante entre les deux armées, Weygand abandonna les plans de contre-attaque que Gamelin formulait et passa le 20 mai à dormir après son vol éreintant

---

[192] Des réfugiés des pays envahis par les Nazis : Néerlandais, Belges, Luxembourgeois, Français, Juifs, Allemands, Polonais réfugiés en France et soucieux de fuir en voyant arriver les criminels sanguinaires nazis sur le sol de France… [NdT]

en provenance du Proche-Orient. Puis, le 21 mai, il s'envola vers le nord pour évaluer la situation, mais dans le chaos produit par les armées alliées en retraite, il ne parvint pas à rencontrer les commandants sur place. Le 22 mai, Gamelin était de retour à Paris pour élaborer des plans pour une attaque simultanée des armées du nord et du sud, afin d'essayer d'isoler les blindés allemands qui progressaient dans le nord de la France. Ce plan fut approuvé le 23 mai par Reynaud et Churchill, *mais il était alors trop tard* : la situation s'était détériorée au-delà de toute possibilité de récupération alliée, et il s'avéra impossible de coordonner les armées alliées pour mener une action commune.[193] Un temps précieux avait été perdu et, avec lui, la bataille.

Si les Alliés avaient pu prendre des contre-mesures rapides, l'effet aurait été dévastateur pour les Allemands en raison de leur position exposée. En fait, dès que les divisions blindées allemandes eurent percé les positions françaises sur la Meuse, elles n'eurent aucune opposition d'importance devant elles[194] tandis qu'elles avançaient vers la Manche. Certains jours, les Allemands pouvaient avancer de 40 miles. Le problème pour eux était un manque d'infanterie très mobile pour consolider l'avance des chars d'assaut. Ils craignaient donc constamment que les blindés ne prennent trop d'avance et ne soient facilement coupés par des contre-attaques venant du nord et du sud de la brèche entre les armées alliées. Loin de se délecter de cette *guerre d'un nouveau style*, Adolf Hitler et ses généraux restaient profondément méfiants à l'égard des commandants des divisions blindées allemandes sur le terrain. Ils essayaient d'agir trop rapidement. Le 17 mai, Hitler et le Haut-Commandement allemand ordonnèrent la première d'une série d'arrêts afin de se regrouper. L'avance reprit le 18 mai, lorsqu'elle atteignit Cambray. Deux jours plus tard, Amiens tomba sous les chars nazis ; et les armées alliées du nord furent coupées lorsque les chars allemands de tête, parcourant 60 miles

[193] En clair, cette phrase signifie que les Anglais refusaient d'obéir pour fuir vers Dunkerque. [NdT]
[194] Puisque Gamelin n'avait prévu aucune Réserve. [NdT]

en une journée, atteignirent la côte de la Manche à Abbeville. Le lendemain, 21 mai, montra ce qui aurait pu se passer si les Alliés avaient pu coordonner leur réponse. Une force britannique de deux bataillons territoriaux, 74 chars et un bataillon de motos attaqua l'unité avancée allemande près d'Arras. *Les Allemands, croyant faire face à une contre-attaque massive de cinq divisions Alliées, paniquèrent et il fallut une action décisive de Rommel pour stabiliser la situation*.[195] Les Allemands se remirent rapidement et, le 22 mai, ils avancèrent encore de 60 miles en une journée pour atteindre les faubourgs de Calais et de Boulogne. Une fois de plus, Hitler et le Haut-Commandement allemands étaient inquiets de leur succès et de la position trop étendue et très vulnérable qu'ils avaient créées. Le 24 mai, les divisions de panzers s'arrêtèrent de nouveau[196] à 20km de Dunkerque, pour permettre aux troupes de soutien de consolider leur position. L'avance ne reprit que le 26 mai, puis à un rythme beaucoup plus lent tandis que le poids de l'attaque allemande était transféré aux forces avançant sur les troupes alliées encerclées par le nord.

Les relations de l'Entre-Deux-Guerres entre l'Angleterre et la France étaient loin d'être heureuses et, bien que les fissures aient été colmatées, l'étonnant succès allemand fit ressortir toute l'hostilité latente entre les deux pays. *Jusqu'en 1939, l'Angleterre avait adopté une politique quasi-isolationniste et s'était concentrée sur la défense intérieure* et le réarmement aérien. Ce ne fut que durant la dernière semaine de la crise tchécoslovaque, en septembre 1938, que les Anglais garantirent aux Français qu'ils se battraient à leurs côtés, en cas d'attaque allemande. Ce ne fut, aussi, qu'au printemps 1939, *sous la pression intense de la France*, que les Britanniques introduisirent *la conscription* et commencèrent lentement à construire une armée à grande échelle. Beaucoup de politiciens

[195] L'importance de ce combat d'arrière-garde est artificiellement grossi par Ponting mais il feint d'ignorer totalement le combat des blindés lourds de Charles de Gaulle à Montcornet le 17 mai. La phrase a été mise en italique par le traducteur. [NdT]
[196] Momentanément, par ordre de Hitler. [NdT]

français se méfiaient des Britanniques et ne les aimaient pas.[197] En février 1939, le Premier Ministre, Daladier, exprima à l'ambassadeur américain à Paris, William Bullit, sa véritable opinion sur les Anglais :

"Daladier considérait Chamberlain comme un bâton desséché, le Roi comme un crétin, et la reine comme une femme excessivement ambitieuse qui serait prête à sacrifier tous les autres pays du monde, afin de pouvoir rester la reine Elizabeth d'Angleterre... Il considérait Eden comme un jeune idiot... Il estimait que l'Angleterre était devenue si *faible et sénile* que les Britanniques abandonneraient tous les intérêts de leurs amis plutôt que de tenir tête à l'Allemagne et à l'Italie."[198]

En mai 1940, la contribution anglaise aux forces alliées était minuscule —seulement 7 % du total—. Le corps expéditionnaire anglais (BEF) dans le nord de la France totalisait 9 divisions (moins que l'armée néerlandaise et seulement 40 % de la taille de l'armée belge) par rapport à l'armée française de 88 divisions, issue d'une population moins importante que celle de l'Angleterre. *Cette divergence confirmait les soupçons français de longue date selon lesquels l'Angleterre s'attendait à ce que ses Alliés supportent le poids des combats, et rendait les relations tendues avant même les événements de mai 1940*. Sous la pression de la guerre et la perspective soudaine d'une défaite, les intérêts nationaux contradictoires passèrent rapidement au premier plan. Les Français, tout naturellement, considéraient la bataille dans le nord de la France comme le moment décisif de la guerre et estimaient que tous les efforts devaient être faits d'abord pour contenir puis vaincre les Allemands. Pour les Britanniques, ce n'était pas une bataille cruciale ; les Anglais pensaient qu'il était plus important de préserver leurs forces afin de pouvoir continuer la guerre par eux-mêmes. Au cours des trois dernières semaines de mai, les

---

[197] Comment penser positivement d'un Allié qui ne veut pas mobiliser une armée et compte sur les autres pour le défendre. [NdT]

[198] La dernière phrase résume précisément l'impression que laisse la lecture de cet ouvrage. [NdT] La citation provient de A. Adamthwaite, *La France et l'avènement de la Seconde Guerre mondiale*, p.xv

conflits interalliés se concentrent sur deux questions clés : l'implication de la Royal Air Force dans la défense de la France et le rembarquement des forces anglaises à Dunkerque à la fin du mois.

Le support-aérien durant les combats terrestres était crucial. La Luftwaffe avait très rapidement établi sa suprématie sur le champ de bataille. Les forces aériennes néerlandaises et belges furent anéanties le 10 mai, et après trois jours, la RAF et l'Armée de l'Air française avaient subi 50% de pertes, principalement causées par l'utilisation d'avions obsolètes contre des chasseurs allemands modernes. Pourtant, si les opérations terrestres alliées voulaient avoir une chance de réussir à arrêter les chars allemands traversant les plaines du nord de la France, il était vital d'arracher la suprématie aérienne à la Luftwaffe. *Or, l'écrasante majorité des chasseurs modernes de la RAF étaient basés en Angleterre et la question était de savoir si le gouvernement anglais accepterait d'engager un nombre suffisant d'avions modernes dans la bataille de France pour avoir une chance de vaincre la Luftwaffe, ou s'il les conserverait pour défendre l'Angleterre***.** Leurs délibérations étaient d'autant plus compliquées que les Anglais changeait constamment d'avis sur le nombre d'avions nécessaires pour défendre l'île de Grande-Bretagne ; ils dissimulaient le nombre dont ils disposaient réellement, et donc le nombre que ce pays pouvait envoyer en France, en toute sécurité pour eux-mêmes. Même si ce problème avait été clarifié, le Cabinet de Guerre anglais démontra qu'il était incapable d'adopter une politique cohérente et, au lieu de cela, il passa d'un expédient à l'autre sous la pression contradictoire des Français qui exigeaient plus de support, et de la Royal Air Force qui souhaitait les garder pour eux.

Au début de la bataille du 10 mai,[199] le Cabinet de Guerre anglais décida de réduire le nombre d'avions de chasse se déplaçant vers la France. Il décida que deux escadres seulement de la RAF devaient partir,

[199] Début de l'invasion allemande. C'est-à-dire au moment précis où l'appui aérien devenait indispensable pour aider les chars de combat. [NdT]

au lieu des quatre précédemment autorisés à intervenir au début des combats à grande échelle. Alors que la situation se détériorait, les Anglais changeaient leurs priorités. Lors d'une réunion du Cabinet de Guerre le 13 mai, la RAF affirma qu'elle n'avait que 39 escadrons de chasse disponibles pour la défense du territoire anglais, alors qu'elle pensait avoir besoin de soixante escadrons pour se défendre contre les attaques aériennes allemandes lancées depuis l'Allemagne. Si les Allemands venaient des aérodromes des Pays-Bas ou de France, la RAF faisait valoir qu'elle aurait besoin d'encore plus d'avions. Churchill admit que les chasseurs disponibles devaient être conservés pour la défense du territoire anglais et qu "il ne fallait pas croire que, en toutes circonstances, il serait possible d'envoyer un grand nombre d'avions-chasseurs en France."[200] Le lendemain, Reynaud rapporta l'attaque allemande à Sedan et demanda 10 escadrons de chasseurs supplémentaires, mais Churchill confia à nouveau à ses collègues que "*nous devrions hésiter avant de dénuder encore plus le cœur de l'Empire*."[201] Le 15 mai, lors de la réunion des Chefs d'État-Major, Dowding soutint que les 39 escadrons existants étaient suffisants pour la défense du territoire anglais (un point de vue très différent de celui exprimé deux jours plus tôt) mais que, même si d'autres étaient envoyés de l'autre côté de la Manche *, ils n'obtiendraient pas de résultats décisifs en France, et ceux qui restaient seraient trop faible pour continuer ici*.[202] Une demi-heure plus tard, le Cabinet de Guerre anglais se réunit et convint qu'*aucun autre escadron de chasse ne serait, pour le moment, envoyé en France*.[203]

Le lendemain, 16 mai, à la suite d'un appel téléphonique dramatique de Reynaud à Churchill tôt le matin, prévoyant un effondrement imminent des Alliés, et demandant, une fois de plus, 10 escadrons de chasse supplémentaires pour tenter de sauver la bataille, le Cabinet de

---

[200] Bureau du Cabinet 65/13, WM (40) 120e conclusions (13.5.40)
[201] Bureau du Cabinet 65/7, WM (40) 122e conclusions (14.5.40)
[202] Bureau du Cabinet 79/14, COS n° 133 de 1940 (15.5.40)
[203] Bureau du Cabinet 65/13, WM (40) 123e conclusions (15.5.40)

Guerre décida de revenir sur sa décision antérieure. Churchill voulait envoyer six escadrons, mais il fut finalement convenu d'en envoyer quatre avec des préparatifs pour en envoyer deux autres (bien que les Français n'aient pas été informés de cette dernière possibilité). Lorsque Churchill arriva à Paris cet après-midi-là, les différents intérêts nationaux étaient douloureusement apparents après moins d'une semaine de guerre réelle. Paul Reynaud fit valoir qu'il s'agissait de la bataille décisive dans laquelle toutes les ressources disponibles devaient être jetées : *Le destin de l'Angleterre est scellé dans ce fait saillant... L'Angleterre ne peut pas envoyer une division de plus en France... si leurs pilotes ne sont pas formés au combat... alors que l'Angleterre nous envoie au moins des avions. Londres doit être défendue depuis le continent.*" Pour sa part, Churchill indiqua clairement qu'en dernier ressort, les Anglais pourraient se débrouiller sans les Français : "*Tant que les Britanniques pourraient contrôler l'espace au-dessus de l'Angleterre et les mers du monde, ils étaient confiants dans les résultats finals, et il serait toujours possible de continuer*.[204] Les Français, confrontés à une conquête immédiate, étaient, sans surprise, insensibles à l'argument et à la rhétorique de Churchill. Afin d'apaiser la colère française croissante, Churchill estima qu'il devait consulter ses collègues sur la modification de la décision prise ce matin-là. Il téléphona à Londres et demanda 6 autres escadrons aériens (ce qui, avec les escadrons envoyés ce matin-là, répondrait à la demande initiale des Français pour 10), *ajoutant qu'il "ne serait pas bon historiquement que leur demande soit refusée*." Le Cabinet de Guerre se réunit à 23h00 mais refusa d'accepter la demande de Churchill, et même d'envoyer les deux escadrons aériens supplémentaires précédemment alloués ce matin-là. Ils pouvaient seulement convenir que, les six escadrons demandés par Churchill seraient *disponibles pour des opérations en France* mais

[204] Ils pourraient se débrouiller *sans les Français*, certes, mais en implorant l'aide des Américains qui allaient en profiter pour les satelliser. [NdT] Source de cette citation : Bureau du Cabinet 99/3, 11e réunion du Conseil suprême de guerre 1939-40 (16.5.40)

resteraient basés en Angleterre.[205] Compte tenu de la portée limitée des *Spitfire* et des *Hurricane*, cela signifiait qu'ils seraient inefficaces sur les zones de combat du nord-est de la France.

C'était tout ce que les Anglais étaient disposés à faire, malgré la situation qui continuait de se détériorer en France. Le 18 mai, les Chefs d'État-Major [anglais] firent circuler un document au Cabinet de Guerre affirmant qu'ils avaient besoin d'un minimum de 52 escadrons aériens pour défendre l'Angleterre (et non les 60 et plus, ou 39 mentionnés précédemment), mais qu'ils n'en avaient que 37 disponibles (bien que d'après les calculs effectués le 16 mai, il aurait dû être 35 à ce jour). Le document concluait que *nous avions déjà atteint la limite absolue de l'assistance aérienne à la France que nous pouvions nous permettre*.[206] Le Cabinet de Guerre anglais discuta au sujet de ces chiffres deux jours plus tard et tomba d'accord sur le fait qu'il ne fallait plus envoyer d'avions en France. Les ministres adoptèrent un point de vue très différent lorsque fut en jeu l'évacuation de l'armée anglaise (le BEF) à partir de Dunkerque. Ils autorisèrent le soutien total des chasseurs de la Royal Air Force, un fait qui ne passa pas inaperçu aux yeux des Français. Immédiatement après Dunkerque, les Français lancèrent deux autres demandes d'appui aérien, qui furent toutes deux rejetées. Dès que l'armée anglaise se fut réfugié sur son île en toute sécurité, les Anglais ne furent plus directement impliqués contre l'invasion allemande, comme Churchill le déclara le 8 juin au Comité de Défense du Cabinet ministériel : "Nous devrions reconnaître que, bien que la bataille terrestre actuelle soit de grande importance, elle ne sera pas décisive pour l'Angleterre, dans un sens ou dans l'autre … Si ce pays est vaincu, la guerre sera perdue pour la France comme pour nous-mêmes.[207]

[205] Bureau du Conseil des Ministres 65/7 WM (40) 125e conclusions (16.5.40)

[206] Bureau du Cabinet 6/7, WP (40) 159

[207] Une phrase de vrai politicien qui dit tout et son contraire. Bureau du Cabinet [NdT] 69/1, Comité de la défense 14 (40) (8.6.40)

La faiblesse de l'appui aérien apporté à la France et l'absence de volonté politique d'en faire plus, peuvent être jugées non seulement par l'absence d'envoi de chasseurs pendant les jours cruciaux du mois de mai, mais aussi par la situation au début du mois de juin. À l'époque, l'Angleterre avait trois escadrons de chasse opérant en France (6% seulement de l'effectif total britannique), moins que ce qui était disponible le 10 mai au début de la bataille. Et ce, malgré le fait que la production était supérieure aux pertes. Par conséquent, le nombre d'escadrons disponibles pour la défense de l'île était passé à 45.

L'autre question qui aggrava les relations entre la France et l'Angleterre au cours de ces semaines était le rôle du BEF (de l'armée anglaise venue combattre en France) et sa fuite à Dunkerque. Le BEF n'était qu'une infime partie des forces Alliées placée, comme les forces belges, sous commandement français. Le 10 mai, l'armée anglaise commença à avancer, comme ordonné, vers la Dyle en Belgique, *bien que sa première action ait été, malheureusement, d'attaquer la 10e division belge en retraite*[208]. La déroute des Anglais de la Dyle vers Dunkerque commença le 16 mai, lorsqu'ils décrochèrent subrepticement sans en informer les Belges [ni les Français] sur leur flanc. Le lendemain, Lord Gort, le commandant britannique, refusa d'accepter les ordres français de se battre sur la Senne et continua de retraiter. Cela laissait aux Belges le choix de tenir la ligne alliée [avec leur flanc découvert puisque les Anglais avaient abandonné le champ de bataille] ou d'abandonner une plus grande partie de leur pays aux Allemands. Ils supportèrent les Français mais commencèrent à retraiter en suivant les Anglais. Le 19 mai, Gort rejeta [de nouveau] l'ordre des Français de combattre aux côtés de la 1re Armée française, et la fuite des Anglais se poursuivit. Les Britanniques refusèrent

[208] Le seul problème qu'il y eut fut le suivant : Dès que les Allemands eurent envahi la Hollande et la Belgique neutre, les Anglais et les Français rejoignirent la 10e Division d'Infanterie belge sur la Ligne de la Dyle ou *Ligne K-W* (Koningshooikt-Wavre) pour résister aux Nazis. Mais Lord Gort, le chef anglais, refusait d'obéir aux ordres des Français, et finalement la 2e Division anglaise s'enfuit vers le sud face aux Allemands, laissant le flanc belge totalement découvert. [NdT]

de combattre sur le chemin de côte Atlantique (en fait ils n'avaient subi que 500 "*casualties*"[209] au cours des onze premiers jours de la campagne), laissant l'essentiel des combats aux Belges et surtout aux Français. Le 20 mai, le Cabinet de Guerre anglais ordonna à Lord Gort d'attaquer vers le sud pour perturber la marche des Allemands qui se dirigeaient vers la côte, ordre aussi de faire leur jonction avec les armées françaises de l'autre côté du saillant allemand. Ce ordre impératif conduisit à l'attaque britannique limitée autour d'Arras le 21 mai (la seule action offensive du BEF durant cette campagne). Mais lorsque son attaque échoua, Gort se contenta de mettre l'accent sur l'évacuation des Anglais par les ports de la Manche. *Le décrochage des environs d'Arras se fit aussi sans consulter les Français et convainquit ces derniers que les Anglais ne s'intéressaient qu'à se sauver.* Cette opinion fut renforcée par les événements de Boulogne, l'un des ports d'évacuation vers l'Angleterre. Les Anglais occupèrent ce port le 22 mai 1940. Ils furent évacués par mer dans les 24 heures (des marins armés durent empêcher les soldats ivres de se précipiter dans les navires) et ils *laissèrent les Français défendre le port contre les Allemands pendant encore 30 heures*.[210] Le 24 mai, il y a eu des scènes similaires à Calais. Les manutentionnaires britanniques refusèrent de travailler sous les bombardements allemands sporadiques et durent être tirés de leurs cachettes par des soldats en armes. Mais, alors que les Britanniques étaient sur le point d'abandonner le port après avoir résisté pendant 48 heures, les Français protestèrent formellement. Le commandant britannique eut ordre de ne pas se rendre "*au nom de la solidarité alliée*" et reçut un message plein de rhétorique churchillienne, destiné principalement à être publié. En privé, Churchill était cinglant sur les performances de l'armée britannique et il télégraphia à Gort[211] : "*Bien sûr,*

[209] Casualties ou pertes incluent les tués, les mortellement blessés, les disparus et les prisonniers de guerre… et même les déserteurs. [NdT]
[210] Comme à Dunkerque, plus tard.
[211] Le field marshal John Standish Surtees Prendergast Vereker Gort (plus connu sous le nom de John Gort), 6e vicomte Gort (1886–1946). [NdT]

si un côté se bat et l'autre ne se bat pas, la guerre va devenir quelque peu inégale.[212] Churchill omit la phrase lorsqu'il publia le texte de son message dans ses *Mémoires de Guerre.*

La volonté des Anglais de vouloir retirer l'Armée anglaise (le BEF) du continent commença très tôt dans la campagne. Au retour de sa visite à Paris le 16 mai, Churchill demanda à Chamberlain de commencer à planifier l'évacuation, et les militaires reçurent également l'ordre de commencer les préparatifs. Gort eut ses premiers plans de décrochage prêts le 19 mai, et une semaine plus tard, avant le début de l'évacuation de Dunkerque, les Anglais avaient déjà ramené 28 000 hommes au Royaume-Uni. Alors que les armées Alliées encerclées se concentraient dans une poche autour du port de Dunkerque, *les Britanniques comptaient sur leurs alliés pour retenir les Allemands sans proposer d'évacuer leurs partenaires*. Les Belges furent encouragés à continuer à se battre et à trois reprises tinrent des positions de résistance pour permettre aux Anglais de décrocher, bien que *du 24 au 26 mai, les Anglais rejetèrent 5 appels des Belges pour contre-attaquer les Allemands*. Les Anglais montrèrent peu de respect pour les prouesses militaires belges et encore moins d'intérêt pour leur sort. Le général Pownall,[213] chef d'État-Major de Gort, les a décrits dans son journal comme "*pourris jusqu'à la moelle et, à la fin, on [les Anglais] doit s'occuper de nous-mêmes.*" Interrogé sur une éventuelle évacuation des Belges, Pownall répondit, "*On se fout comme d'un sodomite de ce qui peut arriver aux Belges*.[214] Tôt le matin du 25 mai, Gort annonça à Antony Eden, Secrétaire d'État à la Guerre, qu'il ramenait le gros de l'Armée anglaise sur la côte pour l'évacuer. Antony Eden répondit : "*Il me semble évident que vous ne devriez pas parler*

---

[212] On remarque la délicatesse de l'accusation pour adresser un reproche à un aristocrate de haute lignée (Lord Gort), même pour lâcheté, même si le réprobateur est lui-même un aristocrate. [NdT]

[213] Lieutenant General Sir Henry Royds Pownall (1887-1961). Ce fut sans doute pour ce comportement de galopin qu'il fut anobli en 1940, et fait Chevalier-Commandeur de l'Ordre de l'Empire britannique. Norton-Taylor, Richard. *The Ponting Affair*. Cecil Woolf, 1985. ISBN 0-900821-73-6

[214] Journal de Pownall, pp342-5 (26.5.40) "*We don't care a bugger what happens to the Belgians* " "*On se fout comme d'un sodomite de ce qui peut arriver aux Belges!* [NdT]

de ces mouvements avec les Français ou les Belges." Le lendemain, Gort refusa encore d'obéir à un ordre du Grand-Quartier-Général français *d'attaquer vers le sud et de sortir en force de la poche* ; il s'appuya plutôt sur la forte résistance opposée par la 1ère Armée française autour de Lille qui repoussa jusqu'au 1er juin les Allemands, lesquels l'encerclaient. Le soir du 26 mai, Gort demanda que la Division d'Infanterie canadienne, qui venait d'être débarquée dans l'île de Grande-Bretagne, soit expédiée en France pour tenir la tête de pont [de Dunkerque] pendant que les Anglais évacueraient. Cette demande fut rejetée grâce aux fortes pressions canadiennes contre le sacrifice de leurs seules troupes entraînées.[215]

L'évacuation à grande échelle des soldats de Dunkerque commença le 27 mai. Les Français ne confièrent aux Anglais qu'une très petite partie de la tête de pont de Dunkerque à défendre, parce que les Français ne s'attendaient pas à ce qu'ils veuillent se battent. Lorsque les Belges succombèrent tard dans la soirée, les Français prirent le contrôle

[215] Tradition anglaise d'exposer surtout les troupes coloniales, même si les généraux venaient principalement d'Angleterre. Exemple des tués durant la Grande Guerre : [NdT]

PREMIÈRE GUERRE MONDIALE 1914-1918				
Pays	population	pop. mobilisée	killed	% tués dans popul. mobil.
FRANCE *avec sescolonies*			1,697,800	
France *sans ses colonies*	39,000,000	9,000,000	1,615,800	17,95 %
EMPIRE BRITANNIQUE				
EMPIRE BRITANNIQUE total			800 000	
P.DE GALLES	1,200,000	133,200	40,000	30.03%
ÉCOSSE	4,748,167	527,000	147,000	27.89%
NOUV-ZÉLANDE	1,100,00	100,00	18,050	18.70%
AUSTRALIE	4,500,000	331,000	61,928	18,70%
IRLANDE	4,400,000	200,000	35,000	17.5%
CANADA	7,200,000	620,000	66,944	
ANGLETERRE *seule*	**36 070 492**	**4 003 824**	**258,676**	**6.46%**
AUTRES COLONIES BRITANNIQUES			156,798	10.80%
USA	92,000,000	2,061,000	126,000	6,10

de leur partie du front. L'officier supérieur de la Royal Navy à Dunkerque, le Capitaine Tennant, commenta ainsi ce 29 mai : "*L'État-Major français à Dunkerque était convaincu qu'ils défendaient Dunkerque pour que nous puissions évacuer, ce qui était en grande partie vrai*." Ce jour-là, des soldats français ont été repoussés des navires britanniques et les soldats des deux armées ont été sur le point de se mitrailler. Le 29 mai, 73 000 soldats avaient été évacués, 655 seulement étaient des Français. L'une des raisons en fut que les Français n'avaient pas été informés de l'évacuation anglaise. Churchill n'avait pas informé Paul Reynaud de sa décision, le 26 mai, lors de la visite du Français à Londres et ne l'a fait que le 29 mai. Les deux jours suivants, 83 000 soldats anglais quittèrent Dunkerque, mais seulement 23 000 étaient français.[216] Lors de la réunion du Conseil Suprême de la Guerre à Paris le 31 mai, Churchill, devant les protestations françaises, leur offrit la moitié des futures places d'évacuation [sur les vaisseaux]. Comme à ce stade, il ne restait plus que 50 000 soldats britanniques contre 200 000 Français, c'était une offre moins généreuse qu'en apparence. Ce ne fut que durant les derniers jours, lorsque pratiquement toutes les troupes britanniques eurent été embarquées, que le nombre de Français qui put embarquer dépassa celui des Anglais. Lors de la réunion du 31 mai à Paris, Churchill avait insisté pour que les Britanniques agissent comme *arrière-garde* le plus longtemps possible. Cependant, à Dunkerque, le commandant britannique, le général Alexander (qui avait pris la relève après que Gort fut relevé de ses fonctions),[217] bien que nominalement sous commandement français, convint avec

[216] Les soldats Français débarqués en Grande Bretagne reçurent l'ordre impérieux de repasser en France pour continuer le combat contre les Allemands. En une semaine ils étaient de retour.

[217] Le field marshal John Standish Surtees Prendergast Vereker Gort (plus connu sous le nom de John Gort), 6e vicomte Gort (10 juillet 1886 – 31 mars 1946), est un militaire britannique qui participa aux deux guerres mondiales, fut élevé au rang de field marshal et obtint la croix de Victoria, une semaine après la fin de la Première Guerre Mondiale.. Quelques historiens britanniques, les plus objectifs, considèrent la fuite de Gort et de l'Armée anglaise devant les Allemands en 1940 et son abandon de ses Alliés français, belges et hollandais comme totalement condamnable. [NdT] [*Moure, Kenneth; Alexander, Martin S. (2001). Crisis and Renewal in Twentieth Century France. Berghahn Books. 2001. ISBN 978-1-57181-297-1.* p. 24.]

Antony Eden ce soir-là que les Anglais ne devaient pas être laissés derrière et décamperaient dans les 24 heures. Les Français tinrent la tête-de-pont deux jours encore après le retrait final des Anglais, puis ils capitulèrent le 4 juin.

L'un des mythes de Dunkerque est que les troupes anglaises furent évacuées à partir des plages par une armada de petites embarcations menées par des *volontaires* venant de toute l'Angleterre. En fait, les 2/3 des personnes évacuées furent transportées directement sur des navires de la Royal Navy depuis le môle-est du port de Dunkerque. Aucune information sur l'évacuation ne fut rendue publique par le Gouvernement anglais jusqu'au soir du 30 mai, alors que près des 3/4 de l'armée anglaise étaient déjà partis.[218] Ce ne fut qu'alors que les *volontaires* purent se manifester et jouer un rôle dans l'opération de sauvetage. Au cours des quatre derniers jours de l'opération, les petites embarcations aidèrent à évacuer 26 000 soldats des plages, soit environ 8% du total des fuyards de Dunkerque.

Le mythe entourant l'opération fut également présenté comme un épisode héroïque de l'*Histoire Militaire britannique*.[219] Comme celui des autres armées en retraite, le moral et la cohésion du BEF étaient

---

[218] Pour éviter que les Allemands ne s'acharnent sur eux, et que les Français ne se rendent compte du stratagème de fuite de l'Armée anglaise. [NdT]

[219] Cette habitude, de garder la flotte à portée de fuite n'était pas une recommandation de Sun Tsu qui avait constaté que les soldats combattaient avec d'autant plus de courage qu'ils n'avaient pas de chemin de fuite. Certes, il eut été préférable que l'Angleterre combattit contre les Allemands aux côtés des Français plutôt que de fuir à Dunkerque. On peut rappeler ce que Churchill a dit en privé du rembarquement anglais de Dunkerque [1940]: "There is a tendency... to call the withdrawal a victory and there will be disagreement on that point." Churchill connaissait l'Histoire, et il savait que presque chaque guerre voyait ainsi une armée anglaise rembarquer en panique, au prix d'immenses pertes : rembarquements de **Camaret** [18 juin 1694], de **Saint-Cast**, [11 septembre 1758], de **Léogane** [août 1794], de **La Coruña**, [16 janvier 1809], et enfin de **Dunkerque** [1940]. Ces fuites ont été la cause directe de massacres. En effet, sachant toujours ce refuge (la Royal Navy) derrière elle, le commandement anglais décidait de rembarquer précipitamment en face des Français. Les soldats ne se battent jamais mieux que lorsqu'ils n'ont aucun chemin de fuite. Sun Tzu a bien dit que «lorsqu'il n'y a pas de retraite possible, ils sont inébranlables.» [Chap.XI, Principe 33]. [*Note du Traducteur*]

médiocres alors qu'il se déplaçait à travers la France et la Belgique vers la côte de la Manche. Les problèmes commencèrent le 10 mai lorsque l'attaque allemande prit l'Armée anglaise par surprise et que de nombreux membres du personnel clé se trouvaient… *en congé*. (???). Cette confusion fut aggravée par la décision du Général Lord Gort de déplacer son *quartier général près de Lille tout en laissant ses États-Majors Opérationnels et de Renseignement à Arras*. Cette confusion fut aggravée par l'effondrement presque total du système de liaison-communication pendant la retraite anglaise: le système sans fil (TSF) tomba en panne et les téléphones ne fonctionnaient plus. En 10 jours, il ne restait aux Anglais que trois jours de rations alimentaires (bien qu'ils avaient presque tout leur stock de munitions car ils n'avaient presque pas combattu) et les troupes pillaient chez les paysans français ce dont elles avaient besoin. Dans la panique engendrée par les soi-disant espions de *la cinquième colonne,* il y a eu un grand *nombre de fusillés parmi les gens suspectés, dont beaucoup n'avaient rien de plus suspicieux que de posséder des cheveux blonds.* Les troupes britanniques utilisaient également des *balles doum-doum*,[220] interdites par la Convention de Genève, et avaient ordre de ne pas faire de prisonniers, sauf pour les interroger. Les SS Allemands répliquèrent par deux massacres totalisant 170 prisonniers britanniques. Lorsque les premières troupes anglaises arrivèrent à Dunkerque, la discipline faillit s'effondrer complètement. Durant les deux premiers jours de l'embarquement, l'ordre dut être maintenu par du personnel naval armé jusqu'à l'arrivée le 29 mai d'un régiment [écossais] plus discipliné. Même à ce moment-là, les hommes se précipitaient sur les vaisseaux dans leur anxiété de réussir à s'enfuir. Le général Alexander fut choqué par le comportement des soldats. Plus tard dans l'année, au cours d'une session secrète de la Chambre des Communes, plusieurs députés racontèrent comment un grand nombre d'officiers anglais s'étaient enfuis et avaient

[220] Les balles doum-doum ont la pointe plate ou un peu sciée en X. Ce son des balles à expansion qui créent des blessures énormes, toutes mortelles. [NdT]

abandonnés leurs troupes afin de se précipiter sur le premier bateau. Privément, le Ministère de la Guerre s'alarma de l'état déplorable de l'armée anglaise. Comme le directeur des statistiques le dit plus tard à un rédacteur en chef de journal : "*L'épisode de Dunkerque fut bien pire que ce qui a été présenté par Fleet Street* :[221] *Les hommes, à leur retour en Angleterre, étaient si démoralisés qu'ils jetaient leurs fusils et leur équipement par les fenêtres des wagons de chemin de fer. Certains ont envoyé chercher leur femme avec leurs vêtements civils, les ont endossés et sont rentrés chez eux à pied.*[222] En privé, Churchill avoua à ses ministres subalternes que "Dunkerque resterait la plus grande défaite militaire britannique depuis de nombreux siècles.[223]

"*Rien de tout cela*, ont décidé le gouvernement et l'Armée, *ne pouvait être avoué au public*." Cette décision put être imposée par Churchill car aucun journaliste n'était présent à Dunkerque. Quand il fut constaté que l'Armée anglaise avait été "sauvée", le Général Mason McFarlane, chef du Renseignement Militaire, convoqua les journalistes le 28 mai et leur dit : "Je crains un choc considérable pour le public britannique. Il est de votre devoir d'agir comme amortisseurs. J'ai donc préparé [...] une déclaration qui peut être publiée, sous réserve de censure.[224] *Les journalistes ont également reçu l'ordre de blâmer les Français en laissant croire que c'était eux qui ne voulaient pas combattre et d'affirmer que l'Armée anglaise était invaincue.* Les deux déclarations étaient des mensonges éhontés ["travesties of truth"]. Pas un mot des événements de Dunkerque n'a été rendu publication avant le 30 mai à 18h00 sur BBC-News, cinq jours après le début de l'évacuation et alors que près des 3/4 de l'Armée anglaise étaient déjà en sécurité en Grande-Bretagne. Le public a ensuite

---

[221] *Fleet Street* est la synecdoque de *La Presse* puisque jadis, tous les journaux avaient leur bureau-chef dans cette rue londonienne. La signification est : "Étant donné que Churchill avait ordonné à la Presse anglaise de cacher la lâche fuite de Dunkerque, la réalité dépassa la description des journaux anglais." [NdT]

[222] King, op. cit., p.85 (1.11.40)

[223] Dalton Diary, p.27 (28.5.40).

[224] N. Harman, Dunkerque, p.187

été informé que *cette déclaration était approuvée* par le Ministère de l'Information : "*Les soldats du Corps Expéditionnaire Britannique, invaincu, sont revenus au pays, en provenance de France. Ils ne sont pas revenus dans le triomphe, ils sont revenus dans la gloire.*"

Lorsque l'Armée anglais eut achevé son *sauve-qui-peut* de Dunkerque, le 3 juin, les Alliés [franco-belges]] avaient perdu un total de 61 divisions et 3/4 de leur équipement moderne.[225] Il ne restait plus que 51 divisions, 200 chars et 175 combattants pour faire face à 104 divisions allemandes. L'armée allemande se regroupa rapidement et commença à attaquer le 5 juin vers le sud à travers la Somme. Les Français opposèrent une forte résistance pendant un certain temps mais, en grande infériorité numérique, ils furent dépassés. Le 10 juin, le gouvernement français évacua Paris, déclarée ville ouverte. Alors Mussolini décida que le moment était venu d'entrer en guerre contre la France. Il espérait ramasser pour l'Italie une partie du butin de la victoire remportée par les Nazis. Le 11 juin, Churchill s'envola pour Briare pour une conférence avec les Français au cours de laquelle la différence nationale de perception de la situation était devenue frappante. Une fois de plus, Churchill rejeta les arguments français selon lesquels il s'agissait d'une *bataille décisive* et soutint "que l'assaut allemand contre l'Angleterre était crucial : si l'Angleterre survit pendant trois ou quatre mois, les Anglais seront en mesure de continuer la guerre "*et nous la gagnerons pour vous.*" Ces gestes rhétoriques[226] [et grandiloquents] ne réussirent pas à impressionner le gouvernement français confronté à une défaite irrémédiable. Lorsque Churchill parla d'envoyer une division supplémentaire pour s'ajouter aux deux encore sur le continent, n'en offrant pas plus avant l'année suivante (1941),

[225] Tout le matériel lourd et léger de l'Armée anglaise gisait sur les plages et dans le port de Dunkerque : chars d'assaut, artillerie lourde et légère, DCA, camions, véhicules légers, roulantes, ambulances, mitrailleuses, fusils et mousquetons… Tout était abandonné pour le bénéfice des Allemands. Des centaines de milliers d'armes. Jamais aucune armée n'avait fui comme cela en abandonnant tout son armement. Churchill annonça que l'armée anglaise était sauvée. Une armée sans arme n'est qu'une multitude. [NdT]

[226] Un verbiage totalement insensé. [NdT]

il rappela les jours sombres de mars et avril 1918 ; alors le Maréchal Pétain, qui avait été rappelé au Cabinet français, rétorqua : *«En 1918, je vous ai donné 40 divisions pour sauver l'Armée britannique. Où sont les 40 divisions britanniques qui seraient nécessaires pour nous sauver aujourd'hui ?*[227] En fait, les Anglais étaient sur le point d'arrêter toute autre troupe d'aller en France, et, au contraire, de commencer à évacuer les derniers qui restaient. Les Français firent pression pour qu'ils envoient plus d'avions de chasse, mais à son retour en Angleterre, Churchill fit savoir à Paul Reynaud que les avions resteraient en Grande-Bretagne et opéreraient dans les limites de leur rayon d'action. Ce n'était qu'un faux-fuyant, car les combats en France étaient désormais hors de portée des avions de chasse basés dans le sud de l'Angleterre.

De retour à Londres le 12 juin, Churchill déclara au Cabinet de Guerre qu'*il était clair que la France était proche de la fin de sa résistance* organisée.[228] La dernière semaine avant la demande française d'armistice fut une semaine de confusion et de mauvaise communication entre les deux gouvernements [français et anglais], alors que l'armée allemande se préparait à occuper les 3/4 du territoire de la France. Au début, on espérait que le président Roosevelt interviendrait pour sauver les Alliés. Le 10 juin, Paul Reynaud demanda l'assistance américaine. La réponse de Roosevelt, le 13 juin —qui disait que tout était mis en œuvre pour approvisionner les Alliés et exhortait les Français à poursuivre le combat—, fut considérée[229] comme très encourageante. Ce soir-là, à Londres, les ministres étaient *euphoriques*. Lord Beaverbrook soutint qu'*il était inévitable que les États-Unis déclarent la guerre* à l'Allemagne et Churchill convint que le message *se rapprochait le plus possible d'une déclaration de guerre* et qu'il s'attendait à ce que les Américains soient

[227] Bureau du Cabinet des Ministres, 99/3, 13e réunion du Conseil Suprême de Guerre 1939-40 (11.6.40)
[228] Bureau du Cabinet des Ministres, 65/7, WM (40) 163e conclusions (12.6.40)
[229] Par qui?

en guerre dans les quinze jours.[230] Cet optimisme s'effondra lorsque les Alliés demandèrent à Roosevelt la permission de publier son message. Il refusa, ajoutant que sa réponse précédente n'était en aucun cas destinée à s'engager, et n'engageait pas son gouvernement à participer militairement à soutenir les gouvernements alliés.[231]

Le 13 juin, Churchill effectua un dernier vol vers la France pour voir Paul Reynaud à Tours. Reynaud demanda à être libéré de l'accord anglo-français de ne pas rechercher une paix séparée, notant avec amertume qu'*il était tout à fait naturel pour l'Angleterre de continuer son propre chemin, étant donné que jusqu'à aujourd'hui elle n'avait pas beaucoup souffert*. La délégation anglaise refusa de discuter de la demande française[232] et repartit pour l'Angleterre. Paul Reynaud avait omis de dire à Churchill que le Cabinet français l'attendait, et l'absence de ce dernier ne fit que renforcer leur opinion selon laquelle l'Angleterre n'était plus intéressée par le sort de la France et plaidait pour un armistice séparé. Le matin du 16 juin, les Anglais proposèrent de libérer les Français de l'accord *à condition que* la flotte française se réfugie immédiatement dans les ports anglais.[233] En début d'après-midi, les détails d'un *projet d'union anglo-française* furent transmis au gouvernement français. Lorsque le Cabinet français se réunit à 17h00, la demande anglaise d'union fut lue, mais pas les exigences concernant la flotte.[234] L'opinion dominante du gouvernement français était que la France était livrée à elle-

[230] Ibid., WM (40) 165e conclusions ((13.6.40, 22h15)

[231] PREM 3/468, Message du Président Roosevelt 15.6.40, 1 h 30

[232] Demande d'envoyer au moins des avions pour l'appui des combats au sol. En fait *La pénurie presque fatale de pilotes pendant la bataille d'Angleterre était une situation entièrement créée par la Royal Air Force elle-même pour servir de refuge aux aristocrates "planqués",* voir à ce sujet la page 199 du présent ouvrage. [NdT]

[233] Il peut paraître curieux que les Anglais, qui venaient d'abandonner les Français sur le champ de bataille et avaient, par cette action, violé l'Accord de Coopération franco-anglais, aient voulu tirer profit du même Accord pour forcer les Français à leur remettre la Marine Nationale. Cela trahit une morgue surprenante. [NdT]

[234] Cette fameuse union des deux pays ne fut, vraisemblablement, qu'un stratagème qui permettrait à l'Angleterre de récupérer la flotte française et de l'intégrer à la Royal Navy. En désespoir de cause, les Anglais attaquèrent l'escadre de Mers El-Kébir mais ne réussirent à détruire qu'un seul cuirassé. Ils réitérèrent leur agression contre l'escadre de Dakar, mais subirent un échec plus cuisant encore.

même et que le meilleur accord possible pour la France devait être trouvé, indépendamment de l'opinion des Anglais. L'éventualité de continuer la guerre à partir de l'Afrique du Nord fut rejetée en faveur de la demande aux Allemands pour savoir quelles seraient leurs conditions d'armistice. Reynaud démissionna et fut remplacé par le Maréchal Pétain. Le lendemain, 17 juin, les Français demandèrent un armistice. Les conditions allemandes, qui laissaient aux Français le contrôle sur une *zone libre*, sur la *flotte* et sur l'*Empire ultramarin*, étaient suffisamment généreuses pour assurer l'adhésion du gouvernement français. *Certains en Grande-Bretagne étaient heureux que les Français se soient effondrés*. Chips Channon a écrit dans son journal, lorsque Pétain mit en place le gouvernement de Vichy en juillet : "La troisième République française a cessé d'exister et je m'en fiche. Elle était gangrenée par la corruption, l'incompétence gauchiste corrompue et avait trop longtemps vécu.[235]

Après six semaines de combats, l'Alliance s'était effondrée au milieu de récriminations et d'amertume. Les Anglais se convainquirent qu'ils avaient été abandonnés par les Belges et les Français,[236] et dès la première semaine de campagne, ils prévoyaient un effondrement français. Les Français se sont sentis trahis par la participation britannique insignifiante et par le fait que l'Angleterre plaçait constamment son intérêt national avant les besoins de l'Alliance. Les plaintes françaises avaient beaucoup de fondement. Les pertes anglaises *en trois semaines de combat* furent de 3 500 tués, presque autant que les Hollandais perdirent en quelques jours. Cela se compare aux pertes françaises de 120 000 tués, 250 000 blessés et 1,5 million de prisonniers : une échelle équivalente à certaines des pires phases du massacre de Verdun pendant la Première

---

[235] Channon, op. cit., p.261 (10.7.40). Le projet anglais d'Union franco-anglaise n'était en fait qu'une manipulation anglaise destinée à récupérer la flotte française. Les citoyens d'outre-Manche, fort vaniteux, pensent que le monde entier voudrait être anglais. Il n'en est rien et les attaques contre les Français à Mers El-Kébir et Dakar créèrent au contraire beaucoup de haine. [NdT].

[236] L'inversion accusatoire des responsabilités est la principale caractéristique de la fameuse perversion narcissique ? [NdT]

Guerre mondiale. Les Anglais envoyèrent des forces pitoyablement insignifiantes sur le continent et payèrent le prix de leurs mauvaises décisions des années 1930 *de ne pas fournir d'armée pour soutenir la France en voyant leur Alliée submergée*. Au moment crucial, ils refusèrent d'envoyer leurs escadrons aériens de chasse de l'autre côté de la Manche destinés à tenter de gagner la suprématie aérienne sur le champ de bataille. À long terme, cette décision préserva la RAF pour la bataille aérienne au-dessus de l'Angleterre ; mais ce ne fut qu'une maigre consolation à l'époque pour les Français, qui faisaient face à une défaite catastrophique. Les actions anglaises à Dunkerque renforcèrent l'opinion française selon laquelle leur alliée était principalement intéressée à se préserver elle-même.

Les Anglais, rejetés sur leurs propres ressources douloureusement limitées, devaient maintenant prendre des décisions déchirantes. Pourraient-ils continuer la guerre avec une perspective raisonnable de survie, sans même parler de continuer jusqu'à la victoire ? Devaient-ils faire leur propre paix avec l'Allemagne avant que leurs perspectives ne se détériorent davantage ? Le gouvernement britannique avait déjà commencé à discuter de ces questions au cours de la dernière semaine de mai, alors qu'il faisait face à l'humiliation de Dunkerque. La demande française d'un armistice remit la paix de l'Angleterre avec l'Allemagne à l'ordre du jour. À plusieurs reprises, à la fin du mois de mai et à la mi-juin, le Cabinet de Guerre discuta de la possibilité de paix avec l'Allemagne.

6
La Paix?

Le gouvernement anglais était entré en guerre en septembre 1939 avec un manque évident d'enthousiasme. Deux jours durant, après l'invasion allemande de la Pologne, les Anglais essayèrent d'esquiver la déclaration de guerre. Ils espéraient que les Allemands acceptaient de se retirer, auquel cas une conférence européenne *à quatre puissances* parrainée par Mussolini serait en mesure d'élaborer un accord aux dépens des Polonais. Mais Adolf Hitler resta obstiné et le gouvernement anglais, sous l'immense pression de la Chambre des Communes, se résolut à déclarer la guerre 72 heures après l'attaque allemande contre son Allié polonais. Jusqu'à l'été 1940, les Anglais continuèrent d'explorer de nombreuses approches diverses, pour voir si la paix avec l'Allemagne était possible. Les principaux défenseurs de cette politique après le déclenchement de la guerre fut le Foreign Office ou Ministère des Affaires Étrangères, en particulier ses deux ministres —Lord Halifax et Rab Butler— ainsi que le Premier Ministre Neville Chamberlain. Le remplacement de Chamberlain par Churchill n'entraîna que peu d'effet sur cet aspect de la politique anglaise, et l'armistice de la France en 1940 força le gouvernement anglais à envisager, sérieusement et en détail, une éventuelle paix. Même Churchill était prêt à céder une partie de l'Empire britannique à l'Allemagne si une paix raisonnable était proposée par Adolf Hitler. Ce ne fut qu'en juillet 1940 qu'une politique alternative —poursuivre la guerre dans l'espoir que les Américains viendraient secourir l'Angleterre— s'établit fermement.

Les efforts britanniques en faveur de la paix, durant la période 1939-40, restent un sujet très sensible pour les gouvernements britanniques, même si tous les participants sont maintenant morts. Les tentatives diplomatiques permanentes avec l'Allemagne pour parvenir à la

paix ne font pas partie de la *mythologie de 1940* ;[237] ces efforts pacifistes ont été éclipsés par la rhétorique *belliqueuse* de l'époque. *Tout doute dans la croyance que l'Angleterre a fait preuve d'un esprit de bouledogue intransigeant tout au long de 1940 et n'a jamais envisagé d'autre possibilité que de se battre pour une victoire totale a toujours été considéré comme gravement préjudiciable à l'image narcissique de l'Angleterre et au mythe des "Heures de Gloire".* Les mémoires politiques des participants, ou bien évitent soigneusement le sujet, ou se font délibérément trompeurs. Normalement, les documents gouvernementaux [dont on n'est pas fier] sont disponibles pour la recherche après 30 ans d'oubli, mais *certains des dossiers britanniques les plus sensibles concernant ces tergiversations de paix, y compris les décisions clés du Cabinet de Guerre, resteront masqués une bonne partie du XXIe siècle*. Il est cependant possible de reconstituer ce qui s'est réellement passé à partir de diverses sources et de reconstituer la réalité qui se dissimule derrière l'illusion.

La défaite rapide de la Pologne en septembre 1939, plongea les Anglais dans un dilemme. Ils voulaient s'éviter une guerre à grande échelle en raison de leur faible situation stratégique et financière, mais un accord avec Adolf Hitler semblait invraisemblable, comme leur expérience avant la guerre l'avait démontré. Ils voulaient aussi croire que la pression économique sur l'Allemagne [le blocus], ainsi que ce qu'ils espéraient être *la fragilité de l'économie allemande*, pourraient conduire au remplacement d'Adolf Hitler par un dirigeant plus modéré avec lequel un accord serait possible. Chamberlain a parlé privément d'avoir *le pressentiment que la guerre serait terminée au printemps* parce que les Allemands cèderaient tout simplement. En dehors du gouvernement, aussi, la

[237] *La mythologie anglaise de 1940* est donc l'ensemble des contrevérités et des mensonges créés par les politiciens et les Historiens anglais pour dissimuler les lâchetés et les bassesses perpétrées par les politiciens et les militaires anglais en 1940 et autour, pour en faire porter la responsabilité aux Français. Ce fut justement contre cette mythologie, cette poudre-aux-yeux patriotique que l'Historien "lanceur-d'alerte" Clive Ponting s'éleva durant sa vie. Il fut traîné devant les tribunaux d'Angleterre et dut s'expatrier en Australie où il mourut. [NdT]

population avait le sentiment général que la guerre serait bientôt terminée. À ce stade, seulement 20% du public pensaient qu'elle durerait jusqu'à trois ans. Au début d'octobre, Joseph Kennedy, ambassadeur américain à Londres, rapporta à Washington que Churchill parlait d'accepter un armistice avec l'Allemagne, si ce pays lui offrait des conditions raisonnables.[238] Quel genre d'accord le gouvernement avait-il en tête ? En d'autres termes, quels étaient les objectifs de guerre de l'Angleterre à l'automne 1939 ? Le gouvernement anglais n'a jamais réussi à définir clairement ce qu'il voudrait obtenir ou céder lors d'une Conférence pour la Paix : La restauration de la Pologne, cause ostensible de la guerre, était essentielle sous une forme ou une autre, bien que le statut de Dantzig et du corridor pouvait être modifié. Mais comment recréer la Pologne quand l'Union soviétique occupait la partie orientale du pays ? Et qu'en était-il de la Tchécoslovaquie ? L'accord de Munich et la prise de pouvoir allemande de mars 1939 devaient-ils être annulés ? À condition que ces questions puissent être résolues de manière satisfaisante, le gouvernement anglais estimait qu'il avait peu de causes de dissensions avec l'Allemagne, et qu'il serait tout à fait disposé, si les Allemands renonçaient à toute agression future, à concéder une domination allemande effective sur l'Europe centrale et du Sud-Est.[239]

Après la défaite de la Pologne à la fin du mois de septembre 1939, Adolf Hitler offrit publiquement la paix à la France et à l'Angleterre, bien qu'à des conditions soigneusement définies. La réponse anglaise tout aussi vague, fut en partie rédigée par Churchill et, comme il le dit à Chamberlain, "*nous ne fermons la porte à aucune véritable offre*" de l'Allemagne.[240] Lorsque Chamberlain répondit à Hitler le 12 octobre, utilisant les suggestions de Churchill, tout ce qu'il dit à la Chambre des Communes fut que : "La paix que nous sommes déterminés à obtenir,

[238] Relations étrangères des États-Unis, 1939. Vol. 1, p.45 (Kennedy au département d'État 2.10.39)
[239] Les petits pays étaient abandonnés par les grands aux mains des Nazis, pourvu que les grands pays soient épargnés de la guerre par Hitler.
[240] PREM 1/395, Churchill à Chamberlain 9.10.39

cependant, doit être une paix réelle et stable, et non une trêve précaire interrompue par des alarmes constantes et des menaces répétées. Qu'est-ce qui s'oppose à une telle paix ? C'est le gouvernement allemand et le gouvernement allemand seul."[241] La politique britannique en 1939, et tout au long de 1940, était de ne pas insister sur une reddition inconditionnelle de l'Allemagne.[242] Ce n'est qu'en 1943, au cours de la Conférence de Casablanca, et sur insistance des États-Unis, que la politique Alliée en arriva à vouloir forcer l'Allemagne à une reddition inconditionnelle, ou à poursuivre la guerre jusqu'à ce que l'Allemagne s'effondre, et qu'aucun pays ne veuille négocier un armistice. Les guerres précédentes s'étaient terminées, comme la Première Guerre mondiale (en 1918), par une partie cherchant un armistice puis négociant la paix. En 1939 et 1940, c'est ainsi que les Anglais ont supposé que la guerre avec l'Allemagne se terminerait. En effet, les Anglais n'avaient aucun intérêt à provoquer l'effondrement total de l'Allemagne, qu'ils souhaitaient garder comme rempart contre le communisme.

À l'automne 1939, le gouvernement anglais essaya au moins cinq différentes approches, officiellement approuvées, pour explorer les conditions de paix possibles avec l'Allemagne. Les plus durables de ces diverses tentatives furent les contacts établis dans les derniers jours d'août 1939 par l'intermédiaire d'un homme d'affaires suédois, Dahlerus. Il servait d'intermédiaire à Goering, sur lequel les Anglais plaçaient une grande confiance comme possible remplaçant modéré d'Adolf Hitler. Les efforts de Dahlerus pour éviter la guerre en août, incluant des visites en Angleterre au nom de Goering, échouèrent, mais Chamberlain et Halifax le revirent à la fin de septembre et lui firent clairement comprendre que l'Angleterre souhaitait un nouveau régime en Allemagne, suivi de la reconstitution d'une Pologne et d'une Tchécoslovaquie "*indépendantes*,"

---

[241] Chambre des communes, 12.10.39

[242] Curieux commentaire au moment où l'Allemagne était triomphante partout et l'Angleterre pusillanime. [NdT]

par le rétablissement des frontières. Tout cela n'eut bien entendu aucune suite. La mission de Dahlerus se poursuivit, sans succès, jusqu'à une réunion finale le 19 octobre, et ne fut annulée, sur l'insistance des Allemands et non des Anglais, que le 11 novembre. Les contacts les plus désastreux entre l'Allemagne et l'Angleterre eurent lieu à la fin du mois d'octobre. Les agents anglais du Mİ-6 aux Pays-Bas prirent contact avec des officiers de la Wehrmacht qu'ils pensaient être des conspirateurs désireux de remplacer Adolf Hitler, sous réserve de garanties sur la politique anglaise envers le gouvernement qui suivrait. Chamberlain et Halifax, sans consulter le Cabinet avant qu'il ne soit trop tard pour se rétracter, passèrent un temps considérable à rédiger diverses assurances et à espérer qu'ils seraient bientôt en mesure de négocier avec le gouvernement allemand conservateur et pacifiste qu'ils souhaitaient depuis longtemps. L'épisode se termina ignominieusement lorsque les "conspirateurs" se révélèrent être des agents de renseignement allemands. Ces derniers piégèrent les espions anglais en leur faisant franchir la frontière de l'Allemagne, où ils furent arrêtés, et le réseau du Mİ-6 aux Pays-Bas fut démantelé.

Les principaux contacts de l'automne 1939 furent, comme en 1940, établis par l'intermédiaire de différents pays neutres, qui pouvaient encore servir d'intermédiaires entre l'Angleterre et l'Allemagne. Au début d'octobre, des contacts furent établis avec l'ambassadeur allemand à Ankara, von Papen, mais ceux-ci n'aboutirent pas. Une approche plus substantielle fut faite par l'intermédiaire des Irlandais. Le 3 octobre, le Ministère irlandais des Affaires Étrangères déclara à l'Ambassade d'Allemagne à Dublin que Chamberlain et son entourage voulaient la paix, "*à condition que le prestige britannique soit préservé*." Cette approche n'était pas une initiative irlandaise mais représentait une tentative anglaise d'explorer une possibilité de paix anglo-allemande. *Le sujet reste toujours considéré comme très sensible et tous les dossiers secrets anglais restent bloqués jusqu'en 2016.* Une preuve du genre de conditions que les Anglais avaient peut-être en tête est fournie par la conversation de l'Anglais Rab Butler eut le 13 novembre 1939 avec l'Ambassadeur italien à

Londres. Butler, ayant manifesté le désir que son message soit transmis à Adolf Hitler, déclara que *les Allemands n'auraient pas à évacuer la Pologne* avant le début des négociations destinées à mettre fin à la guerre. Il précisa également que *Churchill, avec ses déclarations publiques les plus belliqueuses, ne parlait que pour lui-même et ne représentait pas les vues du gouvernement britannique*.

La possibilité d'une paix était également à l'ordre du jour au printemps 1940, avant l'invasion allemande de la Scandinavie. Des personnes influentes au sein de l'establishment anglais pensaient que la paix devait être faite. Lorsqu'on demanda au plus grand expert militaire indépendant du pays, Sir Basil Liddel-Hart, début mars, ce que, selon lui, l'Angleterre devrait faire, il répondit : "*En venir aux meilleures conditions possibles dès que possible... Nous n'avons aucune chance d'éviter la défaite*."[243] Lord Beaverbrook, propriétaire des journaux de l'Express Newspapers, était même prêt à soutenir les candidats *pacifistes* présentés par le Parti Travailliste Indépendant lors d'élections partielles. Il offrit 500£ par candidat et le soutien de ses journaux, mais le projet ne décolla jamais. Au sein du gouvernement, on trouvait des aspirations similaires pour la paix. Le 24 janvier 1940, Lord Halifax et son secrétaire permanent, Sir Alexander Cadogan, eurent une longue conversation sur les conditions de paix possibles. Cadogan rapporta que "*Halifax était d'humeur pacifque, ces jours-ci. Moi aussi, en ce sens que je voudrais faire la paix avant que la guerre ne commence*." Les deux hommes pensaient que la paix n'était pas possible avec Adolf Hitler dans des conditions qu'il trouverait acceptables, et ils craignaient que le Pape ou le Président Roosevelt n'intervienne avec leurs propres propositions. S'ils le faisaient, il faudrait alors proposer les conditions des Alliés, mais ni Halifax ni Cadogan ne pouvaient imaginer ce qu'elles devraient être. Cadogan conclut : "*Nous nous sommes quittés complètement perplexes.*"[244] Les Anglais subirent

[243] King, op. cit., p. 25 (9.3.40)

[244] Cadogan, op. cit., p.249 (24.1.40)

également des pressions de la part des dominions[245] pour faire la paix. Cela fut demandé par la Nouvelle-Zélande et l'Australie. Le Premier ministre australien, Robert Menzies, écrivit à son Haut-Commissaire à Londres, Bruce, que *Churchill était une menace et un homme qui ne cherchait que la publicité,* et que l'Angleterre, la France, l'Allemagne et l'Italie devaient faire la paix avant qu'une véritable guerre ne vienne durcir les conditions de la paix et s'allient ensuite contre le véritable ennemi : le bolchevisme.

Les Anglais lancèrent, au printemps, un ou deux *appels-du-pied* en faveur de la paix. Le ministre suédois à Londres, Bjorn Prytz, rapporta à Stockholm en janvier que l'opinion grandissait au sein du Ministère anglais des Affaires étrangères en faveur du rôle de médiatrice de paix que la Suède devrait jouer. Le 27 janvier, des contacts officiels entre les ministres anglais et allemand à La Haye furent autorisés par Londres. Ces contacts n'aboutirent à rien, mais en février, les Anglais durent faire face à un développement qu'ils avaient à la fois prévu et craint. Le Président Roosevelt, confronté en novembre à une élection pour un troisième mandat sans précédent auquel il n'avait toujours pas décidé de convoiter, envoya le Secrétaire d'État adjoint, Sumner Welles, en Europe pour explorer les possibilités de paix. Si sa diplomatie européenne réussissait, Roosevelt quitterait ses fonctions dans la gloire ou disposerait d'une base solide à partir de laquelle il pourrait être réélu. Si Welles échouait, Roosevelt pourrait revendiquer le mérite d'avoir essayé. Certes les Anglais souhaitaient la paix, si des conditions adéquates pouvaient être trouvées, mais ils ne la voulaient pas à la suite des efforts de Roosevelt, et ils ne désiraient certainement pas qu'il participât à une Conférence de Paix et influençât les conditions finales. L'idée des Anglais était donc, selon Lord Halifax, *d'énoncer les conditions qui, sans être de nature à inviter le rejet par des éléments considérables en Allemagne, étaient telles que*

[245] Les *dominions* étaient alors les pays constitutionnellement dominés par la monarchie londonienne. Le terme est aujourd'hui tombé en désuétude. Ces pays ne sont pas représentés à Londres par une ambassade mais par un Haut-Commissaire. [NdT]

Hitler se trouverait dans l'impossibilité d'accepter.[246] C'était la vieille politique qui consistait à essayer de tenter les éléments conservateurs en Allemagne : renverser Hitler et faire la paix.

Lorsque Welles vint en Europe à la fin de février et au début de mars, il visita Rome, Berlin, Paris et Londres, mais n'obtint rien. Néanmoins, une conversation qu'un membre de son équipe, Moffat, eut avec Rab Butler fut éclairante sur les points de vue du Foreign Office, et jusqu'où l'Angleterre ait pu être prête à aller pour arracher la paix. Rab Butler déclara que *quelques aspects* du nazisme, seulement, pourraient figurer dans un traité de paix et qu'il existait *des éléments plus rationnels* à Whitehall que ceux de Winston Churchill et d'Antony Eden. Si Hitler partait, il n'y aurait pas de *ré-édition* du Traité de Versailles, et les termes en seraient très généreux. Butler s'attendait à une *offensive allemande en faveur de la paix,* bientôt, mais il cogitait tristement qu'il "*en venait à la conviction que l'Allemagne serait sincère dans sa demande, mais que personne en Angleterre ou en France à présent ne la prendrait au sérieux.*"[247] Plus tard dans l'après-midi (du 13 mars), Butler s'adressa à Lord Halifax et nota dans son journal : *«J'ai dit que je n'exclurais pas une trêve si Mussolini, le Pape et Roosevelt entraient !*" À quoi Halifax répondit : "Vous êtes très fort ! Quelle déclaration difficile, mais je suis d'accord avec vous."[248] La mission de paix de Welles s'essouffla, mais cela ne découragea pas Rab Butler. Même après la conquête de la Norvège et du Danemark par les Allemands, il tâcha de tâter le terrain, et plus encore à la fin du mois d'avril par l'intermédiaire de l'Ambassadeur du Royaume Uni à Berne, Sir David Kelly, pour attirer dans la dissidence des éléments allemands dirigés par le prince von Hohenlohe, dans l'espoir qu'ils pourraient être encouragés à mener un coup d'État contre Hitler et ainsi rendre possible la paix avec un nouveau régime conservateur.

---

[246] Foreign Office, 800/324, Halifax à Lothian 2.2.40

[247] D. Reynolds, La création de l'alliance anglo-américaine, p.82.

[248] Journal de Butler, 13.3.40. Insignificant babbling !

Toutes ces tentatives de contacts illustrent un désir perpétuel de paix au sein du gouvernement anglais et dénotent la difficulté de trouver la bonne formule. Les événements stupéfiants qui se déroulèrent en France en mai et juin changèrent complètement la donne. Alors que son Allié s'effondrait, le gouvernement anglais devait décider s'il pouvait continuer la guerre ou s'il devait rechercher la paix, non pas comme un compromis pour éviter une vraie guerre, mais comme une nécessité à la suite d'une défaite militaire.

L'armistice de la France fut un coup dévastateur pour les Anglais car il désintégra le rempart central de leur stratégie de défense. *Tout au long des années 1930, les Anglais ont vu l'Armée française comme le bastion protégeant l'Occident contre toute agression germanique, laissant les Anglais se concentrer sur la défense navale et aérienne tout en apportant un soutien symbolique à l'armée française.* Même en 1939, après la décision anglaise de commencer à équiper une grande armée en vue d'une guerre continentale,[249] les Français fournissaient encore l'écrasante masse des forces terrestres : environ 90 divisions contre 9 pour le Royaume-Uni. Toute l'expérience anglaise de la Première Guerre mondiale laissait croire que c'était une politique raisonnable à adopter. L'armée française avait résisté à toutes les crises : la Marne en 1914, Verdun, les mutineries de 1917 et la dernière grande offensive allemande au printemps 1918. En mai 1940, les Anglais durent soudainement s'adapter au fait qu'en une semaine, l'armée française avait été neutralisée et que l'effondrement complet de la France était l'issue la plus probable de la bataille. Quinze jours après le début de la campagne, les Anglais durent faire face à la perte des ports de la Manche, ce qui n'était jamais arrivé pendant la Première Guerre mondiale, et au fait que la plupart des soldats anglais encore sur le continent seraient chanceux de pouvoir s'enfuir

[249] Commencer à équiper une grande armée le jour de la déclaration de guerre est un stratagème destiné à forcer son allié, la France, à se battre à sa place. Les soldats indiens étaient morts pour l'Angleterre en 14-18, les mercenaires allemands mouraient pour l'Angleterre avant 1870 et pendant des siècles. Les Français sont morts pour ce pays pendant la Grande Guerre. [NdT]

pour se réfugier de l'autre côté de la Manche. C'était une catastrophe d'une telle ampleur qu'elle laissa le gouvernement anglais stupéfait.[250]

En décembre 1939, Lord Halifax avait confié au Cabinet de Guerre anglais que, si le gouvernement français signait un jour la paix avec les Allemands, alors *nous ne serions pas en mesure de continuer la guerre par nous-mêmes*.[251] Le 14 mai, à la suite du message du Premier ministre français Paul Reynaud à Churchill, au sujet de le percée allemande de Sedan, les ministres essayèrent de s'adapter au fait que la France était susceptible de sortir de la guerre dans les quelques semaines à venir. Cette nuit-là, Joseph Kennedy[252] fit savoir à Washington que Churchill, Eden, Sinclair et Alexander étaient en mauvais état : "*Ils étaient très déprimés ce soir, bien qu'ils soient habituellement coriaces et combatifs*." Kennedy ajouta à leur morosité en leur annonçant que l'Italie semblait prête à déclarer la guerre, et rapporta que Churchill considérait que *les chances des Alliés étaient minces avec l'entrée de l'Italie* [sic].[253] Chamberlain donna une indication directe sur certains points de vue au sein du Cabinet de Guerre anglais, alors que la crise s'approfondissait, lorsqu'il écrivit dans son journal intime, le lendemain, que : *Si la France s'effondrait, l'Angleterre ne se battrait que pour de meilleures conditions, pas pour la victoire*, et que : *Notre seule chance d'échapper à la destruction serait si Roosevelt lançait un appel à l'armistice*, bien qu'il doutait qu'Hitler ait pu accepter un tel appel.[254] Le 15 mai 1940, dans son premier message en tant que Premier ministre, Winston Churchill avertit Roosevelt que : "*Vous pourriez avoir une Europe nazifiée complètement*

[250] Cette catastrophe aurait été évitée si l'Armée anglaise avait combattu aux côtés des Français. [NdT]
[251] Bureau du Cabinet des Ministres, 65/2, WM (39) 107e Conclusions 7.12.39
[252] C'était le père du futur président John Fitzgerald Kennedy. [NdT]
[253] Relations étrangères des États-Unis, 1940. Vol.1 (Kennedy au département d'État 15.5.40, 2 heures du matin)
[254] Journal de Chamberlain, 15.5.40

subjuguée, établie avec une rapidité étonnante, et d'un poids plus lourd, peut-être, que nous ne pourrions supporter."[255]

Les événements de la quinzaine suivante créèrent un état de panique à Whitehall. Alors que les Allemands déferlaient vers la Manche, capturaient Boulogne et Calais et encerclaient les armées françaises et anglaise en fuite, le gouvernement anglais s'attendait à ce qu'ils se retournent ensuite contre l'Angleterre, avant même d'achever les Français. Ni les ministres, ni l'armée ne s'attendaient à sauver plus de 40 000 à 50 000 hommes de l'Armée anglaise (par rapport aux 330 000 soldats alliés réellement sauvés). Le 22 mai, le gouvernement adopta à la hâte des pouvoirs draconiens pour *contrôler et administrer tous les patrimoines, entreprises et particuliers*. Dans un état d'incertitude sauvage et la crainte d'une *"cinquième colonne,"* pratiquement tous les étrangers furent internés, un Exécutif Spécial de Sécurité fut mis en place, des pouvoirs spéciaux furent établis pour fermer les journaux, mettre sur écoute le téléphone de n'importe quel citoyen, et ouvrir leur courrier. Le 26 mai, le Chancelier de l'Échiquier, Kingsley Wood, força l'adoption de dispositions d'urgence pour expédier au Canada tous les stocks d'or et de valeurs financières de la Banque d'Angleterre.[256] Le 27 mai, le gouvernement canadien fut avisé qu'il devait s'attendre à l'arrivée prochaine de la famille royale.

Ce fut dans cette atmosphère fiévreuse que le Cabinet de Guerre anglais réfléchit officiellement sur l'opportunité pour l'Angleterre de rechercher une paix de compromis avec Adolf Hitler. Rien de tout cela n'a été rendu public, bien que le gouvernement américain ait été très rapidement mis au courant de ce qui se passait au sein du Cabinet de Guerre. En public, Churchill avait déclaré, dans son premier discours en tant que Premier ministre, que la politique du gouvernement était "*la victoire à*

[255] W. Kimball, Churchill et Roosevelt, vol.1, p.64

[256] La Banque d'Angleterre était encore une institution privée. Elle devint nationale après la guerre. [NdT]

tout prix, la victoire en dépit de toute terreur, aussi longue et difficile que soit la route, car sans victoire, il n'y a pas de survie."[257] Après la guerre, Churchill se montra déterminé à maintenir vivants les *mythes héroïques,* les illusions, qui baignaient déjà les jours dramatiques du début de l'été 1940. Il écrivit dans ses mémoires de *guerre* : "Les futures générations estimeront sans doute qu'il convient de noter que la question suprême de savoir *si nous devions continuer de nous battre seuls* n'a jamais trouvé place dans l'ordre du jour du Cabinet de Guerre... Nous étions beaucoup trop occupés pour perdre notre temps sur des questions académiques aussi irréelles."[258] La première partie de cette déclaration est à peu près techniquement correcte car la plupart des discussions au sein du Cabinet de Guerre sur l'opportunité de solliciter la paix étaient sous le titre "*Italie : Suggestion d'approche directe à Signor Mussolini*." Mais ceci est un exemple du fait que *Churchill était extrêmement singulier avec la Vérité*. La deuxième partie de la déclaration est carrément fausse et vise à dissimuler les cinq réunions tenues par des ministres importants au cours des trois jours du 26 au 28 mai, durant lesquelles la question de la paix et la question de savoir si l'Angleterre devait se battre seule fut longuement débattue.

Alors que la situation en France se désintégrait, les gouvernements français et britannique craignaient de plus en plus que l'Italie ne profite de la victoire allemande pour entrer en guerre afin d'en tirer bénéfice. Le 23 mai, les Français suggérèrent que Roosevelt fut invité à approcher Mussolini pour découvrir ce que l'Italie attendait des Alliés. Cette idée correspondait aux vues de Lord Halifax sur le rôle que les Américains pouvaient jouer. Il dit à Kennedy le 23 mai que : "*il était certainement d'avis que si quelqu'un était capable d'éviter une débâcle chez les Alliés, si on en arrivait là, c'était bien le président américain*."[259] Le Cabinet

---

[257] Chambre des communes, 13.5.40
[258] W. Churchill, Leur heure de gloire, p.157
[259] Reynolds, op. cit., p. 103

de Guerre se réunit le 24 mai et convint qu'une intervention de Roosevelt devrait être sollicitée, bien qu'il doive donner l'impression qu'il le faisait de sa propre initiative. L'idée était qu'il dise à Mussolini que la France et l'Angleterre étaient prêtes à examiner les revendications italiennes raisonnables à la fin de la guerre et que l'Italie pourrait être présente à la Conférence de la Paix[260]. Il était peu probable que cela aboutisse à grand-chose, car *Mussolini n'était pas assez naïf pour croire que si les Alliés gagnaient la guerre, ils seraient prêts à lui donner une partie de leur territoire colonial*. Mais c'était une première tentative pour ouvrir des négociations avec les Italiens.

Le soir du 25 mai, Lord Halifax vit l'ambassadeur italien, qui laissa entendre que les Italiens seraient prêts à organiser une conférence générale européenne pour convenir de la Paix. C'était une continuation du rôle que l'Italie avait joué dans la mise en place de la Conférence de Munich en 1938, et de la tentative ratée de réunir une conférence similaire sur la Pologne et ainsi d'éviter la guerre en août 1939. Mais si la France et l'Angleterre devaient maintenant accepter une conférence, elles devraient (en supposant qu'Hitler soit suffisamment coopératif pour accepter des pourparlers), faire un certain nombre de concessions concernant le désastre militaire qui se développait dans le nord de la France. Sans aucun doute Mussolini pensait qu'il pourrait obtenir sa part du gâteau sans même avoir à se donner la peine de déclarer la guerre. Halifax dit prudemment à l'ambassadeur italien que le Royaume-Uni examinerait toute proposition de paix "*à condition que notre liberté et notre indépendance soient assurées*", une formule qui n'excluait certainement pas des concessions territoriales.

Le matin du 26 mai, Paul Reynaud s'envola pour Londres pour voir Churchill. La situation avait pris une tournure majeure pour le pire. La tentative de contre-attaque alliée contre les forces allemandes, qui avaient percé jusqu'à la Manche, avait échoué. La décision anglaise de

[260] BUREAU DU CABINET 65/7, WM (40) 137e conclusions (24.5.40)

retraiter à partir des environs d'Arras et de décrocher en direction de Dunkerque fut considérée par les Français, selon les notes de Reynaud pour sa rencontre avec Churchill, comme la "*goutte d'eau qui avait fait déborder le vase.*" Lors d'une réunion du Cabinet de Guerre français la veille au soir, la question d'un armistice avec l'Allemagne avait été ouvertement discutée. Le Cabinet de Guerre anglais fut convoqué à la hâte à une réunion à 9 heures du matin avant l'arrivée de Paul Reynaud à Londres. *Churchill annonça qu'il s'attendait à ce que Reynaud dise que les Français abandonnaient le combat* et il avait donc demandé aux chefs d'État-Major de dresser un bilan de la situation. Plus précisément, on leur demanda leur point de vue sur la question de savoir si l'Angleterre pouvait ou non se battre contre l'Allemagne et l'Italie, et de dire s'ils pouvaient "avoir des espoirs raisonnables d'empêcher une invasion sérieuse," en gardant à l'esprit, non pas les chances de victoire, mais qu'une prolongation de la résistance anglaise pourrait être très dangereuse pour l'Allemagne déjà engagée dans l'assujettissement de la plus grande partie de l'Europe." Halifax rendit compte de sa discussion de la veille avec l'ambassadeur d'Italie au sujet d'une Conférence de Paix initiée par Mussolini, et ajouta que la situation était si sombre que "nous devions nous rendre à l'évidence, mais qu'il ne s'agissait pas tant d'imposer une défaite complète à l'Allemagne que de sauvegarder l'indépendance de notre propre Empire et, si possible, celle de la France.[261] La discussion fut ensuite détournée vers la question de savoir quel genre de conditions d'armistice les Allemands pourraient imposer à la France.

Le Cabinet de Guerre se réunit brièvement, à nouveau à 14 heures, après que Churchill ait vu Paul Reynaud. Le Premier ministre français, rapporta Churchill, était extrêmement pessimiste. Les Alliés étaient largement inférieurs en nombre sur terre, aucun nouveau renfort n'était attendu de la part des Anglais jusqu'en 1941, le blocus de l'Allemagne ne fonctionnait plus, maintenant que, suite à leurs conquêtes nordiques, les

[261] Bureau du Conseil des Ministres, 65/13, WM (40) 139e conclusions (26.5.40, 9 heures)

Allemands avaient accès à de nouvelles sources de matières premières, et aucune aide pratique n'était probable de la part des Américains. Paul Reynaud pensait que la France ne serait peut-être pas en mesure de continuer la guerre, mais qu'elle pourrait peut-être possible acheter les Italiens, les empêcher d'entrer dans le conflit et d'aggraver encore la situation. Il pensait que les Italiens pourraient être satisfaits en obtenant le contrôle effectif de la Méditerranée, grâce à la neutralisation de Gibraltar, de Suez et de Malte, et à la limitation des forces navales alliées dans la région. Il n'y eut que très peu de temps pour discuter de l'opportunité d'approcher ou non Mussolini avec cette idée que Lord Halifax favorisait, avant que Churchill ne doive mettre fin à la réunion afin de revoir Paul Reynaud[262].

Les cinq membres du Cabinet de Guerre —Churchill, Chamberlain, Halifax, Attlee et Greenwood— se réunirent plus tard dans l'après-midi pour ce qui devait être une discussion essentielle sur l'avenir de l'Angleterre.[263] Il y eut quelques débats sur la tentative de soudoyer Mussolini pour qu'il reste en dehors de la guerre. Chamberlain dit simplement qu'il n'aimait pas l'idée française[264] et préférait jouer sur les craintes italiennes d'une Allemagne qui les dominerait et espérait de ce fait qu'ils voudraient un règlement européen général. Au lieu de cela, le débat se concentra sur une question beaucoup plus fondamentale soulevée par Paul Reynaud. Il avait demandé, pour le lendemain, l'avis des Anglais sur la question de savoir si les Italiens devaient ou non être invités à approcher les Allemands pour savoir quelles seraient leurs conditions de paix dans le cadre d'un règlement européen général. Les Français pressaient l'Angleterre, qui avait le plus à offrir à l'Italie en Méditerranée, de faire la majeure partie des concessions alliées, et on lui avait dit que l'Angleterre serait

262 BUREAU DU CABINET 65/13, WM (40) 140e conclusions (26.5.40, 14 heures)

263 Ibid.

264 Les Français pensaient que les Italiens pourraient se satisfaire d'obtenir le contrôle effectif de la Méditerranée, grâce à la neutralisation de Gibraltar, de Suez et de Malte, grâce aussi à la limitation drastique des forces navales alliées dans la région. Toutes ces places fortes étaient entre les mains des Anglais et Chamberlain refusait de s'en défaire au profit de l'Italie.

disposée à le faire dans le cadre d'un règlement général. Les membres Travaillistes contribuèrent peu au débat. Attlee dit simplement qu'il pensait qu'Hitler visait à terminer la guerre d'ici à la fin de l'année (reflétant la vieille illusion anglaise qui estimait que l'économie allemande ne pourrait pas résister à une guerre longue) et laissa entendre que le Royaume-Uni pourrait être en mesure de tenir jusque-là. Greenwood craignait que Mussolini ne demande Malte, Gibraltar et Suez, mais "il ne voyait aucune objection à ce que cette approche soit tentée." Churchill, qui n'était Premier Ministre que depuis quinze jours et dont la position politique était encore extrêmement fragile, ne dominait pas encore le débat. Il ne soutint pas que l'Angleterre devait se battre jusqu'à la victoire totale. Sa position était que "*la seule chose à faire était de lui montrer* [à Adolf Hitler] *qu'il ne pouvait pas conquérir ce pays*" et qu'aucune approche pour des conditions de paix ne devait être faite à ce stade : "*Nous ne devons pas nous empêtrer dans une position de ce genre, avant d'avoir été impliqués dans de sérieux combats*." Le débat fut en fait dominé par Lord Halifax, désireux d'explorer la possibilité d'obtenir une paix raisonnable. Il était favorable "*à permettre à la France d'essayer les possibilités d'un équilibre européen*" et fit valoir qu'en négociant maintenant , "*il pourrait être possible de sauver la France du naufrage*. Il était très clair qu'il faudrait dire à Mussolini que "*s'il y avait une suggestion de conditions qui affectaient notre indépendance, nous ne devrions pas les examiner pour l'instant, mais* [*malgré cela*] *nous pourrions considérer les revendications italiennes*. Halifax résuma ces points de vue par ces mots : "*Si nous en arrivions au point de discuter des conditions d'un règlement général et que nous trouvions que nous pouvons obtenir des conditions qui n'impliqueraient pas la destruction de notre indépendance, nous serions idiots de ne pas les accepter*." Chamberlain parla peu, mais appuya généralement Halifax.

La réunion considéra également que l'Angleterre pourrait devoir renoncer à quelque avantage pour obtenir un règlement. Il y avait un accord général sur le fait que Mussolini voudrait Gibraltar, Malte et Suez,

et Chamberlain pensait qu'il pourrait bien ajouter le Somaliland, le Kenya et l'Ouganda à la liste. Il était plus difficile de voir ce qui pourrait être concédé à Adolf Hitler. Le Cabinet de Guerre était d'accord pour convenir que l'Angleterre ne pouvait accepter aucune forme de désarmement dans un accord de paix, mais que la restitution des anciennes colonies allemandes enlevées durant la Paix de Versailles était acceptable. À un moment donné, Halifax demanda directement à Churchill "*s'il était convaincu que les questions vitales pour l'indépendance de l'Angleterre n'étaient pas touchées, il serait prêt à discuter des conditions*.[265] La réponse de Churchill ne montra aucun des signes de l'attitude hardie qu'il affichait en public et de son image peaufinée après la guerre. Il révèle peu de différences entre ses opinions et celles de Lord Halifax et montra qu'il était prêt à abandonner certaines parties de l'Empire si un accord de paix était possible. Il répondit à la question de Halifax en disant qu'il "serait reconnaissant de sortir de nos difficultés actuelles à de telles conditions, à condition que nous conservions l'essentiel et les éléments de notre force vitale, même au prix d'une cession de territoire." Le journal de Neville Chamberlain relate la réponse en des termes plus précis que les procès-verbaux de la fonction publique. Il cite Churchill disant que "si nous pouvions nous sortir de cette impasse en abandonnant Malte et Gibraltar, et certaines colonies africaines, il sauterait sur l'occasion."[266]

Alors que le débat, qui avait duré quatre heures, se poursuivait, Churchill commença à avoir le dessous sur la question de savoir s'il fallait ou non demander à Mussolini de servir de médiateur. Il essaya de retarder une décision finale en disant qu'*il valait mieux ne rien décider jusqu'à ce que nous sachions quelle partie de l'armée anglaise nous pourrions rapatrier d'Europe continentale*. Le Cabinet de Guerre accepta finalement de reprendre la discussion le lendemain, lorsque Sinclair

[265] Cabinet Office 65/13, WM (40) 142e conclusions (27.5.40, fait référence à la discussion du 26.5.40)

[266] Journal de Chamberlain, 26.5.40

serait présent. Ce dernier fut invité à y assister, non pas en raison de son poste de Secrétaire d'État à l'Air, mais en tant que chef du Parti Libéral. Compte tenu de la gravité des questions discutées, les membres du Cabinet de Guerre exigèrent clairement que tous les partis politiques représentés dans la coalition soient présents. Churchill voulait peut-être aussi l'appui de Sinclair pour l'aider à contrebalancer les arguments de Halifax et de Chamberlain. Le Cabinet de Guerre accepta également que Halifax fasse circuler le texte d'une éventuelle prise de contact avec l'Italie, ce qu'il fit plus tard dans la soirée[267]. Il suggéra que les Alliés disent à Mussolini qu'en échange pour son appui à obtenir une pacification générale, *"nous comprenons qu'il désirait solutionner certains problèmes en Méditerranée ; et si Mussolini voulait bien leur révéler dans le plus grand secret quels sont ces problèmes agaçants pour lui, la France et l'Angleterre feront immédiatement leur possible pour répondre à ses désirs*. Halifax fut assez réaliste pour faire remarquer à ses collègues que cette tentative de corruption *n'avait que très peu de chances de succès*.[268]

Lorsque le Cabinet de Guerre anglais (avec Sinclair également présent) se réunit dans l'après-midi du 27 mai 1940, la situation avait considérablement changé. D'abord, les Français avaient suggéré, selon les termes "euphémiques" des procès-verbaux de la fonction publique, qu'il devrait y avoir une plus grande *précision géographique* dans l'approche alliée de l'Italie. En clair, cela signifiait que les alliés offriraient en fait un territoire à Mussolini *dès le début du processus de corruption.* Toutes les personnes présentes, y compris Halifax, rejetèrent la suggestion française. [269] Le deuxième facteur était que le Président Roosevelt avait désormais noué avec Mussolini un contact que le Cabinet de Guerre anglais avait décidé le 24 mai de lui demander de nouer. Churchill et ses trois

[267] Bureau du Conseil des Ministres, 66/7, WP (40) 170 (26.5.40)

[268] Car Mussolini savait fort bien qu'Adolf Hitler saurait tôt ou tard qu'il l'avait trahi, et le Nazi avait horreur d'être trahi.

[269] Parce que, en Méditerranée, les petits territoires qui pouvaient servir de subornation des Italiens étaient tous anglais : Malte, Gibraltar, Chypre… Ce serait donc les Anglais qui en feraient les frais. [NdT]

partisans —Attlee, Greenwood et Sinclair— s'opposaient à toute tentatives des Alliés de tenter de corrompre l'Italie et affichaient certaines des attitudes déjà évidentes sur le continent, *alors que l'Armée anglaise tentait de fuir devant la débâcle*. Ils disaient que les Français étaient battus de toute façon, que garder l'Italie hors de la guerre ne ferait aucune différence, et ils laissaient entendre que l'Angleterre devait simplement s'occuper de ses propres intérêts.[270] Personne, cependant, ne voulait démoraliser davantage les Français et en conséquence augmenter leurs chances de sortir plus vite encore de la guerre (car les Anglais avaient besoin d'autant de temps que possible pour terminer leurs préparatifs de défense)[271] en refusant catégoriquement de parler à Mussolini. Pour cette raison, le Cabinet de Guerre accepta la suggestion de Chamberlain, mais les Français devaient être priés d'attendre que les résultats de l'initiative de Roosevelt soient connus.

La question de savoir si l'Angleterre devrait aller plus loin et demander à l'Italie de servir de médiatrice et de s'informer sur les conditions de paix allemandes, n'avait pas été solutionnée le 26 mai. Or, au cours du débat du 27 mai, Lord Halifax était effectivement isolé en promouvant cette possibilité. Churchill plaidait en faveur non pas de la poursuite de la guerre jusqu'à la victoire, mais de la nécessité d'essayer de patienter durant les deux ou trois prochains mois avant de prendre une décision sur l'opportunité de demander ou non la paix.[272] Il était tout à fait prêt à faire des concessions pour parvenir à la paix : "Si Herr Hitler était prêt à faire la paix selon les termes de la restauration des colonies allemandes et de leur suzeraineté sur l'Europe centrale, c'était une chose."[273] Mais, comme Churchill le souligna, l'acceptation par Hitler

[270] C'est-à-dire garder ses colonies pour elle-même. [NdT]
[271] Il fallait totalement réarmer l'Armée anglaise qui avait abandonné **tout** son armement en France pour fuit plus vite. [NdT]
[272] Son but secret était d'apitoyer les Américains pour qu'ils viennent au secours des Anglais maltraités par les Allemands. Si les Américains n'intervenaient pas, les Anglais mettraient bas les armes. [NdT]
[273] Bureau du Cabinet, 65/13, WM (40) 142e conclusions (27.5.40)

d'une restauration aussi limitée de la puissance allemande[274] après leur victoire militaire stupéfiante était *plus qu'improbable*. Néanmoins, il révéla que bien qu'il ne soit pas prêt à demander à Hitler des conditions de paix, lui [Churchill] discuterait de toute offre qui lui serait faite. Halifax pensait que la situation était maintenant si mauvaise qu'il valait mieux essayer de voir si une offre raisonnable serait faite par l'Allemagne avant que la position alliée ne s'effondre irrémédiablement. Il était agacé par les longs monologues et les arguments émotionnels de Churchill. À la fin de la réunion, il menaça de démissionner et dit ensuite à Cadogan : "*Je ne peux plus travailler avec Winston* !"[275] Mais après une longue conversation avec le Premier ministre dans le jardin du *N° 10*, Halifax accepta de continuer d'occuper le poste de Ministre des Affaires Étrangères.

Le Cabinet de Guerre, avec Sinclair, se réunit de nouveau à 16 heures le 28 mai dans le bureau de Churchill à la Chambre des Communes[276]. Le compromis convenu la veille avait été dépassé par l'échec de la tentative de Roosevelt de corrompre Mussolini. Ce dernier n'était clairement pas intéressé par les pots-de-vin alliés destinés à garder son pays en dehors de la guerre. Cependant, des contacts directs entre Vansittart, Conseiller Diplomatique en Chef du gouvernement, et l'ambassadeur italien avaient révélé que Mussolini voulait une *indication claire* quant à savoir si les Alliés aimeraient voir une médiation de l'Italie. Les Français avaient également demandé un contact direct des Alliés avec l'Italie. Une fois de plus, Halifax soutint qu'il n'y avait pas de risque à essayer, et que si Mussolini pouvait négocier immédiatement un règlement général, les conditions seraient meilleures qu'après un effondrement de la France et le bombardement de l'Angleterre. Les autres ministres n'étaient pas d'accord. Greenwood et Sinclair craignaient qu'une fois les pourparlers commencés, ils ne s'élargissent très rapidement à de

---

[274] Autrement dit Hitler ne se contenterait pas de quelques colonies africaines et océaniennes. [NdT]

[275] Cadogan, op. cit., p.291 (27.5.40)

[276] Bureau du Cabinet, 65/13, WM (40) 145e conclusions (28.5.40)

véritables négociations de paix, et qu'il soit alors très difficile de revenir en arrière. La discussion n'était pas dominée par Churchill mais par Chamberlain. Il fit valoir que l'Angleterre se trouvait *dans une situation délicate* et que se battre était un grand "*coup de poker*", mais que, essayer de trouver une médiation l'était tout autant. Chamberlain considérait, comme Halifax, que si on leur proposait des conditions *"même graves, mais qui ne menacent pas leur indépendance"*, elles devraient être envisagées favorablement. Mais ce n'était pas le bon moment pour approcher Mussolini, même si cela pouvait éventuellement se produire la semaine suivante. Chamberlain voulait garder en tête "les concessions qui avaient été envisagées pouvoir être faites, *par exemple* en ce qui concerne Malte et Gibraltar," pour un règlement général avec l'Allemagne plutôt que de les *gaspiller* avec Mussolini. Chamberlain plaida pour l'envoi aux Français d'un message assez alarmant, expliquant clairement que l'Angleterre prenait en compte ses propres intérêts et continuerait la guerre pendant un certain temps afin d'obtenir de meilleures conditions de paix. Il suggéra de leur dire que "*nous, dans notre pays, sentons qu'il nous reste des ressources dont nous pouvons faire bon usage. Si, comme nous le croyons, nous pouvons tenir bon, nous serons en mesure d'obtenir des conditions qui n'affecteront pas notre indépendance*." Churchill contribua peu, sauf pour soutenir la suggestion de Chamberlain de continuer à se battre pendant une période limitée. Il dit à ses collègues : "Le temps pourrait venir où nous sentirons que nous devons mettre fin à la lutte, mais les conditions ne seraient pas alors plus mortelles que celles qui nous sont offertes aujourd'hui."

La réunion fut ajournée pendant que Chamberlain et Halifax rédigeaient le message aux Français. Dans l'intervalle, Churchill discuta avec des ministres *sans portefeuille*[277] qui ne faisaient pas partie du Cabinet. Il ne leur mentionna pas les arguments évoqués au sein du Cabinet de

[277] Ministres sans portefeuille traduit ici l'expression *junior* Ministers, même si l'expression signifie plutôt *Ministres subalternes qui ne faisaient pas partie du Cabinet. [NdT]*

Guerre, mais parla simplement de la poursuite de la guerre. Cette réunion fut souvent décrite comme *cruciale* pour soutenir Churchill contre ses collègues du Cabinet de Guerre. En fait, ce fut en grande partie sans importance. Le 28 mai 1940, il n'y avait guère de différence d'approche entre les principaux ministres ; et le Cabinet de Guerre s'était déjà mis d'accord sur la façon de répondre aux Français. Cette réponse fut envoyée plus tard dans la soirée, sans modification du projet de Chamberlain et d'Halifax.

Dans ces longs débats de trois jours afin de décider si l'Angleterre devait demander elle aussi des conditions de paix, deux perspectives peuvent nous éclairer : La première est que *Churchill n'a pas préconisé une politique de résistance absolue et de lutte jusqu'au bout*. Il préférait se battre pendant *quelques mois*, une ligne de conduite qui, avec un peu de chance, démontrerait à Adolf Hitler qu'il ne pouvait pas conquérir l'Angleterre. Il acceptait qu'il soit donc nécessaire de faire la paix, mais estimait que l'Angleterre devait être en mesure d'obtenir de meilleures conditions à ce stade que lorsque la France s'effondrait. Et pour obtenir cette paix, Churchill était tout à fait prêt à payer l'Allemagne et l'Italie avec des territoires prélevés sur l'Empire britannique. Les objectifs limités de Churchill émergent le 29 mai quand il demande à tous les ministres de garder le moral et de continuer le combat jusqu'à ce que soit brisée la volonté des Allemands de mettre toute l'Europe sous leurs bottes.[278] Cela n'avait rien à voir avec une victoire anglaise sur l'Allemagne. La problématique de Churchill à la fin du mois de mai portait sur la question de savoir si Hitler exigerait un règlement général (ce que Halifax pensait possible), ou s'il était plus vraisemblable qu'il exigerait une paix reflétant les conquêtes militaires allemandes. *Le deuxième point* qui ressort de ces longues discussions est que la fuite de l'Armée anglaise à Dunkerque n'eut aucune influence sur la décision de poursuivre la guerre. Le 28 mai,

[278] Papiers Beaverbrook, D 414/3 (29.5.40)

jour où le Cabinet de Guerre accepta de rejeter toute approche de Mussolini (et par conséquent de ne pas rechercher la paix), seuls 17 000 soldats anglais avaient été évacués vers le Royaume-Uni. Bien que le retour de plus de 180 000 soldats au début du mois de juin remontât le moral, il ne résolut pas les problèmes militaires causés par la défaite en France. L'Armée anglaise avait abandonné tous ses principaux équipements sur le continent et pendant l'été 1940, ce fut le manque d'équipement, et non d'hommes, qui fut le point crucial de la faiblesse militaire britannique.

Après le 28 mai, la question de la paix n'est pas réapparue pendant trois semaines à l'ordre du jour du Cabinet de Guerre. Pourtant, certains éléments importants dans l'opinion poussaient à la paix. À la fin du mois, le Premier ministre australien, Menzies, suggéra que Roosevelt soit invité à organiser une conférence pour formuler un accord de paix. Churchill rejeta la demande. Au sein du Parlement, il y avait aussi un groupe en faveur d'une fin négociée de la guerre. Il était composé d'environ 30 députés et 10 pairs de tous les partis, et mené par le député Travailliste Richard Stokes. Ils considéraient Lloyd George comme un possible Premier Ministre et soutenaient qu'une fois toute menace d'invasion repoussée, l'Angleterre devait alors rechercher la paix, puisque les seuls bénéficiaires de la poursuite de la guerre seraient les États-Unis et l'Union soviétique. La détérioration continue de la situation militaire sur le continent ramena toutefois la question de la paix au premier rang des priorités. Alors que l'armée allemande envahissait la France vers le sud, il était évident que l'Angleterre serait bientôt laissée seule pour faire face à l'Allemagne, à l'Italie et à une Europe hostile. Les Américains n'allaient clairement pas entrer en guerre immédiatement et Roosevelt avait même refusé de permettre la publication d'un message vaguement sympathique à la cause anglaise. Le 14 juin, le député Conservateur Chips Channon *rumina* contre Roosevelt et la terrible perspective qui attendait

l’Angleterre : "*S'il refuse de venir* [nous aider], *il semble bien que la guerre doive prendre fin, et que notre grand Empire aura été vaincu et humilié*.[279]

Les événements des trois jours du 17 au 19 juin, suite à la demande française d'armistice, restent très *sensibles*. Certains documents anglais essentiels couvrant cette période restent encore *verrouillés*, contrairement à ceux sur les discussions de la fin mai, probablement parce que, contrairement à la fois précédente, *l’Angleterre a clairement indiqué qu'elle était prête à entamer des négociations de paix*. Le dilemme auquel ce pays [l’Angleterre] fut confronté le 17 juin était peut-être le pire de son histoire. Son seul allié était sur le point de sortir de la guerre et le sort de la flotte française n'était toujours pas clair ; si elle passait sous contrôle nazi, la supériorité navale britannique serait difficile à maintenir. Le seul espoir possible était l’intervention des Américains, mais ils semblaient avoir éliminé de leur esprit l’Angleterre et la France et se concentrer sur leur seule défense. La question capitale était de savoir si l’Angleterre devait ou non se joindre à la France pour négocier la paix alors qu'elle était *encore invaincue*[280] et qu'elle disposait de certains moyens militaires (la flotte et la RAF), et avant que de nouveaux revers militaires, y compris une éventuelle invasion, ne sapent la position de négociation de ce pays. Churchill reconnut que c'était une période déterminante pour décider de la voie à suivre. Dans l'après-midi du 17 juin, il vit l'ambassadeur américain, Kennedy, qui rapporta à Washington : «Je crois qu'il y a un certain nombre de décisions prises ici [sur] leur ligne de conduite.» Il ajouta que Churchill voulait savoir sur quoi il pouvait espérer de la part des Américains.[281]

---

[279] Channon, op cit, pp.257-8 (14.6.40)

[280] Toute la question est de savoir si l’on peut être *invaincu sans avoir combattu*. [NdT]

[281] Archives nationales des États-Unis 740.0011 Guerre européenne 1939 38821/2. Rappelons que l’ambassadeur Kennedy, père du Président, était très favorable aux Allemands.

Ailleurs à Whitehall, des événements encore plus importants se produisaient. Rab Butler, l'adjoint de Lord Halifax, demanda à l'Ambassadeur de Suède à Londres, Bjorn Prytz, de venir au Ministère des Affaires Étrangères. Il n'est pas surprenant qu'il n'y ait aucune trace britannique de leur conversation. De plus, en 1946 et à nouveau en 1964, le Royaume-Uni intervint pour arrêter la publication de la version suédoise de cette entrevue.[282] En 1965, Bjorn Prytz publia finalement à Stockholm son télégramme sur la réunion. Dans celui-ci, il est noté que : "L'attitude officielle de Monsieur Rab Butler[283] est que la guerre doit continuer pour l'instant, mais il doit être assuré qu'aucune possibilité de compromis ne devrait être manquée si des conditions raisonnables pouvaient être obtenues, et qu'aucune intransigeance ne devait barrer le chemin." L'interprétation anglaises standard de ces paroles est que Butler a peut-être parlé un peu imprudemment, et que Bjorn Prytz a peut-être cru lire dans ses paroles plus que Rab Butler n'avait voulu dire. Cette interprétation ne saurait être retenue. Les points de vue consignés par Bjorn Prytz sont cohérents à la fois avec le fort plaidoyer de Butler en faveur d'une paix de compromis à partir de l'automne 1939, et avec sa méfiance à l'égard de Churchill, d'Eden et autres *irréductibles*. La référence à son *attitude officielle*, à savoir que la guerre devait continuer *pour le moment,* suggère que son attitude intime, à laquelle il a peut-être fait allusion dans son entretien avec Bjorn Prytz, était différente et favorisait la paix. Et pourquoi Rab Butler aurait-il pris l'initiative, à ce moment-clé de la guerre, de parler de paix aux Suédois qui, en tant que neutres, étaient le moyen le plus évident de contacter les Allemands, s'il ne s'était pas attendu à ce que des mesures soient prises ?

L'interprétation, selon laquelle ce sondage des Suédois n'était pas simplement une malheureuse remarque frivole d'un ministre de peu

[282] Le gouvernement anglais considérait que l'honneur de leur pays était en jeu.
[283] Le prénom *Rab* est l'acronyme de Richard Austen Butler, l'identité de ce politicien anglais, le baron Butler de Saffron.

d'importance, est confirmée par d'autres indices. Vers la fin de sa conversation avec Bjorn Prytz, Rab Butler fut convoqué par Lord Halifax. Ils discutèrent évidemment de la visite du Suédois car, à son retour, Rab Butler donna à Bjorn Prytz un message de Lord Halifax selon lequel le bon sens et non la bravade dicterait la politique du gouvernement anglais. Armé de ces informations d'un membre du Cabinet de Guerre sur la volonté du Royaume Uni d'envisager la paix, Bjorn Prytz retourna dûment à son ambassade pour informer Stockholm de ce nouveau développement. Le ministère des Affaires étrangères ne laissa cependant pas toute initiative entièrement entre les mains de Bjorn Prytz. Tard dans la soirée du 17 juin, un télégramme fut envoyé à l'ambassadeur d'Angleterre à Stockholm, Sir Victor Mallet. Le texte du télégramme est encore tenu très secret pour éviter toute consultation publique.[284] Néanmoins, il est possible d'en déduire le contenu.

Lorsque le Cabinet de Guerre se réunit à 12h30 le 18 juin, Churchill n'était pas à la présidence. Il était occupé à écrire un discours qui devait être prononcé à la Chambre des Communes cet après-midi-là, un discours qui comprenait la phrase mémorable : Notre "*Heure de Gloire*." En son absence, le Cabinet de Guerre était présidé par Neville Chamberlain. Le procès-verbal officiel d'un article *non identifié* à l'ordre du jour de la journée reste enfermé dans le secret absolu.[285] Pourtant, Sir Alexander Cadogan, chef du Foreign Office, était présent, et il nota dans son journal le passage suivant sur la réunion, qui ne peut faire référence à aucun des autres points discutés : *Winston n'est pas là – il écrit son discours. Pas de réponse des Allemands*."[286] La seule explication possible de cette note énigmatique était que les Affaires Étrangères attendaient une réponse des Allemands au sujet des initiatives envoyées via Bjorn Prytz et l'ambassade anglaise à Stockholm, sur d'éventuelles conditions

[284] Mon Dieu, certaines nationalités sont si soucieuses d'apparaître pures. [NdT]
[285] Bureau du Cabinet des Ministres, 65/7, WM (40) 171e Conclusion Point 5 (18.6.40)
[286] Cadogan, op cit, p.304 (18.6.40)

de paix. Le procès-verbal secret fait présumément référence à ces initiatives. Ce qui s'est passé à Stockholm ce jour-là montre clairement que c'est la bonne interprétation. Sir Victor Mallet a vu le Ministre suédois des Affaires étrangères, Christian Ernst Gunter, transmettre un message qu'il avait reçu la veille au soir de Londres. Le Secrétaire-Général du Ministère (fonctionnaire de haut-rang), Bohemann, demanda alors à l'ambassadeur d'Italie, Francesco Fransoni, de l'appeler. À son tour, Fransoni rapporta la séquence des événements et la décision anglaise au ministre italien des Affaires étrangères, le comte Ciano, à Rome :

"Le représentant britannique [Mallet] demanda une entrevue avec le ministre suédois des Affaires étrangères et l'informa que le gouvernement anglais avait l'intention d'entamer des négociations de paix avec l'Allemagne et l'Italie. Le secrétaire général du Ministère des Affaires étrangères m'en a immédiatement informé et, en réponse à ma demande, a confirmé expressément que cette déclaration du représentant anglais avait un caractère officiel."[287]

Ce télégramme italien montrait clairement que Mallet agissait sur instructions de Londres, qui étaient distinctes de la conversation de Bjorn Prytz ; et que le premier pas dans l'ouverture des négociations de paix avait été fait. Les Suédois, à juste titre, informèrent les Italiens d'une initiative aussi importante. L'Italie, cependant, n'était que le partenaire le moins important de son alliance, et toute négociation se ferait principalement avec l'Allemagne. La décision la plus importante de la Suède, le 18 juin, fut de convoquer à Stockholm son ambassadeur de Berlin, Richert, pour une brève consultation. Il retourna à Berlin le lendemain pour informer un *incrédule* von Weizacker, fonctionnaire haut-gradé du ministère allemand des Affaires étrangères, de la demande des Anglais. La raison de l'incrédulité de von Weizacker était que l'initiative semblait en

[287] B. Martin, Initiatives de paix et politique de puissance dans la Seconde Guerre mondiale, p.272

totale contradiction avec le discours si belliqueux de Churchill à la Chambre des Communes le 18 juin.

L'explication de cette contradiction s'expliquait par ce qui s'était passé à Whitehall. Il semble clair que l'initiative prise par Lord Halifax et le baron Butler avec les Suédois n'avait pas été acceptée par l'ensemble du gouvernement anglais. Ils espéraient peut-être qu'en ouvrant un canal de communication avec les nazis, via Stockholm, ils contourneraient Churchill et obtiendraient une offre définitive de conditions de la part des Allemands. L'offre éventuelle serait présentée ensuite comme un *fait accompli* au Cabinet de Guerre anglais, et forcerait ainsi une discussion sur l'acceptation ou non des conditions. Bien qu'il n'ait pas assisté à la réunion du Cabinet de Guerre du 18 juin, Churchill aurait appris ce qui s'y était passé, par le procès-verbal de la réunion ou par ses alliés politiques qui se trouvaient là. Dès qu'il fut mis au courant de la situation, Churchill semble être intervenu rapidement pour arrêter l'initiative de son Ministre des Affaires Étrangères. Il profita sans doute de la réunion du Cabinet de Guerre du 19 juin, pour opposer son veto à l'initiative. Encore une fois, un point du procès-verbal reste bloqué dans le secret absolu, probablement parce qu'il fait référence à l'action de Churchill et à la discussion de la veille.[288]

Cet abandon soudain de l'initiative de paix anglaise laissa un désordre diplomatique à éclaircir. Le 19 juin, Christian Ernst Gunter, le Ministre suédois des Affaires étrangères, revit Mallet pour rendre compte des progrès réalisés dans l'ouverture d'une voie de communication avec les Allemands. Lors de cette réunion, Mallet montra pour la première fois le télégramme de Bjorn Prytz, une *confirmation supplémentaire qu'il agissait sur instructions de Londres en soulevant, le jour précédent, la question de la paix.* Christian Gunter demanda spécifiquement si les

[288] Bureau du Cabinet des Ministres, 65/7, WM (40) 172e Conclusions Point 7 (19.6.40).

Anglais voulaient maintenant que les Allemands fassent une offre formelle de conditions de paix. Mallet, qui était maintenant au courant de ce qui se passait à Londres (ce qui laisse croire que Churchill agit rapidement le 18 juin pour empêcher ses Affaires Étrangères d'engager le gouvernement trop loin), répondit que son gouvernement ne voulait plus d'action en ce sens pour le moment. Lorsque Churchill vit le télégramme de Mallet du 19 juin 1940 (qui rapportait cette conversation avec Christian Ernst Gunter, ainsi que le texte du télégramme de Prytz du 17 juin au sujet de sa conversation avec Rab Butler), il écrivit à Lord Halifax pour se plaindre de la *forte impression de défaitisme de Rab Butler*. C'était aussi une critique implicite de Lord Halifax pour son implication. Les deux ministres des Affaires étrangères décidèrent donc de faire front commun face à la colère de Churchill. Rab Butler écrivit une note explicative à Halifax et admit qu'il avait dit à Bjorn Prytz que *si nous voulions négocier, nous devions le faire par la force*. Rab Butler offrit sa démission, mais Halifax se garda bien de la transmettre à Churchill, craignant qu'elle ne soit acceptée.[289] Churchill, cependant, n'oublia pas l'incident. En décembre 1940, Lord Halifax fut expédié à Washington et, en 1941, Rab Butler fut muté pour prendre en charge la politique de l'éducation, une promotion nominale mais bien loin du centre de l'élaboration des politiques du temps de guerre. Il y resta jusqu'à la fin de la guerre.

Les mesures prises par les Anglais le 19 juin visaient[290] également à atténuer l'enthousiasme des Suédois d'avoir été utile aux négociations de paix. Le Cabinet de Guerre fit saisir quatre destroyers suédois aux îles Féroé alors qu'ils rentraient chez eux. Le prétexte de l'opération fut qu'*ils*

[289] Ministère de l'Intérieur, 800/326

[290] Contrairement à ce que cette phrase veut laisser croire, le but de cette saisie de vaisseaux de guerre n'avait pas pour objectif d'abaisser l'enthousiasme des Suédois à aider au retour de la paix, mais à renforcer la Royal Navy à peu de frais et à empêcher la Kriegsmarine de se renforcer en saisissant ces mêmes vaisseaux. Des vaisseaux français qui mouillaient dans les ports anglais furent aussi saisis, au moment de l'agression presque ratée de Mers El-Kébir où un seul gros vaisseau fut neutralisé. Au total, deux contre-torpilleurs, sept torpilleurs, quatre sous-marins, dix avisos et plus d'une centaine de bateaux de tous types furent saisis par la ruse dans les ports anglais. [NdT]

pourraient tomber aux mains des Allemands, bien que, comme l'a expliqué Churchill, il valait mieux *s'emparer d'abord des navires et plus tard réfléchir à l'explication que nous devrions offrir*.[291] Lorsque les Anglais s'emparèrent de leurs navires, les Suédois protestèrent en disant qu'ils considéraient l'incident comme très grave parce qu'ils avaient organisé avec les Allemands le passage de leurs navires en toute sécurité. Dès lors, le Foreign Office craignit que les Allemands n'utilisent l'incident pour exiger de contrôler la Suède. À ce stade (23 juillet 1940), le Cabinet de Guerre anglais n'avait pas l'intention de rendre les navires. Pourtant, après de nouvelles protestations suédoises, les Anglais acceptèrent de les rendre le lendemain. Il fut décidé que cette restitution devait être faite *sous le prétexte de nouvelles informations en provenance de Suède*, et accompagné de la version mensongère selon laquelle l'Angleterre n'avait saisi les vaisseaux que provisoirement et *en attendant le résultat d'enquêtes*.[292] Un commentaire subsidiaire à cette histoire est que les Allemands avaient clairement quelque espoir sur ce qui se passait chez les Anglais après leur demande de négociations de paix transmise à Berlin par l'intermédiaire des Suédois. Goebbels écrivit le 22 juin dans son journal : "Cette semaine va voir un grand tournant en Angleterre. Naturellement, Churchill ne pourra pas y résister. Un gouvernement de compromis sera formé.[293]. Les Allemands ne se rendaient pas compte de la rapidité avec laquelle Churchill avait pu raffermir son contrôle.

Bien que Churchill ait désormais repris les rênes du Cabinet de Guerre et qu'un consensus ait finalement émergé sur la poursuite de la guerre (une résolution démontrée de manière tangible par l'agression au début de juillet contre une escadre française démobilisée à Mers El-Kébir), il existait encore beaucoup de personnes influentes qui voulaient la

---

[291] Bureau du Cabinet, 65/7, WM (40) 172e conclusion (19.6.40)
[292] Ibid, WM (40) 177e conclusions (24.6.40)
[293] M. Balfour, La propagande en temps de guerre, p.197

paix. En juillet, les Australiens maintinrent leur pression pour un compromis. Le Premier Ministre australien Robert Gordon Menzies voulait que l'Angleterre définisse ses objectifs de guerre (qui restaient indéfinis sous Churchill comme ils l'avaient été sous Chamberlain) comme point de départ d'une conférence de paix. Stanley Bruce, le haut-commissaire australien à Londres, ne perdit aucune occasion de faire valoir ces points de vue lorsqu'il rencontra des ministres anglais. À l'ambassade anglaise de Madrid, Sir Samuel Hoare était un fervent défenseur de la paix. Le 4 juillet, il aurait "*plaidé avec force en faveur d'un compromis"* et, une semaine plus tard, il déclara au ministre espagnol des Affaires étrangères, en réponse à son offre de médiation, *qu'il était possible qu'on y vienne*.[294] À la mi-juillet, l'ambassadeur anglais à Berne, Sir David Kelly, relança ses contacts avec le prince Max von Hohenlohe. Lors d'une réunion secrète, il affirma à l'Allemand que Churchill n'était pas raisonnable car sous influence éthylique permanente, mais que Lord Halifax et Rab Butler étaient beaucoup plus réalistes. Ces contacts n'aboutirent à rien. Halifax resta également attaché à l'idée du compromis. Cadogan nota dans son journal intime à la date du 2 juillet que "le Pape[295] fait des tentatives de suggestion à moitié cuites pour trouver un accord. C'est ce vieux cinglé d'H[alifax] qui veut ça ardemment."[296]

La dernière tentative d'obtenir des conditions de paix tourna autour du discours d'Adolf Hitler au Reichstag, le 19 juillet, présenté à l'avance comme un grand discours de paix, au cas où il ne contiendrait rien de substantiel. Les contacts à cette occasion se firent par l'intermédiaire de

---

[294] B. Martin, op. cit., p.277

[295] Comme son père, Lord Halifax était un militant anglo-catholique, dans la tradition du Mouvement d'Oxford et se qualifiait de « catholique dans l'Église anglicane » (Winston Churchill le surnommait Holy Fox, le Saint Renard). L'Église anglicane (ou Catholique londonienne) était jadis tiraillée par deux mouvements centrifuges ; l'un cherchait à imiter les rites catholiques romains, l'autre voulait imiter le protestantisme. N'oublions pas que le roi d'Angleterre est Défenseur de la Foi *catholique*. [NdT]

[296] Cadogan, op. cit., p. 309 (2.7.40)

Lord Lothian, ambassadeur d'Angleterre à Washington, qui tout au long des années 1930 avait été un fervent défenseur de l'*apaisement*. Le 18 avril 1940, il s'exprima ouvertement en faveur d'une paix de compromis devant des diplomates allemands. Le 19 juillet, un intermédiaire quaker, Malcolm Lovell, transmit à Lothian un message du *chargé d'affaires allemand* disant que des conditions de paix allemandes étaient disponibles si l'Angleterre souhaitait les connaître. Lorsque Lothian rapporta cela à Londres, Churchill ordonna à Halifax de dire à l'ambassadeur de ne pas répondre au message allemand. Lord Halifax ne transmit pas cette instruction et semble avoir envoyé un message très différent. Lorsque Lothian revit Lovell, il lui dit que *des dissidents* du Cabinet de Guerre lui avaient demandé de savoir "*ce que l'Allemagne se proposait d'offrir à une nation fière et invaincue.*" Cette approche fut transmise à Berlin, bien que les documents allemands sur le sujet aient disparu lorsqu'ils sont passé aux mains des Anglais, après la guerre. Cependant, le haut fonctionnaire du Ministère des Affaires étrangères, von Weizacker, écrivit dans son journal intime du 23 juillet : "*Un étrange sentiment de paix apparaît, de la part de l'ambassadeur britannique à Washington... Lothian a fait des propositions pour lesquelles il aurait dû obtenir une autorisation, s'il était un ambassadeur normal*.[297] À Londres, Churchill s'assura que Halifax donnait la réponse officielle au discours d'Hitler au Reichstag, rejetant la paix. Bien que Lothian ait essayé de faire en sorte que Halifax ne claque pas complètement la porte, l'initiative s'est essoufflée. D'autres membres du gouvernement, cependant, étaient au courant de ce qui se passait à Washington et jusqu'où Lothian était allé avec les Allemands. Harold Nicolson nota le 22 juillet que *Lothian affirmait qu'il* "*connaissait les conditions de paix allemandes et qu'elles étaient très satisfaisantes.*"[298].

[297] B. Martin, op. cit., p. 283

[298] Nicolson, sur cit (22.7.40)

Il est clair, d'après les nombreuses preuves de discussions et d'approches du Cabinet de Guerre via les Suédois et les Américains, en mai et juin 1940, que non seulement *l'Angleterre envisageait sérieusement de faire la paix avec l'Allemagne,* mais qu'un membre du gouvernement anglais est allé jusqu'à demander quelles conditions les Allemands offriraient. Au sein du Cabinet de Guerre, il y avait tout un éventail de points de vue : de Halifax, qui préférait essayer de faire la paix avant que la situation militaire ne s'aggrave encore ; à Churchill, qui voulait continuer à se battre [*à résister* serait un terme plus adéquat] pendant quelques mois. Il ressort clairement, aussi, des discussions au sein du Cabinet de Guerre que, en mai et juin 1940, leur politique *n'était pas* un engagement *absolu* à se battre jusqu'à la victoire. Au lieu de cela, ils adoptèrent un objectif à plus court terme de se préparer à résister à toute invasion allemande dans l'espoir que l'Allemagne pourrait s'effondrer rapidement[299] ou, si ce n'était pas le cas, que le Royaume Uni serait en mesure d'obtenir de meilleures conditions de paix plus tard dans l'année, une fois qu'une invasion aurait été repoussée, plutôt qu'immédiatement après la chute de la France. La position de Churchill était très différente de l'image héroïque qu'il aimait projeter en public pendant ou après la guerre. En privé, il ne plaidait pas pour *la victoire à tout prix*, mais s'accordait plutôt avec ses collègues sur une politique visant à voir si le RU [Royaume Uni] pouvait continuer pendant quelques mois. Si des négociations avec l'Allemagne étaient nécessaires, il était tout à fait prêt à céder des territoires britanniques afin d'obtenir la paix. Personne n'est allé jusqu'à établir jusqu'à quelles limites pouvait aller le RU dans des négociations ; au lieu de cela *les Anglais ont plutôt utilisé un langage hermétique [énigmatique] sur le maintien de l'indépendance pour dissimuler le fait qu'ils étaient prêts à concéder un transfert majeur du territoire impérial britannique à l'Allemagne et à l'Italie*. À l'époque, le plus grand secret entourait évidemment ces

[299] Rappelons que, prenant leurs désirs pour des réalités, les politiciens anglais avaient prédit *que l'économie allemande était trop fragile pour soutenir longtemps une guerre.*

discussions, mais *il est difficile de comprendre la justification qui poussa ultérieurement les Anglais à essayer de prétendre qu'elles n'avaient jamais existé*.[300]

Le point de vue de Churchill en 1940 (plutôt que les mensonges ultérieurs au sujet de ces discussions), est bien illustré par sa réponse à une initiative du Roi de Suède au début du mois d'août 1940 d'organiser une conférence pour examiner les possibilités de paix. Churchill modifia le brouillon de la réponse du Ministère anglais des Affaires étrangères pour le rendre beaucoup plus général, quand il écrivit : "Une réponse ferme du genre de celle que j'ai ébauchée est notre seule chance d'arracher à l'Allemagne une offre qui ne soit pas fantaisiste."[301] Mais si Churchill avait été vraiment *déterminé à se battre jusqu'au bout*, comme il l'a soutenu avec force en public, pourquoi aurait-il montré le moindre intérêt à essayer d'obtenir des offres de l'Allemagne ? Toute proposition faite par l'Allemagne à ce stade devait nécessairement être basée sur sa position dominante en Europe et exiger de la part de l'Angleterre l'acceptation de la plus grande partie de ce qui avait été réalisé par la conquête militaire

À la fin du mois de juillet 1940, la possibilité de paix n'était plus à l'ordre du jour. L'Angleterre avait décidé de poursuivre la guerre *pour le moment* dans l'espoir que quelque chose pourrait se produire (l'effondrement de l'Allemagne ou peut-être l'aide des États-Unis), ou à défaut, l'espoir d'établir une meilleure position à partir de laquelle négocier la paix. La survie était désormais la priorité absolue. Les semaines suivantes montreraient si les partisans de "*la paix tout de suite*," ou ceux de "*la guerre maintenant, la paix plus tard*" avaient raison. Si l'Angleterre ne pouvait repousser aucune tentative d'invasion, alors il serait préférable pour une Grande-Bretagne "*invaincue*" de rechercher la paix avant que les Allemands ne tentent une invasion, et le pays ferait alors face aux

[300] La *vanité nationale*, érigée en obligation puisque les ouvrages critiques de cette fausse fierté nationale sont systématiquement refusés par les éditeurs en Grande Bretagne, au Canada, et peut-être en Australie; à défaut de quoi les éditeurs perdent leurs subventions gouvernementales. [NdT]
[301] Premier Ministre. 4/100/3 (3.8.40)

horreurs d'une défaite totale et de l'occupation allemande.[302] Les préparatifs que l'Angleterre avait faits dans les années 1930 devaient maintenant être mis à l'épreuve, mais le facteur crucial serait la façon dont les Allemands mèneraient la bataille. Disposaient-ils des forces nécessaires pour vaincre l'Angleterre et étaient-ils prêts pour tenter une invasion à grande échelle ?

[302] Une occupation du territoire anglais qui ressembleraient à celle qu'avaient infligée Guillaume le Conquérant en 1066, lorsque toute l'aristocratie anglo-saxonne et l'administration avait systématiquement été remplacée par des Français ; ou bien une occupation semblable à celle des Allemands cette année-là (1940) qui avaient démembré la France en 6 morceaux : Les Hauts-de-France rattachés à la Belgique, le Grand Est rattaché à l'Allemagne, le Sud Est rattaché à l'Italie, la Zone nord occupée et la zone sud libre. Mais, qui trop embrasse, mal étreint ; les nazis allaient vite expérimenter le sentiment d'impuissance que les Anglais éprouvaient alors avec leur Empire trop vaste pour être défendu efficacement. [NdT]

7
Survie

L'effondrement de la France à la mi-juin 1940 laissa l'Angleterre dans une situation *simple*[303] mais épouvantable. Toute idée de victoire finale semblait simplement chimérique, et tous les efforts devaient être concentrés sur la tâche immédiate de survie. Les craintes des Anglais selon lesquelles l'Allemagne se retournerait contre eux *après* Dunkerque et *avant* la défaite finale de la France ne s'étaient pas réalisées : Hitler n'avait jamais envisagé d'autre option que la victoire sur le vieil ennemi de l'Allemagne [la France]. Le grand triomphe de cet homme qui avait été un simple soldat, gazé dans les tranchées pendant la Première Guerre mondiale, est venu lorsqu'il a réussi à forcer les Français à signer l'armistice à Compiègne dans le même wagon de chemin de fer dans lequel le maréchal Foch avait humilié les Allemands en novembre 1918. (Le film d'Hitler faisant un pas de gigue devant le wagon avant la signature *est un faux*, faisant partie d'un film de propagande canadien). Après l'armistice avec la France, l'Allemagne était la nation la plus puissante que l'Europe ait connue depuis Napoléon. Elle occupait la Norvège, le Danemark, la Belgique, le Luxembourg, l'Autriche et une bonne partie de la France, de la Pologne et de la Tchécoslovaquie. Elle était alliée à l'Italie (un privilège équivoque) ; des pays neutres comme l'Espagne et l'Union soviétique étaient amis, et d'autres comme la Suède et la Suisse s'adaptaient rapidement à la puissance écrasante de l'Allemagne. Hitler était également sur le point de redessiner la carte de l'Europe du Sud-Est en faveur de ses amis —la Hongrie et la Bulgarie— aux dépens de la Roumanie. Du côté des Alliés lors de la Première Guerre mondiale, les Roumains

[303] Le sens de cet adjectif (*simple*) est mystérieux. Exprime-t-il la solitude de l'Angleterre sans allié ? Sans doute.

avaient été bénéficiaires des traités d'après-guerre,[304] mais devaient maintenant payer le prix d'un changement fondamental dans l'équilibre des forces. Peu de gens en Allemagne, dans le reste de l'Europe, aux États-Unis ou au Japon doutaient qu'il ne faudrait pas beaucoup de temps avant que l'Angleterre ne soit occupée ou forcée de composer avec une Allemagne victorieuse.

Le temps passé par une Angleterre sans allié contre une Allemagne apparemment toute-puissante avait mal commencé avec l'invasion, pour la première fois depuis des siècles, *de l'archipel anglo-normand.* Les îles anglo-normandes étaient une possession personnelle du roi d'Angleterre depuis le XIIe siècle[305] et, bien qu'elles ne fassent pas partie du Royaume-Uni, l'Angleterre était responsable de leur défense. Cette responsabilité sera oubliée en juin 1940. Alors que les Allemands envahissaient la France, la question de l'archipel anglo-normand, généralement l'objet d'une certaine négligence de la part de Whitehall, fit irruption dans l'ordre du jour du Cabinet de Guerre anglais. Le matin du 12 juin, peu après la chute de Paris, les ministres convinrent d'envoyer des bataillons de l'armée (deux à Jersey et à Guernesey), pour les défendre contre toute invasion. Ils convinrent également d'entamer des consultations avec les autorités de l'île sur l'évacuation éventuelle des civils. Cinq heures plus tard, après que Churchill soit revenu de France convaincu que les Français ne tiendraient que quelques jours de plus, Anthony Eden, Secrétaire d'État à la Guerre, contremanda l'envoi de troupes et déclara au Cabinet de Guerre qu'il souhaitait reconsidérer la question de la défense des îles. Le lendemain, les Chefs d'État-Major convinrent qu'aucune troupe britannique ne devait être envoyée, que les forces en garnison là devaient être évacuées dès que les troupes anglaises auraient évacué la France et que l'île devrait alors être totalement démilitarisée.

[304] La *province de Dobroudja du Sud* occupée par la Bulgarie pendant la guerre était redevenue roumaine au Traité de Neuilly-sur-Seine, le 27 novembre 1919. [NdT]
[305] Jusqu'au XIIIe siècle, le roi d'Angleterre était duc de Normandie. Après la reconquête par les Français, il ne lui resta que cet archipel. [NdT]

Ayant, en fait, envisagé l'occupation allemande des îles, les Chefs d'État-Major décidèrent alors que l'évacuation des civils était *inutile et même non souhaitable*. Le gouvernement anglais n'informa même pas les autorités de l'île de sa décision de ne pas les défendre pendant les six jours qui suivirent.[306] Le retard rendit presque impossible toute évacuation planifiée de la population.

La garnison anglaise et le personnel de la Royal Air Force avaient commencé à abandonner les îles immédiatement après le 13 juin, mais ce ne fut que le 19 du même mois que les Chefs d'État-Major demandèrent l'autorisation officielle d'abandonner l'archipel.[307] Lors de la réunion du Cabinet de Guerre anglais, Churchill parla en termes romantiques des îles comme de possessions très anciennes du roi d'Angleterre, et il voulut utiliser les forces navales pour arrêter toute invasion. Le vice-chef d'État-Major de la Marine lui répondit carrément que *le matériel nécessaire à la défense des îles n'était pas disponible* et qu'avec les Allemands occupant toute la côte française adjacente, l'Angleterre devait accepter cette désagréable réalité. Churchill concéda sa défaite et la discussion tourna vers la possibilité d'une évacuation de la population. Le Cabinet de Guerre accepta *généreusement* en disant que l'Angleterre ne pouvait pas refuser d'accepter sur son sol les évacués des îles. Il insista pour que toutes les dispositions d'évacuation soient prises et *les coûts défrayés par les autorités de l'île et non par le gouvernement britannique*. La possibilité d'organiser un exode dans le bon ordre fut rendue plus difficile par le départ précipité le 20 juin des dernières troupes anglaises et des lieutenants- gouverneurs. Les îles avaient été trop vite abandonnées à elles-mêmes pour tenter de procéder à un départ de dernière minute de par leurs propres moyens. Le résultat, sans surprise, fut cahotique. Aurigny fut totalement évacuée mais la population de Sercq resta sur place.

[306] Comme il n'avait pas averti l'Armée française qu'ils se préparaient à fuir le combat. [NdT]
[307] Bureau du Cabinet, 65/7, WM (40) 172e Conclusions (19.6.40) & BUREAU DU CABINET 66/8, WP (40) 208

Ailleurs, les hommes en âge de porter les armes, les femmes et les enfants étaient censés être prioritaires pour l'évacuation vers l'Angleterre, mais en fin de compte, la chance ou le hasard décidèrent qui trouverait des places sur les navires. Des animaux furent abattus, la foule en masse se rua sur les rives et on remarqua un manque général de leadership de la part des gouvernements insulaires. Finalement, environ 23 000 personnes, soit un quart de la population totale, furent évacuées vers l'île de Grande Bretagne.

Les Britanniques, ayant décidé de la démilitarisation des îles, refusèrent d'informer les Allemands de cette décision sous prétexte absurde que cela pourrait les inciter à occuper l'archipel. Le résultat fut que les insulaires subirent *le pire des deux mondes* : pas de défense, sans que la démilitarisation ne soit annoncée aux Allemands ; de plus, ces derniers, pensant que les îles étaient toujours bien défendues, commencèrent à les bombarder et tuèrent 33 civils. Ce ne fut qu'à ce moment-là, le 30 juin, que les Anglais se décidèrent à annoncer la démilitarisation qu'ils avaient effectuée 10 jours plus tôt. *La nouvelle de cette bavure fut immédiatement occultée par Whitehall.* L'occupation allemande des îles eut lieu le 30 juin et le 1er juillet.

Les îles Anglo-Normandes restèrent occupées par les nazis jusqu'à la fin de la guerre et la capitulation finale allemande. *Ce qui s'est passé pendant cette période montre qu'une population britannique a accepté l'occupation allemande de la même manière que le reste de l'Europe* : il y eut peu ou pas de résistance dans les îles et beaucoup de *collaboration*. *De nombreux Allemands trouvèrent les insulaires beaucoup plus coopératifs que les Français et le gouvernement interne des îles se poursuivit normalement sous une supervision généralement légère.* Les membres du gouvernement insulaire diffusaient à la radio allemande et payèrent même pour publier un guide en allemand destiné aux forces d'occupation. Des lois antisémites furent adoptées *volontairement*[308] par

[308] Comme en France, ces lois honteuses furent promulguées sous ls pression des nazis. [NdT]

les parlements locaux de Jersey et de Guernesey, et le petit nombre de Juifs de l'île [8 personnes] furent déportés vers les camps de la mort d'Europe orientale. L'Angleterre accorda peu d'attention à l'archipel pendant la guerre : par exemple, il n'y eut aucune émission spéciale de la BBC destinée à garder les résidents en contact avec leur famille évacuée vers l'île de Grande-Bretagne. En 1944, Churchill refusa aussi d'autoriser l'entrée dans l'archipel de navires chargés de stocks de vivres destinés à la population civile, même si les Allemands offraient un passage sécurisé, dans une tentative infructueuse d'affamer la garnison allemande.[309] Après la guerre, il n'y eut pas de règlements de compte en conséquence de l'occupation allemande. Presque toutes les lois du temps de guerre furent confirmées comme valides. Ceux qui avaient fricoté avec les Allemands furent autorisées à conserver entre 20 et 40% des bénéfices qu'ils avaient réalisés. Aucune poursuite ne fut intentée pour collaboration avec l'ennemi. *L'exemple des îles anglo-normandes montre ce qui aurait pu se passer si les Allemands avaient réussi à envahir l'Angleterre.*

La question de savoir si l'Allemagne pouvait écraser militairement l'Angleterre était en suspens en juillet, août et septembre 1940.[310] Bien que les Allemands aient semblé invincibles, ils furent confrontés à une décision stratégique et tactique complexe durant l'été 1940. Ni Hitler ni ses généraux ne s'attendaient à un succès aussi éclatant contre la France, et aucun plan n'avait été fait pour une invasion de l'île de Grande-Bretagne, parce que cela semblait une possibilité si lointaine, même au début du mois de mai. Adolf Hitler avait aussi des hésitations entre la nécessité d'éliminer le Royaume Uni ou celle de se retourner contre son ennemi idéologique, l'Union Soviétique. Cette ambivalence était combinée dans l'esprit d'Hitler avec une admiration maladive pour l'Empire

[309] Cette action est à rapprocher de la volonté de l'Armée israélienne d'empêcher l'arrivée de vivres dans la bande de Gaza, en 2024, sachant que les terroristes du Hamas allaient en être les principaux bénéficiaires. [NdT]

[310] Il semble incroyable que des Anglais puissent se poser une telle question alors que le pays n'avait aucune Armée de Terre. Un simple régiment parachutiste allemand aurait pu vaincre les fuyards du BEF qui avaient abandonné leurs armes à Dunkerque. [NdT]

britannique[311] et la conviction que le gouvernement anglais comprendrait et s'adapterait à la réalité d'une Europe dominée par l'Allemagne. Cette réticence à se lancer dans un assaut général fut renforcée par une évaluation avisée des difficultés liées à une telle entreprise.

Les Allemands rencontreraient un problème majeur pour faire pénétrer leur armée sur le sol d'Angleterre. L'obstacle le plus fondamental était géographique. Les eaux de la Manche constituaient une barrière formidable. L'armée allemande se composait de près de 150 divisions (par rapport à l'armée anglaise maintenant réduite à une poignée de divisions efficaces), mais comme l'armée allemande n'avait aucun moyen d'amener cette force sur les lieux, cela ne comportait aucune pertinence en ce qui concernait le résultat.[312] Préparées à la guerre continentale, les forces allemandes n'avaient aucune capacité amphibie et aucune expérience de quoi que ce soit de plus grand qu'une traversée de rivière. Même si une flotte d'invasion de fortune arrivait à transporter les troupes nazies, les chars et les chevaux de l'autre côté de la Manche, les Allemands avaient peu de temps avant l'arrivée d'un temps automnal et hivernal inapproprié pour mener à bien cette tâche immensément compliquée par un besoin de planifier une invasion et de résoudre tous les problèmes logistiques inhérents. Les planificateurs militaires allemands ont rapidement décidé qu'ils n'étaient pas désireux de monter une opération aussi difficile. Le premier mémorandum sur une éventuelle invasion, écrit fin juin, stipulait que : "Un débarquement en Angleterre ne devrait donc pas avoir pour objectif la défaite militaire de l'Angleterre... mais devait plutôt lui donner le *coup de grâce*... une invasion doit néanmoins être préparée dans tous les détails en dernier recours.[313]

---

[311] Ou plutôt une *jalousie maladive*. [NdT]
[312] Phrase déconcertante destinée à ignorer le problème car les troupes aéroportées auraient solutionné l'invasion: "but as the German had no way of bringing that strength to bear, it was in many ways irrelevant to the outcome." [NdT]
[313] Note du général Jodl, 30.6.40

Que les Allemands aient décidé ou non de risquer une invasion dépendait entièrement d'Adolf Hitler. Avec la défaite de la France, il avait atteint l'un de ses objectifs majeurs : se venger de l'humiliation de Versailles. Après l'armistice, il passa du temps à se détendre avec de vieux copains des tranchées, à visiter d'anciens champs de bataille et à se prélasser à la gloire d'un succès militaire époustouflant. Du 23 juin au 11 juillet, Hitler ne tint aucune conférence militaire et se montra peu préoccupé par l'invasion de l'Angleterre. Il pensait qu'il n'avait aucune querelle avec les Anglais et que ces derniers comprendraient rapidement ses raisons et collaboreraient avec lui.[314] Il semble avoir envisagé un accord selon lequel l'Angleterre conserverait son Empire, et en contrepartie, lui, Adolf Hitler, jouirait de la domination germanique sur l'Europe. Il semblait réticent à écraser l'Angleterre et à démanteler l'Empire. Comme l'a noté l'un de ses généraux, après une discussion le 13 juillet :

"Le Führer est surtout préoccupé par la question de savoir pourquoi l'Angleterre ne veut pas s'engager sur le chemin de la paix. Comme nous, il voit la réponse à cette question dans les espoirs que l'Angleterre place dans la Russie. Il estime donc devoir forcer l'Angleterre à faire la paix. Mais il n'aime pas beaucoup ça. Raison : si nous écrasons militairement l'Angleterre, l'Empire britannique s'effondrera. L'Allemagne n'en bénéficiera pas. Avec du sang allemand, nous obtiendrions quelque chose dont les bénéficiaires ne seront que le Japon, l'Amérique et autres."[315]

Déjà, l'esprit d'Hitler se tournait vers la possibilité d'envahir et de vaincre son véritable ennemi : *l'Union soviétique*. Son objectif principal était d'exterminer les bolcheviks et de conquérir plus de territoires et de ressources. Un objectif secondaire était d'éliminer une source d'aide possible pour les Anglais et de les forcer à faire la paix. Au cours de l'été 1940, Hitler fut incapable de prendre une décision sur sa priorité

---

314 En effet, sans la combativité de Churchill, les Anglais auraient sans doute collaboré avec Hitler. Mais l'Empire anglais serait vraisemblablement passé sous contrôle (direct ou indirect) allemand. [NdT]

315 Journal de Halder, 13.7.40

stratégique, bien que l'Union soviétique fût de plus en plus considérée comme le véritable ennemi. Jusqu'à ce qu'une attaque vers l'est soit possible à l'été 1941, il se contenta de voir si l'Angleterre pouvait être vaincue ou amenée à la table de négociation. Mais sur un point, Hitler en était absolument certain : il n'y aurait pas d'invasion à moins que le résultat ne puisse être garanti. Il était déterminé à ce que son aura d'invincibilité ne soit pas endommagée par une opération infructueuse.[316]

Le 16 juillet, Hitler publia une directive aux forces armées sur l'invasion de l'Angleterre, nom de code *Opération Sealion*. Cette directive était basée sur un travail déjà commencé par l'armée à la fin du mois de juin, mais elle reflétait l'ambivalence d'Hitler à propos de l'opération : Hitler ordonnait aux planificateurs de *se préparer à une invasion et, si nécessaire, de la mener*. Cinq jours plus tard, Hitler admit à ses généraux que toute invasion serait *hasardeuse* et qu'il valait mieux essayer d'abord d'amener l'Angleterre à demander la paix. Le même jour (21 juillet), Hitler montra plus d'intérêt pour une *invasion vers l'est* et demanda que les premiers plans soient élaborés pour une attaque contre l'Union soviétique. Pendant ce temps, la Wehrmacht et les États-Majors de la Kriegsmarine étaient engagés dans un différend majeur concernant la façon d'envahir l'île de Grande-Bretagne. La Wehrmacht voulait à l'origine un débarquement massif de 30 divisions sur plus de 300 kilomètres de côte. La Kriegsmarine rejetait cela comme totalement irréalisable car elle serait incapable de protéger une telle opération. Hitler montra peu d'intérêt personnel pour ces plans, en contraste total avec son comportement lors de la préparation de l'attaque contre la France, et ce n'est qu'à la fin du mois d'août qu'il imposa un compromis à l'armée et à la marine. Les résultats n'ont satisfait ni l'une ni l'autre. L'armée devait débarquer une force qu'elle jugeait beaucoup trop petite (neuf divisions[317]) dans une zone que

[316] Hitler voulait surtout garder ses forces vives pour attaquer l'URSS. [NdT]
[317] La faiblesse de ces effectifs de débarquement laisse entrevoir qu'Adolf Hitler considérait une faible résistance de la part de l'armée britannique. [NdT]

la marine pensait trop étendue. Au début de septembre, les préparatifs allemands étaient encore loin d'être terminés. L'armée n'avait pas de péniches de débarquement et il fallait donc utiliser des barges fluviales remorquées par des remorqueurs à peine assez puissants pour traverser la Manche. Le problème était que l'accumulation de barges fluviales dans les ports de la Manche paralysait le trafic allemand et ne pouvait pas être maintenue longtemps sans affecter gravement l'économie. Vers le 11 septembre, seuls 60% des embarcations d'invasion et 25% des remorqueurs nécessaires étaient disponibles.[318]

Tous ces problèmes ne faisaient que renforcer les doutes de Hitler sur la facilité d'une invasion, à moins qu'il ne s'agisse que d'un simple "coup de balai" sur un Royaume Uni déjà ébranlé qui était sur le point de s'effondrer. D'autres méthodes étaient nécessaires si ce pays devait être forcé à capituler. La marine allemande n'était pas adéquate pour accomplir cette tâche. Elle était trop petite et avait subi des pertes importantes pendant la Campagne de Norvège. Durant l'été de 1940, elle ne disposait (en état opérationnel) que d'un croiseur lourd, deux croiseurs légers, six destroyers et quelques torpilleurs. C'était bien insuffisant face à la Royal Navy.[319] La flotte sous-marine, avec une trentaine de sous-marins opérationnels seulement, n'était pas capable d'interrompre le commerce maritime du Royaume Uni. Hitler n'avait donc pas d'autre choix que de compter sur la Luftwaffe pour tenter d'assurer la victoire sur ce pays. Mais il est douteux que cette force fut suffisante pour une telle tâche.

---

[318] Il est certain que, si elle avait eu lieu, l'invasion n'aurait pris que qu'une poignée de régiments de parachutistes. [NdT]

[319] Même avec des combattants gorgés de *pervitine*, des tablettes de méthamphétamine au goût de chocolat distribuées quotidiennement aux combattants des trois armes (Terre-Mer-Air) de l'Armée allemande. Cette drogue accroit l'endurance, garde éveillé plus de quarante heures, coupe la faim et la soif, décuple l'agressivité, et surtout *anesthésie la peur dans les combats*. Une efficacité redoutable pour conquérir le monde. Après les conquêtes de la Pologne (1939), des Pays-Bas, de la Belgique et de la France (1940), la conquête de la Russie (1941) commence bien, elle aussi, mais sombre dans le *bad trip* pour les millions de *junkies* de l'Armée allemande et pour Hitler lui-même.

Comme l'armée allemande, la Luftwaffe avait été créée à une vitesse vertigineuse après 1933. D'une force de 550 pilotes et 250 avions de peu de valeur militaire, elle était passée à 20 000 pilotes et observateurs, pour 3500 avions (en 1939). L'aviation s'était développée comme un fief privé sous Goering, lequel était totalement inadéquat en tant que commandant et organisateur. Ses adjoints immédiats n'étaient pas meilleurs pour cet emploi, et la seule puissance de cette armée aérienne provenait de ses superbes pilotes. La Luftwaffe fut, dès sa création, créée pour soutenir l'armée et non pour mener des offensives aériennes indépendantes. Elle était organisée en escadrons rattachés à des Unités de l'Armée de Terre et non pas en forces distinctes comme les Bomber Commands et le Fighter Command [la Chasse], au sein de la Royal Air Force. L'attaque contre le Royaume Uni, cependant, exigea de la part de la Luftwaffe qu'elle mène exactement le type d'opération pour lequel elle n'avait été ni conçue ni organisée. Bien que de nombreux théoriciens de l'entre-deux-guerres aient imaginé que, par le biais de bombardements, une armée de l'air serait capable de briser la volonté de résistance d'un adversaire, personne n'avait jamais essayé une telle stratégie. Désormais, on demandait à la Luftwaffe de se lancer dans l'action sans savoir exactement comment la puissance aérienne devait être utilisée en termes de cibles et de tactiques afin d'atteindre un objectif des plus ambitieux.

En 1940, aucune armée de l'air au monde n'était équipée des aides techniques nécessaires —aide à la navigation aérienne et viseurs de bombardement[320]—. pour permettre, de nuit, le bombardement précis de cibles spécifiques, industrielles et économiques. Cela signifiait que les opérations de jour étaient essentielles. Le problème était que ces attaques

[320] Le viseur Norden estimait le chemin que parcourra la bombe après sa libération de l'aéronef. Les deux forces principales à considérer pendant sa chute étaient la gravité et la traînée d'air, le chemin emprunté était de forme approximativement parabolique. D'autres facteurs pouvaient influer sur sa course comme les changements de densité de l'air et le vent, mais c'était des préoccupations concernant principalement les bombes qui tombaient pendant plus d'une minute avant d'atteindre le sol. [NdT]

de jour étaient dangereuses face aux systèmes de défense contre-avion [DCA] efficaces. Pour cette raison même, la RAF abandonna les raids de jour quelques jours après le début de la guerre, et l'US Air Force rencontra les mêmes problèmes lors de ses attaques contre l'Allemagne en 1942-43. Bien qu'une structure de commandement différente et de nouvelles méthodes opératoires aient pu être improvisées par la Luftwaffe, les types d'avions ne pouvaient pas être modifiés. Les avions construits par l'Allemagne dans les années 1930 étaient inadéquats pour attaquer l'Angleterre. En 1940, aucune armée de l'air au monde ne disposait de 'bombardiers quadrimoteurs lourds à long rayon d'action du type disponible plus tard durant cette guerre. La Luftwaffe avait envisagé deux conceptions de ce type en 1936, mais les avait abandonnées en faveur d'avions optimisés pour le soutien de l'armée [l'appui au sol]. En 1940, la Luftwaffe fut donc forcée d'opérer avec des bombardiers en piqué vulnérables, des chasseurs à court rayon d'action, et des bombardiers moyens bimoteurs qui ne disposaient que d'une charge de bombes légère. Sa seule force se concentrait sur son avion (de chasse) principal —le Me 109 ou Messerschmitt 109— qui était à tous égards supérieurs à tout modèle anglais. Le Me 110, un chasseur-bombardier bimoteur, était un compromis (sans espoir), ni bon dans aucun des deux rôles, et il dut rapidement être retiré des opérations contre la RAF. À la mi-juillet, lorsque la Luftwaffe fut redéployée dans des aérodromes du nord de la France dans le but d'attaquer le Royaume Uni, les Allemands rencontrèrent d'énormes problèmes pour mener à bien les assauts aériens prévus. Non seulement ils s'embarquaient dans une stratégie qui n'avait jamais été mise à l'épreuve auparavant en temps de guerre, mais ils étaient désavantagés par des objectifs peu clairs, et des avions conçus pour une tâche beaucoup plus limitée.

Les Anglais furent eux-mêmes confrontés à des problèmes majeurs pour repousser l'attaque allemande. Le plus fondamental était que, depuis sa création en 1918, la RAF avait misé sur la primauté du

bombardier. Ce ne fut qu'en mettant l'accent sur l'importance et l'efficacité des offensives stratégiques *par bombardement* que la RAF put assurer son indépendance et éviter d'être divisée en forces distinctes sous contrôle de la Royal Navy et de l'armée. Le réarmement dans les années 1930 avait été essentiellement orienté vers l'augmentation du bombardement stratégique plutôt que vers l'aviation de chasse (défensive), dans l'espoir que cela aurait un effet dissuasif sur une agression allemande. En avril 1938, la RAF prévoyait un effectif de 1360 bombardiers et seulement 600 avions de chasse. Ce ne fut qu'à l'automne de 1938, après Munich, que les ministres s'imposèrent finalement aux chefs de la RAF et insistèrent pour que les efforts se concentrent sur une force de chasse efficace afin de défendre l'île. Le 11 novembre 1938, le Cabinet de Guerre accepta de créer une force de 800 avions de chasse avant avril 1940 ; la demande de la RAF d'augmenter la production de bombardiers fut rejetée et le Cabinet de Guerre n'approuva que le maintien des chaînes de production déjà ouvertes. L'autre arme qui garantissait la victoire était le développement technologique. Au début des années 1930, Baldwin[321] avait déclaré à la Chambre des Communes que *le bombardier pourrait toujours passer*. À l'époque, c'était vrai, car aucune alerte ne pouvait être donné pour avertir de l'approche d'une escadre de bombardement ; les patrouilles de chasse devaient être maintenues en permanence dans les airs et c'était une trop grande pression. Le développement du radar en tant que système d'alerte avancé changea complètement la donne. Son efficacité fut démontrée en 1935. En 1939, une chaîne complète de stations d'alerte radar avait été construite autour des côtes est et sud de l'île de Grande-Bretagne. Ces stations furent intégrées aux salles de contrôle opérationnelles pour centraliser les mouvements des bombardiers et des chasseurs ennemis, puis ces informations furent transmises à la direction

[321] Stanley Baldwin, 1er Comte Baldwin [Baudoin] de Bewdley [Beaulieu]. 1867-1947. Premier Ministre Conservateur de 1935 à 1937.

des escadrons de chasse ; un excellent système de défense était désormais en place.

La Luftwaffe ne fut prête à commencer une opération à grande échelle contre l'Angleterre qu'au début du mois d'août. Un coup d'œil superficiel sur les forces respectives des deux aviations suggère que les Allemands détenaient un énorme avantage. La Luftwaffe disposait d'une force totale de 4500 avions de première ligne, contre 2900 pour la RAF. Après avoir défalqué les avions de transport et autres types inappropriés, les avions de chasse en mission de défense de l'Allemagne, les 500 bombardiers de la RAF et les bombardiers en piqué Stuka de la Luftwaffe (qui étaient trop vulnérables pour être utilisés), la RAF disposait d'une force de chasse d'environ 700 avions de chasse pour faire face aux 800 chasseurs allemands et aux 1 000 bombardiers. Cette disparité numérique, cependant, était largement compensée par les contraintes tactiques de la bataille. Les chasseurs allemands avaient un rayon d'action très limité et ne pouvaient opérer que pendant environ 25 minutes au-dessus du sud-est de l'Angleterre. Les bombardiers à plus long rayon d'action, qui ne pouvaient être laissés sans protection, étaient de ce fait également limités dans leurs opérations. La Luftwaffe fut également confrontée à un plus grand risque d'*attrition*[322] une fois les combats commencés. Les combats aériens se déroulaient au-dessus du Kent et du Sussex, de ce fait les Anglais étaient en mesure de récupérer leurs pilotes qui avaient sauté en parachute et de réparer leurs avions endommagés, tandis que les Allemands perdaient les deux. Ainsi, lorsque tous ces facteurs étaient pris en considération, les chances n'étaient pas vraiment en faveur de la RAF.

Différents facteurs, autres que l'équilibre des forces qui allaient s'affronter étaient cependant déterminants si l'on voulait supputer l'issue

[322] Dans le domaine militaire, l'*attrition* fait référence à la stratégie consistant à vaincre l'ennemi en lui infligeant des pertes importantes, plutôt qu'en gagnant des batailles décisives. C'est de l'*usure humaine* ou *matérielle*.[NdT]

de la bataille d'Angleterre. Au cours de l'été 1940, les principales tâches auxquelles l'Angleterre fut confrontée furent de construire ou de réparer suffisamment d'avions pour maintenir la RAF en état de combattre ; il fallait aussi recruter suffisamment de pilotes pour servir les avions et élaborer des tactiques efficaces pour combattre la Luftwaffe. L'aptitude du Royaume Uni à produire plus d'avions de chasse que les Allemands provenait de la décision du Cabinet de Guerre anglais, en novembre 1938, d'augmenter la production d'avions de chasse ; cette décision avait assuré la croissance de la capacité industrielle nécessaire [des chaînes de montage]. La cause immédiate du succès fut la décision de démanteler le Ministère de l'Air en mai 1940, et de créer un nouveau Ministère de la Production aéronautique sous l'autorité de Lord Beaverbrook, hors du contrôle de la RAF. Beaverbrook fut le choix peu orthodoxe de Churchill pour ce poste et son absence d'expérience politique à Whitehall se révéla un avantage positif pour assurer une action efficace. Il hérita d'une situation dans laquelle la production d'avions, équivalente à la production allemande en 1939 allait la dépasser en 1940. Pourtant les performances étaient encore trop insatisfaisantes : en février et mars 1940, la production réelle était inférieure de 15% du niveau prévu. Le nouveau ministère ne ressembla pas à un service traditionnel de Whitehall, et ce fut l'une des raisons de son succès. Pendant longtemps, son siège social fut la résidence de Lord Beaverbrook (Stornoway House). Cet administrateur revitalisa son fonctionnement en embauchant des nouveaux venus recrutés par lui-même, et en utilisant des méthodes informelles peu orthodoxes, caractérisées par son intervention personnelle dans son fonctionnement : gestion de crise, volonté d'agir avec une opiniâtreté pure, tout cela afin d'améliorer la production industrielle. Peu de paperasse était conservée, les fonctions de la plupart des individus n'étaient pas définies et les affaires se traitaient essentiellement par téléphone. Lord Beaverbrook mena également des batailles impitoyables contre le Ministère de l'Air pour venir à bout de son incompétence en matière de gestion. L'une des premières concernait le contrôle des *unités de stockage* de la RAF, qui

recevaient des fabricants les avions entièrement finis et les distribuaient ensuite aux escadrons. Quelques jours après son entrée en fonction, Beaverbrook découvrit que depuis octobre 1939, les *unités de stockage* avaient reçu plus de 1000 avions mais n'en avaient livré que 650 aux escadrons. Le 18 mai, le Cabinet de Guerre accepta que les unités de stockage n'aient plus la possibilité de contrôler les livraisons à la RAF ; Beaverbrook prit tout en charge. Il prit également en charge tous les travaux de réparation et de réexpédition des avions endommagés sur la ligne de front. Ses méthodes étaient parfaitement adaptées à la tâche immédiate : une amélioration rapide de la production des avions de chasse et leur livraison immédiate sur la ligne de front.[323]

L'impact déterminant de Lord Beaverbrook et du nouveau Ministère de la Production industrielle peut être expertisé à l'aide de statistiques, en particulier pour la période vitale de mai à août 1940. Au cours des quatre premiers mois de 1940, 2729 avions furent produits, dont 638 chasseurs. Au cours des quatre mois suivants,[324] le total s'éleva à 4576 avions, dont 1875 de chasse. Ces chiffres représentent des augmentations de 67% et de près de 200% respectivement. La production de chasseurs devait déjà augmenter durant l'été 1940, mais Beaverbrook dépassa largement les plans. De mai à août, la production réelle fut supérieure de près de 50% aux niveaux prévus. La comparaison la plus importante devrait être faite avec la production allemande plutôt qu'avec la production anglaise prévue auparavant. Au cours de l'été 1940, la production anglaise d'avions de chasseurs fut deux fois et demie supérieure à celle des Allemands qui fut délibérément réduite en-dessous des niveaux prévus dès le début de la guerre. Grâce à presque 1900 avions que les Anglais pu remettre en état de combat et retourner sur la ligne de front, le résultat fut que la force effective de la RAF fut maintenue. Le nombre de chasseurs disponibles pour les opérations passa de 644 au début du mois de

[323] Ce contrôle restrictif des livraisons d'avions de guerre à la RAF avait pour effet de ne pas envoyer suffisamment d'avions de chasse en France pour participer aux combats des Français contre les divisions blindées allemandes qui envahissaient la France. [NdT]

[324] C'est-à-dire après la chute de la France, lorsque l'Angleterre s'est retrouvée sans aucun allié. [NdT]

juillet à 732 au début du mois d'octobre. Au cours de la même période, le chiffre équivalent allemand avait fortement chuté, passant de 725 à 275. Grâce aux efforts herculéens de Beaverbrook et à ceux des travailleurs sur les chaînes de production, la RAF ne fut jamais à court d'avions pendant la bataille d'Angleterre[325] et ce ne fut que pendant une courte période que les pertes ont dépassé la production.

Le Royaume Uni releva son premier défi de fournir suffisamment d'avions, mais le second —fournir les pilotes— amena la RAF au bord du désastre. Les dommages étaient essentiellement auto-infligés. Bien que près de 300 avions par semaine soient produits, la RAF ne pouvait produire que 200 pilotes par semaine. Cela s'expliquait par le fait que son organisation de formation était très inefficace. Au cours de l'année précédant l'été 1940, il fallut 4000 avions d'entraînement pour produire 2500 pilotes, alors que les Allemands produisaient un pilote pour chaque avion de leur organisation d'entraînement et que leurs pilotes étaient tout aussi qualifiés, sinon plus. La RAF aggrava la situation en allouant *plus de pilotes que d'avions à chaque escadron* (26 contre 20). Mais même en tenant compte de ces problèmes, il y avait encore environ 9000 pilotes pour les quelque 5000 avions opérationnels à l'été 1940. Pourtant, tout au long du mois crucial de l'été 1940, la RAF se plaignit constamment d'une pénurie chronique de pilotes, et vers la fin du mois d'août, la pression sur les escadrons opérationnels était si intense qu'il était douteux qu'ils puissent continuer à voler encore longtemps. La raison de cette situation apparemment anormale était la façon dont la RAF affectait ses pilotes : *30% seulement des effectifs généraux étaient en fait dans les escadrons de première ligne. 20% étaient engagés dans la tâche vitale d'instruire les candidats, et 20%, bien que qualifiés, recevaient encore une instruction supplémentaire. Les autres occupaient des postes administratifs. Même au plus fort de la bataille d'Angleterre, 30 % des pilotes qualifiés de la RAF occupaient des emplois de bureau*. La raison en remontait aux origines de la RAF, lorsque ses fondateurs avaient décidé que les pilotes seraient l'élite de la nouvelle force. Tous les postes

[325] Ce qui laisse encore plus entrevoir que le refus des Anglais d'envoyer plus de deux petits escadrons de chasseurs pour aider les Français à repousser les divisions de panzers qui envahissaient les Pays-Bas, la Belgique, le Luxembourg et la France, ce refus, dis-je, pourrait être considéré comme du sabotage de l'Alliance franco-anglaise. [NdT]

du personnel avaient été occupés par des pilotes. Aucun ingénieur n'était, par exemple, autorisé à décider de la politique d'ingénierie ; c'était fait par des pilotes. Ce monopole garantissait que les pilotes occupaient tous les postes au sommet de la RAF, mais cela signifiait également que pendant la bataille d'Angleterre, on trouvait autant de pilotes qualifiés assis derrière des bureaux que de pilotes aux manches des bombardiers et des chasseurs réunis. Malgré la gravité de la situation à laquelle l'Angleterre était confrontée et les pressions répétées de Churchill, la RAF refusa de changer sa politique : 30 pilotes seulement furent retirés des emplois administratifs pour rejoindre la ligne de front. *La pénurie presque fatale de pilotes pendant la bataille d'Angleterre fut une situation entièrement créée par la Royal Air Force elle-même*.[326]

La RAF adopta également d'autres politiques, mais rendit plus difficile une réponse efficace aux attaques allemandes. Le Fighter Command [la Chasse] était divisé en quatre circonscriptions régionales, dont la n°11 —couvrant le sud-est de l'Angleterre— et la n° 12 —les Midlands—, étaient les plus importants pendant la bataille d'Angleterre. La n°11 subit les plus gros des assauts, mais fut trop souvent laissé sans aide par les autres régions, de sorte que ses pilotes et ses avions furent soumis à une pression énorme.[327] Cette pression fut accrue par une mauvaise répartition des ressources. Le chasseur britannique le plus efficace contre le Me.109 était le Spitfire, mais 70% des chasseurs du n°11 étaient des Hurricane tandis que d'autres groupes plus éloignés des combats étaient composés d'un nombre égal des deux avions. Au total, moins d'un tiers des meilleurs avions de chasse opéraient dans ce secteur clé [le n°11]. De plus, les aérodromes des zones vitales des n°11 et n°12 accueillaient encore quatre ou cinq escadrons de chasseurs de nuit bimoteurs Blenheim, pratiquement inutiles dans un espace qui aurait pu être utilisé pour deux fois plus de Spitfire et de Hurricane. Les litiges en matière de délimitation réduisirent aussi le nombre d'avions de combat dans le sud-est de l'Angleterre. Le Coastal Command y conserva ses aérodromes et ses

[326] La Royal Air Force était devenue le paradis des "planqués" (penpushers) d'une certaine classe sociale: soldes mirobolantes, prestige stupéfiant, sécurité absolue, longévité assurée. [NdT]
[327] C'était les contingents de pilotes polonais, ceux-là même qui obtinrent les scores les meilleurs face aux pilotes allemands. [NdT]

avions, tout comme la Fleet Air Arm,[328] qui était sous le contrôle de l'Amirauté, et aucune de ces installations ne fut utilisée pour amener plus de chasseurs dans cette zone décisive de combat.

La RAF réduisit également son efficacité en voulant à tout prix conserver toute son organisation en escadrons comme en période de paix. Pendant les opérations guerrières, la notion d'*escadron* resta sacro-sainte et son maintien fut plus important que l'augmentation du nombre d'avions opérationnels. Ainsi, chaque fois qu'un escadron anglais était redéployé ailleurs, les anciens membres d'équipage au sol, les provisions et les pièces de rechange accompagnaient l'escadron au lieu de rester à l'ancien aérodrome pour prendre en compte les nouveaux avions et leurs pilotes. Cela signifiait un espace mort de près d'une semaine avant que l'escadron déménagé ne puisse redevenir opérationnel dans son nouvel aérodrome. Si un pilote était forcé d'atterrir loin de son propre aérodrome de base, il devait retourner à sa base avant que son pilote ne soit autorisé à reprendre ses opérations, ce qui signifiait qu'il était considéré comme *hors de combat* pendant des périodes inutilement longues. Plus tard durant la période de guerre, lors des attaques aériennes alliées contre l'Allemagne, la Luftwaffe adopta un système beaucoup très flexible. Les Allemands ne tentaient pas de garder les escadrons ensemble. Ils permettaient aux chasseurs d'atterrir sur n'importe quel aérodrome disponible et de voler à nouveau à partir de cette base, offrant une plus grande disponibilité et une concentration d'avions de chasse.

Les décisions prises par la RAF concernant l'utilisation de pilotes et d'avions auraient pu leur coûter la victoire dans cette bataille compliquée. Le fait que la RAF n'ait pas perdu était dû à l'incapacité de la Luftwaffe de concevoir une stratégie efficace pour gagner la campagne.[329] Dès le début, les Allemands n'étaient pas clairs sur le but de l'attaque. Était-ce pour essayer de forcer les Anglais à capituler, ou pour user les forces de la RAF afin que la Luftwaffe puisse atteindre la suprématie aérienne au-dessus du sud-est de l'Angleterre comme prélude possible à une invasion ? L'objectif stratégique n'étant pas fixé, il n'est pas

[328] L'Aéronavale. [NdT]
[329] La Palice n'aurait pas mieux résumé la situation. [NdT]

surprenant que les Allemands n'aient pu élaborer un plan tactique cohérent. Un certain nombre de stratégies s'ouvraient devant la Luftwaffe : **1)** Les usines d'avions pouvaient être bombardées pour réduire la production et réduire les forces de première ligne. **2)** Les aérodromes pouvaient être attaqués et mis hors service. **3)** Les sites radar pouvaient être détruits pour supprimer l'alerte avancée des attaques allemandes. **4)** Parfois, des formations massives de bombardiers et de chasseurs auraient pu être lancées dans le but d'attirer les escadrons de la RAF dans des combats destinés à leur infliger de lourdes pertes. La Luftwaffe ne fit jamais de choix clair entre ces différentes approches, les adoptant toutes à des moments différents, mais jamais assez longtemps pour produire des résultats décisifs. Le changement continuel d'expédients tactiques fut la raison essentielle de l'échec final des aviateurs allemands.

Dès le début, les Allemands ne réussirent pas à élaborer un plan de bataille clair. Goering tint sa première grande conférence sur la campagne à venir le 21 juillet 1940, mais aucun plan d'ensemble n'en sortit. Le 31 juillet, Hitler ordonna que l'attaque commence le 5 août. Il décida qu'il ne devait pas y avoir de *bombardement de terreur* [terror bombing] contre des cibles civiles, mais ne donna aucun objectif pour la campagne. Le mauvais temps en retarda ensuite le début. La première phase de la bataille dura 10 jours, à partir du 8 août. Pendant cette période, les Allemands effectuèrent, le 12 août, leur seule attaque concentrée sur les stations radar d'alerte avancée. Six furent attaquées mais une seule (Ventnor sur l'île de Wight) fut mise hors de fonctionnement. Le lendemain, de grandes forces de bombardiers furent engagées pour la première fois, mais elles ne furent pas utilisées contre des cibles spécifiques et la RAF infligea des pertes de plus de trois contre une. Les combats les plus violents de toute la campagne eurent lieu le 15 août. Avec 75 avions détruits, les pertes allemandes furent les plus élevées jamais subies, et la RAF en perdit 34, leur deuxième plus importante journée de pertes de la campagne. Ce jour-là, l'Escadre allemande 5 [la **Luftflotte-5**], basée en Norvège, fut impliquée pour la seule fois dans cette campagne, mais elle perdit 15% de ses effectifs, principalement au sein des Me.110 surclassés. Ce fut trop pour être maintenu. Le mauvais temps du 18 au 24 août marqua la fin de la première phase. La pause des opérations fut l'occasion de repenser la stratégie. Goering annula ses attaques sur les sites radar parce

qu'il les croyait peu efficaces, et décida de se concentrer directement sur la RAF, en particulier sur ses aérodromes du Kent et du Sussex.

La deuxième phase, du 24 août au 6 septembre 1940, fut la plus critique de toute la campagne et amena la RAF au bord de la défaite. Les attaques allemandes sur les aérodromes de la RAF eurent un impact immédiat. Manston fut mis hors de combat le 24 août et de lourdes attaques à la fin du mois sur Kenley et Biggin Hill provoquèrent le déplacement des escadrons impliqués. Des ressources insuffisantes pour réparer les pistes et les équipements endommagés signifiaient qu'après une attaque, une station pouvait être hors service pendant une période considérable. Au cours de la première semaine de septembre, cinq stations ne furent plus pleinement opérationnelles. Des attaques intensives coûtèrent cher à la fois aux avions et aux pilotes : la RAF perdit 290 avions et la Luftwaffe 380. Mais seulement la moitié des pertes nazies étaient des chasseurs, alors que les pertes anglaises étaient considérablement plus élevées dans ce domaine-clé et, pour la seule fois de la bataille, dépassèrent le taux de production. Tout aussi importante dans cette phase fut la perte, au cours de la dernière semaine d'août, de près d'un cinquième des pilotes de chasse de la RAF tués ou blessés. La RAF refusant toujours de *libérer* ses pilotes [anglais] de leurs emplois de bureau,[330] *des hommes récemment formés, et donc inexpérimentés, durent être envoyés dans les escadrons de première ligne*, ce qui en réduisit l'efficacité opérationnelle. Le résultat se concrétisa par des *pertes alliées croissantes* face aux pilotes allemands plus expérimentés.

Au début de septembre, les défenses anglaises étaient proches du point de rupture. Si les Allemands avaient poursuivi leurs attaques sur les bases de la RAF pendant encore une semaine ou deux, la situation se serait probablement détériorée au point que les escadrons de chasse auraient dû être retirés du Kent et du Sussex pour le secteur situé au nord de Londres. Ceci aurait considérablement fait pencher la balance de la victoire en faveur de la Luftwaffe et lui auraient donné la supériorité

[330] Il est certain que si les pilotes (tous anglais) employés dans les bureaux avaient exigé d'aller au combat, ils y seraient allés. Ils avaient ainsi les avantages des pilotes (solde et prestige) sans en courir les dangers. [NdT]

aérienne locale sur la zone où une invasion aurait pu advenir. À ce moment critique de la campagne, les Allemands changèrent une fois encore de tactique, soulageant involontairement la RAF. Le 31 août, Goering tint une conférence avec ses adjoints de la Luftwaffe. Ils savaient fort bien qu'ils n'avaient pas encore établi la suprématie aérienne, mais des renseignements erronés suggéraient que la RAF était à court d'avions. Les Allemands pensèrent que le commandement de la chasse n'avait plus que 420 avions (le chiffre réel était d'environ 750) et que les réserves étaient réduites à 100 avions (en fait, elles représentaient le double de l'estimation des Allemands). Goering décida alors d'annuler les attaques des bases aériennes de la RAF pour se concentrer sur Londres même. (Hitler avait donné la permission d'attaquer les docks de Londres à la suite du bombardement de Berlin par les Anglais). Goering était certain que ce changement de tactique forcerait la Royal Air Force à lancer l'ensemble de ses forces dans une dernière bataille pour défendre leur capitale. En fait, les Allemands firent une erreur fondamentale de calcul et s'engagèrent dans la plus dangereuse de toutes les opérations —un bombardement de masse en pleine lumière— contre une défense encore intacte et bien organisée.

Le 7 septembre 1940, la Luftwaffe commença à mettre en œuvre sa nouvelle tactique par un bombardement massif sur les docks de Londres. Cette attaque marqua le début de la troisième phase de la campagne d'Angleterre. La RAF évalua mal la situation en pensant que l'attaque visait toujours ses propres bases aériennes. Dans la confusion, les chasseurs anglais n'attaquèrent pas les bombardiers allemands avant leur retour de Londres, après qu'ils aient infligé d'importants dommages à la capitale. Les Allemands ne perdirent que quelques avions de plus que les Anglais, et lorsque le raid fut réitéré 4 jours plus tard, le 11 septembre, ils subirent moins de pertes que les Anglais. En apparence, le changement de tactique allemand semblait porter ses fruits, mais en fait, grâce à cette phase d'accalmie, les bases de la RAF purent se remettre des dommages antérieurs et redevenir opérationnelles dans la zone vitale du sud-est de l'Angleterre. Ce fut à ce moment-là qu'Hitler dut prendre sa décision capitale, à savoir si une invasion de l'Angleterre devait avoir lieu [immédiatement].

Le manque d'enthousiasme d'Adolf Hitler pour une invasion qui serait plus compliquée qu*'une simple occupation d'une Grande-Bretagne déjà vaincue* avait changé au début du mois de septembre, car il s'était contenté d'attendre de voir venir, de voir si la Luftwaffe pouvait [facilement] liquider la RAF ; et il n'avait fait aucun effort particulier pour diriger les opérations, comme il l'avait fait lors de l'attaque contre la France[331]. Il indiquait ainsi très clairement qu'il n'était pas personnellement impliqué dans ce qu'il considérait comme une entreprise très discutable.[332] Pendant ce temps, quelques forces d'invasion de qualité inférieure se rassemblaient lentement dans les ports de la Manche, où elles étaient harcelées par les bombardiers de la RAF. De ce fait, les préparatifs étaient loin d'être terminés. L'armée allemande décida que la dernière date possible pour une invasion, compte tenu de la météo et des marées, serait le 27 septembre. Le *Große Hauptquartier* avaient besoin de dix jours de préparation pour lancer son invasion et une décision finale était donc nécessaire avant le 17 septembre 1940. Le 13 septembre, Adolf Hitler[333] espérait toujours qu'une invasion ne serait pas nécessaire et que sa Luftwaffe allait être en mesure de forcer l'Angleterre à faire la paix, bien que l'on ne sache toujours pas de quelle façon. Le 14 septembre, il reporta une décision finale d'invasion pendant trois jours, jusqu'au dernier moment possible. Le lendemain, la Luftwaffe lança sa plus grande attaque contre Londres, en espérant qu'elle serait décisive. Cela ne fit que démontrer que les bombardements de jour étaient trop meurtriers pour l'assaillant contre une défense efficace, même avec une couverture de chasseurs. Des vagues de bombardiers, lourdement escortés par des chasseurs, furent lancées dans la matinée et en après-midi contre la ville de Londres. Les Allemands commirent l'erreur de n'entreprendre aucun raid de

[331] La France lui paraissait beaucoup plus à la hauteur de ses dons de stratège génial, croyait-il. Durant les deux guerres mondiales, les Allemands nourrissaient un certain mépris pour la taille de l'Armée anglaise au début de la guerre. L'empereur Guillaume II avait déclaré que la Grande-Bretagne «avait une armée méprisablement petite». Cette phrase s'était légèrement perdue dans la traduction et le message reçu était que la Grande-Bretagne «avait une petite armée méprisable» (a contemptibly small army), ce qui changeait le sens de l'expression : ce n'était plus *la taille* de l'armée mais *l'armée* elle-même qui était méprisable. Guillaume II déclara également que si les Anglais débarquaient leur armée contre l'Allemagne, il enverrait sa police pour les arrêter. [NdT]

[332] Discutable parce que : Pourquoi se battre pour occuper un pays déjà vaincu ? [NdT]

[333] Qui ne voulait pas gaspiller ses troupes et ses avions contre un pays considéré comme vaincu, pour les utiliser pour aller frapper l'URSS de Staline. [NdT]

diversion, et la RAF put ainsi concentrer toutes ses défenses (23 escadrons le matin et 30 l'après-midi) contre les attaquants. Le résultat fut de lourdes pertes pour la Luftwaffe, qui perdit environ 60 avions contre 26 pour la RAF.[334]

Le 17 septembre, jour de la décision finale concernant l'invasion décidée pour ce jour-là, Hitler tint une réunion avec ses planificateurs militaires. Les événements du 15 septembre avaient trop clairement démontré que la RAF était toujours une force puissante. Et Hitler, décida que son propre scepticisme quant à l'invasion était bien justifié, et il reporta le plan indéfiniment.[335] Il était maintenant libre de tourner son attention vers son objectif ultime : *la destruction de l'Union soviétique*. Trois jours après la réunion, la dispersion des embarcations d'invasion fut ordonnée mais une manoeuvre décousue fut maintenue dans une tentative de semer la confusion chez les Anglais (sans succès). La Luftwaffe poursuit ses attaques, mais à part quelques raids isolés sur des usines aéronautiques, les raids se concentrèrent de plus en plus sur des actions nocturnes sur les villes, en particulier sur Londres. À la fin du mois de septembre, le gouvernement comprit que le danger d'une invasion était devenu une possibilité lointaine, que les raids de jour n'avaient pas vaincu la RAF et que les Anglais pouvaient désormais s'attendre à un long hiver de bombardements nocturnes continus. L'Angleterre avait survécu.

À l'époque et depuis ce temps-là, la survie de l'Angleterre avait été uniquement attribuée aux efforts d'une poignée d'hommes [*The Few*] : les pilotes du Fighter Command.[336] Il ne fait pas l'ombre d'un doute que leur habileté et leur courage, soutenus opiniâtrement pendant une longue période de combats intenses, ont été essentiels pour assurer l'échec de la Luftwaffe. Mais les Allemands avaient aussi des pilotes hautement qualifiés et dévoués, et il faut donc beaucoup plus que de l'héroïsme individuel pour mériter la victoire dans une bataille moderne.

[334] Sans compter bien sûr les pertes humaines, civiles, militaires et matérielles qui rétabliraient l'équilibre des pertes entre les deux côtés. [NdT]
[335] Il voulait garder toutes ses forces pour attaquer l'URSS. [NdT]
[336] Y compris des pilotes ronds-de-cuir qui préféraient travailler au bureau plutôt que d'aller combattre. [NdT]

Après Dunkerque et l'effacement de la France, l'Angleterre devait non seulement survivre, mais aussi inventer *une illusion patriotique —un mythe—* qui soutiendrait la nation pendant cette longue et difficile calamité, après avoir évité une défaite immédiate. Le processus de création du mythe fut fortement créé de toute pièce durant l'été de 1940.[337] *Les succès anglais furent grandement exagérés à l'époque, et de nombreuses statistiques trompeuses inventées en 1940, sont depuis cette époque devenues des faits considérés comme authentiques.* Par exemple, le 15 septembre 1940, date encore célébrée comme le jour de la bataille d'Angleterre, les Anglais ont revendiqué la destruction de 185 avions allemands. Le chiffre réel était de 60. Au cours de la phase cruciale, du 16 août au 6 septembre, le peuple anglais reçut une image *faussement* optimiste des progrès des combats. Les chiffres diffusés par la BBC avançaient des pertes britanniques de 292 avions, contre 343 en réalité, soit une sous-estimation de 15%. Les pertes subies par les Allemandes furent déclarées plus importantes pour cette période ; elles furent accrues de 62% au-dessus des faits réels (855 au lieu de 527). La réalité du combat fut également très différente de l'image émouvante dépeinte à l'époque. La moitié, seulement, des Spitfire et des Hurricane qui se sont précipités pour intercepter les attaquants, ont engagé les chasseurs et les bombardiers allemands, et 15% seulement des pilotes anglais ont été crédités pour avoir abattu des avions de la Luftwaffe. Les vrais *As* étaient extrêmement rares : seuls 17 pilotes de la RAF représentaient plus de 10 avions abattus par chacun. L'escadron le plus performant (le n°303) n'était pas britannique, mais composé de pilotes polonais, et les deux pilotes individuels les plus performants étaient un Tchèque et un Polonais.[338]

Les véritables raisons de la survie de l'Angleterre durant l'été 1940 furent plus profondes que le courage individuel des pilotes, aussi important soit-il. Le facteur le plus important fut la géographie. L'armée allemande pouvait dominer le continent, mais elle n'avait pas la capacité

---

[337] Ce fut la méthode Coué. [NdT]

[338] La RAF comprenait en son sein 145-147 pilotes polonais; NZ 101-127 pilotes néo-zélandais; 94-112 Canadiens; 87-89 tchécoslovaques; 29 Belgique; 22-25 Sud-Africains; 13-14 Français Libres 10; quelques Irlandais; Étatsuniens; et autres. Ce sont les Polonais qui eurent le meilleur tableau de chasse. [NdT]

de lancer une invasion.[339] Une telle opération était très compliquée et nécessitait une planification méticuleuse, comme l'ont démontré les Alliés avant le débarquement de Normandie en 1944. Hitler devait se montrer extrêmement prudent avant de lancer une tentative de franchissement de la Manche afin que les Anglais ne se retrouvent en perdition. La Kriegsmarine était trop faible pour contrôler la Manche dans cette région, et tout dépendait donc de la capacité de la Luftwaffe à vaincre la RAF et à établir la suprématie aérienne locale. En cas de victoire sur la RAF, une invasion aurait pu être possible. La Royal Navy aurait eu beaucoup de mal à opérer dans la Manche sous une attaque aérienne allemande et si l'armée allemande avait débarqué, l'armée britannique mal équipée aurait probablement été trop faible pour faire plus que retarder sa progression. Comme l'ont dit les chefs d'État-Major au Cabinet de Guerre en mai : "Si l'ennemi réussit à établir fermement une tête-de-pont en Angleterre, avec ses véhicules, l'armée anglaise, qui manque d'équipement, n'aura pas la puissance offensive pour l'en expulser."[340] Résister à l'attaque de la Luftwaffe était donc la clé de la survie. La RAF a failli perdre la bataille d'Angleterre en raison de son adhésion obstinée à la tradition et à ses procédures rigides, même en période d'urgence nationale suprême. Sous un système plus souple, "La poignée de héros" aurait pu être une foule. La victoire dans les airs fut obtenue grâce à deux facteurs qui, en fin de compte, ont donné à l'Angleterre un avantage vital. Le premier était la capacité de l'Angleterre à produire plus d'avions que l'Allemagne. Dans ce domaine, les avantages des méthodes peu orthodoxes et improvisées [les Français diraient *Le Système D*] en réponse à la crise nationale étaient évidents. La seconde était enracinée dans les échecs allemands : bien que supérieure en nombre, la Luftwaffe était désespérément mal équipée pour vaincre la RAF au-dessus de l'Angleterre, et cette faiblesse était aggravée par la direction erratique de la campagne militaire, alors que, heureusement pour l'Angleterre, les décideurs politiques d'avant-guerre avaient pris les bonnes décisions.[341]

---

339 Clive Ponting part du principe que l'invasion allemande aurait été organisée par la Kriegsmarine alors qu'elle l'aurait été par les troupes aéroportées. [NdT]

340 Bureau du Cabinet des Ministres, 66/7, WP (40) 168. Comme précisé plus haut, l'Armée britannique avait abandonné tout son équipement sur les plages de Dunkerque. [NdT]

341 Explications peu claires. [NdT]

La chute de la France suivie de la menace d'invasion, la bataille d'Angleterre et le Blitz sur les villes anglaises, durant l'automne et l'hiver 1940, amenèrent pour la première fois la guerre à peser directement sur la population civile anglaise. De quelle façon la guerre a-t-elle modifié la nature de la société anglaise d'avant-guerre et dans quelle mesure la population civile a-t-elle résisté à ces nouvelles tensions ? Tout aussi important, comment le gouvernement considérait-il l'obligation de contrôler le pays ?

8
Gouvernement et peuple

L'une des illusions centrales de 1940, cultivée à l'époque et embellie depuis, fut que "*les Anglais avait été galvanisés par la guerre au point de changer leurs anciennes méthodes de travail, et s'étaient unis comme jamais auparavant, dans un puissant lien d'égalité et de sacrifice. Le nouvel esprit de cette nation était dominé par un gouvernement bienveillant qui fournissait un leadership inspirant*." La réalité était très différente. L'Angleterre des *années 1930* était une société profondément divisée et inégalitaire. La guerre, la menace d'invasion et le blitz n'avaient pas changé cet état d'esprit. En effet, en 1940, le carcan de la guerre s'était abattu plus lourdement sur les moins privilégiés, laissant les riches et les puissants s'adapter avec une relative aisance. Une étude sur la vie en Grande-Bretagne en 1940 montre que le modèle social hérité des années 1930 était resté presque inchangé, et que le gouvernement, en cherchant à contrôler et à organiser le pays, s'était montré profondément "conservateur", instinctivement répressif, méfiant quant à la volonté de la population de résister aux coercitions de la guerre et incompétent pour soulager les souffrances causées par les bombardements.

En 1940, les extrêmes de pauvreté et de richesse coexistaient en Angleterre. En janvier, 1 300 000 personnes étaient au chômage, malgré la hausse de la demande de main d'œuvre industrielle exigée par le réarmement. À l'époque de [la fuite de] Dunkerque, 645 000 personnes étaient encore sans emploi et ce chiffre ne descendit pas en dessous de 200 000 avant juin 1941. Pour les chômeurs, les conditions étaient aussi détestables qu'elles l'avaient été dans les années 1930. Le *test de revenus,* abhorré des ménages, fut maintenu même après que le Parti Travailliste eut rejoint le gouvernement en mai, *malgré sa promesse de l'abolir dès qu'il serait au pouvoir.* Le chômage était l'une des principales causes de pauvreté, mais le déclenchement de la guerre aggrava la situation de plus de familles encore. En 1940, les prix moyens étaient supérieurs de 19% à ceux de 1939, mais les salaires n'avaient augmenté que de 11%. Le gouvernement ajouta au fardeau fiscal en introduisant une nouvelle

forme régressive d'imposition dans le premier budget de guerre. La *taxe de vente* fut fixée à 33% sur les produits de luxe et à un peu plus de 16% pour les articles essentiels. L'inégalité des sacrifices fut bien démontrée par une autre série de mesures. Seul un rationnement alimentaire *très limité* fut introduit en janvier 1940. Bien que l'impôt sur le revenu ait été augmenté, les taux sur les bénéfices excédentaires des industriels ne furent haussés qu'à 60%, permettant ainsi aux entreprises de conserver une grande partie des bénéfices tirés des commandes d'armement. De la même façon, bien qu'aucun argent n'ait pu être trouvé pour abolir le Test des Moyens[342] individuels, les industries en difficulté purent obtenir une aide substantielle. En février 1940, le gouvernement anglais garantit aux quatre principales compagnies ferroviaires un revenu minimum de 40 millions de livres sterling, soit 15% de plus qu'avant la guerre, malgré le fait qu'une compagnie ait même versé un dividende à ses actionnaires (de 0,5% seulement). Sans surprise, la valeur des actions des compagnies de chemin de fer augmenta de 200 millions de livres sterling lorsque le projet fut annoncé. Le gouvernement n'obtint pas grand-chose en retour et une planification inadéquate entraîna une crise majeure des chemins de fer durant l'hiver 1940-41.

Les terribles conditions de vie qui affectaient une grande partie de la population anglaise furent révélées par une série d'enquêtes menées à la fin des années 1930 et au début de la guerre. À York, 31% des familles de la classe ouvrière (18% de la population totale constituant 50% de tous les enfants) vivaient sous le *seuil de pauvreté*. À Middlesbrough en 1939, un tiers de toutes les maisons avaient plus de 70 ans et seulement 10% avaient des salles de bains. Le taux de mortalité dans les villes anglaises était deux fois supérieur à celui des Pays-Bas, et celui de Glasgow était plus élevé que celui de Tokyo. Les pires régions se trouvaient dans le nord industriel où la mortalité infantile était deux fois plus élevée que dans le sud-est prospère. Même les enquêtes officielles du Ministère de

[342] Le « Means Test », ou Test des Moyens individuels, était une évaluation du revenu total du ménage pour les demandeurs d'allocations de chômage. Le Means Test fut mis en place par le Gouvernement anglais en novembre 1931 dans le but d'économiser des fonds publics. Ce Means Test fut, à l'époque et dans les mémoires, l'une des lois les plus détestées d'Angleterre.

la Santé ne mâchaient pas leurs mots sur l'état de la nation. En 1943, 10% de la population se disait *mal nourrie* ou pire : beaucoup de gens vivaient depuis des années dans la pauvreté et le chômage, et avaient abandonné de se battre pour maintenir un niveau décent d'entretien ménager et d'alimentation.[343] Deux ans plus tôt, une enquête officielle sur la santé avait révélé *une situation honteuse pour un pays* civilisé. L'inégalité fut révélée de manière frappante par le fait que les écoliers [riches] mesuraient en moyenne 10 cm de plus que leurs condisciples de la classe ouvrière, uniquement en raison de leur meilleure alimentation. La majeure partie de la population ne recevait qu'une éducation très basique. Moins de 1% des jeunes de 14 à 18 ans terminaient leurs études secondaires à temps plein, et l'inégalité des chances montrait que seulement 0,5% des enfants du primaire iraient à l'université. Pourtant, l'une des premières mesures prises par le gouvernement au début de la guerre fut de reporter le relèvement prévu de l'âge de fin de scolarité à 15 ans. L'évacuation massive des enfants en septembre 1939 amena pour la première fois dans les campagnes et les zones de classe moyenne les enfants des quartiers pauvres. Parmi les personnes évacuées de Newcastle, une sur huit n'avait pas de chaussures correctes, une sur cinq manquait de vêtements et la moitié des enfants étaient infestés de poux.

Les extrêmes de richesse des privilégiés co-existaient à côté de toute cette pauvreté. Par contre, la bataille pour la survie nationale fit peu de différence dans la vie des riches et des puissants. Au printemps 1940, il existait encore 20 marques de voitures pour les privilégiés qui pouvaient se permettre de les acheter. Au cours de l'été 1940, l'ancien secrétaire adjoint du cabinet, Tom Jones, pouvait encore faire le tour des fêtes rurales, passant par Cliveden, Gregynog Hall et la résidence de Stanley Baldwin dans le Worcestershire. À chaque endroit, il voyait encore beaucoup de domestiques pour s'occuper des invités. En septembre, le riche député Conservateur Chips Channon dut se contenter de ce qu'il décrivait comme un *personnel restreint de 6 personnes* (au lieu des 15 habituelles) dans sa maison de Belgrave Square, bien qu'il ait pu maintenir le niveau habituel de service dans sa résidence de campagne de Hardee.

La vie sociale se poursuivait pour les riches avec peu de changements. Au plus fort de la bataille d'Angleterre, en août, John Colville, l'un

---

[343] C. Barnett, op. ci., p. 193

des secrétaires privés de Churchill, put tenir un journal bien rempli. Sur une période de huit jours, il se rendit à deux déjeuners mondains, dîna deux soirs dans un restaurant exclusif du West End puis alla au théâtre ou au cinéma avant de finir la nuit dans une boîte de nuit, après quoi, il passa le week-end dans sa résidence de campagne de Lord Bessborough à jouer au tennis avant de retourner à Londres le lundi matin. Le Blitz eut peu d'impact sur son style de vie. Chips Channon décrivit une scène à l'hôtel Dorchester, où de nombreux ministres et hauts-fonctionnaires séjournaient, alors que le East End de Londres était écrasé par les bombes allemands, que la population pauvre s'entassait dans des stations de métro et que les sans-abris vivaient dans des centres d'accueil sordides. La [bonne] moitié de Londres semblait présente..." *J'ai offert à Bob Boothby un cocktail au champagne dans le bar privé... notre facture devait être immense car nous avions quatre magnums de champagne. Londres vit bien : je n'ai jamais vu autant de somptuosité, d'argent dépensé ou de nourriture consommée que ce soir, et la piste de danse était bondée.*"[344] Les membres du gouvernement menaient des vies privilégiées similaires. Alors que Coventry était bombardée en novembre, le Ministre de l'Intérieur, Herbert Morrison, savourait un dîner au champagne à Himley Hall avec le Commissaire Régional, Lord Dudley, et ils sont tous deux sortis pour regarder les incendies à une distance de sécurité. Winston Churchill dînait bien là de façon régulière. Le 24 novembre, c'était au champagne et aux huîtres avec Anthony Eden alors qu'ils discutaient de la campagne militaire en Grèce. Cinq jours plus tôt, c'était au caviar, au Champagne et au brandy 1865, dans son abri privé à l'épreuve des bombes dans la station de métro désaffectée de Down Street, près de Knightsbridge. Harold Nicolson, le Ministre-Adjoint du Ministère de l'Information, passait l'essentiel de son temps à manger dans les clubs de St. James ; mais, à une occasion, il déjeuna au réfectoire du Sénat House, le siège du Ministère. Il fut choqué par les inconvénients de la restauration collective : "*C'est absolument immonde... Ça marche sur le système des cafétérias et on doit faire la queue en tenant nos plateaux avec les garçons-commissionnaires.*"[345] D'une façon générale, il put s'éviter des expériences aussi pénibles et fut ravi de mentionner un haut-fait culinaire qu'il avait pu

[344] Channon, op. cit., p. 272 (5.11.40)

[345] Nicolson, op. cit., (21.10.40)

apprécier au moment où la menace d'invasion allemande atteignait son apogée en septembre : "[J'ai] Dîné avec Guy Burgess au Reform Club et [j'ai] dégusté la meilleure gélinotte rôtie jamais mangée."[346]

Si les habitudes de l'Entre-deux-Guerres restèrent pratiquement inchangées dans la haute société anglaise en 1940, il en fut de même pour les autres modes de vie au sein du Gouvernement anglais, de la société en général et de l'Armée. Lorsque Colville rejoignit le personnel du N 10 en octobre 1939, il fut choqué de constater que le travail commençait à 9h30. La guerre totale pour la survie nationale n'avait d'ailleurs pas modifié les pratiques ailleurs. Jusqu'en novembre 1940, le Foreign Office commença sa journée de travail à 11h00, et au Ministère de la Guerre économique, Hugh Dalton dut donner des instructions spéciales pour que le personnel soit au bureau à 10h00 après qu'un fonctionnaire ne soit pas arrivé à temps pour l'une des réunions de Dalton à 10h30. Colville, en plus de maintenir sa vie sociale active, put également s'accorder beaucoup de congés, alors qu'il était au N°10. Il prit un congé de 11 jours à partir du 5 septembre, à un moment où l'on s'attendait à tout moment à une invasion allemande. Le Chef de l'État-Major Général Impérial prit un congé de quinze jours en décembre 1940, qui coïncida avec la première offensive britannique de la guerre, en Égypte. Les travailleurs de l'industrie aéronautique travaillaient de très longues heures ; une grande partie du reste de l'industrie anglaise continuait également de la même manière. En juillet, un journaliste du *Daily Mirror* entra *sous déguisement* dans le chantier naval Vickers de Barrow. Il y circula toute la journée pour enquêter sur ce qui se passait dans une industrie de défense-clé, alors que la nation se préparait à une invasion allemande. Ce qu'il découvert, tel que décrit par un autre membre de l'équipe du journal, était si choquant que le journal estima qu'il ne pouvait pas publier l'histoire :

"75% des ouvriers qu'il a aperçus ne faisaient rien du tout. Beaucoup n'avaient pas travaillé depuis des semaines et certains même depuis des mois, et tous ces hommes étaient totalement écœurés. Il y avait beaucoup de matériel, d'ouvriers volontaires et qualifiés, et des quantités de machines, mais pratiquement aucune production. Un canon, qui avait été

[346] Ibid., p.112 (12.9.40)

terminé, était sous la pluie depuis au moins deux mois. Il trouva 14 hommes endormis dans une alvéole dans un gros support de canon."[347]

On pouvait trouver une concordance déprimante avec d'autres domaines de la vie sociale. En 1940, l'Angleterre connaissait le début d'une vague de criminalité croissante qui devait se poursuivre tout au long de la guerre. Malgré une baisse du nombre de policiers disponibles pour enquêter sur les crimes et la quasi-élimination des infractions routières en raison du rationnement de l'essence, la criminalité augmenta de près de 60% durant la guerre (elle atteignit trois fois le taux annuel d'avant la guerre). Avec l'imposition du rationnement et le marché noir qui en résulta, le chapardage au travail augmenta rapidement : trois fois plus dans les docks de Birkenhead durant l'année 1940. Et peu de temps après le déclenchement de la guerre, une escouade spéciale de 500 policiers dut être envoyée en France pour tenter d'arrêter les vols massifs dans l'Armée anglaise vendus au marché noir en France.[348] Le Blitz ouvrit de nouvelles possibilités de pillage en Angleterre. C'était si sérieux que Scotland Yard dut mettre en place une équipe spéciale anti-pillage, près de la moitié des personnes arrêtées étaient des travailleurs de la Défense Civile anglaise. Les perturbations sociales du temps de guerre aggravèrent également la criminalité juvénile, qui fit un bond de 41% dans l'année qui suivit le déclenchement de la guerre.

À Whitehall, les responsables de l'Armée passaient une grande partie de leur temps à discuter de sujets qui n'avaient pas grand-chose à voir avec les opérations militaires et la stratégie guerrière. En février 1940, le Conseil de l'Amirauté dut décider si les aumôniers de la Marine devaient être autorisés à porter, à leurs frais, une casquette avec un insigne. On se perdit aussi en longues discussions sur les noms des deux nouveaux cuirassés sur le point d'entrer en service. *Jellicoe* et *Beatty* (deux commandants de vaisseaux de la Première Guerre mondiale) furent rejetés comme étant encore trop controversés, et le Conseil d'Administration se contenta de noms du passé qui faisaient l'unanimité : *Anson* et

347 King, p. cit., p.62 (18.7.40)

348 Plus tard, lorsque l'Armée américaine s'installa en France, les soldats américains (comme les soldats anglais en 1940) volaient dans leur armée tout ce qui leur tombait sous la main pour le vendre au marché noir français, allemand ou belge. [NdT]

Howe.[349] Durant la même période, le Conseil de l'Armée décida, malgré les protestations de l'archevêque de Cantorbéry, que ce que l'on appelait par euphémisme "*maisons de tolérance*"[350] devait continuer d'être toléré. D'autres questions vitales furent longuement discutées au printemps 1940, par exemple la question de savoir si le public devait continuer à être encouragé à tricoter des chaussettes pour les fantassins, même si les chaussettes tricotées à la maison n'étaient pas traitées contre les gaz asphyxiants (la pratique avait été autorisée afin de décourager les gens de tricoter pour la Marine ou l'Armée de l'Air), et si *le kilt* devait être distribué à tous les régiments écossais de Grande-Bretagne ou seulement aux cornemuses et aux tambours.[351]

Les Forces armées étaient déterminées à ne pas laisser les contraintes de *la guerre totale* modifier les classes sociales d'avant-guerre. À l'automne 1940, les garçons des écoles publiques avaient encore 14 fois plus de chances d'être sélectionnés comme officiers d'infanterie que les garçons des écoles d'État.[352] La Royal Navy continua de réserver la moitié des places de son programme de recrutement d'élèves-officiers aux jeunes des écoles publiques, même la résistance civile de haut niveau ne put rien changer contre ce préjugé dominant. Churchill, lorsqu'il fut Premier Lord de l'Amirauté, intervint dans le système de sélection de la Royal Navy. En avril 1940, il alla même jusqu'à interroger personnellement trois garçons, classés 5e, 8e et 17e sur 400 candidats à la sélection d'officiers, mais qui avaient, tous trois, été rejetés comme *inaptes au service naval*. Les raisons étaient que le premier parlait avec *un léger accent cockney*, et les deux autres avaient des origines sociales *inférieures*, l'un étant le fils d'un premier maître et l'autre ayant un père ingénieur[353] dans la marine marchande. Churchill insista pour que les trois soient acceptés

---

349 Amirauté167°109. D'après l'Admiral Sir George Anson, 1st Baron Anson (1697-1762) et l'Amiral Sir Richard Howe 1726-1799. [NdT]

350 BMC, Bordels militaires contrôlés dans l'Armée française. [NdT]

351 War Office, 163/49 (OS7, OS30, OS48)

352 En Angleterre et au Pays de Galles, les "public schools" sont en fait des écoles privées, payantes, fréquentées par les enfants des familles riches ou aisées. Elles sont dites publiques car elle sont ouvertes à tous les enfants sans tenir compte de leurs lieux de résidence ni de leurs religions. Les écoles d'État sont gratuites mais pour les pauvres, et défavorisées par l'Armée, sauf pour verser son sang comme soldat de Deuxième Classe. [NdT]

353 Les ingénieurs anglais sont de simples machinistes qui travaillent dans les machineries du navire, à fond de cale. [NdT]

et il autorisa également davantage de marins du *pont inférieur* à devenir officiers. À la fin de 1940, Churchill ayant été retiré de l'Amirauté, les amiraux décidèrent de revenir aux habitudes d'avant 1913 visant à limiter les promotions venant des ponts inférieurs à un maximum de 7% de l'entrée des officiers après la guerre. Dès avril 1940, l'armée exprima son désir que les officiers d'après-guerre continuent à refléter les anciennes traditions du passé. Ils décidèrent de conserver le système de nomination des officiers d'active qui permettait aux colonels des régiments de promouvoir certains candidats officiers qui pouvaient se réclamer de grands domaines fonciers ou de grandes familles aristocratiques, et qui souhaitaient une nomination dans un régiment spécifique.[354]

Les distinctions et les préjugés d'avant-guerre au sein des forces armées restaient inchangés. Pendant la bataille d'Angleterre, un officier pilote pouvait recevoir la *Distinguished Flying Cross* pour sa bravoure et, de ce fait, avait droit aux voyages ferroviaires gratuits en *première classe.* Un sous-officier-pilote tout aussi héroïque recevait lui aussi la Distinguished Flying Cross mais ne voyageait qu'en *troisième classe*. Bien que Churchill ait tenu à élargir le milieu social des officiers de marine, il intervint pour limiter le nombre de marins noirs. Il dit à l'amiral Phillips : *Not too many of them, s'il vous plaît.*[355] L'épouse de Churchill, Clementine, n'invitait pas à dîner les officiers de la Garde avec eux à The Chequers[356] lorsque ces officiers provenaient de l'*Oxford and Bucks Light Infantry.* Ils étaient invités lorsqu'ils venaient des *Coldstream Guards*. Le Conseil de l'Armée convint en février 1940 que, même en temps de guerre, les traditions sociales devaient être sauvegardées en permettant uniquement aux *officiers généraux* d'emmener leur femme avec eux *aux frais de l'État* lors d'affectations à l'étranger afin de faire face aux nombreuses réceptions que cela impliquait. D'autres officiers pouvaient le faire à leurs propres frais, mais les autres niveaux de grades, seulement s'ils trouvaient des logements disponibles, ce qui n'était normalement pas le cas.[357] La solde dans les forces armées était souvent très

[354] Ibid., (OS 54)

[355] M. Gilbert, op. cit., p. 158

[356] Il s'agit d'un restaurant de classe, étoilé sur le guide Michelin. Il se trouve à Church Road, Churchill, Chipping Norton OX7 6NJ Angleterre. [NdT]

[357] Dans les guerres du passé, par exemple dans l'Armée anglaise de Wellington dans la Péninsule ibérique (sous le Premier Empire), des foules d'épouses de soldats de tout grade, suivaient l'Armée

étriquée : après déductions, un soldat recevait 5 pence par jour à dépenser et sa femme n'avait droit qu'à 6 pence par semaine de plus que les épouses durant la Première Guerre mondiale. L'allocation pour enfants versée aux épouses de militaires des forces armées était de 25 pence par semaine, réduite à 5 pence par semaine pour le quatrième enfant. Le contraste avec l'allocation payée à ceux qui accueillaient des enfants évacués était frappant : 42,5 pence par semaine sans exception. Cela reflétait le fait que cette somme était principalement payée aux familles *de classe moyenne,* dans les zones rurales.

L'évacuation, tant en Grande-Bretagne qu'à l'étranger, démontra clairement les distinctions entre riches et pauvres, mais aussi l'indécision et le manque de cohérence du gouvernement. Avant la guerre, le gouvernement avait constitué un plan élaboré pour évacuer vers la campagne les mères et les enfants des grandes villes qui devaient être la cible de bombardements ennemis intensifs. Ce projet fut mis en œuvre à la fin du mois d'août 1939, et environ un million et demi de mères et d'enfants furent officiellement évacués. Ce nombre fut augmenté par les deux millions de personnes qui pouvaient se permettre de payer leur propre évacuation, souvent dans les hôtels du nord et de l'ouest de l'Angleterre. Les 3/4 des enfants évacués ne reçurent pas d'éducation à plein temps et, lorsque les bombardements attendus ne se furent pas matérialisés, un million de personnes ou plus retournèrent dans les villes au début de 1940. Mais ce ne fut qu'en avril 1940 que l'enseignement obligatoire fut réintroduit. La menace d'invasion de l'été raviva la question de l'évacuation. Le 3 juillet, les chefs d'État-Major demandèrent l'évacuation obligatoire de tous les habitants de la majeure partie de la côte orientale de l'Angleterre, de Felix Stowe à Folkestone, afin de faciliter les opérations militaires. Les ministres refusèrent la demande, préférant plutôt compter sur les déplacements volontaires (bien qu'il y ait eu une décision précipitée à la mi-juin d'évacuer 100 000 enfants de Londres). Le long de la côte est, environ la moitié de la population était déjà partie à la fin du mois de juin, fuyant la zone où les combats étaient attendus. Pour encourager une nouvelle évacuation, le gouvernement décida de fermer toutes les écoles

britannique, parfois avec des enfants nés en chemin. Pour en savoir plus sur ces épouses aimantes, lire *Combats franco-anglais des Guerres du Premier Empire français,* par Jean-Claude Castex, ISBN 978-2-921668-21-7. [NdT]

publiques ; ainsi les enfants qui restaient ne reçurent plus d'éducation. Au début du mois de septembre, le Cabinet de Guerre décida d'étendre le programme d'*évacuation volontaire* existant au Kent et au Sussex (où un débarquement semblait également vraisemblable), bien qu'il craignît d'alarmer le public et que Churchill insistât sur le fait qu*'il était essentiel que... cela devait être tenu à l'écart des journaux.*[358] Dès que les perspectives d'invasion s'éloignèrent, la population rentra progressivement chez elle.

L'évacuation d'une partie du pays vers une autre ne pouvait être qu'un expédient temporaire pour éviter le pire, et ne servirait à rien si les Allemands étaient en mesure d'envahir l'île de Grande-Bretagne. Une alternative plus radicale était de quitter le pays ensemble. Plus de 5000 personnes fuirent l'île en 48 heures à la fin du mois d'août 1939, alors que la guerre semblait imminente ; mais en période de guerre, un permis de sortie devenait nécessaire. L'effondrement inattendu de la France en mai 1940 souleva le spectre de l'invasion et de la défaite, et convainquit certains membres de l'establishment qu'il était temps de quitter le pays. Naturellement, ceux qui ont filé *à l'Anglaise* n'ont pas été portés à publier leur fuite ou les raisons de celle-ci. D'ailleurs le gouvernement lui-même était réticent à ce que la nouvelle d'un tel exode soit largement connue. La fuite du pays des classes dirigeantes était considérée avec mépris, mais ce mépris était exprimé en privé plutôt qu'en public. Lorsque Sir Samuel Hoare fut limogé par Churchill, il fut d'abord extrêmement réticent à accepter le poste d'ambassadeur à Madrid. Cependant, dès que la nouvelle de l'effondrement français à Sedan arriva à Londres, il changea rapidement d'avis. Il se rendit au Ministère des Affaires étrangères et annonça aux fonctionnaires que Churchill voulait qu'il parte immédiatement pour Madrid ; ce que les fonctionnaires savaient être un mensonge. Sir Alexander Cadogan évalua rapidement les véritables motivations de Hoare lorsqu'il écrivit dans son journal : "Ce sale petit chien a le vent en poupe et veut quitter le pays ! Tout le monde veut se débarrasser de lui et accepte de l'expédier.[359] Le lendemain, Sir Samuel et Lady Hoare "poireautaient" à nouveau au Foreign Office pour essayer d'accélérer leur

[358] BUREAU DU CABINET 65/9, WM (40) 245e conclusions (9.9.40)
[359] 1111 Cadogan, op. cit., p.286 (19.5.40)

départ.[360] Cadogan, conversant poliment, lança quelques commentaires sur la difficulté de s'installer dans un nouveau pays. Lady Hoare lui fit alors clairement comprendre ce qu'elle attendait de l'Angleterre lorsqu'elle répondit : "Cela peut être plus facile que de s'adapter à servir dans notre vieux pays dans ces nouvelles conditions." Cadogan les qualifia avec mépris de *rats quittant le navire* et s'attendait à ce que Hoare soit *le Quisling de Grande-Bretagne*.[361]

Début juillet, les ministres du gouvernement apprirent qu'au moins trois députés avaient fui le pays. Un seul d'entre eux fut nommé dans une note privée, par Churchill. Les documents officiels du Cabinet, largement diffusés à Whitehall, prenaient soin de ne pas citer de noms. Le député identifié par Churchill était le capitaine Alex Cunningham-Reid, député Conservateur de St. Marylebone depuis 1932, qui était parti pour le Canada, soi-disant pour évacuer ses deux fils, mais en oubliant de revenir. Deux autres étaient incrustés aux États-Unis et ne devraient pas revenir non plus.[362] Churchill demanda au Ministère de l'Intérieur de préparer un projet de loi pour déclarer vacants les sièges de tous les députés qui avaient fui le pays sans autorisation du gouvernement pendant plus de six mois. Lorsque cela fut discuté à la Commission de Politique Intérieure du Cabinet le 16 juillet, Ernie Bevin fit valoir que les députés devraient également être déchus de leur citoyenneté britannique.[363] Plus tard dans la matinée, lorsque le Cabinet de Guerre discuta de la question, ils convinrent que l'introduction d'un tel projet de loi *créerait trop de publicité indésirable et alerterait le public sur ce qui s'était passé, et qu'il valait mieux ne rien faire contre les députés absents*. Le député Cunningham-Reid revint en Angleterre en 1942, fut expulsé du Parti Conservateur, siégea comme député indépendant mais ne fut pas réélu en 1945.

Bien que les adultes ne puissent pas quitter l'Angleterre en 1940 sans autorisation de sortie, ce n'était pas le cas des enfants. S'ils avaient moins de 16 ans, ils étaient libres de partir et pouvaient être accompagnés de leur mère et (pour caractériser leur distinction sociale) de leurs nurses

---

[360] Sir Samuel John Gurney Hoare, 1er vicomte Templeton, 1880-1959. [NdT]

[361] Ibid., p. 287 (20.5.40) ; Quisling = traître, collaborateur des nazis.

[362] HO 45/24882

[363] Bureau du Cabinet, 75/5, réunion du Comité de la politique intérieure du 16.7.40 et Bureau du Cabinet des Ministres, 75/8 HPC (40) 226

et gouvernantes. Le jour où la France demanda un armistice, le Cabinet de Guerre anglais accepta un plan, élaboré au cours des deux semaines précédentes, pour une évacuation assistée par le gouvernement vers les dominions. Il était dirigé par le Children's Overseas Reception Board, sous la direction d'un ministre subalterne du Bureau des dominions, Geoffrey Shakespeare. Lorsque le plan fut annoncé le 20 juin, les bureaux du "C.O.R.B." furent immédiatement assiégés par une foule de plus de 3000 personnes anxieux d'obtenir des places. On assista à des scènes similaires à l'ambassade américaine cinq jours plus tard, quand les États-Unis annoncèrent des dispositions pour permettre aux enfants d'entrer dans le pays ; le personnel fut submergé par la foule qui emplissait toutes les salles d'attente. Lorsque le programme officiel anglais termina sa session pour les postulants, le 4 juillet, plus de 210 000 demandes de places avaient été reçues en quinze jours. Comme l'écrivit Geoffrey Shakespeare, la réaction de la population anglaise fut si *"instantanée et écrasante qu'elle révéla un profond courant de peur dans le public.*"[364]

Dès le début de ces départs, certains ministres (et en particulier Churchill) voulaient arrêter cette évacuation officielle, la considérant comme mauvaise pour le moral. Au début de juillet, le naufrage de l'*Arandora Star*, alors qu'il transportait des civils et des internés vers le Canada, fournit une excuse commode pour mettre le projet en suspens ; il était trop dangereux. En fait, le gouvernement anglais était affolé par l'ampleur de la demande et l'anxiété généralisée du public quant aux perspectives auxquelles l'Angleterre devait faire face. L'évacuation officielle reprit en août, mais le naufrage en septembre du *City of Benares,* transportant des enfants officiellement évacués (13 enfants seulement et 82 membres de l'équipage purent être secourus), convainquit le Cabinet de Guerre anglais d'introduire ce qui fut décrit pour le public comme une "*suspension temporaire*" du programme. En fait, les ministres avaient accepté de mettre fin à l'évacuation officielle et le C.O.R.B. fut réduit au strict minimum, ayant pour seule fonction de garder le contact avec les enfants qui avaient déjà fui le pays.

Bien que de nombreux membres du gouvernement anglais désapprouvaient le plan officiel d'évacuation des enfants du pays, il adopta un point de vue directement opposé concernant les plans d'évacuation

[364] G. Shakespeare, Que les bougies soient apportées, p.265

privés. Ceux-ci n'étaient accessibles qu'aux riches et aux personnes bien branchées capables de défrayer le coût des transports pour leurs enfants (ainsi que leurs mères, nurses et gouvernantes), et qui avaient des amis ou de la parentèle aux États-Unis disposés à parrainer ces évacués, en vertu des lois américaines sur l'immigration. Lorsque le Cabinet de Guerre décida pour la première fois de suspendre le projet officiel, le 10 juillet, le Ministre de l'Intérieur, Sir John Anderson, souleva "*la question la plus difficile* :... *Les permis de sortie... devraient-ils également être suspendus ?*" Ses collègues se prononcèrent contre une telle inégalité de traitement : "La proposition d'interdire l'envoi à l'étranger de tout autre enfant par le biais d'arrangements privés fut considérée comme intolérable.[365] Au lieu de cela, les opposants acceptèrent la suggestion de Chamberlain selon laquelle cette discrimination serait plus acceptable si l'on demandait à quelques organisations caritatives de parrainer des passages (de troisième classe) pour un nombre très limité d'enfants pauvres. Lorsque ce dernier projet officiel fut discrètement abandonné à la fin du mois de septembre, le Cabinet de Guerre refusa à nouveau d'interrompre l'évacuation privée.

La conséquence fut qu'une poignée de privilégiés put envoyer leurs enfants en sécurité aux États Unis, tandis que le reste de la population anglaise dut faire face aux rigueurs des bombardements et à la menace d'invasion. Chips Channon, qui envoya son fils Paul (lequel devint plus tard ministre Conservateur) aux États-Unis, décrivit la scène à la Gare d'Euston le 24 juin alors que le *train-paquebot* pour Liverpool et la sécurité se préparaient à partir : "On pouvait voir une longue queue de Rolls-Royces et de domestiques en livrée, et des montagnes de malles.". Il semblait que tous ceux que nous connaissions étaient là."[366] Les plus modestes parmi ceux qui quittaient l'Angleterre pour les États-Unis étaient ceux qui pullulaient au sommet de la hiérarchie sociale britannique.[367] Lord Mountbatten envoya le 4 juillet sa femme et ses deux enfants. Des membres du gouvernement tels que Duff Cooper (qui envoya son fils John Julius Norwich), étaient *prêts à profiter d'arrangements privés tout en sabordant le programme pour les pauvres*

[365] BUREAU DU CABINET 65/8, WM (40) 199e conclusions (10.7.40)

[366] Channon, op. cit., p. 259 (24.6.40)

[367] Bureau des Dominions, 131/31

subventionné par l'État. De l'aristocratie, les noms incluaient les enfants de la comtesse de Borchgrave, Lady Margaret Barry, Lord Radnor, le vicomte Bayham, le comte de March, de nombreux membres de la famille Guinness et le vicomte Bethell. La ville de Londres était représentée par quatre Rothschild et les enfants de Sir Charles Hambro. Le baron de la presse écrite, le vicomte Rothermere avait extirpé son fils (Vere Harmsworth) du riche pensionnat d'Eton pour l'envoyer dans le Connecticut. Des politiciens d'arrière-ban tels que Hely-Hutchinson, secrétaire du Comité Conservateur de 1922, firent de même. D'autres enfants bien connectés, tels que Jeremy Thorpe (plus tard chef du Parti libéral) et les enfants de Vera Brittain (parmi lesquels Shirley Williams) partirent également vers les États-Unis. La plupart des enfants revinrent après 1942, car tout danger d'invasion et de défaite par les Allemands s'était évanoui.

Le résultat de cette politique gouvernementale est connu par les statistiques. Le programme officiel prit fin après l'évacuation de quelque 2600 enfants, car cela était considéré comme mauvais pour le moral de la population. Pareilles considérations ne s'appliquaient pas aux 17 000 enfants évacués privément dans les six mois qui suivirent juin 1940. Que d'autres parents eussent aimé faire de même que les bourgeois et les aristocrates bien connectés est une hypothèse tout à fait confirmée par l'énorme demande pour ce programme gouvernemental, annulé après que seulement 1% des postulants au voyage aient été évacués ! Le Ministère de l'Information, chargé d'évaluer l'état du moral en Grande-Bretagne, estima que les parents d'environ un million d'enfants souhaitaient les faire partir à l'étranger, mais la plupart ne purent même pas les enregistrer avant que le gouvernement ne mette fin au programme. À la mi-juillet, il fut rapporté que la décision du gouvernement d'arrêter l'évacuation officielle, *mais par contre d'autoriser la poursuite des arrangements privés,* avait provoqué de vives récriminations contre les riches dont les enfants avaient été autorisés à fuir le pays.[368]

L'inquiétude du gouvernement quant au moral des Anglais fut également illustrée par les mesures qu'il prit pour contrôler la population. Une loi donnant au gouvernement des pouvoirs d'urgence étendus fut adoptée par le Parlement à la fin du mois d'août 1939. Ces pouvoirs étaient basés sur ceux utilisés durant la Première Guerre mondiale, mais

[368] INF 1/264 Rapport de renseignement intérieur 16.7.40

ils furent renforcés et élargis dans des domaines cruciaux tels que la *détention sans procè*s et *l'interdiction d'émettre certaines opinions*. Il devint illicite de faire quoi que ce soit qui nuise à la *poursuite efficace de la guerre.* La simple possession de certains livres et articles était un délit. Les réunions publiques furent strictement contrôlées. Les déplacements individuels furent restreints et le gouvernement put détenir en prison des personnes, indéfiniment et sans procès.[369] Avant 1939, le gouvernement avait également décidé qu'une grande partie de l'Armée territoriale ne pouvait pas être envoyée à l'étranger dans le cadre d'un Corps Expéditionnaire. Comme le général Ironside le nota dans son journal : "*Le Cabinet a décidé à huis clos que l'Armée territoriale est nécessaire pour maintenir la paix en Angleterre et rétablir la loi et l'ordre durant les bombardements aériens. Ils n'osent pas donner cette information parce qu'elle serait impopulaire*.[370] Un nouveau niveau de gouvernement fut également constitué en 1939 : *Les commissaires régionaux*. Cette idée naquit dans les années 1920, dans le but de coordonner la réponse pour toute grève générale, mais elle fut désormais utilisée pour fournir un cadre de contrôle en cas de crise. Le rôle premier des *commissaires* était d'assurer une planification efficace entre les conseils locaux et les services d'urgence, mais, en cas d'invasion ou de bouleversement majeur à la suite d'un bombardement, ces commissaires prenaient en charge toutes les fonctions du gouvernement central et du gouvernement régional dans le secteur touché. Les hommes choisis par le gouvernement pour occuper ces postes souhaitaient assurer un contrôle politique étendu en faveur des Conservateurs. Sur les 16 commissaires en place en 1940, 7 étaient des politiciens Conservateurs et les autres des membres de l'establishment : quatre étaient d'anciens hauts-fonctionnaires, deux des militaires, un était pair d'Angleterre et les autres des hommes d'affaires locaux éminents, un vice-chancelier d'université ; un seul était un député Travailliste (d'Écosse).

L'effondrement inattendu de la France après la percée de Sedan et la perspective d'une victoire militaire allemande rapide, déclencha une

[369] Cette Loi martiale, applicable au Canada aussi depuis le 22 août 1914, s'appelle La Loi des Mesures de Guerre, que le Premier Ministre Trudeau-père imposa aux Canadiens français en pleine paix pour plaire à son électorat anglophone et ainsi se faire réélire. [NdT]
[370] Ironside, op cit, p.46 (20.1.38)

vague de panique à Whitehall. Au cours de la dernière quinzaine de mai, toute une série de mesures draconiennes furent introduites, certaines d'entre elles tenues secrètes, pour donner au gouvernement un contrôle presque total sur la vie des citoyens du pays et permettre aux autorités d'interner les étrangers ennemis et de censurer l'opinion. Ces mesures allaient avoir de profondes répercutions, non seulement pour le reste de l'année 1940, mais aussi jusqu'à la fin de la guerre.[371] Le 18 mai, le Cabinet de Guerre se réunit pour examiner les pouvoirs supplémentaires qu'il souhaitait. Chamberlain, qui dominait la discussion, déclara qu'il était *impératif* pour l'Angleterre d'abandonner ce qu'il décrivit comme ses *méthodes actuelles plutôt faciles à vivre* et d'adopter une forme de gouvernement *qui se rapprocherait du totalitarisme*. Il poursuivit : " Des pouvoirs devraient être donnés au gouvernement pour lui permettre d'exercer un contrôle total sur la propriété, les affaires et le travail." Il reconnut que des sanctions pourraient être nécessaires et fit valoir que le meilleur plan pourrait être d'établir un corps de travail, sous discipline carcérale, dans lequel les récalcitrants pourraient être obligatoirement affectés. Le Cabinet de Guerre accepta d'introduire une législation qui exigerait que les citoyens "se placent, avec leurs services et leurs biens à la disposition de Sa Majesté."[372] Ce projet de loi fut adopté à la hâte par Clement Attlee en deux heures le 22 mai. Au même moment, un pouvoir supplémentaire fut pris pour contrôler toutes formes de travail en donnant au gouvernement l'autorité "d'ordonner à toute personne en Grande-Bretagne d'effectuer des services… tels que spécifiés"[373]. Lorsque le Cabinet de Guerre avait discuté au sujet de ces pouvoirs spéciaux plus tôt dans la journée, des opinions fortes avaient été exprimées selon lesquelles même ce degré de contrôle était encore insatisfaisant et que des mesures plus draconiennes seraient nécessaires avant longtemps.[374] Le

[371] Les conséquences de ces dissimulations et de ces mensonges durent encore dans l'opinion britannique puisque la vérité n'a jamais été rétablie, et se trouve encore interdite [Clive Ponting fut condamné pour avoir levé le voile du mensonge, puis il fut exilé en Australie]. Quant au peuple anglais, par patriotisme, il veut garder les illusions du mythe de 1940, plus flatteur que la réalité. [NdT]

[372] Bureau du Conseil des Ministres, 65/13, WM (40) 128e conclusions

[373] Note du traducteur : en référence à la CGT qui déclenchait la grève des usines d'armement en France, pour se conformer aux directives communistes de Moscou, au profit de l'Armée Hitlérienne. [NdT]

[374] Bureau du Cabinet des Ministres, 65/7, WM (40) 133e conclusions

24 mai, le Mİ-5 demanda aux ministres d'interdire immédiatement toutes grèves.[375] Ernie Bevin, le nouveau Ministre du Travail, persuada ses collègues d'opter plutôt pour un programme semi-volontaire. Au début de juillet, il obtint l'accord du TUC et l'Ordre 1305 fut publié[376] : il exigeait *l'arbitrage* dans tout conflit de travail et, en corollaire, rendait toute grève illégale. En dépit du fait qu'il y ait eu quelques grèves à l'automne 1940, le gouvernement décida initialement de ne pas poursuivre un grand nombre de travailleurs, bien qu'il l'ait fait plus tard durant le cours de la guerre.

En 1939, il y avait environ 70 000 étrangers *ennemis* en Grande-Bretagne, dont la grande majorité étaient des réfugiés de l'Allemagne nazie et de l'Autriche. Dès les premiers jours de la guerre, quelques centaines de sympathisants nazis potentiels avaient été internés, et au début du mois de mars 1940, le Ministre de l'Intérieur déclara à la Chambre des Communes : "Il n'y aurait aucune justification pour une politique en vertu de laquelle tous les étrangers de nationalité allemande et autrichienne devraient être traités de la même manière, sans tenir compte du fait que la majorité d'entre eux sont des réfugiés de l'oppression nazie et se montrent farouchement opposés au régime actuel en Allemagne."[377] En 10 semaines, une politique injustifiable fut introduite. À partir du 11 mai, tous les étrangers ennemis, y compris les personnes âgées et les infirmes (à l'exception des femmes de la catégorie la moins suspecte du Mİ-5), furent internés. Au sein du public, cette mesure fut justifiée par le danger possible pour ces étrangers causé par une opinion publique hostile. Les documents gouvernementaux ne révélèrent pas de telles appréhensions. La mesure fut introduite simplement en raison d'une crainte militaire d'une éventuelle *cinquième colonne*, bien qu'il n'y ait aucune preuve pour justifier une telle réaction de panique. Le résultat de cette décision hâtive et

---

[375] Mİ-5 = *Military Intelligence Section 5* ou contre-espionnage anglais. Mİ-6 est l'espionnage. La célébrité de ces services sont surtout dus à l'industrie cinématographique. Les « Cinq espions de Cambridge » (Donald Maclean, Guy Burgess, Kim Philby, Anthony Blunt, John Cairncross) étaient membres du Mİ-5 mais travaillaient pour le KGB soviétique.

[376] TUC = *Trades Union Congress*, une Confédération générale des Syndicats de Travailleurs. L'Order 1305 était la loi qui interdisait les grèves et les fermetures d'usines. [NdT]

[377] Chambre des Communes, 1.3.40. On remarque l'illogisme des termes de ce paragraphe, incohérence causée par la peur d'une Cinquième Colonne, autrement appelée l'Espionite. [NdT]

irréfléchie fut le chaos, la misère et le ressentiment amer. Ces réfugiés furent détenus dans des conditions bien pires que celles des véritables sympathisants nazis, tels qu'Oswald Mosley[378] et sa femme. Vingt camps de transit furent créés avec des installations désespérément inadéquates. Au camp de *Wharf Mills*, 2 000 internés furent détenus dans une usine désaffectée et infestée de rats, avec 18 robinets pour le lavage, 60 seaux dans la cour en guise de toilettes et des paillasses disponibles uniquement pour les malades chroniques. Lorsque le directeur général adjoint du Ministère de l'Information, Sir Walter Monckton, enquêta sur les conditions de vie au camp de *Huyton,* il rapporta une conséquence tragique de la politique britannique : "Deux hommes qui s'y étaient suicidés avaient déjà séjourné dans les camps de concentration de Hitler. Contre les nazis, ils avaient résisté, mais ce camp avait brisé leur résolution."[379] En juillet, la déportation obligatoire des détenus commença. Ceux qui furent déportés n'étaient pas des internés dangereux avec des sympathies nazies, mais simplement sélectionnés au hasard ; beaucoup étaient fortement antinazis. 1300 d'entre eux moururent noyés lorsque l'*Arandora Star* fut torpillé par les Allemands dans l'Atlantique en route vers le Canada. Le gouvernement mena une enquête sur ce qui devint un fiasco embarrassant, mais lorsque le Cabinet de Guerre lut le rapport très critique de la Commission d'Enquête, il en refusa la publication. Certaines libérations furent autorisées en octobre 1940, mais le gouvernement décida que le processus devait être progressif afin d'essayer de donner l'impression que la décision initiale avait été mûrement réfléchie plutôt qu'une panique de dernière minute.

Les nouveaux pouvoirs d'urgence furent aussi considérablement étendu par la Censure gouvernementale. Au cours des dix derniers jours de mai, le gouvernement anglais passa beaucoup de temps à décider comment introduire *la censure de l'opinion publique*. Dès le début de la guerre, tout le courrier quittant le pays était ouvert et épluché par les censeurs du gouvernement et, le 20 mai, la vérification du courrier à destination de l'Irlande du Nord et de la République d'Irlande commença. Après seulement deux jours, le gouvernement, alarmé par les opinions

---

[378] Oswald Ernald Mosley, 5e baronnet d'Ancoats était un aristocrate très riche, cousin de la famille royale d'Angleterre, qui, comme on le sait, était d'origine allemande. [NdT]
[379] A. Marwick, Le front intérieur, pp.36-7

exprimées, décida d'introduire la censure globale dans ce domaine. Un mandat fut signé par le Ministre de l'Intérieur pour autoriser l'interception du courrier à destination de l'Irlande. Quelques jours plus tard, l'armée demanda des pouvoirs étendus pour interdire l'envoi de télégrammes et les appels téléphoniques interurbains. Une censure totale dans ces deux domaines fut envisagée mais exclue, non pas pour des raisons de principe, mais uniquement en raison de la quantité de travail que cela impliquerait. Au lieu de cela, le 30 mai, le comité ministériel de la défense civile autorisa l'interception aléatoire de tout télégramme ou appel téléphonique, quel que soit l'expéditeur ou l'appelant. Pour se prémunir contre les abus, la pratique normale était que le Ministre de l'Intérieur émette des mandats pour autoriser l'interception de numéros de téléphone individuels ou de courrier à une adresse particulière, mais cette décision nécessitait une autorité générale pour intercepter chaque téléphone du pays et chaque télégramme. Le ministre de l'Intérieur, Sir John Anderson, avertit le Comité :

"L'action désormais proposée pour régler ce problème est tout à fait sans précédent. La seule façon de donner quelque efficacité est d'accorder une autorisation sous l'autorité d'un mandat général signé par le Ministre de l'Intérieur. Les seules garanties seraient des garanties administratives."

Il termina en avertissant qu'il pourrait y avoir des problèmes quant à la légalité ou à la constitutionnalité de la mesure prise.[380] Néanmoins, l'interception massive eut lieu.

Les autorisations d'interception des communications publiques furent conçues pour permettre aux autorités d'évaluer l'état de l'opinion publique et d'identifier les personnes dont les opinions ne seraient pas adéquates. Mais des pouvoirs étaient également nécessaires pour appliquer des réactions en cas d'infractions. D'autres mesures furent donc prises pour dissuader les gens d'exprimer des opinions malvenues. Le 11 juin, fut érigé en infraction pénale intitulée : *le fait de faire ou de signaler toute déclaration susceptible de provoquer l'alarme et le découragement.* Un pouvoir aussi étendu conduisit à une multitude de poursuites judiciaires. Le 17 juillet, un homme fut envoyé en maison d'arrêt pendant un mois pour avoir émis l'opinion selon laquelle "*l'Angleterre n'avait*

[380] Cabinet Office, 73/2, CDC (40) 19th Conclusions (30.5.40) & Cabinet Office, /3 CDC (40) 29

aucune chance de gagner la guerre." Pour avoir déclaré que "*notre gouvernement pourri tient 390 000 000 d'Indiens en esclavage*"[381], un homme fut condamné à deux mois de prison, et une peine de trois mois fut prononcée contre quelqu'un qui avait dit à deux Néo-Zélandais : "*Pas question de se faire tuer dans cette guerre maudite guerre.*"[382] Au début du mois d'août, le nombre de poursuites devint incontrôlable, de sorte que le Ministère de l'Intérieur donna des instructions aux magistrats pour que les poursuites ne soient engagées que dans les cas vraiment graves. Néanmoins, en juin 1941, une femme fut condamnée à cinq ans de prison pour avoir dit que "*Hitler était un bon dirigeant, un homme meilleur que M. Churchill*."

Les tentatives de contrôle des médias soulevèrent des problèmes difficiles. En temps de guerre, il était bien sûr nécessaire de contrôler les informations qui pouvaient être utiles à l'ennemi, mais les contrôles gouvernementaux allaient bien au-delà de cette catégorie. En novembre 1940, neuf journaux ou périodiques furent soumis à une interdiction générale d'exportation. La principale raison de cette restriction n'était pas de cacher des informations à l'ennemi, mais de dissimuler *des éléments qui mettaient en danger ou discréditaient l'effort de guerre de ce pays ou de ses alliés*. La censure gouvernementale directe des informations en Grande-Bretagne avait été introduite au début de la guerre, mais elle n'était pas obligatoire. Un journal pouvait publier ce qu'il voulait, bien qu'il y ait un risque de poursuites en vertu des règlements d'urgence. Il ne pouvait cependant pas être poursuivi pour avoir imprimé un article qui avait été approuvé au préalable par le Ministère de l'Information. Dans la situation qui s'aggrava rapidement à la fin du mois de mai 1940, le gouvernement s'inquiéta de l'insuffisance du système de censure existant. Le 31 mai, le Ministère de l'Information envisagea d'imposer un contrôle total de l'État, ce qui signifierait que seules les informations officielles pouvaient être publiées, qu'aucune spéculation sur les événements ne serait autorisée et que tous les commentaires devraient être approuvés par l'Administration avant publication. Le 3 juin, le Cabinet de Guerre demanda au Ministère de commencer à planifier l'introduction d'un programme dans ce sens, et des consultations furent entamées avec

[381] C'était la population des Indes anglaises durant la Deuxième Guerre mondiale. [NdT]

[382] In this bloody war. *Bloody* a un double sens.

l'Association des propriétaires de journaux. Le 11 juin, Duff Cooper, Ministre de l'Information, soumit sa proposition au Cabinet de Guerre. Il exclut la censure totale, non pas par principe, mais parce qu'il était jugé trop difficile sur le plan administratif de contrôler environ 900 journaux provinciaux. Au lieu de cela, il proposa une variante du système précédent en vertu duquel un Conseil de Censure publierait des directives juridiquement contraignantes pour la Presse sur ce qui pouvait être dit sur la guerre. Le Cabinet de Guerre se retira de ces plans totalitaires à la fois en raison du choc que cela pourrait causer sur public et de l'effet négatif que cela aurait sur l'opinion publique américaine à un moment où l'Angleterre était censée se battre pour la Liberté et la Démocratie. Au lieu de cela, ils décidèrent finalement d'étendre le système *volontaire* de D-Notice[383] (qui donnait *des directives* à la presse sur les domaines d'information qui ne devraient pas être discutés en public) et de s'appuyer sur la menace d'introduire des pouvoirs plus draconiens pour maintenir dans le rang la presse contrevenante.

Ce fut à l'automne 1940 que le gouvernement réagit particulièrement fort à la moindre critique de la Presse et menaça à nouveau de contrôles supplémentaires. Le 2 octobre, le Cabinet de Guerre demanda au chef libéral, Sinclair, d'user de son influence auprès du NEWS CHRONICLE pour cesser de critiquer le gouvernement. Quelques jours plus tard, le DAILY MIRROR publia un éditorial critiquant le remaniement gouvernemental qui amena Morrison au Ministère de l'Intérieur : "Le *déplacement ou remplacement des médiocrités ou des succès réputés ne semble avoir été dirigé par aucun principe clair vu de l'extérieur, à moins que ce ne soit le principe selon lequel le sang neuf ne peut que rarement être transfusé dans un vieux corps.*" Ce commentaire politique modéré envoya le Cabinet de Guerre, Churchill en particulier, dans un paroxysme de rage. Une enquête secrète de police, lancée pour découvrir qui détenait des actions dans le journal, ne révéla rien d'intéressant, bien que les documents sur ce sujet embarrassant aient été dissimulés au public jusqu'au

---

[383] En Angleterre, une *DA-Notice* (abréviation de *Defense Advisory Notice*), aussi appelée une *D-Notice* jusqu'en 1993, est une demande du gouvernement britannique auprès des éditeurs de livres et de la Presse de ne pas publier ou de ne pas diffuser à propos de certains sujets en raison de la sécurité nationale ou du prestige national. Pour encourager *le volontariat* des éditeurs, le gouvernement supprime les subventions des contrevenants. Idem au Canada. [NdT]

milieu des années 1980. Attlee et Beaverbrook furent chargés de contacter les propriétaires du journal et de les menacer de censure totale *sur les nouvelles et les opinions* si les critiques continuaient. Attlee eut également une interview séparée avec le rédacteur en chef du DAILY MIRROR. Il essaya de faire valoir que le gouvernement ne se souciait pas des critiques, mais seulement de ce qu'il décrivit comme des "*critiques irresponsables*." Il fut toutefois incapable de définir ce qui distinguait cette dernière catégorie, accusant le journal de mettre en danger l'effort de guerre, mais sans donner d'exemples. Finalement, la tempête se calma et le gouvernement décida que les menaces proférées contre la Presse les avaient ramenés dans l'obéissance.

L'autre partie des médias qui causa des problèmes au gouvernement fut la British Broadcasting Corporation. Ce fut une illusion de longue date de croire que pendant la guerre, la BBC était indépendante du gouvernement et capable, dans les contraintes inévitables de la censure, de diffuser toutes les nouvelles qu'elle voulait. En fait, le gouvernement contrôlait la majeure partie de tout ce que produisait cette entreprise. Le Ministre de l'Information confirma publiquement, à la fin de septembre 1939, que la BBC n'était indépendante que *pour les parties légères de ses programmes*.[384] En novembre 1940, Duff Cooper déclara à la Chambre des Communes que, en tant que Ministre de l'Information, il était responsable des *déclarations politiques, des bulletins d'information et des débats diffusés par la BBC.*[385] Ce contrôle détaillé pouvait s'étendre à des programmes individuels. Par exemple, le Ministère de l'Information empêcha la BBC de diffuser un journal télévisé à 16h00 parce qu'elle craignait qu'il ne fasse concurrence aux journaux du soir. Le contrôle du personnel du MI-5, qui avait été introduit avant la guerre, fut étendu à tous les artistes apparaissant à la BBC, et pas seulement à ceux qui donnaient des conférences. Sir Hugh Robertson, par exemple, devait diriger le Glasgow Orpheus Choir lors d'un concert de Noël 1940, mais celui-ci fut annulé parce qu'il était pacifiste et critique (en privé) du gouvernement. Des pressions officieuses pouvaient également être

[384] Chambre des lords, 26.9.39. Ne voir aucun double sens dans cette phrase. Il ne s'agit que des émissions comiques ou animales.

[385] 2727 Chambre des communes, 13.11.40

exercées. À partir de l'époque de Dunkerque, J. B. Priestley donna une série de conférences le dimanche soir dans la *série Postscript,* plaidant pour des temps meilleurs et plus de justice sociale après la guerre. La réponse du gouvernement fut d'envoyer Margesson, le whip en chef, à la BBC pour se plaindre de l'*orientation gauchiste* des discussions et faire pression pour que Priestly se retire. La série fut rapidement abandonnée à l'automne. Parfois, la BBC était si soucieuse de coopération qu'elle prenait des mesures avant même d'être sollicitée par le gouvernement. Par exemple, tous les résultats des courses furent interrompus le 8 juin, dix jours avant que le gouvernement n'interdise complètement les courses de chevaux, car la BBC ne voulait pas diffuser de programmes frivoles.

Malgré le contrôle pointilleux dont disposait le gouvernement et la bonne coopération de la BBC, le gouvernement anglais réprouvaient toujours les faibles restes d'autonomie de la société d'état. Au début du mois de novembre, Lord Reith, Ministre des Transports et ancien Directeur Général de la BBC, rapporta une discussion du Cabinet de Guerre qui envisageait d'imposer un contrôle *direct* de l'État : "Le Premier ministre parla avec amertume de la BBC —ennemi dans nos murs— causant des ennuis continuels ; en tout cas plus de mal que de bien. *Quelque chose de draconien devait être fait*, a-t-il déclaré. Duff Cooper... fut d'accord – il fallait augmenter le contrôle car les journalistes de la BBC devaient se plier à la volonté de l'État, comme des fonctionnaires.[386] Après réflexion, le gouvernement décida de *conserver la façade de l'indépendance de la BBC* plutôt que d'en faire un ministère et ses employés de simples fonctionnaires. À la fin de 1940, le gouvernement atteignit ses objectifs *par la porte arrière* en y installant deux fonctionnaires, désignés au public comme "*des conseillers*" sur les nouvelles étrangères et intérieures. En réalité, leur mandat leur donnait "*la direction suprême sur la production d'informations de la BBC*".

À partir de septembre 1939, la BBC participa à de la campagne gouvernementale pour gérer les informations et maintenir le moral de la population anglaise ; l'un des problèmes majeurs, en particulier au début de 1940, était la qualité épouvantablement déplorable de ses émissions.

[386] Journal de Reith, p.270 (6.11.40)

Au début de la guerre, la BBC fut réduite à un seul service diffusant principalement les annonces officielles, les discours d'encouragement des ministres et des fonctionnaires, avec Sandy Macpherson jouant de la musique populaire à l'orgue. Après un tollé général sur la qualité, une amélioration progressive se produisit et un deuxième programme fut introduit. Néanmoins, au début de 1940, une équipe de l'Observatoire des Masses (une première forme d'échantillonnage d'opinion) rapporta "*l'air parfois nauséabond et complaisant des bulletins d'information de la BBC*." En conséquence, selon les propres chiffres de la BBC, au moins la moitié du pays n'écoutait qu'occasionnellement (et un tiers régulièrement) les émissions de propagande de William Joyce (Lord Haw-Haw) pour tenter de savoir ce qui se passait sur les champs de bataille. (Ces chiffres étaient aussi élevés que ceux enregistrés pour les émissions populaires et inspirantes de J. B. Priestley.) *L'Observatoire des Masses* rapporta également que les journalistes des stations de la RAF écoutaient la radio allemande et Joyce obtint même le plaisir ultime d'avoir des détails sur ces programmes répertoriés dans LE TIMES.

L'une des raisons des problèmes auxquels le gouvernement anglais dut faire face sur le front de la propagande est l'absence de Ministère de l'Information. Pendant la Première Guerre mondiale, l'Angleterre n'avait pas de Ministère responsable de la Propagande Intérieure, mais un rapport secret de 1936, clairement basé sur l'expérience allemande de la propagande sous Goebbels, recommandait qu'un tel ministère soit établi en temps de guerre. Créé en septembre 1939, le nouveau ministère souffrit successivement de trois ministres faibles : Lord Macmillan, juge à la retraite sans aucune expérience pertinente ; Lord Reith, qui avait de l'expérience dans le domaine de la radiodiffusion mais qui trouvait presque impossible de travailler à Whitehall ; et Duff Cooper, qui avait de l'expérience en administration mais était trop paresseux pour être efficace. Le reste du personnel, du premier Directeur Général, Lord Perth (diplomate à la retraite de l'ambassade de Rome où il avait négligemment permis à son valet de chambre de voler des secrets au profit des Italiens) en passant par des hommes comme Kenneth Clark (directeur de la National Gallery), venaient d'un milieu si restreint, si distingué (délimité par les clubs de St. James et le monde intellectuel de Bloomsbury et d'Oxbridge)

qu'ils n'avaient que peu ou même aucune connaissance de la vie des gens ordinaires qui formaient la population, et aucune idée de la façon de communiquer avec eux. Ils ressentaient secrètement la crainte que la classe ouvrière se révèle peu fiable et défaitiste, alors que l'exact contraire était la réalité. En conséquence, la plupart des campagnes du Ministère ne furent guère plus que des exhortations et des directives souvent lancées sur un ton très condescendant. Leur première campagne d'affichage se construisit sur un slogan extrêmement ambigu : *"Votre courage, votre gaieté, votre résolution, nous apporteront la victoire*."[387] Sans surprise, ce fut un échec. Cet amadouement permanent du public était combiné à une réglementation constante et détaillée de leur vie par le gouvernement. Un étranger, diplomate du Haut-Commissariat du Canada, rapporta que "*Vivre à Londres, c'est comme être détenu en maison de correction. Où que vous vous regardez, vous rencontrez une réglementation conçue pour votre protection. Le gouvernement est comme une maîtresse d'école*."[388]

Le souvenir le plus significatif de 1940 est, sans aucun doute, la série de discours pathétiques prononcés par Winston Churchill, dans le but d'insuffler une inspiration à la nation anglaise au moment où elle en avait le plus besoin, afin de lui remonter le moral et de créer une unité nationale. Ces souvenirs sont devenus une partie de la Grande Mythologie de 1940. La réalité fut très différente : toutes les performances de Churchill ne furent pas toutes universellement considérées comme excellentes à l'époque. À certains moments difficiles de la guerre, il y eut de longs intervalles entre ses discours, certaines de ses allocutions parmi les plus célèbres ne furent jamais diffusées à la nation, et certains de celles qui atteignirent les ondes n'ont pas, en fait, été prononcés par Churchill. Ce dernier considérait la Chambre des Communes comme le véritable forum de la nation et il s'en tint à sa politique de ne jamais répéter les discours qu'il prononçait à la radio pour la masse du peuple. Son premier discours en tant que Premier ministre fut prononcé le 13 mai à la Chambre des Communes. Utilisant la formule qu'il avait expérimentée pour la première fois lors d'une réunion de jeunes ministres plus tôt dans la journée, il déclara : "Je n'ai rien d'autre à offrir que du sang, du labeur,

---

387 C'était un peu le "*Armons-nous et partez au combat!*" qui trahissait bien la mentalité profonde de ces aristocrates embourgeoisés. [NdT]

388 P. Lewis, Une guerre populaire, p.18

des larmes et de la sueur !" La première allocution radiophonique de Churchill à la nation en tant que Premier Ministre n'eut lieu que le 19 mai, neuf jours après son entrée en fonction. Dans un discours aujourd'hui peu cité, il a parlé de la bataille de France, de la bataille à venir pour l'Angleterre et termina par une obscure citation biblique. Ses deux discours suivants ne furent prononcés qu'à la Chambre des Communes. Le 23 mai 1940, il annonça la percée de la ligne alliée par les blindés allemands ; une semaine après qu'elle eut lieu, il évoqua une éventuelle contre-attaque ; cinq jours plus tard, il signala la capitulation belge, et, à cette occasions, l'Armée anglaise étant presque encerclée, il avertit le Parlement de se préparer à de "*dures et lourdes surprises.*"

Lorsqu'il prit la parole à nouveau à la Chambre des Communes le 4 juin, Winston Churchill eut l'occasion d'élaborer longuement sur le sauve-qui-peut de l'armée anglaise à Dunkerque. Il critiqua le roi Léopold pour la capitulation belge, bien qu'en privé quelques jours plus tôt, il avait été compatissant sur le sort des Belges. Sa harangue comprenait également son passage homérique commençant par : *"Nous nous battrons sur les plages..."*[389] Ce soir-là, en l'absence d'enregistrement de son discours-fleuve à la Chambre des Communes, la BBC demanda à Churchill de le répéter à la nation [sur les ondes]. Churchill refusa et à sa place, la BBC dut utiliser un comédien, Norman Shelley (qui avait joué *Larry the Lamb* dans *Children's Hour*) pour imiter la voix de Churchill tout en laissant croire au public que c'était le Premier Ministre lui-même qui parlait. En 1940, alors que les discours radiophoniques de politiciens étaient encore rares, et sans diffusion du Parlement, peu de citoyens connaissaient les voix des politiciens et la supercherie passa inaperçue jusqu'à ce que Norman Shelley avoue [fièrement] l'usurpation d'identité près de 40 années plus tard.

Churchill s'exprima à la radio le 17 juin, le jour où les Français demandèrent un armistice. Il diffusa son allocution en début d'après-midi alors que peu de gens écoutaient, et ne parla que deux minutes pour terminer par la phrase : "*Nous sommes sûrs qu'à la fin tout rentrera dans*

---

[389] Cette phrase grandiloquente, si belliqueuse, ainsi que la critique de la capitulation belge, venaient bien entendu contrebalancer la fuite anglaise de Dunkerque devant les Allemands, sous la protection de l'Armée française. L'étude du comportement anglais avec leurs alliés à travers les siècles, montre bien que leur [NdT]

l'ordre." Churchill n'avait pas l'intention de diffuser ces mots avant le 19 juin, et il ne les prononça que sous la contrainte des journalistes dans le cadre des Affaires Étrangères. Ces derniers voulaient obtenir une déclaration immédiate sur la politique de Londres à un moment aussi capital de la guerre. Le journaliste Cecil King du DAILY MIRROR, pour sa part, était loin d'être impressionné par le fameux discours, le qualifiant *de misérable laïus de 119 mots* le décrivant comme suit : "*quelques phrases trébuchantes indiquant que la situation était désastreuse. Bon ! Qu'il ait été ivre ou crevé de fatigue, je ne sais pas, mais c'était le plus minable effort possible à une occasion où il aurait dû prononcer le plus beau discours de sa carrière*."[390]

Le 18 juin 1940, Churchill prononça un discours de 36 minutes à la Chambre des Communes. Son exposé incluait le passage mémorable selon lequel, "*si l'Empire britannique durait mille ans, les hommes diraient* : "C*'était leur Heure de Gloire.*"[391] À l'époque, tous les membres du gouvernement n'étaient pas enthousiastes à propos de sa performance. Lord Reith écrivit dans son journal : "Churchill a fait une déclaration à la Chambre des Communes cet après-midi. Médiocre !"[392] À cette occasion également, la BBC ne réussit pas à persuader Churchill de répéter son discours à la radio, et elle dut se rabattre à nouveau sur Norman Shelley. Même les proches de Churchill n'étaient pas au courant de cette usurpation d'identité, mais ils estimèrent que l'allocution était médiocre. Harold Nicolson écrivit : "*Tel qu'il a été prononcé à la Chambre des Communes, ce discours était magnifique, en particulier les phrases de conclusion. Mais cela sonnait horriblement à la radio. Toute la grande vigueur qu'il y avait mise semblait dissoute.*[393] Deux des secrétaires privés de Churchill n'étaient pas impressionnés et restaient perplexes. Jordan Colville pensait que *c'était trop long et qu'il avait l'air fatigué*, et John Martin fut frappé par l'*élocution hésitante* au début et il trouva la voix bizarre.[394] Le personnel du N°10 reçut également un grand nombre de lettres demandant ce qui n'allait pas avec le Premier Ministre. Churchill

---

[390] King, op cit, p.55 (18.6.40 et 20.6.40)

[391] Sans se rendre compte que l'Empire était plus proche d'une longévité de *mille heures* que de *mille ans.* Hitler aussi pensait que l'Empire nazi durerait mille ans. [NdT]

[392] Reith, op cit, p.261 (20.8.40)

[393] Nicolson, op cit, p.97 (19.6.40)

[394] Colville, cit, 18.6.40

fit une émission à la nation le 14 juillet, mais elle n'est pas considérée aujourd'hui comme l'un de ses grands discours.

Le discours suivant de Churchill à la Chambre des Communes eut lieu le 20 août 1940, lorsqu'il forgea l'expression "*Jamais dans le domaine des guerres entre les humains, autant n'a été dû par un si grand nombre à un si petit nombre*." Lord Reith n'était pas ému par sa rhétorique ; il écrivit : "J'ai écouté Churchill et je ne pense pas grand chose à son sujet. Bien sûr, il a fait, comme d'habitude, sa référence révoltante à Beaverbrook, qui a été reçue en silence."[395] Ce discours, comme le discours de : "labeur, larmes et sueur", n'a pas été diffusé par la BBC. Churchill ne parla pas à la nation avant le 11 septembre, lorsqu'il compara la situation de cette époque, à la fois à celle de 1588 (attaque de l'Armada espagnole), et à 1805 (tentative d'invasion de Napoléon). Ce fut la dernière radiodiffusion de Churchill en 1940. Pendant tout le Blitz et le triste hiver de 1940-41, il ne prononça aucun discours inspirant à destination de la population anglaise, mais il trouva le temps de diffuser en Tchécoslovaquie et en France, à la fin de septembre et en octobre, et en Italie à la fin de décembre. Il ne s'adressa plus aux peuples de Grande Bretagne avant février 1941.

Malgré les discours de Churchill, l'état moral général restait au mieux *indifférent*, et au pire *médiocre*. Le Ministère de l'Information [la Censure] employait près de 10 000 personnes pour éplucher le courrier intercepté de la population (à raison d'environ 200 000 lettres par semaine), et celles-ci constituaient la base de son évaluation de l'état moral des Anglais. Ces rapports sur le moral sont aujourd'hui consultables par le public. Une autre source importante est les Archives de *l'Observatoire des Masses*,[396] une organisation qui utilisait des gens de tout le pays pour accumuler les opinions et les impressions. Ces documents contemporains brossent un tableau de l'Angleterre en 1940 qui diffère nettement de la vision communément admise aujourd'hui. *Le point de vue accepté aujourd'hui reflète les mystifications de la propagande de l'époque plutôt que la réalité, mais elles sont devenues si fortement ancrées qu'elles ont affecté la mémoire des individus sur les humeurs et le moral de l'année*

[395] Reith, op cit, p.261 (20.8.40)

[396] Le Bureau d'Observation des Masses est l'ancêtre des Instituts de sondage d'aujourd'hui. [NdT]

1940. Au milieu des années 1970, lorsque les archives de l'Observatoire des Masses furent offertes dans ses catalogues, les organisateurs contactèrent les personnes qui avaient fourni des journaux intimes et des informations de 1940 et leur demandèrent de décrire à nouveau ce qu'elles avaient ressenti pendant cette année dramatique. Leurs récits réitérés étaient reconstitués à travers des *lunettes teintées de rose* : les souvenirs étaient modifiés par les notions générales de la propagande gouvernementale constituée d'unité de vue, de moral élevé, de flegme et de lutte vaillante. Tout cela contredisait directement à la fois leurs impressions de l'époque et la réalité de la vie en Grande-Bretagne en 1940, lorsque l'ennui, l'apathie et le découragement noyaient la population.

Il n'est pas surprenant que le moral ait été déplorable pendant la *drôle de guerre* de l'automne et de l'hiver 1939-40, avec son action militaire minimale, son absence de déclaration claire d'objectifs ou de sens, et une implication civile limitée aux inconvénients de la guerre. Ce qui fut peut-être plus surprenant encore, fut la chute rapide du moral une fois que les combats commencèrent pour de bon en mai 1940. Le 18 mai, le Ministère de l'Information signala que *le moral de la population tombait au plus bas*.[397] Quatre jours plus tard, un *comité d'urgence* fut mis en place concernant le moral du peuple. L'un des membres de ce comité, Lord Clark, écrira plus tard : "Le seul caractère consistant était la pluie de preuves qui indiquaient l'écroulement du moral en Angleterre, bien plus bas que quiconque n'avait jamais osé le dire. Mais il n'y eut évidemment rien que nous puissions faire pour pallier ce problème.[398] Vers la fin du mois de mai, des rumeurs circulèrent dans le pays selon lesquelles la famille royale partait pour le Canada, qu'un gouvernement fantôme y avait déjà été formé et que le gouvernement anglais était prêt à partir dès le début de l'invasion. Le Ministère de l'Information commenta ainsi l'importance de ces craintes : "Les rumeurs de ces derniers jours ont eu tendance à souligner certains aspects de notre propre faiblesse et futilité... Ce genre de rumeur est clairement malsain car il est le reflet inconscient d'une opinion privée.[399] Alors que la situation militaire en France s'aggravait, la nation anglaise resta détachée et, dans une certaine mesure,

[397] INF 1/264, Rapport quotidien 18.5.40
[398] T. Harrison, *Vivre le Blitz*, p.288
[399] INF 1/264, Rapport quotidien 24.5.40

indifférente. George Orwell a ainsi commenté la journée où la fuite de Dunkerque a pris de l'ampleur :

"Les gens parlent un peu plus de la guerre, mais très peu. Comme toujours, il est impossible d'entendre des commentaires à ce sujet dans les pubs. Hier soir, Eileen et moi sommes allés au pub pour écouter le journal télévisé de neuf heures. La barmaid ne l'aurait pas allumée si nous ne le lui avions pas demandé. Selon toute apparence, personne n'a écouté."[400]

À la mi-juin, une rumeur se répandit prévoyant l'inéluctabilité d'une invasion allemande ainsi que *des doutes quant à la probabilité que l'Angleterre remportât la victoire finale*.[!!] On sentait aussi un ressentiment considérable contre le gouvernement anglais qui ne renseignait pas les civils sur ce qu'ils devaient faire en cas d'invasion. Les rapports du Ministère de l'Information concluaient : "Il n'y a pas d'échappatoire concernant la teneur de nos rapports avec la population :[?] Notre leadership est en danger... On perçoit une grande agitation, une grande dépression avec la chute de la France. Le moral des Anglais est toujours au plus bas. On ne tient plus compte des directives des dirigeants."[401] Au début du mois de juillet, Cecil King écrivit dans son journal que le pays s'accommodait déjà avec l'idée d'une occupation nazie, et le Cabinet de Guerre, préoccupé par ce qu'il décrivait comme une humeur croissante de pessimisme, donna des instructions aux ministres et aux fonctionnaires pour arrêter la propagation de *conversations défaitistes*.[402] Le 3 juillet, après un raid aérien sur Newcastle, le Cabinet de Guerre s'inquiéta de la publication de chiffres détaillés sur les pertes (11 morts, 109 blessés), au motif qu'ils pourraient avoir un effet démoralisant sur le pays. Ils fut convenu qu'à l'avenir, aucun chiffre détaillé ne devrait être publié et que les commentaires sur les raids aériens les décriraient simplement comme *légers, considérables* ou lourds."[403], Un mois plus tard, les rapports de renseignements du Ministère de l'Information dans chaque province

[400] Journal d'Orwell, 28.5.40. L'indifférence était totale vis-à-vis du sort des Français, sauf en ce qu'il pouvait influencer le sort des Anglais. [NdT]

[401] INF 1/264, Rapport quotidien 24.6.40 ; P. Lewis, op. cit., p. 4

[402] Bureau du Cabinet des Ministres, 65/8, WM (40) 189e conclusions (1.7.40)

[403] Ibid, WM (40) 192e conclusions (3.7.40)

suggéraient même une opinion répandue selon laquelle Churchill «avait perdu» et devait démissionner.

Alors que le moral était encore au plus bas durant l'été 1940, les Allemands lancèrent ce qui aurait dû, selon un théoricien militaire des années 1930, porter un coup dévastateur à la détermination anglaise de poursuivre la guerre : *le Blitz*. Jusqu'en août 1940, les deux camps avaient fait de leur mieux pour éviter les bombardements tous azimuts de zones populeuses. En août 1939, Hitler annonça qu'il ne bombarderait que des cibles militaires et Goering, chef de la Luftwaffe, utilisa un intermédiaire suédois, Dahlerus, pour obtenir des assurances similaires de la part des Anglais. Début septembre, les deux parties acceptèrent l'appel du président Roosevelt d'éviter les bombardements de civils. Les Allemands ne tentèrent pas durant la campagne en France d'utiliser la Luftwaffe de manière stratégique et limitèrent son utilisation au soutien tactique de l'armée.[404] Lors de l'attaque allemande sur la Hollande, cependant, Rotterdam fut bombardée pour aider les opérations de l'armée. Ceci, sans surprise, fut mal interprété par les Anglais comme une interruption de la politique allemande de *retenue*, et la RAF fut autorisée à bombarder ce qu'elle pensait être la Ruhr, bien que, étant donné les techniques de navigation du début de la guerre,, elle était presque certainement ailleurs. Malgré cet élargissement des opérations, aucune des deux parties n'était prête à autoriser le bombardement de la capitale de l'autre. Le 24 août, Hitler réitéra ses instructions selon lesquelles Londres ne devait pas être bombardée. Le lendemain, lors d'un raid sur des réservoirs de pétrole à Rochester dans le Kent, un avion *dépassa la cible et largua des bombes sur une banlieue de Londres*, sans faire de victimes. Churchill autorisa alors un *raid sur Berlin, qui était en préparation depuis le début du mois d'août.* Peu de bombardiers ont trouvé la cible et il n'y a pas eu de victimes. Adolf Hitler ignora l'attaque et la Luftwaffe continua de se concentrer sur les aérodromes militaires de la RAF. Alors Churchill refusa

---

[404] "Bombardement tratégique" dans la bouche de Clive Ponting, signifie bombardement systématique des populations civiles pour terroriser et inciter à la paix, comme aujourd'hui, les menaces de bombes atomiques stratégiques. Toutefois, les réfugiés (femmes, enfants et vieillards) néerlandais, belges, français, luxembourgeois et juifs allemands, qui s'entassaient sur les routes de France en direction du sud, subirent de multiples mitraillages d'avions allemands Stukas et italiens Fiat. Des morts inutiles qui ne font pas honneur aux pilotes nazis allemands et fascistes italiens.. [NdT]

d'accepter la suggestion de la RAF de bombarder Leipzig et insista pour que le bombardement sur la capitale, Berlin, soit renouvelé. Cela fut fait le 29 août et 10 civils furent tués. À ce stade, Hitler ordonna de se préparer en représailles à des bombardements sur la capitale anglaise, Londres. Ceux-ci furent approuvés le 4 septembre et les bombes ont commencé trois jours plus tard, le 7.

Le raid de jour et de nuit sur les docks de Londres, le 7 septembre, marqua le début du Blitz sur les villes britanniques. Londres fut attaquée pendant 57 nuits consécutives et, le 14 novembre 1940, de gros bombardements furent également lancés sur des villes de province. Les raids à grande échelle se terminèrent le 10 mai 1941 par un raid massif sur Londres, après quoi la Luftwaffe fut redéployée vers l'est pour lancer l'attaque [l'opération Barberousse] contre l'Union soviétique. Au cours de cette période de huit mois, 40 000 civils furent tués et environ 800 000 maisons endommagées de façon irréparable. Bien que l'ampleur des destructions ait été importante, elle doit être considérée proportionnellement aux attaques aériennes anglo-américaines contre l'Allemagne plus tard au cours de la guerre. Au total, 590 000 civils allemands furent tués (près de quinze fois le chiffre anglais), 800 000 ont été grièvement blessés et 7 500 000 se sont retrouvés sans abri. Le poids des bombes larguées par la Luftwaffe sur l'Angleterre ne représentait que 3% de la quantité larguée par les Anglo-Américains sur l'Allemagne. Les bombardements secondaires reflètent le même rapport. L'attaque sur Coventry en novembre 1940 tua environ 550 civils. En août 1943, lorsque les Anglo-américains pulvérisèrent Hambourg, des tempêtes de feu dans le centre de la ville accompagnées par des températures de 1000^{0C} et des vents de 150 km/h, tuèrent environ 50 000 personnes et détruisirent 60% de l'habitat. Juste avant la fin de la guerre, le bombardement de Dresde (qui reçut sept fois le poids des bombes larguées sur Coventry) entraîna la mort d'environ 130 000 personnes et détruisit 90% des maisons de la ville.

L'avènement des *bombardements à grande échelle* fut l'événement le plus redouté par le gouvernement anglais, car, selon les spécialistes, la population ne résisterait pas très longtemps à une telle pression. Presque immédiatement, certains des signes redoutés apparurent. Comme l'a commenté Harold Nicholson, Ministre Adjoint de l'Information : "Tout le monde [parmi les dirigeants] s'inquiétait de devoir traverser les

quartiers de l'East End, dans lesquels la colère grondait. On disait que même le roi et la reine avaient été conspués quelques jours auparavant en visitant la zone dévastée.[405] Au début du mois d'octobre, John Colville accompagna Clementine Churchill dans la circonscription de son mari de Chingford pour examiner les dégâts causés par les bombes allemandes et faire face à ces mêmes sentiments de colère. Elle entendit un sans-abri vociférer en la regardant : "*C'est pas un problème pour eux. Ils ont tout ce qu'ils veulent, mais nous, on a tout perdu*."[406] Quinze jours plus tard, Colville nota que le rapport secret envoyé au *N°10* rapportait que le moral des Londoniens s'était détérioré." On entend moins de "*Ça va aller !*" et plus de : "*Il faut arrêter ça à tout prix !*"[407]

Si le moral était mauvais, les gens apprenaient à s'adapter à la nouvelle réalité des bombardements, des destructions, des nuits blanches et des perturbations. L'une des réactions fut de fuir les zones bombardées. Les gens quittaient l'East End pour la forêt d'Epping, et le West End de Londres pour les sous-sols des grands magasins ou les grottes de Chislehurst (où une communauté permanente de 8000 personnes s'établit rapidement). À la mi-septembre, environ la moitié de la population de Stepney avait disparu et, en octobre, 25% des citoyens de Londres avaient quitté la capitale. Ceux qui restèrent sur place durent souvent faire face à des situations très difficiles. Certaines des pires conditions furent vécues dans le *refuge de Tilbury* près de la gare de Liverpool Street. Cet ancien entrepôt, encombré de stocks de vivres, accueillait près de 15 000 personnes chaque nuit. Des files d'attente se formaient tôt le matin et la police était indispensable pour contrôler la foule lorsque les portes s'ouvraient à 16h00. À l'intérieur, les conditions étaient sordides à l'extrême : deux robinets d'eau, seulement, et pas de toilettes ; le sol se trouva rapidement maculé d'urine et d'excréments. Les conditions étaient également terribles dans les stations de métro, où environ 200 000 sans-abri se réfugiaient chaque nuit. Néanmoins, seule une minorité utilisait ces installations : environ un tiers utilisait des abris domestiques et ceux des quartiers moins bombardés de Londres ne prenaient pas la peine de gagner un abri sûr.

---

[405] Nicolson, op. cit., p. 114 (17.9.40)
[406] Colville, op cit, p.257 (4.10.40)
[407] Ibid., p.268 (18.10.40)

Lorsque les bombardements se propagèrent vers les villes de province, les mêmes réactions furent observées. Là, les conditions pouvaient être plus difficiles, car les attaques brèves et violentes (comparées aux attaques londoniennes longues et répétitives) donnaient aux gens moins de temps pour s'adapter. Les réactions générales dans les villes bombardées montraient une image similaire :

Coventry – grande dépression dans la ville ; sentiment généralisé d'impuissance et nombreux signes d'hystérie... de terreur, de névrose... Partout, des femmes pleuraient, criaient, hurlaient, tremblaient, s'évanouissaient dans la rue, l'une d'elles attaqua un pompier et ainsi de suite.

Bristol – beaucoup de discussions sur le fait d'avoir été déçu par l'État et sur l'espoir d'une paix négociée.

Portsmouth – de tous côtés, rumeurs de pillages et de destructions gratuites dans des proportions alarmantes ; contrôle de police totalement dépassé... Effet négatif sur le moral et sentiment général de désespoir... Le sang-froid a disparu.

Plymouth – les gens ne peuvent pas supporter ce bombardement intensif indéfiniment, tôt ou tard le moral des autres villes s'effondre ; à Plymouth il est déjà détruit.[408]

Les rapports non officiels révélaient la même situation, partout. Au début de décembre 1940, l'évêque de Winchester visita Southampton et trouva la ville *brisée*. Il rapporta : "Pour la première fois, le moral s'est effondré. J'allais de paroisse en paroisse et partout c'était la peur.[409] Après le bombardement de Liverpool au début de 1941, un membre de l'Observatoire des Masses rapporta que : "une atmosphère d'impuissance semble opprimer la ville... Le sentiment général –il est difficile de l'exprimer exactement, mais les résidents à qui nous avons parlé l'ont ressenti aussi– force et dynamisme ont disparu de Liverpool."[410]

La population des villes de province réagit de la même manière que celle de Londres : elle déserta les villes en grand nombre ; un phénomène rapidement baptisé "trekking". Dans certaines parties de

---

408 INF 1/292 Rapports sur Coventry 19.11.40, Bristol 4-11.12.40, Portsmouth mai 1941. Pour Coventry, voir également HO 199/442 (19.11.40). Commentaire de H. Morrison à Plymouth 7.5.41 (Nicolson, p.164)

409 Harrison, op. cit., p. 154

410 Ibid. p.242

Southampton, après un bombardement, il ne restait plus qu'une personne sur cinq, le maire donnant l'exemple en partant tous les jours à 15h00 pour rejoindre sa retraite rurale. Même trois mois après les bombardements, le *trekking* dominait toujours la vie à Southampton ; les activités commerciales dans la ville mirent beaucoup de temps à se rétablir. À Portsmouth, pendant les bombardements intensifs, environ 90 000 personnes se mirent à quitter la ville chaque soir. Pendant les périodes plus calmes, c'était environ un tiers de ces chiffres. En mars 1941, dans certaines régions, les deux tiers de la population étaient partis et une enquête démontra que, parmi ceux qui restaient, les trois quarts fuiraient s'ils le pouvaient. À Liverpool, environ 50 000 habitants quittaient chaque nuit, et à Clydebank, après le premier bombardement, la population fondit de 50 000 à 2000. Le trekking mit en évidence les différences entre riches et pauvres. Ceux qui avaient leur propre voiture et une maison de campagne, ou la possibilité d'en louer une, pouvaient facilement partir. D'autres se contentaient de marcher et de coucher à la belle étoile.

Au cours de la décennie qui avait précédé le déclenchement de la guerre, le gouvernement avait planifié la manière de répondre à une offensive de bombardement. Pourtant, lorsque cela se produisit, la réaction des officiels se révéla inadéquate, confuse et non coordonnée. Ce ne fut qu'après la fin des bombardements qu'une réponse efficace en matière de défense civile, de politique d'hébergement et de fourniture d'aide d'urgence fut créée. Dans le domaine militaire, il n'y avait pas de défense efficace contre les bombardements nocturnes en raison de la difficulté des militaires à repérer les avions ennemis. Les défaillances de la défense peuvent être jaugées au fait que, en septembre et octobre, les avions de chasse n'ont abattu que 54 bombardiers sur les centaines qui survolaient l'Angleterre chaque nuit. Une fois le Blitz commencé, les autorités firent poster un grand nombre de canons de DCA [Défense contre-avions] à Londres, mais c'était en grande partie pour améliorer le moral des civils en donnant une impression de défense efficace. La protection civile, quant à elle, était souvent insuffisante, même après des mois de bombardement. Dans la nuit du 29 au 30 décembre 1940, une petite escadre de 150 bombardiers allemands chargés d'un grand nombre de bombes incendiaires, provoqua une véritable conflagration dans la City de Londres. L'une des raisons pour lesquelles ce bombardement fut si efficace est

qu'il fut effectué un dimanche soir, lorsque les édifices étaient fermés et qu'il n'y avait aucun *piquet d'incendie* en service pour éteindre les bombes incendiaires dès qu'elles explosaient. Ce ne fut qu'après une dévastation de cette ampleur que le gouvernement institua un système de surveillance obligatoire des incendies, mais des complications administratives firent qu'il ne devint opérationnel qu'après la fin du Blitz et fut donc peu performant à long terme. La même situation déplorable se produisit en ce qui concernait la lutte contre les incendies. Malgré tous les efforts d'avant-guerre, on comptait encore 1668 différentes brigades de pompiers dans l'île de Grande-Bretagne en 1940. Une grande partie de leurs équipements n'étaient pas compatibles, et donc aucune assistance ne pouvait être fournie aux brigades en difficulté pendant les bombardements, avec pour résultat que les incendies devenaient souvent incontrôlables. Ce n'est que deux jours avant la fin du Blitz, en mai 1941, que le Cabinet de Guerre accepta de mettre en place un *Service National de Lutte contre le Feu*. Mais à ce moment-là, il était déjà trop tard.

L'attitude de l'État concernant les problèmes de logement fut ambivalente. Avant la guerre, Whitehall se montra opposé aux *abris profonds* du genre des stations de métro, car les fonctionnaires craignaient qu'une fois bien installés dans ces abris, les gens seraient réticents à revenir à la surface et à poursuivre une vie normale. Des abris communs furent fournis dans les sous-sols des bâtiments publics, de même que *des Abris Anderson*,[411] qui pouvaient résister aux effets de l'explosion mais pas à un coup direct. Ils furent fournis aux individus pour être enterrés dans leur jardin. Lorsque les bombardements commencèrent en septembre, le gouvernement ordonna aux transports londoniens de ne pas permettre aux gens d'utiliser les stations de métro comme abris. Le personnel de la station de métro constata cependant qu'il était impossible d'empêcher les gens d'entrer et d'installer sous terre leur propre

---

[411] *L'Abri Anderson* fut conçu en 1938 par William Paterson et Oscar Carl Kerrison en réponse à une demande du Ministère de l'Intérieur. Il fut nommé d'après Sir John Anderson, alors Lord du Sceau Privé avec la responsabilité spéciale de préparer la protection contre les raids aériens immédiatement avant le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale, et c'est lui qui a ensuite lancé le développement de cet abri : L'Abri Anderson était composé de quatorze feuilles de tôle ondulée, formant une coquille de 1,80 m de haut, 1,40 m de large et 2 m de long. Il était enterré à une profondeur de 1,20m, puis recouvert de 0,40 m de terre. [NdT]

campement sordide et primitif. Au début du mois d'octobre, le gouvernement était sur le point de faire face à cette manifestation de désobéissance civile. Le secrétaire particulier de Churchill écrivit que, bien que le Premier ministre serait heureux d'utiliser lui-même une station de métro désaffectée comme refuge, "il pensait établir des actes d'autorité concernant les abris en empêchant par la force les squatteur de s'installer dans le métro."[412] La réponse inepte des autorités aux bombardements et à la colère croissante des Londoniens conduisit directement à la nomination au début octobre d'Herbert Morrison (patron du Parti Travailliste), au poste de Ministre de l'Intérieur. Lentement, le gouvernement commença à admettre qu'il avait eu tort concernant *la nécessité d'abris profonds*. Des subventions furent accordées aux autorités locales pour en construire et une gestion efficace des stations de métro en tant qu'abris fut introduite avec couchettes appropriées, toilettes chimiques, cantines et… billets de réservation. Au début du mois de novembre, les autorités annoncèrent la construction d'abris profonds pour 100 000 personnes, bien qu'au moment où ils furent terminés, les bombardements allemands étaient eux-mêmes terminés et ces abris ne furent utilisés que comme cantonnements pour les troupes [canadiennes] avant l'invasion de la Normandie. Ce ne fut qu'en janvier 1941 que le Cabinet de Guerre autorisa la construction d'*abris Morrison* (bien que le Ministre Sir John Morrison n'ait pas eu grand-chose à voir avec le projet, à part en tirer de la publicité) pour une meilleure protection chez soi.[413]

Le gouvernement fut également ambigu concernant l'évacuation des zones les plus menacées par les bombardements. Après quatre jours de bombardements dans l'East End, le Ministre de la Santé, Malcolm MacDonald, fut prêt à accepter l'évacuation totale de la zone la plus touchée, Silvertown, mais uniquement sur une base de *volontariat.* Après trois autres mois de bombardement, le Comité de Défense Civile du Cabinet de Guerre futt sur le point d'accepter l'évacuation obligatoire de

[412] 4848 Colville, op cit, p.264 (12.10.40). De l'humour anglais.

[413] *L'abri Morrison* fut conçu pour résister à la chute de l'étage supérieur d'une maison typique de deux étages subissant un effondrement partiel. Sa conception permettait à la famille de dormir sous abri la nuit ou pendant les bombardements, et de l'utiliser comme table à manger le jour, ce qui en faisait un élément pratique dans la maison. Ils mesuraient environ 1,98m de long, 1,20m de large et 0,76m de haut, avaient un plateau de table en tôle d'acier solide de 3,2 mm, des côtés en treillis métallique soudés et un sol de type « matelas » en latte métallique.

tous les enfants de Londres. Seule la baisse des raids sur Londres, lorsque la Luftwaffe tourna son "attention" vers les provinces, et aussi la fin du Blitz, eurent pour conséquence que le plan général d'évacuation ne fut pas mis en œuvre. Les habitants des quartiers vulnérables de l'East End n'étaient pas les seuls à quitter Londres pendant ces jours invivables. Beaucoup de ceux qui avaient des résidences secondaires en province quittèrent Londres à l'automne 1940. D'autres partirent à des moments spécifiques. Le roi et la reine partaient normalement chaque soir pour le château de Windsor, et les princesses Elizabeth et Margaret y restaient en permanence. La reine Mary, reine-mère, vivait à Badminton. Churchill quittait souvent Londres pour Chequers mais se rendait à Ditchley Park près de Blenheim *les nuits de pleine lune* lorsque les pilotes allemands avaient la possibilité de repérer sa résidence officielle.

Le problème le plus fâcheux auquel les autorités anglaises se confrontèrent fut de savoir comment faire face à la *dislocation sociale* causée par les bombardements. Deux difficultés furent au cœur du problème : La planification des autorités, avant la guerre, avait prévu un taux de mortalité élevé, et escomptait, comme principales priorités, l'élimination des corps et le contrôle de la population en cas de panique de masse. En fait, les taux de mortalité et de blessures restèrent bien inférieurs aux prévisions et le contrôle social ne fut pas un problème. De manière inattendue, le sans-abrisme, qui touchait une personne sur six à Londres, devint le problème insoluble. À la mi-octobre, plus de 250 000 sans-abris attendaient d'être relogés, et malgré le grand nombre de maisons vides, seulement 7000 sans-abris trouvèrent un nouveau logement. La deuxième difficulté fut administrative. Trop de ministères, d'organismes et d'autorités locales participaient à fournir de l'assistance aux individus, et les mécanismes de coordination de leur travail étaient insuffisants. À Londres, six ministères de Whitehall, sans compter le *London County Council* (*LCC*), le Commissaire Régional, vingt-huit Arrondissements locaux et soixante-dix autres Agences étaient impliqués, et chacun protégeait jalousement ses privilèges et son indépendance.[414] À Whitehall, par exemple, le Ministère de l'Alimentation était responsable des stocks de vivres communautaires où les gens payaient, mais le Ministère de la Santé gérait des Centres alimentaires et de repos où des vivres étaient

[414] Leurs "privilèges" étant les subventions de l'État. [NdT]

fournis gratuitement. Les arrondissements régionaux n'appréciaient pas l'ingérence, en particulier de la part du *London County Council* [*LCC*] —leur rival politique de longue date— mais dans ces arrondissements régionaux les administrations à parti unique étaient souvent léthargiques et avaient perdu le contact avec la communauté locale bien avant la guerre. Ils ne pouvaient héberger des sans-domiciles qu'à l'intérieur des limites de l'arrondissement, or les arrondissements les plus démolis par les bombardements allemands n'avaient plus de logement de réserve. Le *LCC* était également impotent car il ne pouvait loger qu'à Londres. Il y eut de longues discussions sur la nomination du contrôleur de l'ARP, responsable de l'effort de défense civile, dans de nombreux arrondissements. Le conseil local voulait généralement que le maire soit nommé *contrôleur* pour des raisons de prestige, tandis que le commissaire régional préférait le greffier de la ville, plus compétent sur le plan administratif. Dans certains cas, les désaccords locaux dégénérèrent. À West Ham, le différend dut être résolu par le Ministère de la Sécurité Intérieure. À Stepney, l'administration locale était si mauvaise que Morrison lui enleva tout pouvoir qu'il plaça entre les mains de mandataires.[415]

Partout, il fallut beaucoup de temps pour improviser même les installations de base. En septembre 1940, après les premières semaines de bombardements, West Ham n'avait pas encore de cantines, de toilettes ou d'éclairage dans les abris publics, et dans de nombreux cas, le Conseil local refusait de reconnaître les abris improvisés et de fournir des installations adéquates. Il n'y avait pas non plus de cantines mobiles ou de centres de restauration communautaire pour les personnes qui avaient perdu leur maison ou leurs moyens de cuisiner. Une grande partie de l'aide devait être fournie par des organismes bénévoles, en particulier la *Société des Amis* [les *Quakers*]. De nombreuses entreprises, telles que l'Autorité Portuaire de Londres et le London and Northeastern Railway, refusèrent, malgré les exigences de l'État, de fournir des cantines d'entreprise afin que les travailleurs puissent obtenir au moins un repas chaud par jour. Le conseil municipal de West Ham découragea les programmes d'entraide pour la réparation des maisons et insista pour faire tous les travaux lui-même, ce qui entraîna de longs retards et une augmentation du nombre de sans-abris.

---

415 CAB 73/2 CDC (40) 45e conclusions. Voir aussi HO 186/634

Les problèmes les plus aigus apparurent dans les *Centres de Repos*, où les personnes sans abri à cause des bombardements furent hébergées jusqu'à ce qu'elles puissent trouver un nouveau logement. Ces Centres illustraient clairement la différence entre riches et pauvres. Ils étaient administrés selon l'ancien système de la Poor Law pour les indigents, et la plupart des gens préféraient les éviter et prendre leurs propres dispositions, s'ils le pouvaient. Néanmoins, à la fin du mois de septembre 1940, plus de 25 000 personnes vivaient dans ces Centres de Repos, et près de la moitié y passaient plus de 10 jours à attendre d'être relogés. Ils furent provisoirement placés dans des écoles converties et des bâtiments abandonnés, dans lesquelles les conditions de vie étaient dégradantes. Dans un centre de Stepney, près de 300 personnes qui avaient été chassés de leurs maisons bombardées, se virent forcées d'utiliser des seaux ou d'anciennes chutes-à-charbon comme toilettes ; ils durent aussi se contenter de sept bassins (sans savon ni serviettes) pour se laver. La nourriture était aussi de qualité défectueuse, car elle provenait des services de la *Poor Law*. Pour l'ensemble de Londres, on ne trouvait que 25 000 couvertures disponibles, alors que les besoins étaient estimés à deux millions et demi, et le Ministère de la Guerre dut en prêter 1 000 000 à partir des stocks de l'Armée. La principale raison de la pénurie était qu'avant la guerre, le Gouvernement avait refusé d'approuver l'achat de couvertures, parce que les fonctionnaires s'inquiétaient en sachant que l'abondance de couvertures pouvait inciter les SDF à s'éterniser dans les Centres de Repos. En vertu de règles financières gouvernementales très strictes, certains réfugiés n'avaient même pas le droit de recevoir de l'aide : environ un tiers étaient là à cause de bombes non explosées tombées dans leur maison ou aux abords. En vertu des règles strictes héritées de *l'Administration de la Loi sur les Pauvres* [*Poor Law*], ils devaient payer pour toute aide. Le "trekking" fut toujours découragé pour eux et le Comité de Défense Civile du Cabinet de Guerre refusa de fournir des hébergements ou de l'assistance à ces personnes.

Ce ne fut qu'à la fin de 1940 qu'un système efficace pour faire face aux effets des bombardements commença à émerger à Londres. Le fait le plus déprimant à propos de la réponse officielle à ces problèmes est peut-être qu'aucune des leçons douloureusement apprises à Londres n'a été appliquée dans les villes de province, de sorte qu'elles ont également

souffert des mêmes épreuves. L'effort de guerre n'a pas galvanisé la bureaucratie pour qu'elle se lance dans l'action. Par exemple, il a fallu un an au Ministère de la Santé pour publier une circulaire aux autorités locales, en août 1941, suggérant la nomination d'agents sociaux. Même l'Historien de guerre officiel a été forcé de l'admettre :

"Même histoire dans chacune des quelque trente villes de province : même nourriture médiocre et insuffisante dans les Centres de Repos ; même manque de vêtements, de couvertures et d'installations de lavage, de Premiers Secours, de toilettes, de mobilier, d'information et de sauvetage ; même insuffisance de fonctionnaires, d'assistance publique non soutenue et de volontaires organisés de manière informelle ; même faiblesse de liaison avec la police et la Défense Civile... Toutes ces anomalies étaient constamment en évidence... alors qu'une ville après l'autre était bombardée."[416]

Une enquête officielle du Ministère de la Sécurité Intérieure sur les déficiences lors des attaques de Birmingham, révéla que *des bombardements plus lourds auraient inexorablement conduit à une dissolution du sens civique*, que *de graves lacunes* gangrénaient les pouvoirs locaux et que la coordination avait été inadéquate entre les pompiers et les services auxiliaires, sans même parler des graves pillages et des scènes de désordre. L'enquête en conclut que les autorités locales n'avaient été d'aucune aide à la population locale.[417] En effet, le caractère le plus évident de la vie dans toutes les villes bombardées avait été le fossé entre l'élite administrative et le petit peuple. Un journaliste de l'Observatoire des Masses à Liverpool parla du *divorce presque complet* entre le bloc "politiciens et fonctionnaires," d'un côté, et la population locale de l'autre. Et *la violence des commentaires de la population stigmatisait les dirigeants locaux*.[418] À Southampton, on entendit beaucoup de critiques à l'encontre du Conseil Municipal et de *ses exhortations à la persévérance, en l'absence de toute aide réelle*. Une visite du roi et de la reine dans la ville se fit dans l'indifférence générale. À Portsmouth, où les installations communales d'alimentation des sans-abris étaient, selon un rapport du gouvernement, lamentables à cause des bombardements : "L'attitude du

[416] R. Titmuss, *Problèmes de politique sociale*, p.309

[417] Harrison, op cit, p.252

[418] Ibid., p.245

responsable en charge semble être en grande partie responsable... En dehors de son dégoût personnel pour l'alimentation communale, il exprima l'opinion que *cela encourageait le parasitisme et la paresse*, et il ne voyait pas "pourquoi les travailleurs qui gagnaient probablement plus que lui" devraient être encouragés par l'État.[419]

Le problème le plus douloureux pour les personnes touchées par les bombardements, était de savoir, tant en province qu'à Londres, comment obtenir l'aide nécessaire. Peu d'arrondissements fournissaient un bureau central où tous les services de la bureaucratie locale pouvaient être centralisés et contactés. À Plymouth, par exemple, une personne bombardée devait se rendre dans *quinze bureaux différents* dispersés dans la ville pour obtenir les produits essentiels tels qu'un nouveau carnet de rationnement, un masque à gaz, un repas, un logement temporaire, une nouvelle carte d'identité, une indemnisation, un certificat de décès, une aide pour un enterrement et un hébergement hors de la ville. Même si le quémandeur savait où se trouvaient les différents bureaux, s'y rendre pouvait être un problème majeur dans une ville qui se relevait d'un bombardement, avec peu de transports publics.

Malgré toutes ces déficiences, le moral resta solide lorsque les bombardements commencèrent, en dépit des prévisions de certaines autorités. Cela ne doit cependant pas être considéré comme un exemple de courage et de résilience uniquement britanniques. Aucune société soumise à des bombardements massifs ne s'est désintégrée. En effet, à bien des égards, la population atteignit une plus grande cohésion sociale face à l'adversité. L'Allemagne et le Japon subirent plus tard des bombardements beaucoup plus lourds sans rupture sociale, tout comme le Nord-Vietnam sous un assaut américain intensif dans les années 1960 et au début des années 1970. Même si les populations, épuisées par ces bombardements et ces perturbations, aspiraient à en finir, il est difficile de voir comment ces sentiments pouvaient être exprimés efficacement [et être entendus] en Angleterre à la fin de 1940. Il n'existait aucun moyen, à l'exception des manifestations de masse dans les rues, pour faire connaître son opinion dans les médias ou dans le monde politique. Comme Churchill l'a admis plus tôt dans l'année : "En temps de guerre, l'appareil gouvernemental est si fort qu'il peut se permettre d'ignorer largement les

[419]Rapport INF 1/292 sur Portsmouth, mai 1941

sentiments du peuple."[420] Les fausses rumeurs circulant dans les Midlands en mai 1941, (telles que rapportées par l'Institut de Sondage appelé Observatoire des Masses), montraient à quel point la situation semblait mauvaise pour beaucoup, et ce que l'on pouvait croire ou ne pas croire. Des rumeurs couraient au sujet de trains remplis de cadavres qui avaient quitté Liverpool pour un enterrement en fosse commune, d'autres fausses nouvelles prétendaient que la loi martiale avait été imposée dans un certain nombre de grandes villes, que des émeutes de la faim avaient éclaté et que des sans-abris et des victimes de bombardements participaient à des marches de la faim en brandissant des drapeaux blancs.

En fait, la plupart des gens ne souhaitaient même pas exiger que la guerre finisse [par lassitude ou accablement]. Ils essayaient de continuer leur vie du mieux qu'ils le pouvaient, car ils n'avaient guère d'alternative. Malgré les bombardements, le manque d'intérêt pour la guerre passa de 10% environ, ceux qui, en mai et juin, acceptèrent d'admettre ne pas suivre les nouvelles de la guerre, à près de 30% à la fin de l'année. D'autres enquêtes révélèrent que, lorsqu'on leur demandait ce qui les déprimait le plus, les gens mettaient la météo en premier, suivie des nouvelles de la guerre, puis des raids aériens. En pratique, les bombardements firent peu de différence dans la réalité de la vie en Grande-Bretagne, en ce temps de guerre. Il n'y eut pas de changements sociaux majeurs, et les pauvres et les moins privilégiés continuèrent de porter le poids des problèmes. Il n'y eut pas non plus de changement politique fondamental : déjà bien installés, le sentiment de désenchantement à l'égard des politiciens et des dirigeants nationaux, fut confirmé par la réaction inepte des autorités aux bombardement. Les sentiments de la majorité des citoyens, alors qu'ils essayaient de faire face aux bombardements et aux perturbations qui affectaient leur vie, furent bien résumés par une lettre d'une résidente de Manchester à son mari séjournant en Extrême-Orient : "Vous entendrez beaucoup parler de Manchester qui se débrouille bien. Je suppose que c'est vrai... mais pour quelqu'un qui vit ici, c'est épuisant de bien se débrouiller. On se débrouille parce qu'on y est obligé !"[421]

[420] King, op cit, p.22 (8.2.40)

[421] Harrison, op. cit., p. 249

9
Impuissance

Durant l'été de l'année 1940, l'Angleterre pouvait exercer juste assez de puissance militaire pour éviter une défaite immédiate. Les gouvernements d'avant-guerre, en se concentrant sur la défense aérienne du pays, avaient fourni la marge de sécurité vitale. Mais tous les problèmes que les décideurs politiques d'avant-guerre avaient été incapables de résoudre (un Empire hypertrophié, trop distendu, trop d'ennemis, trop peu d'alliés, des ressources industrielles, économiques et financières insuffisantes) non seulement ces problèmes restaient en suspens, mais faisaient bloc désormais, exacerbés par la pression d'une guerre totale, pour laisser l'Angleterre largement impuissante militairement et diplomatiquement.[422] L'Empire a survécu à 1940, en grande partie intact, parce que les Allemands n'avaient pas les moyens de déployer des forces importantes en dehors de l'Europe ; les Italiens, qui avaient des moyens, étaient faibles et incompétents ; et les Japonais n'avaient pas encore décidé d'attaquer les nations occidentales.

L'Empire britannique s'étendait à travers le monde, presque sans défense[423]. Le cauchemar d'affronter trois ennemis simultanément (ce qui avait sérieusement alarmé les ministres et les planificateurs militaires des années 1930), était désormais en train de se produire. L'Allemagne dominait la majeure partie de l'Europe occidentale et centrale, et la déclaration de guerre italienne à la mi-juin étendit le conflit à la Méditerranée et au Moyen-Orient. En Extrême-Orient, on pouvait s'attendre à ce que le Japon profitât de la faiblesse croissante des Britanniques. Après la fuite de Dunkerque, l'Angleterre n'avait presque plus d'armée, et les forces navales et aériennes devaient être concentrées sur la défense métropolitaine, laissant d'autres régions intensément vulnérables. Manquant d'une

---

[422] En fait les trois pays les plus belliqueux d'Europe occidentale ont été vaincus par des erreurs stratégiques : la *France* ne sut pas regrouper ses chars d'assaut en divisions blindées pour faire face aux divisions allemandes de panzers ; l'*Allemagne* détruisit son armée dans la Campagne de Russie (comme Napoléon), et l'*Angleterre*, incapable de défendre son Empire trop étendu, fut réduite à se réfugier elle-même dans l'Empire américain. [NdT]

[423] Les Chinois l'avaient surnommé : *Le tigre de papier*. [NdT]

puissance militaire significative, l'Angleterre possédait, en conséquence, peu de pouvoir diplomatique. L'effondrement de la France laissa l'Angleterre sans allié, à une époque où l'Union soviétique était "neutre mais hostile" et les États-Unis "amicaux mais peu disposés à offrir une aide substantielle."[424]

La crise à laquelle l'Angleterre fut confrontée durant l'été 1940, signifia que des mesures d'urgence devaient être prises et que les plans existants pour une guerre longue devaient être abandonnés. Le programme d'armement fut donc radicalement refondu. L'hypothèse de planification en septembre 1939 avait été une *guerre de trois ans*, et les usines de production, aux normes des forces britanniques, atteignirent leur taille et leur efficacité maximales en 1942, moment où l'attaque finale contre l'Allemagne était attendue.[425] Rejetant ce calendrier, les Chefs d'État-Major déclarèrent au Cabinet de Guerre au début du mois de juin *que* "*ce délai* [1942] *était manifestement trop éloigné pour être acceptable comme programme dans les circonstances* actuelles."[426] Le Cabinet de Guerre accepta donc d'accélérer le programme de réarmement, afin qu'il soit achevé en juin 1941, acceptant que si la guerre se poursuivait en 1942, la qualité des forces britanniques commencerait à décliner, car il était impossible de maintenir la production d'armes à ce niveau à long terme.[427] Cependant, même ce plan accéléré prendrait du temps à porter ses fruits, et, en 1940, des forces devraient être fournies dans les limites des ressources limitées existantes. Beaucoup de nouveaux armements étaient nécessaires simplement pour rééquiper l'armée après Dunkerque. La probabilité de renforcer considérablement l'une des garnisons ultramarines susceptibles d'être attaquées était faible, étant donné la menace allemande immédiate juste au-delà de la Manche. Compte tenu de cette faiblesse écrasante, l'armée anglaise eut la chance de ne combattre, jusqu'au printemps 1941, aucun élément de l'armée allemande, seulement les Italiens beaucoup plus faibles.

---

[424] En 1940, la Grande Bretagne n'apporta aucune aide à son alliée (la France), mais s'attendait à être aidée par elle. [NdT]

[425] Donc, l'essentiel de l'effort de guerre et des sacrifices étaient attendus de la France. [NdT]

[426] Bureau du Conseil des Ministres, 66/8, WP (40) 103 (4.6.40)

[427] Curieux commentaires; en fait ce ne sont que des excuses de financiers qui veulent laisser tout le fardeau de la guerre sur leur allié; comme durant la Première Guerre mondiale. Traîner des pieds à toujours été une technique de profiteur. [NdT]

Le dilemme d'avant-guerre, d'accorder une plus grande priorité à la Méditerranée et au Proche-Orient, ou à l'Extrême-Orient, fut finalement résolu lorsque les Italiens déclarèrent la guerre. Malgré cela, en juin 1940, les forces immédiatement disponibles pour faire face aux Italiens étaient faibles en effectifs et en équipement. Le Commandement au Moyen-Orient, qui s'étendait de Chypre à la Somalie, et du désert occidental à l'Irak, disposait de deux divisions, de deux groupes de brigades, d'une division blindée sous-équipée, de 64 canons de campagne et d'un nouveau corps de chameaux de 500 hommes. La présence de la RAF dans la région était mince (Malte, par exemple, avait trois avions obsolètes pour sa défense), et la réaction initiale du Premier Lord de la Mer, l'amiral Pound, à la déclaration de guerre italienne, fut de conseiller *le retrait* de la flotte anglaise basée à Alexandrie et en Méditerranée orientale, laissant ainsi l'Égypte sans protection. Churchill passa outre à son conseil.[428] Lorsque les Italiens attaquèrent, les Anglais furent incapables d'opposer une résistance efficace. À la mi-août, toutes les troupes britanniques avaient été chassées du Somaliland et une nouvelle attaque italienne sur le Kenya semblait imminente. Dans le désert occidental, lorsque les Italiens avancèrent de 100^{km} en territoire égyptien à la mi-septembre, les forces anglaises furent incapables de les refouler à nouveau.

Une contre-attaque ne pouvait être montée à moins que des renforts ne soient envoyés de Grande-Bretagne. À la mi-août 1940, les ministres convinrent d'envoyer trois régiments de chars au Moyen-Orient, ainsi que près de 70 000 soldats. C'était une décision courageuse alors que l'Angleterre faisait face à une menace d'invasion.[429] Elle illustre, cependant, à quel point les ressources militaires anglaises étaient devenues *dépassées*.[430] Churchill, cependant, ne parvint pas à persuader la Royal Navy d'escorter les convois à travers la Méditerranée,[431] ce qui signifiait que beaucoup de temps était perdu à contourner l'Afrique via le

[428] 22 Papiers Alexander 5.4.26

[429] En réalité, en dépit des apparences, la VIIIe Armée britannique qui combattit contre les Italiens et l'Afrika Korps nazi entre l'Égypte et la Tunisie ne comptait que quelques officiers Anglais. La troupe comprenait des unités françaises, canadiennes, juives, polonaises, indiennes, écossaises, sud-africaines, australiennes, néo-zélandaises… [NdT]

[430] Il est certain que le gouvernement anglais aurait dû mobiliser ***tous*** les hommes en âge de porter les armes. La tradition anglaise de faire de nombreuses guerres en ne versant que le sang des alliés est devenue inacceptable. [NdT]

[431] Par crainte de la flotte de guerre italienne. [NdT]

Cap-de-Bonne-Espérance. Ce ne fut qu'au début du mois de décembre qu'une petite force alliées, composée d'une Division d'Infanterie *indienne* et d'une division blindée, soit un total de 36 000 hommes, put attaquer les Italiens dans l'ouest de l'Égypte. En trois jours, grâce à de nombreux renseignements obtenus en décryptant le code secret de l'Aeronautica Militare (l'Armée de l'air italienne), les Anglais vinrent à bout du corps d'armée italien et fait 36 000 prisonniers de guerre au détriment d'un peu plus de 600 victimes (indiennes). Au début de janvier 1941, les forces alliées (indiennes) traversèrent la frontière libyenne, après avoir détruit huit divisions italiennes, et le 21 janvier, Tobrouk fut capturée, suivie quelques semaines plus tard par la chute de Benghazi. Adolf Hitler, cependant, avait déjà décidé de dépêcher des troupes allemandes pour soutenir les Italiens en déroute et, sous le commandement brillant du général Rommel, ils regagnèrent la plus grande partie de ce que les Italiens avaient perdu.

À l'automne 1940, avant l'attaque contre les Italiens, les Anglais furent attirés dans le sud-est de l'Europe. Entre juillet et août, l'Angleterre dut assister impuissante au démembrement de la Roumanie, dont elle avait garanti l'indépendance au printemps 1939, dépecée par Hitler, ses amis et alliés, et à la refonte de la carte de l'Europe du Sud-Est. Fin juin, l'Union soviétique exigea la restitution des provinces de Bessarabie et de Bucovine.[432] Hitler conseilla à la Roumanie d'accepter et, les Anglais n'offrant que sa sympathie pour le triste sort de la Roumanie, l'Union soviétique étendit sa frontière plus à l'ouest. Un gouvernement pro-allemand prit le pouvoir à Bucarest, mais les Hongrois forcèrent Hitler à leur attribuer la province de Transylvanie en août et le dépeçage de la Roumanie fut achevé lorsque la Bulgarie reçut la province de Dobroudja en septembre. À l'automne, après un coup d'État, les troupes allemandes envahirent ce qui restait de Roumanie.

Mussolini pour sa part créa un dilemme compliqué pour les Anglais. Jaloux des succès de Hitler et déterminé à lancer sa propre invasion inattendue d'un pays voisin plus faible pour glaner quelque gloire. Malheureusement, il s'en prit à la Grèce. L'invasion italienne du 28 octobre fut non seulement contrecarrée avec succès, mais elle se transforma en

[432] Ces deux provinces totalisant 50 000^{km2} furent arrachées à la Roumanie par Hitler et Staline et occupées par l'Armée Rouge en 1941. [NdT]

contre-attaque lorsque les forces grecques avancèrent en Albanie, pays sous contrôle italien. À ce stade, les Grecs se tournèrent vers Londres pour obtenir de l'aide matérielle. Les Anglais souhaitaient aider, sachant en particulier que l'opinion publique américaine les surveillait pour savoir comment allaient réagir les Anglais devant cette nouvelle agression non provoquée contre un petit État, tout en connaissant la faiblesse de son armée. Conscient du sort d'autres États, comme la Pologne et la Roumanie, qui avaient reçu des garanties de l'Angleterre, Churchill déclara au Cabinet de Guerre le 4 novembre : "Si la Grèce est envahie, les gens vont dire qu'*en dépit de nos garanties, nous avons laissé un autre petit État allié être englouti*."[433] Mais, comme disait Halifax : "La difficulté est de trouver un moyen de réconforter les Grecs sans révéler notre faiblesse au Moyen-Orient.[434] Heureusement, les Grecs n'avaient pas demandé spécifiquement à l'armée britannique de fournir de l'aide, et le Cabinet de Guerre se contenta donc d'envoyer deux escadrons de chasseurs-bombardiers Blenheim et une symbolique mission de *conseillers militaires* en guise de soutien britannique. C'était le maximum qu'ils jugeaient pouvoir épargner sur les forces du Moyen-Orient, déjà complètement *distendues, diluées,* contre les Italiens en Égypte.

Bien que la menace militaire immédiate pour les intérêts britanniques soit venue de la Méditerranée durant la seconde moitié de 1940, l'Extrême-Orient, avec ses embarras stratégiques très importants, demeura un problème politique litigieuse tout au long de l'année 1940. Le gouvernement de Churchill fut confronté essentiellement à la même situation que ses prédécesseurs d'avant-guerre. Les "dominions" vulnérables d'Australie et de Nouvelle-Zélande, ainsi que le commerce de l'Empire britannique et autres possessions telles que Hong Kong et Singapour, avaient besoin d'être défendus contre toute menace du Japon. Mais l'Angleterre n'avait pas de forces en Extrême-Orient capables de procurer cette défense : la flotte dans la région se composait de trois croiseurs modernes, de deux vieux croiseurs ainsi que de cinq vieux destroyers, tandis que l'armée disposait de trois brigades disponibles pour

433 L'Angleterre d'avant la Deuxième Guerre mondiale souffrait du même défaut que les États-Unis du XXIe siècle : elle voulait donner l'impression qu'elle allait soutenir ses alliés jusqu'au bout mais les abandonnait dès que débutait la guerre qui s'ensuivait. [NdC]

434 Bureau du Cabinet des Ministres, 65/13, WM (40) 282e conclusions (4.11.40)

défendre la Malaisie. La RAF pouvait assembler 88 avions de première ligne.

Le fondement de la stratégie anglaise d'Extrême-Orient, à partir du début des années 1920, était d'envoyer, en cas de menace du Japon, le gros de la Royal Navy à Singapour. Au début de 1939, les Chefs d'État-Major avaient des doutes sur la faisabilité de ce déploiement, étant donné la menace de guerre en Europe, avec l'Allemagne et l'Italie. En conséquence, la taille de l'escadre prévue pour se porter sur Singapour fut réduite, et le temps nécessaire pour atteindre la base singapourienne fut augmenté. Les "*dominions*", qui n'avaient pas été informés de ce changement de stratégie, continuaient de croire à l'assurance donnée par Londres lors de la *Conférence Impériale de 1937,* à savoir que l'existence de l'Empire dépendait de la capacité de Londres d'envoyer la flotte en Extrême-Orient. Au début des hostilités, l'Australie commencé à mobiliser une armée pour la dépêcher outre-mer, vraisemblablement au Moyen-Orient, comme elle l'avait fait durant la Première Guerre mondiale. Avant de se défaire de ses seules forces militaires en les expédiant loin du pays, le gouvernement australien demanda judicieusement au Gouvernement de Londres de *réaffirmer l'assurance qu'il avait reçue concernant la protection impériale contre le Japon*. Cette demande causa un grand embarras à Londres. À la fin du mois de novembre 1939, le Cabinet de Guerre se réunit pour décider de la manière de répondre. Les Ministres anglais décidèrent de ne donner aucune assurance d'envoyer *sept grands vaisseaux de guerre* à Singapour en cas d'hostilités avec le Japon, mais ils acceptèrent de s'engager à abandonner la Méditerranée si nécessaire. Chamberlain était réticent à accepter l'engagement, mais Churchill convainquit ses collègues que l'engagement envers les dominions serait *plus élastique* que celui donné en 1937 et ne serait exécuté que s'il y avait vraiment une *invasion en force du territoire* des dominions plutôt qu'une simple et banale guerre avec le Japon. Comme Churchill l'ajouta *cyniquement*, l'important était *de rassurer les dominions*, *afin qu'ils consentent à l'envoi de leurs troupes*.[435] Sur cette pseudo promesse, les forces du dominion australien furent envoyées au Moyen-Orient.

L'armistice de la France et l'entrée en guerre de l'Italie transformèrent la situation en ce qui concernait les engagements de l'Angleterre en

[435] Bureau du Cabinet, 65/2, WP (39) 89e conclusions (20.11-39)

Extrême-Orient. Il n'y avait plus aucune chance qu'une flotte puisse être envoyée à Singapour ; elle était nécessaire autour du pays pour faire face à toute invasion, ainsi qu'en Méditerranée pour contrer l'Italie. Le 13 juin, les Australiens furent informés qu'il était *très peu probable que nous puissions envoyer des renforts adéquats en Extrême-Orient*.[436] En août, la *certitude de secours assurée par la Royal Navy* en 1939 fut "redéfinie". Churchill annonça aux Premiers Ministres des dominions qu'il ne s'attendait pas à ce que le Japon déclare la guerre aux Anglais à moins que ne se produise une invasion allemande *réussie* de l'Angleterre ; dans un passage très soigneusement rédigé pour fournir de nombreuses *clauses échappatoires* aux Anglais concernant *le moment* où ils devraient intervenir et *avec quelle force*, il annonça que "*si le Japon entreprenait d'envahir l'Australie et la Nouvelle-Zélande à grande échelle... nous devrions alors réduire nos pertes en Méditerranée et sacrifier tous nos intérêts, sauf la défense et l'alimentation de toute notre île*," afin d'envoyer une flotte en Extrême-Orient, qui s'opposerait à *toute force d'invasion* et tenterait de couper ses lignes de communications avec le Japon.[437] À l'automne, les Chefs d'État-Major examinèrent à nouveau les forces qui pourraient être dépêchées en cas de guerre avec le Japon. Ils n'identifièrent qu'un seul croiseur de bataille et un porte-avions, qui iraient se baser non pas à Singapour mais à Ceylan, bien à l'écart des Japonais et trop loin pour défendre l'Australie ou la Nouvelle-Zélande. En juillet et août, les Anglais essayèrent également de décider quels seraient les points d'intérêt qu'ils seraient prêts à défendre par une guerre en Extrême-Orient. Ni l'Indochine ni la Thaïlande n'étaient considérées comme importantes (Ils ne prirent aucune mesure belliqueuse lorsque le gouvernement français de Vichy *autorisa*[438] les Japonais à stationner des troupes dans le nord de l'Indochine en septembre). Les Indes Orientales Néerlandaises[439] étaient considérées comme plus importantes car elles étaient proches de la route entre Singapour à l'Australie, et fournissaient une quantité importante de pétrole à l'Angleterre ; mais sans la garantie

---

[436] D.Day, La Grande Trahison, p.55

[437] Ibid., p.75. Le galimatias de la phrase de Churchill permettrait d'excuser presque n'importe quel comportement dans l'engagement de l'Angleterre vis-à-vis de l'Australie. [NdT]

[438] À la demande expresse d'Adolf Hitler. [NdT]

[439] Aujourd'hui l'Indonésie.

d'aide américaine, les Britanniques étaient réticents s'engager à les protéger. En août, une angoissante estimation des Chefs d'État-Major avertit le Cabinet de Guerre que l'Angleterre était presque impuissante dans la région : au mieux, elle pourrait être en mesure de *limiter les dommages que le Japon pourrait infliger à l'Empire britannique en Extrême-Orient* et, *en dernier ressort... conserver une base à partir de laquelle nous pourrions éventuellement récupérer les positions lorsque des forces plus importantes seraient disponibles*.[440]

Alors que la position stratégique de l'Angleterre s'effondrait, la seule chance de défendre l'Empire était de se tourner vers les Américains. Dès le mois de mai, les Chefs d'État-Major annoncèrent au Cabinet de Guerre : "Nous devons compter sur les États-Unis d'Amérique pour sauvegarder nos intérêts en Extrême-Orient."[441] En novembre, les Chefs d'État-Major pouvaient encore dire que : "Seule l'US Navy peut fournir le supplément de forces navales en Extrême-Orient, nécessaires pour contenir la flotte japonaise et assurer la sécurité de tous les territoires et des lignes de communication alliées."[442] Comme Lord Halifax le précisa devant le Cabinet de Guerre à la fin du mois de juin, le problème est que "les États-Unis sont peu susceptibles d'utiliser leur force pour défendre les intérêts anglais ou français en Extrême-Orient."[443] Néanmoins, les Anglais espéraient continuellement une politique américaine plus ferme en leur faveur. En particulier, ils voulaient que la marine américaine se déploie à Singapour comme un signal clair de la volonté américaine de défendre les intérêts de l'Empire anglais dans la région. Le gouvernement anglais était également anxieux de commencer des entretiens multilatéraux avec les Américains, les Australiens et les Néerlandais sur la planification d'une éventuelle guerre avec le Japon. Le gouvernement américain n'accepta aucune de ces suggestions.[444]

Ce refus des Américains de fournir une réponse favorable aux Anglais rendit ces derniers incapables de résister à la pression diplomatique nippone accentuée par les menaces de l'Armée japonaise. En 1939, le gouvernement anglais avait été contraint de régler le différend de

---

[440] Bureau du Cabinet, 80/16, COS (40) 592 (15.9.40)
[441] Bureau du Cabinet, 667, WP (40) 168
[442] Bureau du Cabinet, 80/18. COS (40) 704 (8.11.40)
[443] Bureau du Cabinet des Ministres, 66/9, WP (40) 234 (29.6.40)
[444] C'était une ruse destinée à forcer les Américains à les défendre.

Tientsin[445] à des conditions défavorables, et, au début de la guerre, les Anglais durent retirer leurs canonnières du nord de la Chine, afin d'éviter de contrarier l'Empire du Soleil Levant. À la fin du mois de juin 1940, les Japonais décidèrent d'exploiter la faiblesse britannique par une menace d'invasion : ils exigèrent le retrait de toutes les troupes et de tous les navires de guerre anglais des zones de Chine contrôlées par eux-mêmes (les Japonais), ils exigèrent aussi des Anglais l'arrêt des approvisionnements aux Chinois via Hong Kong, et la fermeture de la route de Birmanie, principale voie de ravitaillement des nationalistes chinois qui combattaient les Japonais. Ce qui est intéressant dans les archives des débats du Cabinet de Guerre, sur la façon de répondre à *ces exigences japonaises fort arrogantes,* c'est que, en dépit du fait que Winston Churchill critiqua fortement la "*politique d'apaisement*" [446] avant-guerre, c'est Churchill lui-même qui se montra en faveur de l'apaisement avec le Japon [de la conciliation] tandis que Lord Halifax, le prétendu conciliateur, voulait rester ferme et résister. Une fois au pouvoir, Churchill s'est rendu compte qu'il était lui aussi incapable de résoudre les problèmes stratégiques de son pays : *trop d'engagements et trop peu de ressources.*

Dans son document destiné au Cabinet de Guerre à la fin du mois de juin, Lord Halifax avertit ses collègues de ce que, accéder aux exigences japonaises *porterait un coup sévère* au moral des Chinois en ce sens que cet acquiescement serait interprété comme un abandon de Tchang Kaï-chek par l'Angleterre. Halifax en conclut qu'*il ne "fait guère de doute que nous ne pouvons pas, en fait, accéder à leurs demandes.*"[447] Ce sentiment était répandu à Whitehall. John Colville, le Secrétaire particulier de Churchill, était du même avis : "C'*est une défaite morale de sacrifier dans une partie du monde les principes que nous défendons dans une autre*."[448] Et Cadogan, le chef du Foreign Office, écrivit dans son journal intime : "Je suis convaincu que nous devons nous opposer à la fermeture de la route de Birmanie, même au risque d'une guerre. Si

---

[445] Ville chinoise occupée par les Japonais en 1939 en dépit de la présence des concessions commerciales anglaises et européennes. [NdT]

[446] La politique d'*apaisement* (de paix) fut celle de Neville Chamberlain à Munich, face à Adolf Hitler. Elle mena droit à la guerre mondiale. Winston Churchill avait beaucoup critiqué cette politique de mollesse qui n'avait fait qu'encourager le dictateur nazi à aller trop loin. [NdT]

[447] Ibid.

[448] Colville, op cit, p.200 (27.7.40)

nous cédons, les Américains abandonneront, avec des conséquences sans espoir, non seulement dans le Pacifique mais même de ce côté-ci [sic]"[449] L'ambassadeur à Tokyo ne pensait pas que le rejet des demandes japonaises conduirait à la guerre, mais les Chefs d'État-Major étaient favorables à la conclusion d'un accord : "Si nous ne sommes pas en mesure de tenir bon sur toutes les demandes japonaises, en acceptant le risque de guerre, nous devons opter pour un règlement suffisamment large pour satisfaire les Japonais."[450] Au Cabinet de Guerre du 5 juillet, Lord Halifax, malgré les conseils des militaires, plaida toujours pour une réponse ferme et ajouta que : "Nous devrions perdre moins en résistant au chantage japonais qu'en renonçant à nos principes." C'est Churchill qui plaida fermement pour accepter les exigences japonaises, disant qu'il ne pensait pas que nous devions encourir l'hostilité des Japonais pour des raisons de prestige, essentiellement." Il espérait pouvoir rejeter le blâme et la responsabilité de toute concession sur les États-Unis,[451] et ses collègues acceptèrent d'envoyer un télégramme à Washington avertissant que "à moins que nous ne recevions une assurance claire du soutien américain, nous pourrions être contraints de nous incliner devant la *force majeure*."[452] Mais, comme Cadogan l'a commenté : "Il est inutile et sans espoir de faire ce que Winston a suggéré —essayer de mettre les États-Unis sur la sellette—. Ils n'y resteront tout simplement pas."[453]

La prédiction de Cadogan était pleinement justifiée ; les Américains refusèrent habilement de conseiller les Anglais d'agir dans un sens ou dans l'autre. L'ambassadeur à Tokyo rapporta alors que les Japonais avaient été très offensés par la réticence des Anglais à accepter leurs demandes et il insista sur le fait que tout rejet aurait des effets déplorables sur leurs relations. Il exhorta les Anglais à une fermeture immédiate de trois mois de la route de Birmanie, et suggéra d'utiliser le temps ainsi gagné à essayer de parvenir à un accord avec le Japon. Le 10 juillet, le Cabinet de Guerre, fort effrayé par le *grave risque de guerre*, accepta la

[449] Cadogan, op. citée., p. 310 (4.7.40)

[450] Bureau du CONSEIL DES MINISTRES 66/9, WP (40) 249 (4.7.40)

[451] Comme il avait fait pour excuser l'Armée anglaise d'avoir fui à Dunkerque ; il avait fait croire à la population anglaise que c'étaient les Français qui avaient pris la fuite. [NdT]

[452] Bureau du Cabinet, 65/9, WM (40) 194e conclusions (5.7.40)

[453] "Essayer de leur forcer la main." Cadogan, op citée, p.311 (5.7.40)

fermeture immédiate de cette liaison avec la Chine.[454] Le lendemain, en discutant sur cette possibilité de négociations, ils convinrent qu'il *ne fallait pas perdre de temps pour s'entendre avec le Japon* afin d'éviter une éventuelle déclaration de guerre.[455] Au début du mois d'août, les Anglais acceptèrent, sous la pression continue du Japon, de retirer leurs garnisons[456] de Shanghai, de Tiensin et de Pékin, une décision justifiée *publiquement* par le fait que la garnison de Singapour devait être renforcée.

Les négociations avec le Japon se révélèrent infructueuses. À la fin du mois de septembre, les Japonais signèrent un pacte tripartite avec l'Allemagne et l'Italie. À ce moment-là, cependant, le prestige et la confiance en soi des Anglais avaient augmenté du fait de l'échec des Allemands à compléter leur invasion. Ceci, associé à des pressions américaines, convainquit le Cabinet de Guerre anglais qu'il pouvait se permettre de rouvrir la route de Birmanie à la fin de la période de fermeture de trois mois. La décision de réouverture fut prise au début d'octobre, bien que le commentaire de Lord Halifax selon lequel l'Angleterre *n'avait pas d'autre choix que de remplir ses fonctions de pays neutre dans le conflit sino-japonais,* en ravitaillant les Chinois, semblait un peu étrange à quiconque se rappelait les décisions prises au début de juillet.[457]

L'Empire britannique en Extrême-Orient ne survécut en 1940 que parce que les Japonais n'avaient pas encore décidé d'atteindre leurs objectifs expansionnistes par des moyens militaires. S'ils avaient adopté cette politique, l'Empire britannique, pratiquement sans défense et sans aide américaine, se serait effondré encore plus ignominieusement qu'il ne l'a fait sous l'assaut japonais à la fin de 1941 et dans les premiers mois de 1942. Mais déjà en 1940, l'incapacité visible de l'Angleterre à défendre son Empire eut un impact à la fois sur les "dominions" et à Washington. Il y eut les premiers signes de réorientation de la politique de défense australienne et néo-zélandaise. Ce changement culmina après la guerre dans un *traité de défense avec les États-Unis, excluant l'Angleterre*. Les dominions furent, en fait, informés par Londres que leur sécurité dépendait désormais de la flotte de guerre américaine. Robert

[454] Bureau du Cabinet, 65/8, WM (40) 199e conclusions (10.7.40)

[455] Ibid., WM (40) 200e conclusions (11.7.40)

[456] Des régiments indiens et écossais ; seuls les officiers étaient anglais. [NdT]

[457] Bureau du Cabinet, 65/9, WM (40) 265e conclusions (3.10.40)

Menzies, Premier ministre australien, déclara au cours d'un Conseil de Guerre : "Le Royaume-Uni pourrait être vaincu dans une guerre, et un regroupement des peuples anglophones pourrait alors survenir.[458] Un membre du Département d'État écrivit : "L'Angleterre est un petit pays de 45 000 000 d'habitants et elle pourrait ne pas être en mesure de maintenir l'unité de son Empire lointain. Si elle échouait, il est très juste de se demander si les États-Unis n'auraient pas à les prendre tous en charge, d'une manière ou d'une autre.[459]

La faiblesse militaire anglaise, la menace croissante du Japon et la menace réelle de l'Italie laissèrent l'Angleterre dans une position très vulnérable en Méditerranée et dans le Pacifique. Le point de vue militaire, exprimé tout au long des années 1930, selon lequel *l'Angleterre n'était assez forte que pour faire face à un seul et unique ennemi,* s'avérait exact. Faire face, sans alliés, à l'Allemagne et à un continent hostile ne pouvait être maintenu que pendant une courte période, à moins qu'une aide extérieure ne devienne disponible. Dans cette situation catastrophique, alors que le tissu de la puissance anglaise à travers le monde s'effilochait progressivement, le gouvernement Churchill devait essayer, avec de faibles ressources militaires et diplomatiques, d'améliorer d'une manière ou d'une autre la position stratégique de l'Angleterre. Durant l'été 1940, ce pays n'avait que peu d'influence ou de prestige à exercer, étant donné l'opinion généralisée qu'elle serait ou vaincue ou forcée de "coopérer" avec l'Allemagne. À l'automne, cependant, une résistance réussit à produire une amélioration marginale de la situation en donnant la première indication que l'Allemagne pourrait ne pas être invincible après tout.

Tout au long de la seconde moitié de l'année 1940, les relations entre l'Angleterre et son ex-alliée, la France, furent difficiles. Des deux côtés, l'effondrement français[460] provoqua des sentiments amers de trahison et de récrimination, qui atteignirent leur paroxysme quinze jours après l'armistice français, lorsque les Anglais attaquèrent la flotte française désarmée à Mers El-Kébir. Avec la flotte anglaise entièrement dispersée dans les eaux territoriales (en protection de convoi et anti-

---

[458] C. Thorne, *Alliés d'une sorte*, p.72

[459] D. Reynolds, op. cit., p. 136

[460] L'Angleterre se sentit abandonnée par les Français alors qu'elle refusait de lui envoyer des troupes et des avions de chasse. Et surtout le refus d'obéissance des Anglais au généralissime et la fuite de l'Armée anglaise à Dunkerque accélérèrent l'effondrement. [NdT]

invasion), en Méditerranée contre l'Italie et sans vaisseaux disponibles pour l'Extrême-Orient, le sort de la Marine Nationale française, qui était plus importante que la marine allemande ou italienne, était une préoccupation vitale. Ajoutée à la Kriegsmarine, elles dominaient la Royal Navy. Dans les jours qui précédèrent la demande d'armistice, les Anglais demandèrent à leur Allié français d'envoyer leurs vaisseaux dans les ports britanniques. Pour les Français, cependant, la flotte représentait l'un de leurs rares atouts de négociation avec l'Allemagne et ils refusèrent toujours de céder ce dernier avantage. (D'ailleurs Churchill adopta plus tard le même point de vue lorsque les Américains demandèrent à la Royal Navy de se réfugier aux États-Unis en cas d'invasion allemande.) Les Français déplacèrent leur flotte des ports les plus susceptibles d'être capturés par les Allemands vers des ports plus sûrs en Afrique du Nord et dans le sud de la France. Le 18 juin, le gouvernement du Maréchal Pétain décide que la Marine Nationale ne serait pas donnée aux Nazis, quelles qu'en soient les conséquences pour les négociations d'armistice. En fait, Hitler était assez perspicace pour se rendre compte qu'une demande pour la flotte ne serait pas acceptée, et après l'armistice, les Allemands se contentèrent qu'elle reste dans les ports français sous une légère vérification allemande.

Les Français assurèrent aux Britanniques que *la flotte ne serait jamais remise à l'Allemagne ou à l'Italie* et insistèrent pour que des ordres soient donnés pour que les navires soient sabordés en cas de danger.[461] Les Britanniques savaient également, grâce aux signaux navals français interceptés, que de tels ordres avaient été émis. (Lorsque les Allemands occupèrent [par surprise] la zone libre de la France, en novembre 1942, 77 navires français, y compris tous les navires de guerre, furent sabordés.)[462] En 1940, les Britanniques, cependant, estimèrent qu'ils ne pouvaient pas compter sur ces assurances françaises. Les suspicions furent renforcées par deux facteurs : Le premier fut une erreur dans la traduction anglaise des termes de l'armistice franco-allemand, qui au lieu de *superviser les vaisseaux* utilisa le mot *contrôler la flotte,* un mot ambigu. Deuxièmement, Churchill était déterminé à démontrer aussi clairement

[461] La non-livraison de la Flotte de Guerre aux Alliés était le gage de la Zone Libre française. [NdT]
[462] Beaucoup furent renfloués par la suite. [NdT]

et publiquement que possible la détermination des Anglais de continuer à se battre.[463] Ce faisant, il cherchait à saper la volonté de son administration qui voulait une paix de compromis (les sondeurs de paix anglais *via la Suède* avaient abandonné la partie au moment de l'armistice français) et en même temps il souhaitait consolider sa propre position politique.

Le premier débat sur la pertinence d'attaquer la flotte française en cas d'armistice eut lieu une semaine après Dunkerque. Lors de cette première réunion, un petit groupe, (dont le Premier Lord de la Mer, l'Amiral Pound)[464], décida en faveur d'une action militaire.[465] Quinze jours plus tard, alors que l'armistice franco-allemande entrait en vigueur, Pound et l'Amirauté s'opposèrent fermement à l'utilisation de la force militaire, et leur réticence à attaquer leur vieil Allié se répercuta sur l'opération navale elle-même. Il fallut six jours de discussions intensives, entre le 22 et le 27 juin, pour que le Cabinet de Guerre se décidât à utiliser la force. La Force H de Gibraltar serait envoyée vers Mers El-Kébir en Afrique du Nord française. Les ministres décidèrent qu'une série d'alternatives devait être proposée aux Français, allant, d'une part, du ralliement volontaire de l'escadre française de Mers El-Kébir à destination du Royaume-Uni ou des Antilles françaises, jusqu'à sa destruction à coups de canons en dernière instance. Si les Français suggéraient la démilitarisation des vaisseaux, cette option serait également acceptée.[466] Ce n'est que si toutes ces alternatives étaient rejetées par les Français que ces derniers devraient être détruits à coups de canons. Le commandant de la force anglaise (l'amiral Somerville) tenta d'exclure l'usage de la force, mais il fut forcé de l'utiliser par Londres et il reçut l'ordre d'exécuter l'opération pendant la journée du 3 juillet.[467]

Les navires français qui se trouvaient ce jour-là dans les ports anglais furent capturés par surprise et un accord fut conclu pour

[463] Alors que l'Armée anglaise de Gort ne faisait qu'éviter le combat. [NdT]
[464] Amiral de la Mer (ou de la Flotte) Sir Alfred Dudley Pickman Rogers Pound (1877-1943). Il mourut d'une tumeur au cerveau dans son lit de l'Hôpital Massonique Royal de Londres.
[465] Admiralty, 205/4 (7.6.40)
[466] À condition que cette démilitarisation se fasse dans un port anglais. En réalité, les navires de guerre français qui se trouvaient dans les ports anglais furent capturés par surprise par les Anglais.[NdT]
[467] Admiralty, 1/10321 (1.7.40)

démilitariser ceux d'Alexandrie en Égypte. Après une journée de négociations infructueuses à Mers El-Kébir-Oran, les Anglais attaquèrent finalement tard dans la soirée. Ce fut une opération bâclée. Un cuirassé français (Le BRETAGNE) chavira et perdit plus de 1000 victimes, mais un autre (Le STRASBOURG) s'échappa, avec cinq destroyers, et atteignit Toulon. À Alger, sept navires réussirent également à gagner la France et les attaques ultérieures contre les cuirassés DUNKERQUE et RICHE LIEU à Oran et Dakar, respectivement en Afrique de l'Ouest, échouèrent également. Une partie de l'explication réside dans l'attitude de la Royal Navy face à cette opération. L'Amiral Somerville a écrit à sa femme : "La vérité est que mon cœur n'y était pas... Je pense que c'était la plus grande erreur politique des temps modernes, et j'imagine que cela soulèvera le monde entier contre nous."[468] Certains membres du gouvernement de Vichy voulaient déclarer la guerre à l'Angleterre en représailles, mais Pétain fut plus modéré. La réaction française se limita à une rupture formelle des relations diplomatiques (qui régularisa la *rupture de facto* existant depuis l'armistice), et à un bombardement symbolique de Gibraltar.[469] Ailleurs, l'action du gouvernement anglais eut l'impact que Churchill souhaitait. Les États-Unis et le président Roosevelt en particulier furent impressionnés par cette démonstration de détermination et commencèrent à considérer que l'Angleterre pourrait ne pas suivre la voie d'un armistice, comme la France.

Au cours de la seconde moitié de l'année 1940, les Anglais éprouvaient encore des problèmes difficiles à résoudre concernant leur politique française. Ils devaient en particulier décider soit de parvenir à un accord, officiel ou informel, avec le gouvernement du Maréchal Pétain à Vichy, soit de collaborer avec le Général de Gaulle, qui s'était réfugié en Angleterre à la signature de l'armistice. Peu à peu, au fil de l'année, ce dernier objectif fut mis de côté à mesure que les attraits d'un accord avec Vichy (qui contrôlait toujours la moitié sud de la France ainsi que le vaste

[468] A. Marder, *Des Dardanelles à Oran*, p.267 On trouve une bonne description des batailles navales de Mers El-Kébir (Oran) et de Dakar dans *100 batailles navales anglo-françaises de 1213 à 1940, ISBN 978-1-312-64460-1* (Jean-Claude Castex). [NdT]

[469] Des représailles qui ne furent pas symboliques pour ceux des soldats de la garnison qui trouvèrent la mort dans ces bombardements. [NdT]

Empire colonial en Afrique et en Extrême-Orient), devint de plus en plus évidents.

Dès le début, les Anglais ne considérèrent de Gaulle que comme un expédient temporaire, un symbole utile de la résistance continue.[470] De Gaulle était un officier de l'armée qui avait été nommé ministre adjoint en mai après le début de l'attaque allemande et qui n'exerçait que peu ou pas d'influence en France. Le 18 juin, De Gaulle fut autorisé à diffuser sur les ondes de la BBC la poursuite de la guerre après la demande d'armistice du gouvernement français, mais le gouvernement anglais se rendit vite compte que l'action de De Gaulle était une erreur stratégique alors que les Anglais espéraient toujours influencer le gouvernement français, alors réfugié à Bordeaux, pour qu'il poursuive le combat depuis l'Afrique du Nord française. Ce ne fut qu'après la signature de l'armistice que de Gaulle fut autorisé à diffuser à nouveau son texte *strictement censuré* préconisant la poursuite de la lutte. Le lendemain, 23 juin, le Cabinet de Guerre anglais accepta de reconnaître le Comité National Français comme "*noyau des forces françaises* à Londres *destinées à se battre aux côtés des Anglais,*" mais ils ne reconnurent pas le Général de Gaulle comme chef du CNF. Ils souhaitaient toujours trouver une personnalité plus influente, comme par exemple l'ancien Premier ministre Paul Reynaud. Le 24 juin, Duff Cooper et Lord Gort prirent l'avion pour le Maroc dans le but de tenter de contacter les hommes politiques français arrivés de Bordeaux par bateau. Leur mission échoua[471] lorsque les autorités locales obéirent aux ordres de Vichy et forcèrent les politiciens français à rester sur leur bateau. Le 28 juin, sans alternative en vue, l'Angleterre reconnut de Gaulle comme *chef de tous les Français libres* qui se rallieront à la cause Alliée. Bien qu'il s'agisse d'une formule destinée à améliorer le statut de De Gaulle, l'Angleterre s'abstint délibérément de le reconnaître comme chef de gouvernement. Il n'était utile qu'en tant que

---

[470] Il permettait en particulier aux services d'espionnage anglais de créer de solides réseaux d'informateurs sur le déplacement des unités allemandes à travers tout le territoire français. [NdT]

[471] Cabinet Office, 66/8. WP (40) 193 (4-6-40). Comment Gort aurait-il pu négocier quoi que ce fut avec les Français, alors qu'il n'avait montré qu'arrogance et insubordination au début de cette année 1940 quand il commandait l'Armée anglaise sous commandement des Français? Au lieu de participer à la résistance contre l'invasion nazie, il avait fui vers Dunkerque. De cet anti-gaullisme anglais et américain à Londres viendraient aussi le refus gaulliste de permettre aux Anglais d'entrer dans l'Union Européenne, et l'expulsion des camps militaires américains et de l'OTAN installés sur le territoire français.

chef militaire. Dans leur accord avec de Gaulle, les Anglais refusèrent également de garantir les frontières françaises d'avant-guerre[472] ou le maintien l'intégralité de l'Empire français. Le rôle de De Gaulle était de montrer que l'Angleterre n'était pas complètement isolée à l'été 1940, mais pour le monde extérieur, il semblait davantage une marionnette entre les mains des Anglais. Au début du mois d'août, il ne commandait que 2000 soldats et une marine de taille similaire. Les Anglais doutaient tant de la loyauté de ces hommes qu'ils refusaient de les laisser combattre en tant qu'unités séparées (contrairement aux forces des autres gouvernements en exil), croyant que la marine, en particulier, rentrerait en France à la première occasion.[473] En septembre, les Anglais tentèrent de se débarrasser de de Gaulle. Le général Catroux, Gouverneur Général de l'Indochine, fut amené à Londres et se vit offrir à deux reprises le commandement de la France libre par Churchill. Il refusa, préférant travailler sous les ordres de Gaulle.

À la fin du mois d'août, de Gaulle remporta son premier succès lorsque les gouvernants des colonies françaises (stratégiquement sans importance) du Tchad, du Cameroun et du Congo firent défection de Vichy. À ce moment-là, cependant, la Royal Navy était engagée dans une opération destinée à installer de Gaulle dans l'importante colonie du Sénégal en Afrique de l'Ouest en s'emparant de la capitale et du port de Dakar. C'était une base vitale pour les Anglais ainsi que pour de Gaulle. Dakar barrait la route de Gibraltar au Cap-de-Bonne-Espérance, et si la marine allemande opérait à partir de cette ville, elle serait en mesure de dominer une grande partie de l'Atlantique Sud. Les colonies anglaises d'Afrique Occidentale étaient pratiquement sans défense —Freetown en Sierra Leone ne disposait pas de défenses côtières, pas d'avions et seulement deux canons antiaériens— et se trouvaient donc vulnérables à toute menace des forces allemandes qui pourraient s'établir dans la région de Dakar. *Les Français détenaient également à Dakar 60 millions de livres sterling d'or appartenant aux gouvernements belge et polonais, que les*

---

[472] Les Allemands avaient fractionné le territoire français en 6 zones, dont certaines étaient rattachées à l'Allemagne, d'autres à la Flandre… [NdT]

[473] Conséquence du fait que la plupart des vaisseaux français qui se trouvaient en Angleterre au moment de l'Armistice, avaient été capturés par surprise par les Anglais. De plus, le Gouvernement anglais voyait plus d'intérêt pour l'Angleterre à ménager le Gouvernement de Vichy. [NdT]

Britanniques, désespérément à court de devises étrangères, voulaient… *"emprunter"*.

Dès le début du mois d'août, des plans furent donc élaborés par les Anglais pour s'emparer de Dakar. En tant qu'opération militaire, elle ressemblait étrangement au fiasco de Norvège en avril, révélant une fois de plus la profonde incompétence des chefs de guerre que le remplacement de Neville Chamberlain par Winston Churchill n'avait pas améliorée. Le défaut fondamental de l'opération de Dakar fut que les Anglais (et les Français) n'ont jamais décidé si l'objectif était d'attaquer et de capturer la ville, ou, par une démonstration de force au large, d'inciter l'Administration française de la colonie à se rallier à de Gaulle.[474] Le 5 août, le Cabinet de Guerre anglais approuva une expédition de Français Libres en Afrique de l'Ouest utilisant uniquement des troupes françaises. Le lendemain, de Gaulle et Churchill se mirent d'accord sur Dakar comme objectif et sur l'utilisation de forces polonaises pour appuyer les Français. Mais le 8 août, Churchill ordonna aux Chefs d'État-Major de se préparer à ce qui était une expédition *essentiellement anglaise*, utilisant les Royal Marines pour s'emparer de Dakar. Ce plan fut accepté par le Cabinet de Guerre le 13 août. En discutant du plan avec Churchill, de Gaulle avait déclaré qu'il ne prendrait que le contrôle d'un territoire déjà ami, et n'attaquerait pas ses compatriotes français. Les Anglais choisirent d'ignorer cette considération jusqu'à ce que les planificateurs militaires découvrent, quinze jours après l'approbation de l'expédition, que Dakar était fortement défendue. Le 20 août, les Chefs d'État-Major et le Général de Gaulle convinrent qu'à l'arrivée de l'expédition anglo-française, un émissaire serait envoyé à terre pour tenter de persuader la garnison de faire défection, et que ce ne serait qu'*en cas d'échec* qu'une attaque serait menée. L'expédition prit la mer *malgré* un Chef d'État-Major avertissant le

[474] Les Anglais commandaient seuls l'*Opération Menace*. L'objectif final avait été laissé *dans le flou* par les Anglais afin de décider ce qu'ils voudraient faire à la suite de la victoire. Vu l'importance de la flotte anglaise qui fut dépêchée, parions que les Anglais avaient prévu de s'emparer des tonnes d'or mises à l'abri par les banques nationales de Belgique, de Tchécoslovaquie, de Grèce, de Yougoslavie, de Pologne, de Norvège, des Pays-Bas, et enfin, par la Banque de France, et de garder tout contrôle sur Dakar par la suite. Le cuirassé RICHELIEU avait apporté tout cet or à Dakar. Mais l'énorme escadre fut repoussée avec avaries par le cuirassé français Richelieu et les batteries côtières. [NdT]

Cabinet de Guerre que l'escadre serait insuffisante pour surmonter l'opposition à grande échelle de la garnison de Dakar.[475]

Cette planification inepte fut aggravée par d'autres erreurs. Les troupes et les matériels étaient mal chargés [???], et les navires devaient dépasser Dakar jusqu'à Freetown pour réorganiser leur chargement et se ravitailler. La sécurité de de Gaulle était exécrable,[476] et l'objectif de l'escadre n'était guère un secret. Certes, Vichy le savait et envoya des renforts navals par le détroit de Gibraltar, où la Royal Navy ne tenta même pas de les arrêter. Le 16 septembre, deux jours avant l'attaque prévue, Churchill persuada le Cabinet de Guerre d'abandonner l'opération et d'envoyer de Gaulle au Tchad pour y consolider son contrôle. Après trois réunions du cabinet au cours des deux jours suivants, cette décision fut annulée sous la pression de de Gaulle et des commandants anglais de l'expédition. L'opération commença finalement le 23 septembre. Les émissaires de De Gaulle furent arrêtés par les Français de Vichy, et les troupes qui tentaient de débarquer se perdirent dans le brouillard. Le lendemain, les Anglais tentèrent un bombardement naval, mais il fut inefficace, et les navires anglais furent chassés par les batteries côtières. Le 25 septembre, après que le cuirassé HMS RESOLUTION eut été torpillé, les forces anglaises retraitèrent et l'opération fut abandonnée.

Dakar fut un autre coup de poignard porté à la fois au prestige chancelant de l'Angleterre et à sa relation délabrée avec la France libre, plutôt qu'une défaite militaire anglaise significative. Le communiqué officiel tenta de laisser croire que "*des opérations guerrières sérieuses*"

---

[475] Si opposition il y avait. Le gouvernement du maréchal Pétain avait, peu auparavant, dépêché à Dakar le vice-amiral Pierre Boisson dont un des neveux venait d'être tué dans le piège de Mers El-Kébir et qui, de ce fait, rêvait de rendre coup pour coup aux Anglais. Hormis les quelques Français-libres qui servaient de justification, l'immense flotte anglaise comprenait le porte-avions HMS ARK ROYAL ; les cuirassés HMS BARHAM; HMS RESOLUTION; les croiseurs HMS AUSTRALIA; HMS DEVONSHIRE; HMS *FIJI*; les croiseurs HMS CUMBERLAND; HMS CORNWALL; les contre-torpilleurs HMS ESCAPADE; HMS ECHO; HMS ECLIPSE; HMS INGLEFIELD; HMS FORESIGHT; HMS FAULKNER; HMS FORTUNE; HMS FURY; HMS DRAGON; HMS FORESTER; HMS GREYHOUND; les patrouilleurs HMS MILFORD ; HMS BRIDGE WATER ; 16 bombardiers-torpilleurs SWORDFISH; 16 chasseurs Skua; 6 Warus; 4270 soldats anglais, des Écossais, des Polonais… Comme pour la Guerre des Boers, l'odeur de l'or attira les charognards à Dakar! D'ailleurs, Ponting écrivit : "*L'objectif de l'escadre n'était guère un secret.*"

[476] "De Gaulle's security was abysmal." Ponting ne donne aucune explication sur le sens de cette phrase.

contre Vichy n'avaient jamais été prévues, mais Churchill admit au Cabinet de Guerre qu'un fiasco s'était sans aucun doute produit, et qu'il fallait espérer qu'il n'attirerait pas trop l'attention du public.[477] De Gaulle continua d'établir son contrôle sur le Gabon en octobre, malgré le refus anglais de l'aider. Mais les colonies sous son contrôle restaient économiquement dépendantes de l'Angleterre, tout comme de Gaulle lui-même dans une large mesure.[478] Les Anglais continuèrent de refuser de le reconnaître comme *Chef de la France libre* et comme contrôlant certaines colonies françaises (ils pouvaient difficilement faire moins) et ils rejetèrent systématiquement toutes les tentatives du Général de Gaulle de s'établir comme gouvernement-légitime-en-exil. De fait, les Anglais étaient secrètement en négociation avec le gouvernement de Vichy et ils espéraient parvenir à un accord de grande envergure avec le Maréchal Pétain au détriment de De Gaulle. Comme Churchill le confia à son secrétaire particulier le 1er novembre : "Désormais, De Gaulle est tout à fait un embarras pour nous dans nos relations avec Vichy."[479]

Ces contacts avec le Gouvernement de Vichy avaient commencé à l'automne 1940. À l'époque, les relations entre Vichy et l'Allemagne n'étaient pas étroites. Pétain rencontra Hitler le 24 octobre, mais la rencontre fut un échec et aucun accord à long terme ne fut conclu. La résistance réussie du Royaume Uni avait augmenté les options ouvertes à Vichy et leur avait permis au moins d'envisager la possibilité que l'Allemagne ne soit pas victorieuse. Malgré leur soutien à de Gaulle, les Anglais avaient un intérêt majeur à coopérer avec Vichy, car ils étaient soucieux de s'assurer que les Allemands étaient tenus à l'écart de l'Empire français. De plus, Londres ne voulait pas que Vichy attaque les colonies du général de Gaulle, car cela pouvait les forcer à lui venir en aide, ce qui mettrait encore à plus rude épreuve les moyens militaires anglais limités.

Bien que Londres ne reconnaisse pas le gouvernement de Vichy, le Canada et l'Union-Sud-Africaine, au sein de l'Empire, le reconnaissaient, tout comme les États-Unis. Il y avait donc de nombreux canaux

[477] Bureau du Conseil des Ministres, 65/15, WM (40) 250e conclusions

[478] De Gaulle remboursa toute la dette des Français Libres aux États-Unis et au Royaume Uni, avec intérêts. [NdT]

[479] Colville, op. cit., p. 383 (1.11.40)

diplomatiques secrets disponibles. L'accord que les Anglais négocièrent avec Vichy, à l'automne 1940, est toujours considéré comme très sensible : *cette entente démolit l'illusion selon laquelle Londres plaça toujours la résistance à l'Allemagne comme sa priorité politique absolue*. Des documents révélateurs ont été retirés des archives privées et le principal dossier des Anglais sur ces contacts sera fermé [gardé secret] jusqu'en 2016.[480] Les personnes impliquées, cependant, ont laissé des récits personnels et certains des documents d'archives françaises utilisées dans le procès d'après-guerre[481] du maréchal Pétain révèlent ce qui s'est passé. Le 20 octobre, Churchill autorisa l'ambassadeur à Madrid, Sir Samuel Hoare, à entrer en contact avec l'ambassadeur de Vichy.[482] L'autre canal utilisé était un universitaire canadien-français, le professeur Louis Rougier, qui rencontra Churchill à deux reprises les 25 et 26 octobre, ainsi qu'au cours de visites secrètes à Vichy. Churchill annota personnellement les papiers que Rougier apporta en France. Ces discussions se poursuivirent jusqu'en décembre. Le fait qu'aucun accord formel n'ait jamais été signé a permis à Churchill après la guerre de nier qu'un *accord* avait été conclu avec Pétain, mais les deux parties ont accepté et agi sur la base des accords conclus via Rougier. Churchill accepta l'offre de Pétain de ne pas signer de paix séparée avant la fin des hostilités entre l'Angleterre et l'Allemagne, de ne pas donner aux Allemands de bases navales dans les colonies, de résister à toute tentative nazie de s'emparer de l'Empire [français] et d'accepter le contrôle existant de De Gaulle sur les colonies non importantes d'Afrique Équatoriale françaises. En contrepartie, les Anglais acceptèrent de ne pas entreprendre d'action militaire contre le territoire de Pétain (ce qui signifiait garder de Gaulle sous contrôle), d'arrêter les attaques de la BBC sur Pétain et d'alléger le blocus du commerce avec la France. En 1940, le gouvernement de Londres était donc loin d'être attachée à de Gaulle et à l'idée d'une Résistance française. Le fait est que Pétain avait plus à offrir que de Gaulle, et les Anglais préféraient

---

[480] FO371/24361

[481] Le **procès** du Maréchal Pétain eut lieu *après la guerre, en 1945,* pour intelligence avec l'ennemi et collaboration. Il fut condamné à mort pour trahison, mais sa peine fut commuée en prison à vie pour son grand âge (89 ans). Il mourut 6 ans plus tard dans sa prison du Fort de l'Île d'Yeu. Par sa matoiserie avec Hitler, il sauva 85% des Juifs de France alors que les autres pays occupés par les nazis perdirent 85% de leurs Juifs. [Simone Veil].

[482] PREM 3/186A/2 (20.10,40)

parvenir à un arrangement qui apporterait des avantages tangibles immédiats plutôt que des jeux spéculatifs dans un avenir plus lointain. De ce fait, le général de Gaulle, un homme difficile obsédé par sa mission de sauver la France, n'a jamais oublié ni pardonné la façon dont il fut traité pendant la guerre, que ce soit par Churchill ou, plus tard, par Roosevelt, et cette expérience de guerre a sans aucun doute influencé son attitude envers l'Angleterre et les États-Unis après la guerre.[483]

En 1940, la situation stratégique du Royaume Uni était si désespérée que tous les efforts furent faits pour chercher à l'améliorer. Bien que le Cabinet de Guerre anglas ait été prêt à envisager de céder Gibraltar dans le cadre d'une paix de compromis avec l'Allemagne, cette colonie était trop importante en tant que base navale à l'entrée de la Méditerranée pour l'abandonner pendant le conflit. Le 21 juin, Hoare, ambassadeur à Madrid, suggéra au Ministère des Affaires étrangères que l'Angleterre devrait proposer de discuter de l'avenir de Gibraltar [pour une solution qui prendrait place après la fin de la guerre], si l'Espagne garantissait de rester neutre. Churchill mit son veto à cette idée parce que l'offre ne signifiait rien : si les Anglais finissaient du côté des vainqueurs, ils n'accepteraient aucun transfert, et s'ils perdaient, l'Espagne obtiendrait probablement Gibraltar de toute façon. Lorsque, à la fin du mois de septembre, Churchill accepta d'alléger la sévérité du blocus de l'Espagne afin qu'elle se maintînt dans la neutralité, il poussa les Espagnols à s'emparer de territoires français à la place [de Gibraltar]. Il suggéra d'informer les Espagnols que *Londres ne serait pas un obstacle aux ambitions espagnoles au Maroc,* et il justifiait son offre par le fait que, selon lui, "*les lettres échangées avec de Gaulle ne nous engagent pas à une restitution exacte des territoires de la France*."[484]

Dans d'autres domaines, cependant, l'Angleterre envisagea de faire des concessions importantes afin d'obtenir du soutien. La possession britannique des îles Malouines [les Falklands] avait longtemps été un problème douloureux dans les relations avec l'Argentine, un pays qui fournissait beaucoup de blé et de viande de bœuf pour

[483] Effectivement, de Gaulle n'oublia jamais ces vexations et, en représailles, il ferma plus tard les camps américains et le Quartier-Général de l'OTAN, établis en France, et il interdit jusqu'à sa mort aux Anglais l'adhésion à l'Union Européenne.
[484] PREM 21/04/01 (29.9.40)

l'approvisionnement alimentaire de l'Angleterre en temps de guerre. L'Argentine n'avait jamais reconnu les revendications anglaises de souveraineté sur cet archipel. Au cours de la décennie précédant 1940, les Anglais avaient systématiquement refusé de soumettre la question à un tribunal international en raison de doutes quant à savoir si leurs revendications seraient favorisées.[485] Comme l'écrivait un haut-fonctionnaire du Foreign Office en 1936 : "La difficulté de notre position est que notre invasion des îles Falkland-Malouines, en 1833, était une procédure si arbitraire selon l'idéologie d'aujourd'hui qu'il ne serait pas facile d'expliquer notre position sans nous présenter comme des bandits internationaux.[486] Ce qui s'est exactement passé en 1940 est encore un autre secret bien gardé, puisque tous les dossiers pertinents du Foreign Office restent verrouillés. Cela semble clair, cependant, mais le gouvernement Churchill a envisagé de rendre la possession des îles à l'Argentine dans le cadre d'un programme de cession-bail. L'index contemporain des dossiers verrouillés fait référence à "une offre de HMG de réunir les îles Falkland avec l'Argentine et à l'acceptation d'un bail."[487] Des doutes sur la validité de la possession anglaise sont confirmés par l'utilisation du mot *réunification* ("reunite") pour décrire le transfert des îles à l'Argentine.

Plus près de nous, le gouvernement Churchill était sur le point de faire des concessions encore plus fondamentales, allant jusqu'à offrir au gouvernement de Dublin *une Irlande unie* ; et Churchill alla presque jusqu'au point de forcer l'Ulster à accepter l'accord conclu dans le dos des Unionistes. La raison de cette politique était le désir des Anglais d'utiliser les principaux ports irlandais de Cobh, Berehaven et Lough Swilly comme bases navales afin de porter plus loin vers l'ouest l'escorte des Convois de l'Atlantique. Lorsque l'Irlande fut divisée en 1922, ces soi-disant "treaty ports" (*Ports du Traité)* du Sud de l'Irlande, furent laissés sous contrôle des Anglais. Le retour au pouvoir dans les années 1930 du

485 Car il est évident que, géographiquement parlant, cet archipel fait partie de l'Argentine. [NdT]
486 Ministère des Affaires Étrangères, 371/19763 (16-19.10,36)
487 Index du ministère des Affaires étrangères 1940, vol. II p.6. Le sigle HMG signifie His/Her Majesty's Government.

nationaliste *jusqu'au-boutiste* de Valera[488] conduisit à une dilution du statut de dominion de l'Irlande, et à des négociations sur l'avenir des ports. Les Anglais étaient prêts à les remettre aux Irlandais dans la mesure où ils pouvaient continuer à les utiliser en cas de guerre. Les Irlandais refusèrent systématiquement ces exigences, et finalement, en 1938, le gouvernement Chamberlain accepta le transfert inconditionnel de ces ports sous la souveraineté des Irlandais. Les Anglais espéraient sans doute que leur geste produirait une attitude coopérative de la part de Dublin, mais ils durent également tenir compte du fait qu'il leur serait très difficile d'utiliser ces installations portuaires face à l'hostilité irlandaise pure et simple. Churchill, alors dans l'Opposition, attaqua cet accord comme une erreur stratégique et, une fois au pouvoir, il demeura très agressif à l'égard du gouvernement irlandais. À l'automne 1939, *Churchill était convaincu, à tort, que la population irlandaise dans son ensemble restait vraiment loyale envers l'Angleterre* : il continua à soutenir cette illusion, malgré les avis juridiques contraires, que l'Irlande en tant que dominion dans sa forme[489] ne pouvait pas vouloir rester neutre, et il voulut s'emparer des ports le plus vite possible.

L'invasion rapide de la France par les Allemands[490] fit craindre au gouvernement irlandais qu'ils ne soient eux aussi attaqués et, le 16 mai, ils demandèrent des armes aux Anglais. Ces derniers craignaient aussi qu'une invasion allemande de l'Irlande n'entraînât une détérioration catastrophique de la situation stratégique déjà faible de l'Angleterre. *De fantastiques*[491] *évaluations des services de renseignement* anglais alimentèrent ces craintes. À la fin du mois de mai, le Mİ-5 affabula que les Allemands avaient un gouvernement fantôme de 2000 gauleiters en place prêts à prendre le contrôle de l'Irlande et qu'un grand nombre de champs

[488] En dépit de son nom basque, Éamon de Valera était un irlando-américain né à New York en 1882, fils d'un Basque espagnol et d'une mère irlandaise. L'alchimie des sangs basques et irlandais donna un mélange détonnant. Il mourut en Irlande libre en 1966.
[489] "formal", *dans sa forme* : car l'Irlande était de race blanche et de langue anglaise, comme l'Australie, la Nouvelle-Zélande, le Canada et l'Union-Sud-Africaine à cette époque. Concernant l'Union-Sud-Africaine, les Blancs n'étaient qu'une faible minorité, mais la majorité noire était effacée par les lois racistes. [NdT]
[490] Tout compte fait, l'Armée française résista mieux à l'invasion nazie que l'Armée Rouge durant l'Opération Barberousse. Globalement, la Wehrmacht avança en moyenne de 80^{km} par jour en Russie et de 25^{km} par jour en moyenne à travers la France.
[491] Fantastique : au sens de fantasmatique, imaginaire, inventé par les Services secrets dans un but de propagande et de manipulation. [NdT]

d'aviation secrets avaient déjà été identifiés pour être utilisés par des troupes aéroportées en planeurs. Le 23 mai, les premières discussions militaires hautement secrètes eurent lieu sur la manière dont l'Angleterre "aiderait" les Irlandais en cas d'attaque allemande. Les Irlandais insistaient sur le fait que les forces anglaises ne pourraient pas se déplacer vers le sud tant que les Allemands n'auraient pas attaqué et que Dublin n'aurait pas demandé leur aide,[492] mais *les plans britanniques avaient prévu de s'emparer des ports irlandais dès la première occasion*. Le 5 juin, Chamberlain, qui était en charge de la politique anglaise à l'égard de l'Irlande, demanda au leader unioniste de Belfast, Craigavon[493], de proposer quelques idées sur l'unité pour rendre De Valera plus coopératif. Craigavon refusa simplement de répondre. Le 12 juin, les Anglais invitèrent les deux dirigeants à venir discuter de la défense commune de l'île. Ce fut un double refus.

Ce fut l'effondrement final de la France à la mi-juin qui força le rythme des discussions. Entre le 17 juin et la fin du mois, le gouvernement anglais envoya Malcolm Macdonald, Ministre de la Santé (qui, en tant que secrétaire du Dominion, avait négocié l'Accord de 1938 sur les ports avec les Irlandais), pour trois missions à Dublin. Churchill considérait Macdonald comme *un poison mortel* pour son rôle dans la cession des ports, mais il se rendait compte qu'il avait la confiance du gouvernement irlandais.[494] À chaque rencontre avec de Valera, les concessions que l'Angleterre était prête à offrir pour obtenir la coopération irlandaise s'accroissaient. En fin de compte, une offre formelle d'unité avec l'Ulster fut faite, même si Londres savait qu'une pression immense devrait être exercée sur le gouvernement de l'Ulster pour le forcer à accepter l'accord.

Lors de sa première rencontre avec de Valera, le 17 juin, Macdonald commença par suggérer aux Irlandais de *déclarer la guerre à l'Allemagne, de déployer des troupes britanniques en Irlande et d'autoriser la Royal Navy à utiliser les ports*. Il savait qu'il n'y avait aucune chance pour que les Irlandais acceptent un tel ensemble de propositions, et, comme on pouvait s'y attendre, tout fut rejeté. De Valera indiqua

[492] Les Irlandais connaissaient leurs anciens 'colonists' et se méfiaient de leur ruse impitoyable, avec raison. [NdT]
[493] James Craig, 1er Vicomte Craigavon (1871–1940) était un leader Unionist d'Irlande du Nord.
[494] Cadogan, op. cit., p. 341

clairement que les Irlandais voulaient des armes et l'aide des Anglais si les Allemands envahissaient leur île, et il laissa entendre que l'Irlande unie changerait radicalement d'attitude. Macdonald répondit en proposant un conseil de défense conjoint pour l'île avec des représentants du Nord et du Sud, ce qui, selon lui, pourrait mener à quelque chose de plus. De Valera insista sur le fait qu'une déclaration britannique en faveur de l'Irlande unifiée était essentielle, mais Macdonald lui dit que c'était impossible, ajoutant qu'une grande majorité des Ulsteriens s'y opposeraient fortement.[495]

Le Cabinet de Guerre anglais examina le 20 juin le résultat de ce premier échange. À ce stade, désespérément en recherche d'aide et d'assistance alors que son seul allié [la France] était sortie de la guerre,[496] l'Angleterre décida de proposer une Irlande-Unie. Mais c'était une chose de proposer et une autre de procéder à un renversement aussi complet de la politique anglaise. Il y avait le problème des Unionistes [protestants] d'Ulster, qui n'accepteraient jamais l'union volontairement avec le Sud [catholique], et la question fondamentale était de savoir jusqu'où irait Londres pour les forcer à accepter cette union. La majorité des ministres du gouvernement et du Cabinet de Guerre avaient été élus en tant qu'Unionistes, s'engageant à maintenir un statut séparé pour l'Ulster protestant. Dans les terribles circonstances de juin 1940, pourtant, ces promesses furent rapidement oubliées. Churchill fut sujet à un autre de ses nombreux changements d'avis sur la question : pendant la crise du Home Rule de 1914, il avait été l'un des ministres du Cabinet Libéral en faveur d'une ligne dure avec l'Ulster, et en tant que Premier Lord de l'Amirauté, il avait déployé des unités de la Royal Navy à Belfast pour tenter d'intimider les Unionistes ; à son retour au Parti Conservateur-Unioniste, il était devenu un Unioniste convaincu, déclarant en septembre 1939 que "Nous ne pouvons en aucun cas vendre les Loyalistes d'Irlande du Nord"[497]. En 1940, bien qu'il continuât à rejeter l'idée d'une coercition

[495] Cabinet du Premier ministre, 3/132/1

[496] Les Irlandais pouvaient (comme les Écossais) produire des multitudes de soldats pour défendre l'Angleterre. Le "matériel humain" était, depuis que la France s'était écroulée, le besoin le plus essentiel de l'Angleterre qui refusait la Conscription obligatoire et généralisée des jeunes Anglais. La Nouvelle-Zélande, l'Australie et le Canada devinrent les principaux fournisseurs de chair-à-canon, au grand dam des Canadiens-Français qui ne voulaient pas se battre à la place des Anglais.. [NdT]

[497] M. Gilbert, op. cit., p.43

militaire de l'Ulster (ce qui n'était pas, de toute façon, une opération réalisable), Churchill accepta qu'une pression politique et morale intense soit exercée sur l'Ulster pour forcer cette province à s'unir à la République d'Irlande, dans l'intérêt global de l'Angleterre. Comme l'affirma Chamberlain à ses collègues le 20 juin, il faut dire aux Unionistes d'Ulster que les intérêts de l'Irlande du Nord ne peuvent pas être autorisés à s'opposer aux intérêts vitaux de notre Empire."[498] Cadogan, chef du Foreign Office, qui assistait à la réunion, ne se fit aucune illusion concernant la direction que prenait la politique de Londres. Il écrivit dans son journal intime que cela ressemblait à une *coercition de l'Irlande du Nord*.[499]

Immédiatement après ces événements, Malcom Macdonald eut une autre rencontre avec de Valera à Dublin. La première partie de la discussion reprit le même sujet que l'échange précédent qui avait eu lieu quatre jours auparavant. Ce n'est qu'alors que Macdonald introduisit l'idée *d'unité*, suggérant une déclaration d'*unité de principe*, un *Conseil de Défense conjoint*, fourniture d'*armes anglaises* à l'Irlande et utilisation des *ports* par les Anglais ; mais en contrepartie, l'Ulster acceptait d'être co-belligérant contre l'Allemagne, tandis que l'Eire restait neutre. De Valera répliqua en suggérant une Irlande *unie mais neutre* garantie par l'Angleterre et les États-Unis, les Américains utilisant les ports irlandais pour leurs navires de guerre. Comme on pouvait s'y attendre, chaque partie rejeta une fois de plus les propositions de l'autre. Macdonald mit un terme à la réunion en proposant d'aller au-delà d'une simple déclaration d'intention en faveur d'une Irlande Unie en élaborant un plan d'action détaillé. De Valera exprima son intérêt, mais insista prudemment sur le fait que les détails devraient d'abord être convenus, et ce ne serait qu'à ce moment-là que l'Irlande pourrait entrer dans la guerre.[500]

Le 25 juin, le Cabinet de Guerre accepta que Malcom Macdonald retourne à Dublin avec un plan officiel d'unité et une entrée en guerre de l'Irlande, bien que Chamberlain ait déclaré : "qu'il ne s'attendait pas à ce que les Irlandais l'acceptent. Macdonald emporta avec lui un plan en six points comprenant une déclaration immédiate selon laquelle Londres

[498] Bureau du Cabinet, 65/7, WM (40) 173e conclusions (20.6.40)
[499] Cadogan, op. cit., p. 305
[500] PREM 3/131/1

acceptait le principe d'une Irlande unie. Une assemblée commune de représentants du Nord et du Sud se réunirait pour régler les détails, l'Angleterre participant, si nécessaire, à un Conseil de Défense conjoint pour organiser l'entrée en guerre de l'Irlande, l'utilisation des ports irlandais par les Anglais, l'internement des citoyens allemands et italiens en Eire et la fourniture d'armes anglaises pour armer les Irlandais.[501] L'intransigeance de l'Ulster bloqua tout. Chamberlain avait pourtant dit à ses collègues : "Je ne crois pas que le gouvernement de l'Ulster refuserait de jouer son rôle dans la réalisation d'un développement aussi favorable."[502]

Les doutes sur l'Ulster dominèrent la série suivante de discussions entre Macdonald et de Valera les 26 et 27 juin. Les Irlandais savaient que l'Ulster ne rejoindrait pas volontiers une Irlande unie et que la question clé était de savoir quelle pression Londres serait prête à exercer. Lorsque le cabinet irlandais se réunit le 27 juin, il rejeta la proposition anglaise parce que l'Irlande devait faire toutes les concessions immédiates sans une garantie absolue d'unité. Lorsque Macdonald vit de Valera et deux de ses collègues après la réunion, il essaya de les rassurer en leur disant qu'il était *absolument certain que si le plan était accepté dans son ensemble, une Irlande Unie verrait le jour, dans un laps de temps relativement court... l'établissement d'une Irlande Unie faisait partie intégrante de notre plan ; donc il n'y aurait pas de retour en arrière.* Puis, sans l'autorisation du Cabinet de Guerre, il fit une concession fondamentale en suggérant qu'une déclaration de guerre irlandaise pourrait ne pas être nécessaire si l'Angleterre pouvait utiliser les ports. Interrogé sur les relations avec l'Ulster, Macdonald expliqua que seule la coercition militaire était exclue et que *le gouvernement du Royaume-Uni assumerait l'entière responsabilité envers le gouvernement de l'Irlande pour veiller à ce que nos obligations, en vertu de ce plan, soient pleinement remplies.*[503] Le lendemain, Chamberlain écrivit à de Valera pour confirmer qu'aucune déclaration de guerre de l'Irlande n'était désormais nécessaire, mais seulement l'utilisation des ports irlandais par la Royal Navy, et il ajouta d'autres concessions, y compris un *engagement solennel* de réaliser l'union, une réunion des deux parlements et un organisme commun pour

[501] PREM 3/131/2
[502] CAB 65/7, WM (40) 178e conclusions (25.6.40)
[503] PREM 3/131/1

établir le *plus tôt possible* l'appareil gouvernemental pour une Irlande-Unie.[504]

Cela ne suffisait toujours pas : l'Irlande rejeta formellement le 5 juillet les propositions anglaises. Ils n'étaient pas prêts à échanger leur neutralité contre une promesse d'unité. *Les dirigeants irlandais étaient depuis longtemps habitués à la duplicité britannique*, en particulier sur le tracé de la frontière avec l'Ulster dans les années 1920[505], et ils ne leur faisaient pas confiance pour tenir parole. Les Irlandais ne firent aucune concession pendant les négociations. Par contre, les Anglais en firent, en passant en une semaine du rejet de l'unité, en raison de l'opposition probable de l'Ulster, à un *engagement solennel* pour y parvenir, et dans le processus, ils abandonnèrent même l'exigence de faire entrer l'Irlande dans la guerre. Naturellement, ce qui intéressait vraiment les politiciens de l'Eire, c'était de voir jusqu'à quel point pouvait aller la volonté politique du gouvernement de Londres de mettre fin au *statut séparé* de l'Ulster, en opposition à la volonté du gouvernement de Belfast et de la plus grande partie de sa population.

En 1940, l'Ulster reçut un traitement spécial au sein du Royaume-Uni. La Conscription [même très complaisante comme en Angleterre] ne s'appliqua pas (de peur de s'aliéner la communauté catholique minoritaire)[506] et le gouvernement de Belfast refusa de mobiliser la Home Guard [la Garde Nationale], comme dans le reste du Royaume Uni, *car cela impliquait d'armer les catholiques.* Au lieu de cela, Belfast fit en sorte que tous les Groupes Paramilitaires Protestants "B Specials" assument le rôle de défense volontaire du territoire. Le gouvernement d'Ulster ne fut pas informé des négociations avec de Valera jusqu'au 26 juin, date à laquelle Malcom Macdonald partit pour sa troisième rencontre avec les Irlandais, emportant avec lui une offre ferme d'unité. Neville Chamberlain écrivit alors au Premier ministre d'Ulster, James Craigavon, pour lui exposer ce qui était proposé pour l'avenir de sa province. Craigavon fut invité à faire ses *propres commentaires ou ses objections comme il le jugerait approprié*. La lettre de Chamberlain était soigneusement

---

[504] Ibid.

[505] Les Irlandais savaient aussi que leur jeunesse allait servir de chair à canon pour épargner la jeunesse anglaise. [NdT]

[506] Et aussi d'apprendre aux catholiques à combattre avec des armes à feu. La même restriction s'appliquait autrefois aux anciens esclaves des États-Unis pour la même raison. [NdT]

rédigé pour éviter de donner à l'Ulster le moindre droit de veto sur le projet d'unification. Craigavon envoya un télégramme à Chamberlain le lendemain rédigé *en termes très fort*, disant : "Je suis profondément choqué et dégoûté par votre lettre faisant des suggestions si excessives dans mon dos et sans aucune consultation préalable avec moi. Cette trahison de notre Loyal Ulster n'aura *jamais* mon approbation." Dans sa réponse, Chamberlain indiqua clairement que l'Ulster jouerait un rôle limité si le gouvernement irlandais acceptait le projet, et que les Britanniques estimaient que l'Ulster devait se sacrifier pour les intérêts plus larges en jeu pour l'Angleterre : "Vous pouvez être assuré que vous aurez toutes les chances de faire connaître votre point de vue avant que toute décision affectant l'Ulster ne soit prise. En attendant, s'il vous plaît, souvenez-vous de la gravité de la situation qui exige que tous les efforts soient faits pour y faire face."[507] À ce stade, le rejet irlandais de l'accord mit fin à l'échange et signifia que le gouvernement de Londres évitait ce qui promettait d'être des arguments *pervers* au sujet d'un *Loyal Ulster* qui faisait passer ses propres intérêts avant la situation désespérée à laquelle le Royaume Uni était confronté en refusant de se suicider.

Durant cette période de l'année 1940, pendant laquelle le Royaume Uni fut seul face à l'Allemagne et à l'Italie, il se trouva largement impuissant, incapable d'améliorer sa position stratégique et diplomatique. Son Armée était si faible que jusqu'à la fin de l'année, il ne put faire que très peu en Méditerranée, le seul secteur, à l'exception de la défense du Royaume-Uni, où des combats avaient lieu. En Extrême-Orient, l'Angleterre fut incapable de promettre une défense efficace à l'Australie et à la Nouvelle-Zélande, et refusa de résister à la pression japonaise pour obtenir des concessions. L'avenir de l'Empire britannique en Extrême-Orient dépendait de la décision des Japonais d'attaquer. En Europe, le Royaume Uni avait peu d'influence à déployer contre la puissance écrasante de l'Allemagne et de l'Italie. La possibilité de soutenir de Gaulle contre le gouvernement de Vichy ne fut jamais poussée très loin, étant donné que Vichy avait beaucoup plus à offrir à l'Angleterre que les perspectives incertaines d'un politicien français de moindre envergure[508]. Ailleurs, des concessions majeures en Ulster et aux îles Malouines furent

---

[507] PREM 1/131/2

[508] De Gaulle était avant tout un militaire, mais dans un rôle politique. [NdT]

envisagées dans une tentative désespérée d'obtenir des forces supplémentaires. Cette faiblesse militaire et diplomatique incapacitante face à deux adversaires réels, et à un ennemi probable [le Japon], avait été prédite dans les années 1930 comme le résultat d'une guerre majeure. Mais même cette situation désespérée était éclipsée par une menace potentiellement mortelle qui avait également été prévue avant la guerre : l'épuisement des réserves d'or et de dollars du Royaume Uni, annonçant l'effondrement financier et l'inaptitude à poursuivre la guerre.

10
La fin de l'indépendance

Avant 1939, le gouvernement anglais craignait de plus en plus que les tensions imposées par une guerre importante, surtout si elle se prolongeait, ne rendent l'Angleterre dépendante des États-Unis. Ces craintes reflétaient l'expérience de la Première Guerre Mondiale, lorsque les prêts des États-Unis et l'aide gouvernementale américaine avaient joué un rôle essentiel dans le financement de l'effort de guerre. À cette occasion, les effets sur le prestige et la position internationale du Royaume Uni à l'issue de la guerre n'avaient pas été trop dramatiques ou durables, en partie à cause du repli, de l'effacement américain dans un quasi-isolationnisme. Bien que l'Angleterre ait dû tenir compte (après la guerre) de l'intérêt stratégique des États-Unis, notamment en se laissant déposséder de la suprématie navale et en mettant fin à l'alliance anglo-japonaise, les Anglais purent reconquérir la presque intégralité de leur liberté économique et diplomatique. Cette situation commença à changer avec le déclenchement de la Deuxième Guerre mondiale. En 1939, les Services du Trésor[509] estimèrent que les réserves du Royaume Uni en dollars et en or pourraient durer trois ans, si elles étaient soigneusement gérées. Mais l'incapacité de l'industrie anglaise à produire la variété et la quantité d'armement nécessaire aux besoins militaires, et la nécessité de grandes quantités de matières premières pour produire ces armes, augmentèrent la dépendance anglaise à l'égard des sources américaines d'approvisionnement. Au début de 1940, les Services anglais du Trésor espéraient toujours que, malgré le volume constamment croissant des commandes passées aux États-Unis d'Amérique, les réserves dureraient encore deux années. Tant que ces réserves se maintiendraient, l'Angleterre resterait *indépendante des États-Unis* et serait en mesure de poursuivre la guerre selon ses propres conditions.

[509] L'Administration du Trésor jouait le rôle de Banque Nationale à un moment ou la Banque d'Angleterre était une institution *privée*. Elle restera *privée* jusqu'après la Deuxième Guerre mondiale. [NdT]

De fait, ces calculs furent mis à mal par l'effondrement rapide de la France. Quinze jours après le début de l'invasion nazie de l'Europe occidentale, le gouvernement anglais fut contraint de se demander s'il pourrait éventuellement continuer la guerre seul contre une Europe dominée par l'Allemagne, avec l'Italie en guerre et le Japon de plus en plus hostile. Churchill interrogea les Chefs d'État-Major afin qu'ils manifestent leur point de vue. Le rapport, intitulé par euphémisme : "*Stratégie anglaise dans une certaine éventualité*", était net et précis. Il présupposait une hypothèse fondamentale selon laquelle les États-Unis :

*"étaient disposés à nous apporter un soutien économique et financier total, sans lequel nous ne pensions pas pouvoir continuer la guerre avec la moindre chance de succès".[510]

Le moment tant redouté par les gouvernements d'avant-guerre était désormais arrivé. *C'était l'aveu de ce que l'Angleterre ne pouvait plus désormais garantir sa propre indépendance, mais qu'elle devrait compter sur l'aide américaine pour éviter une paix de compromis humiliante avec Adolf Hitler.* Le Cabinet de Guerre anglais accepta le rapport des Chefs d'État-Major. Le problème auquel était confronté le gouvernement de Churchill était le suivant : Bien que le gouvernement anglais ait été forcé d'admettre que la survie de l'Angleterre (sans parler d'une possible issue positive de la guerre), dépendait désormais des Américains, il n'y avait aucune garantie que cette aide si nécessaire soit fournie. Tout au long de l'année 1940, Churchill espéra que les États-Unis entreraient en guerre : en juin lors de l'armistice avec la France, à l'automne après le bombardement allemand des villes anglaises et en novembre après l'élection présidentielle américaine. Cette attente était son argument le plus solide pour continuer à résister sans envisager une paix de compromis. En ce qui concernait le reste de l'année 1940, le sort de l'Angleterre serait décidé par les réponses à deux questions-clés : *Les Américains sauveraient-ils l'Angleterre ?* et *Les réserves monétaires en baisse de l'Angleterre tiendraient-elles jusqu'à ce que les Américains décident de ce qu'ils voulaient faire ?*

À l'époque et plus tard, beaucoup d'Anglais, en particulier Churchill avec ses fréquentes références aux *peuples de langue anglaise*, cherchaient à *câliner et à chauviniser les relations anglo-américaines*. Ils

[510] BUREAU DU CABINET DES MINISTRES, 66/7, WP (40) 168 (25.5.40)

voulaient créer une *identité de patrimoine culturel* entre les deux pays et ils choisirent de croire que les Américains viendraient finalement sauver leur peuple parce qu'ils étaient impressionnés par la résistance héroïque des Anglais et par leur prise de position courageuse contre la tyrannie. En réalité, les Américains faisaient de grands calculs sur leur propre intérêt national, à savoir s'ils devaient ou non être entraînés dans ce qui n'était encore qu'une guerre européenne. Bien que dès le début de la guerre, le président Roosevelt ait clairement indiqué que ses sympathies se portaient plutôt vers les Alliés, il n'avait jamais adopté l'impartialité dont avait fait preuve le président Wilson au début de la Première Guerre mondiale[511] ; la décision américaine, prise à la fin de 1940 de *sauver l'Angleterre*, fut fondée, de la même manière que sa politique plus tôt dans l'année, sur l'intérêt égoïste [économique].

Pendant l'entre-deux-guerres, les États-Unis s'étaient considérés comme *détachés des querelles européennes*, et même après 1939, l'écrasante majorité du pays était opposée à toute intervention dans la guerre. (En mai 1941, un sondage d'opinion montrait que 80 % des personnes interrogées étaient contre l'entrée en guerre volontaire des États-Unis).[512] En 1939 et pendant la majeure partie de 1940, le gouvernement américain se limita à exprimer sa sympathie pour la cause alliée mais à autoriser les commandes massives d'armements. Ces commandes eurent l'avantage national *bienvenu* de stimuler l'industrie américaine de l'armement et d'aider les États-Unis à sortir de la longue Dépression des années 1930. (À la fin de la décennie, on comptait encore 10 millions de chômeurs et les 2/3 des aciéries états-uniennes étaient inactives).

En 1940, les États-Unis ne possédaient qu'une armée *intérieure* très petite et mal équipée : une armée de 200 000 hommes et de 1800 avions. Bien qu'à l'été 1940, de vastes manufactures aient été érigées en

---

[511] Roosevelt était d'origine néerlandaise par son père et français-wallon par sa mère. Wilson, d'origine irlando-écossaise, se fit l'apôtre de l'*équité* entre les Européens, bien qu'il fût opposé aux droits civils des Noirs, chez lui, aux États-Unis. [NdT]

[512] En 1940 les Allemands formaient déjà la plus grosse minorité ethnique des 48 états américains. En 2024 ils sont 50 millions et restent le groupe le plus nombreux. Sachant qu'une intervention américaine viendrait au secours de l'Angleterre contre l'Allemagne, il était donc normal pour les États-Unis de se déclarer neutres. [NdT]

vue de constituer des Forces armées modernes —une *Marine de Guerre* capable d'opérer simultanément dans l'Atlantique et le Pacifique, une *Armée de Terre* de deux millions d'hommes (avec une production d'armement basée sur une taille finale de quatre millions) et une *Aviation militaire* de 7800 avions de première ligne avec une production annuelle fixée à 18 000 avions— ; ces troupes ne seraient pas disponibles avant au moins le début de 1942. Cette accumulation rapide de forces militaires n'avait pas pour but d'aider l'Angleterre ou de sauver l'Europe, mais de défendre les États-Unis.[513] Cependant, les États-Unis avaient besoin de temps pour se réarmer. Garder les Alliés dans la guerre aida les Américains à acheter cette précieuse "commodité"[514] et maintint les Allemands entièrement occupés en Europe plutôt que dans l'hémisphère occidental. Les actions américaines, tout au long de 1940, furent basées sur cette politique d'intérêt personnel. Au mieux, si l'Angleterre et la France pouvaient être maintenues en état grâce aux livraisons d'armes et au soutien moral des États-Unis, elles pourraient vaincre Hitler sans avoir besoin d'une intervention militaire américaine. Au pire, même si ces deux nations étaient vaincues, elles auraient au moins gagné du temps pour que les États-Unis soient prêts à relever n'importe quel défi. Au fur et à mesure que la guerre se développait, les Américains évaluaient toujours soigneusement l'*équilibre des avantages* et où se situaient *leurs propres intérêts.* Normalement, l'administration américaine décida qu'elle devait "aider les Alliés, et une seule fois, au cours du premier mois durant lequel l'Angleterre *combattait seule*, ils furent sur le point d'adopter une politique radicalement différente consistant à concentrer tous leurs efforts sur la défense de l'hémisphère occidental."[515]

Churchill tirait toujours le maximum d'avantages de sa relation personnelle avec le président Roosevelt. Cela s'avéra certainement d'une

---

513 La Grande Dépression des années 20 avait été engendrée par la Première Guerre Mondiale, et les lobbies américains ne voyaient qu'une Deuxième Guerre Mondiale pour sortir de la crise issue de la Première. [NdT]

514 Cette précieuse commodité = le temps de réarmer et de vendre des armes à ceux qui souhaitaient se battre. La phrase ambiguë : "Les Allemands occupés en Europe plutôt que dans l'hémisphère occidental" signifie "rester dans une guerre européenne plutôt que dans une guerre mondiale qui impliquerait vraisemblablement l'intervention sur les champs de bataille des États-Unis d'Amérique. [NdT]

515 Phrase très obscure de Ponting. [NdT]

importance vitale lorsque les États-Unis entrèrent dans les hostilités après Pearl Harbor. En 1940, pourtant, la relation était loin d'être étroite. Les deux hommes ne s'étaient rencontrés que brièvement à la fin de la Première Guerre mondiale, Churchill oublia cet événement et Roosevelt ne s'en souvint que pour l'impolitesse de Churchill. Une correspondance occasionnelle fut amorcée par Roosevelt en septembre 1939, après que Churchill eut pris la direction de l'Amirauté. Jusqu'en mai 1940, le président américain n'envoya que trois messages, aucun d'eux d'une quelconque importance, et bien que Churchill en envoyât douze, ils se limitaient tous aux affaires navales et aux détails des opérations, et ne touchaient pas à des préoccupations stratégiques ou diplomatiques plus larges. En 1940, les contacts entre les deux pays furent encore très rares. Il n'y avait aucune *ligne directe* pour les communications, la correspondance de Churchill et de Roosevelt était envoyée par télégramme diplomatique, et les hauts-responsables politiques s'étaient rarement rencontrés.

Quelques jours après son entrée en fonction, Churchill envoya son premier message à Roosevelt, en tant que Premier Ministre du Royaume Uni. Il s'agissait d'un *appel général au secours*, demandant des destroyers, des avions, de l'acier, un approvisionnement gratuit en marchandises américaines et des visites de navires de guerre américains à Singapour et en Eire.[516] Roosevelt envoya une réponse le 16 mai, ignorant toutes les demandes concrètes de Churchill. Néanmoins, alors que la situation se détériorait en France, et notamment après que l'armée britannique eut perdu tous ses équipements dans sa fuite de Dunkerque, Roosevelt fit de son mieux pour fournir du matériel de guerre. Les ventes d'armes, ainsi que les appels rhétoriques aux Français destinés à continuer de résister,[517] constituaient la politique américaine consistant à essayer de maintenir les Alliés dans la guerre le plus longtemps possible

[516] Les vaisseaux américains à Singapour serait un sérieux avertissement au Japon concernant l'alliance défensive anglo-américaine, et les vaisseaux de l'US Navy en Irlande auraient le même effet sur les Allemands et leur interdiraient de poster des garnisons allemandes en Irlande. [NdT]
[517] Curieusement, Roosevelt ne demanda pas à Churchill de continuer de combattre sur le continent européen aux côtés des Français, au lieu de fuir le champ de bataille par Dunkerque, en abandonnant tout son précieux armement sur les plages. Ou peut-être l'a-t-il demandé mais le message restera sans doute éternellement occulté.

pour gagner du temps pour eux-mêmes. Le gouvernement américain n'avait pas le droit de vendre des armes à d'autres pays, et Roosevelt dut donc s'arranger [casuistiquement] pour que le matériel important soit revendu aux manufacturiers afin qu'ils puissent ensuite le revendre à l'Angleterre et à la France.(?) Ainsi, dans les mois qui suivirent le début de l'invasion germanique, les Américains purent fournir aux Anglais 250 000 fusils, 130 millions de balles et d'obus (1/4 des stocks américains) et 80 000 mitrailleuses.[518] Mais les relations entre les deux chefs de gouvernements restaient encore distantes. Churchill envoya 10 messages à Roosevelt entre le 15 mai et le 15 juin, tandis que Roosevelt ne répondit que trois dois. La première était une réponse méprisante à l'appel au secours de Churchill, la seconde était une copie d'un message envoyé à Paul Reynaud, et la troisième indiquait clairement que les États-Unis n'étaient pas engagés dans le soutien militaire des Européens, et que le message à Paul Reynaud, formulé en termes vaguement encourageants, n'était pas destiné à être publié.

L'armistice français amena les Américains à reconsidérer la sagesse de continuer à fournir des armes. Il y avait des doutes généralisés, à Washington, partagés par Roosevelt, sur la survie même de l'Angleterre. Depuis le mois de mai, beaucoup faisaient valoir que fournir des armes était une mauvaise politique, car elles finiraient par tomber entre les mains des Allemands, et que, par ailleurs, les États-Unis devaient garder toutes leurs armes pour leur propre défense. Le 2 juillet, Roosevelt signa une loi qui n'autorisait la fourniture d'armes à d'autres pays que si les chefs de l'Armée de Terre et de la Marine certifiaient que cet équipement *n'était pas essentiel à la défense des États-Unis*. Plus tôt en juin, Roosevelt avait discuté avec son Cabinet de la possibilité de louer une cinquantaine de vieux destroyers à l'Angleterre. *Ils* [*les Américains*] *acceptèrent de ne pas conclure le marché parce qu'ils craignaient que l'accord ne mette Adolf Hitler en colère*. La détérioration rapide de la fortune des Alliés avait renforcé un climat de prudence. Comme le dit Roosevelt : "Nous ne pouvons pas prédire la tournure que prendra la guerre, et il ne sert à rien de nous mettre en danger à moins que nous puissions obtenir

[518] 130 millions de projectiles pour 330000 armes ne représentait que moins de 400 projectiles par arme. C'est-à-dire 30 secondes de tir pour chacune des 80000 mitrailleuses.

des résultats en faveur des Alliés."[519] Pendant les six semaines du 15 juin au 31 juillet, ce furent les premières étapes de la période la plus difficile que l'Angleterre affronta seule face à l'Allemagne et l'Italie, il y eut à ce moment-là un silence presque total entre Churchill et Roosevelt. Churchill envoya un message sans importance concernant la nomination du duc de Windsor au poste de gouverneur des Bahamas.[520] Roosevelt n'en envoya aucun.

Au début de l'été 1940, l'un des aspects les plus importants des relations anglo-américaines fut l'avenir de la Royal Navy si l'Angleterre était obligée de demander un armistice à Adolf Hitler. La dispute fut remarquablement similaire à celles entre la France et l'Angleterre au sujet de la flotte de guerre française. Si la flotte anglaise tombait aux mains des Allemands, le contrôle américain de l'Atlantique serait mis en péril et il y aurait une menace directe pour les États-Unis. Roosevelt cherchait donc à obtenir l'assurance qu'en dernier ressort, la flotte prendrait le cap de l'Amérique du Nord. Churchill s'opposait à un tel engagement parce que cela réduirait la pression sur le président américain pour assurer la survie de l'Angleterre.[521] Il fit valoir, de la même manière que les Français l'avaient fait plus tôt avec lui, que la Marine anglaise pourrait être le dernier atout national et qu'un futur gouvernement pourrait bien devoir l'utiliser pour obtenir les meilleures conditions de paix possibles en face d'une Allemagne victorieuse.

Roosevelt souleva le sujet pour la première fois le 17 mai, une semaine seulement après l'invasion allemande vers l'ouest. Il suggéra à Lord Lothian, ambassadeur de Sa Majesté à Washington, que, dans le pire des cas, la flotte devrait se réfugier en Amérique du Nord. Lothian répondit que cela dépendrait si les États-Unis étaient ou non en guerre à ce moment-là. Le 20 mai, Churchill répéta ce message *avec force* à

---

[519] Journal secret de Harold Ickes Vol.III, pp.199-200

[520] Édouard VIII, Roi d'Angleterre, abdiqua à la fin de 1936, avant même son couronnement, officiellement parce qu'il avait épousé une divorcée américaine (Wallis Simpson), officieusement parce que pro-Hitlérien, il transmettait au chef nazi les décisions du Grand Quartier Général français. Soucieux d'étouffer l'affaire, les Anglais le nommèrent Gouverneur des Bahamas,

[521] En d'autres termes, Churchill craignait que les Américains n'armeraient pas les Anglais afin que ces derniers soient battus par les Allemands de telle sorte que les Américains récupèrent la Royal Navy. [NdT]

Roosevelt. La réaction du président fut de demander aux Canadiens d'envoyer secrètement un émissaire à Washington, pour discuter de la défense future de l'Amérique du Nord. Lors de la réunion qui suivit, Roosevelt suggéra que l'Angleterre et la France étaient "finies" et que les Canadiens devaient faire pression sur les Anglais pour qu'ils mettent leurs vaisseaux en sécurité en Amérique du Nord. Le Canadien refusa. Les Anglais étaient probablement au courant des opinions du président américain, car, le procès-verbal de la réunion du Cabinet de Guerre du 24 mai décrivait Roosevelt comme "*étant d'avis qu'il serait bien de sa part de ramasser les morceaux de l'Empire britannique si ce pays était envahi.*"[522] Le 17 juin, Roosevelt proposa des pourparlers secrets anglo-américains. Cela pouvait sembler un signe encourageant de coopération croissante, mais le président ne s'intéressait qu'à la défense de l'Amérique du Nord. Churchill s'opposait fermement à l'idée de tenir des pourparlers avec eux, et il fallut de longues discussions de la part de Lord Halifax avant que Churchill n'acceptât. Même alors, les pourparlers n'eurent pas lieu avant la fin du mois d'août, date à laquelle la situation avait considérablement changé. Au cours du mois d'août, les négociations sur la cession de 50 vieux destroyers américains en échange de l'octroi de bases militaires dans des îles anglaises des Antilles touchaient à leur conclusion.

Le 15 mai, Churchill avait, en tant que Premier Ministre, soulevé la question de cette vente d'une cinquantaine de vieux destroyers de la Première Guerre mondiale dans son premier message à Roosevelt. Le programme de construction navale de l'entre-deux-guerres avait été fortement biaisé par la Royal Navy en faveur des plus gros vaisseaux, et, au début de la guerre, l'Angleterre se retrouva à court de navires plus petits pour le travail vital d'escorte des convois. Roosevelt rejeta la demande de Churchill, sous prétexte que l'US Navy avait besoin de ces navires et souligna que l'approbation du Congrès serait nécessaire, qu'elle ne serait probablement pas donnée, et que l'ensemble du processus prendrait tellement de temps que les navires n'atteindraient pas l'Angleterre à temps pour être utiles. Derrière cet éventail d'excuses se cachait une réticence à aider, découlant de doutes quant à la survie de l'Angleterre, auquel cas les navires passeraient aux mains des Allemands.

[522] Bureau du Cabinet, 65/7, WM (40) 129e conclusions (25.5.40)

L'idée d'offrir des bases insulaires aux Américains fut soulevée pour la première fois par Lord Lothian [Ambassadeur d'Angleterre à Washington] avec Londres le 25 mai, comme un moyen d'accroître le soutien américain à l'Angleterre. Bien que le Foreign Office et les Chefs d'État-Major soient favorables à l'idée, le *Dominions Office*, le *Colonial Office* et, surtout Churchill, s'y opposaient, de sorte qu'aucune mesure ne fut prise. Lothian revint sur le sujet le 23 juin, mais avec le même résultat. Le Foreign Office ressuscita l'idée un mois plus tard dans un important document sur l'avenir des relations avec les États-Unis. La thèse de l'article, dans le langage délicat et discret de Whitehall, était que "*l'avenir de notre Empire largement dispersé à travers le monde est susceptible de dépendre de l'évolution d'une collaboration efficace et durable entre nous et les États-Unis*."[523] Ce document reflétait l'acceptation croissante que l'Angleterre ne pouvait plus fonctionner comme un État pleinement indépendant et que le soutien américain était en train de devenir vital. Il fit valoir que l'Angleterre devait s'efforcer de faire exister cette relation, et que, par conséquent, elle n'était pas en mesure de négocier âprement avec les États-Unis. Une offre spontanée de bases dans trois colonies —la Jamaïque, Trinidad et la Guyane britannique— fut donc suggérée.

Parallèlement aux discussions londoniennes sur d'éventuelles bases américaines en territoire colonial anglais, la question des destroyers fut à nouveau à l'ordre du jour. Sur les conseils de Lord Lothian et de l'ambassadeur américain à Londres, Joseph Kennedy, Winston Churchill mit le sujet en veilleuse jusqu'à la fin du mois de juillet. Le retard était délibérément programmé pour éviter la période délicate où Roosevelt attendait sa nomination par les Démocrates pour un troisième mandat présidentiel sans précédent. Le 30 juillet, Churchill demanda à nouveau à Roosevelt les vieux destroyers spécifiques, ce qui, selon lui, serait vital à l'automne, jusqu'à ce que de nouveaux vaisseaux en construction soient disponibles. Lors d'une réunion du Cabinet ministériel le 2 août, les Américains comprirent que l'Angleterre avait besoin de ces navires, mais qu'un prêt ou une vente ne serait pas acceptée par le Congrès sans un transfert de bases militaires et une déclaration sur l'avenir

[523] Bureau du Conseil des Ministres, 66/7, WP (40) 276 (18.7.40)

de la Royal Navy.[524] La réaction de Churchill à ces propositions d'accord global fut : "*Nous devons refuser toute déclaration de ce genre, et limiter l'accord aux bases militaires coloniales, uniquement*."[525]

Le 8 août, Lord Lothian donna à Roosevelt les détails de l'accord proposé par les Anglais : un échange de 96 destroyers contre des bases militaires dans les colonies insulaires des Caraïbes. Cinq jours plus tard, Roosevelt envoya à Churchill les conditions américaines. En échange de 50 destroyers, les Anglais devraient donner une *assurance secrète* sur l'avenir de leur flotte et autoriser des bases américaines à long terme (sur des baux de 99 ans), à Terre-Neuve, aux Bermudes et dans cinq colonies antillaises. Le 14 août, le Cabinet de Guerre accepta à contrecœur ce qu'il considérait comme un marché très difficile au motif que les besoins de l'Angleterre pour l'aide américaine étaient si grands qu'il ne pouvait pas se permettre de rejeter l'accord. Leur seule condition était que les deux parties de l'accord ne soient pas liées ensemble, mais présentées *publiquement* comme des *présents gracieux*.[526] Les États-Unis rejetèrent immédiatement cette formule et insistèrent sur un lien formel et public, afin de démontrer au Congrès et au public américain que des avantages spécifiques étaient obtenus en échange des destroyers. Le 21 août, le Cabinet de Guerre anglais décida qu'un accord formel et *public* sur les lignes proposées était hors de question,[527] car cela rendrait la nature inégale de l'accord évidente. Quatre jours plus tard, Churchill dit à Roosevelt que ce que les Américains voulaient équivalait à *un chèque en blanc sur l'ensemble des possessions anglaises ultramarines*.[528]

Malgré les protestations britanniques, les États-Unis fixèrent fin août, les conditions finales de l'Accord. Ils étaient prêts à accepter des bases à Terre-Neuve et aux Bermudes en cadeau, mais insistaient pour que les cinq bases antillaises soient présentées comme un échange direct

---

[524] Rappelons que les Américains voulaient immédiatement récupérer la flotte anglaise dans le cas où l'Angleterre demanderait un armistice aux Allemands. [NdT]

[525] Ministère Extérieur, 371/24241 (4.8.40)

[526] Présents gracieux = free gifts. [NdT]

[527] Bureau du Cabinet des Ministres, 65/8, WM (40) 231e conclusions (21.8.40). Toujours le besoin irrésistible de cacher ses insuffisances, et de "paraître". [NdT]

[528] W. Kimball, op. cit., p.65

contre les 50 destroyers. Pour compenser cette concession mineure, ils exigeaient également que l'engagement des Anglais, selon lequel *la Royal Navy naviguerait en dernier ressort vers l'Amérique du Nord*, devrait être rendu public. Les Anglais estimèrent qu'ils n'avaient pas d'autre choix que d'accepter ces conditions américaines. Comme Chamberlain l'écrivit à Churchill : "*L'attitude américaine m'exaspère tout simplement, mais sans leur aide nous ne pouvons pas gagner comme nous le souhaiterions.*"[529] Au cours des longues négociations sur la mise en place des bases américaines, qui ne furent achevées qu'en mars 1941, les États-Unis continuèrent à négocier âprement, et d'autres concessions durent être accordées par les Anglais concernant les sites précis que les Américains devaient occuper et les pouvoirs qu'ils pourraient exercer. Au début de 1941, l'Angleterre dépendait du soutien financier des États-Unis, et Winston Churchill reconnut que cela signifiait inévitablement de nouveaux sacrifices. Comme il avoua à son secrétaire particulier John Colville en mars : "Nous ne pouvons pas nous permettre de risquer cette question majeure [notre liberté] afin de garder notre fierté et de préserver la dignité de quelques petites îles."[530]

Bien que les deux parties aient bénéficié de l'accord "*destroyer contre bases militaires*", ce sont les Anglais qui durent faire toutes les concessions importantes, un fait qui démontra l'importance décroissante de l'Angleterre et sa dépendance grandissante vis-à-vis des États-Unis. Le nombre de navires de guerre qu'ils reçurent fut la moitié de ce qu'ils avaient demandé. Le nombre de bases militaires acquises par les États-Unis fut le double de l'offre initiale anglaise. Les deux éléments de l'accord étaient fermement liés et les Anglais durent faire une *déclaration publique* sur l'avenir de la Royal Navy. Les résultats tangibles en faveur des Anglais furent peu nombreux. Les destroyers conservaient une valeur opérationnelle limitée à cause de leur mauvais état et de leur vétusté. *Seuls neuf unités étaient en service à la fin de l'année 1940, et seulement vingt de plus en mai 1941,* en raison du manque d'équipages et de l'insistance de la Marine à soumettre chaque navire à un long carénage avant de devenir opérationnel. *Les avantages intangibles furent cependant*

---

529 M. Gilbert, op. cit., p.758

530 Colville, op. cit., p. 407 (5.3.41)

immenses, car l'accord n'était pas un acte neutre de la part des États-Unis. Il fut considéré comme *le début d'un engagement envers les Anglais et fut présenté comme tel par Londres*. Les Américains ont sans aucun doute gagné un plus gros avantage. En échange de la remise de certains navires presque obsolètes, ils ont obtenu une série de bases militaires dans une zone d'importance essentielle pour la défense des États-Unis. Comme l'a écrit un fonctionnaire du Département d'État dans son journal : "D'une seule gorgée, nous avons acquis la base de notre première véritable défense continentale créée depuis l'époque de la marine à voile."[531] Malgré le vernis anglais en apparence, l'accord démontra que Roosevelt gardait toujours une grande prudence lorsqu'il pariait sur l'avenir de l'Angleterre.[532] Les destroyers pouvaient certes fournir une certaine aide, mais en retour, Roosevelt avait obtenu un engagement longtemps désiré concernant l'avenir de la flotte anglaise si l'Angleterre était amenée à capituler ; les bases navales améliorèrent également la défense des États-Unis.

En public, Churchill était très optimiste [jusqu'à l'excès, même] en pensant aux relations de son pays avec l'Amérique tout au long de ces négociations difficiles. Dans son discours à la Chambre des Communes le 20 août, il compara la coopération anglo-américaine croissante avec le Mississippi qui roule ses flots purs, inexorables, irrésistibles, bienveillants, vers des terres plus vastes et vers des jours meilleurs."[533] En fait, les Américains n'avait rien fait du tout, hormis signer un accord "*destroyers*-contre-*bases militaires*", excepté aussi permettre à l'Angleterre de leur acheter des armes et des matières premières. Juste avant Noël, il déclara à Lord Halifax, après la nomination de ce dernier comme ambassadeur à Washington : "Nous n'avons rien reçu des États-Unis que nous n'ayons payé et ce que nous avons eu n'a pas joué un rôle essentiel dans notre résistance."[534] Le sentiment d'amertume de Churchill à l'égard des

---

[531] Journal d'Adolf Berle 31.8.40

[532] "Despite the British gloss, the deal demonstrated that Roosevelt was still hedging his bets about Britain's future." Phrase obscure de Ponting qui signifiait que Roosevelt ne s'en laissait mettre plein la vue par l'illusion positive que les Anglais cherchaient à donner. [NdT]

[533] Entre ses rêves poétiques sur le Mississippi, a-t-il réalisé que l'aide insignifiante de l'Angleterre a apporté à la France pour lutter contre l'invasion nazie fut plus frustrante encore, et que leur fuite à Dunkerque fut un véritable coup de poignard dans le dos des Français, sans parler de Mers El-Kébir ?

[534] Bureau du Premier Ministre, 25/04/8 (20.12.40

États-Unis était renforcé par le fait que l'Angleterre avait déjà fourni aux Américains des informations scientifiques et des renseignements cruciaux, dans le but d'instaurer la confiance entre les deux nations. Le 14 août, l'un des meilleurs scientifiques anglais, Sir Henry Tizard,[535] était parti pour les États-Unis, emportant avec lui des échantillons et des informations sur les récentes découvertes indispensables pour l'effort de guerre. Ses bagages comprenaient des vannes miniaturisées, un magnétron à cavité, des informations sur le radar à micro-ondes, la guerre chimique et les formules explosives, ainsi que des conceptions du moteur à réaction et de la mine magnétique allemande. Un mois plus tôt, un ami de Roosevelt, Bill Donovan, qui devait plus tard diriger le précurseur de la CIA, avait visité le centre de décryptage anglais de Bletchley Park, où les premiers succès sur les codes allemands *Enigma* étaient obtenus.[536] Donovan eut un total accès à ce secret bien gardé à une époque où la plupart des membres du Cabinet de Guerre ignoraient l'existence de cette percée essentielle et les informations qui en étaient tirées. À partir de la fin du mois d'août, Roosevelt reçut aussi une copie du rapport quotidien de renseignement publié par Londres et expédiée aux dominions.

Bien que les Anglais aient beaucoup concédé pour tenter d'établir une relation serrée avec les Américains, l'été et l'automne 1940 passèrent sans aucune promesse d'action dans le domaine identifié comme essentiel pour l'avenir de l'Angleterre : la ***finance ;*** l'état des stocks d'or et de devises pour les échanges internationaux, la durée de ces stocks, la question de savoir si les États-Unis finiront par *sauver l'Angleterre* avant que la banqueroute financière ne force ce pays à une paix de compromis avec l'Allemagne ; c'était la question-clé à laquelle le gouvernement anglais était confronté dans la seconde moitié de l'année 1940. Après Dunkerque, lorsque fusils et munitions durent être rachetés à court terme et que d'importantes commandes d'armement supplémentaires furent passées aux

[535] Henry Tizard s'appuya sur des recherches françaises et participa ainsi, entre autres, au développement du radar. Lire, *Le radar, 1904-2004, histoire d'un siècle d'innovations techniques et opérationnelles,* par Yves Blanchard, Éllipses, 2004. Il s'intéressa aussi aux OVNI.

[536] Les "premier succès" sur la cryptanalyse d'Enigma furent trouvés par les Polonais qui les transmirent à leurs alliés français et anglais. Seuls les Français réussirent à décrypter 141 messages d'Enigma entre fin octobre 1939 et mai-juin 1940 qui marqua la chute de la France. Par la suite, plus de 15 000 messages seront décryptés durant la guerre par les Anglais. [Anthony Cave Brown, *La guerre secrète*. Pygmalion-G.Watelet, 2003]

États-Unis, la situation financière de l'Angleterre se détériora rapidement. Les importations de matières premières en provenance des États-Unis augmentaient déjà à un rythme alarmant. En 1939, elles ne représentaient que 8% du total anglais, mais les années 1940 les portèrent à 24% et elles devaient encore augmenter. Les commandes d'acier s'élevaient en 1940 à environ 13 millions de livres sterling, mais au milieu de cette même année, un total de plus de 100 millions de livres sterling était déjà prévu pour 1941. Lorsque la France se retira de la guerre, l'Angleterre reprit à son compte toutes les commandes que les Français avait passées aux États-Unis, augmentant encore la pression. En juillet, les Services du Trésor pensaient que les actifs de l'Angleterre pourraient durer environ un an de plus, jusqu'au début de l'été 1941.

Dès le mois de mai 1940, une aide américaine sans précédent et illimité fut attendue par les Anglais parce que jugée essentielle à la survie de l'Angleterre, toutefois le gouvernement restait indécis sur la façon d'approcher les Américains et ne savait pas à quelle réaction s'attendre lorsqu'ils le feraient. Dans son premier message en tant que Premier ministre, le 15 mai 1940, Churchill alerta le Président Roosevelt sur le problème financier imminent de son pays. Il lui dit : "Nous continuerons à payer en dollars aussi longtemps que nous le pourrons, mais j'aimerais être raisonnablement assuré que lorsque nous ne pourrons plus payer en dollars, vous nous livrerez tout de même le matériel.[537] La réponse de Roosevelt ignora complètement ce problème financier. À la mi-juillet, un haut-fonctionnaire du Trésor, Sir Frederick Phillips, fut envoyé à Washington où il rencontra Henry Morgenthau, Secrétaire américain au Trésor, ainsi que le président Roosevelt. Son message était que l'Angleterre aurait besoin d'aide jusqu'à la fin de l'année pour vendre ses avoirs en titres américains, mais Sir Frederick leur signala qu'à partir du milieu de l'année 1941, l'Angleterre n'aurait plus d'*actifs* en dépit du fait que des crédits importants seraient nécessaires. Morgenthau fit quelques suggestions sur la façon dont l'Angleterre pouvait améliorer sa situation, mais resta prudent en ce qui concernait les intérêts nationaux américains. Il conseilla à l'Anglais de vendre tous les *actifs anglais* placés en Amérique du Sud, sachant que les Américains pourraient les acheter à vil prix. Sir

[537] Cabinet du Premier Ministre, 3/468 (15.5.40)

Frederick annonça à son retour à Londres que les Américains ne seraient pas disposés à fournir de crédits à grande échelle tant qu'ils ne seraient pas *convaincus que leurs ressources existantes étaient épuisées ou en voie d'épuisement*. Sir Frederick rapporta que lorsqu'il rencontra Roosevelt le 17 juillet, le président américain ne dit *rien qui puisse être considéré comme un engagement* et que *les États-Unis n'étaient pas prêts à faire de promesses dès maintenant*.[538] Sir Frederick fut invité à revenir pour de nouvelles discussions *à la fin de l'automne*, c'est-à-dire après les élections présidentielles américaines au début du mois de novembre. Les Anglais n'avaient pas fait grand-chose d'autre que d'alerter le gouvernement américain sur le problème qu'ils allaient devoir résoudre dans les quelques mois à venir. Pendant ce temps, l'Angleterre, sans garantie d'aide, continua d'agir en supposant que les États-Unis viendraient à son secours à temps.

Presque immédiatement après la visite de Dir Frederick aux États-Unis, la situation financière de l'Angleterre se détériora fortement. Entre la mi-juillet et la mi-août, les réserves d'or et de dollars chutèrent de 80 millions de livres sterling, ne laissant en dépôt que 300 millions de livres sterling, ainsi qu'environ 200 millions de livres sterling en titres et placements. À ce rythme, il était douteux que l'Angleterre disposât de suffisamment d'actifs pour tenir jusqu'à la fin de l'année 1940, lorsque les Américains pourraient être en mesure d'agir. L'avenir de l'Angleterre dépendait désormais du résultat de l'élection présidentielle. Le Chancelier de l'Échiquier, Kingsley Wood, déclara au Cabinet de Guerre anglais durant la troisième semaine d'août : "Nous sommes confrontés aux problèmes pratiques immédiats de tenir jusqu'en novembre, dans le cas d'une victoire des Démocrates, ou jusqu'après le 20 janvier, lorsque le nouveau Président américain prendra ses fonctions, dans le cas d'une victoire des

[538] Ministère des affaires extérieures 371/25209. La roublardise des politiciens anglais était bien connue non seulement des Irlandais mais des Américains. D'ailleurs, dans ce cas précis, les Anglais cachaient 50 millions de guinées d'or en Afrique du Sud. Les Américains ne le savaient pas encore mais ils vont l'apprendre et envoyer un vaisseau de guerre pour saisir cet or au Cap-de-Bonne-Espérance. La ruse anglaise ressemblait au temps ou les Anglais refusaient d'envoyer des avions pour appuyer les Français qui combattaient les panzers allemands en prétextant ne pas avoir assez de chasseurs pour défendre leur île. [NdT]

Républicains."[539] Kingsley Wood doutait *beaucoup que les* actifs anglais puissent durer assez longtemps. Les ministres décidèrent qu'ils n'avaient pas d'autre choix que d'attendre et d'espérer que les secours essentiels des Américains se matérialiserait à temps.

Malgré la crise financière croissante, le Cabinet de Guerre dut décider, au début du mois de septembre, des commandes d'avions à passer aux États-Unis. Lord Beaverbrook,[540] en tant que ministre de la Production aéronautique, proposa deux projets : le premier importerait une production américaine de 1250 avions par mois ; le second 3000 avions par mois. Bien que les coûts initiaux jusqu'à la fin de 1940 soient similaires, le plus petit projet impliquerait finalement des dépenses de 300 millions de livres par an en dollars, et le projet le plus important de 800 millions de livres sterling. L'Angleterre n'avait pas les moyens de financer l'une ou l'autre de ces options, même si les avions étaient essentiels pour ne pas perdre la guerre. Comme l'a expliqué Kingsley Wood : "Il n'y a aucune chance que nous disposions des dollars nécessaires pour payer ces sommes, ni que nous puissions un jour rembourser ces montants, si les États-Unis nous les prêtent. "Même une dépense des 75 millions de livres sterling nécessaires d'ici décembre rendrait douteux le fait que nous puissions tenir jusqu'à l'année civile en cours.[541] Le 6 septembre, le Cabinet de Guerre anglais décida d'aller de l'avant avec *le projet plus important et le plus coûteux*, considérant que, de toute façon l'Angleterre ne pourrait payer ni l'un ni l'autre, et que l'énorme commande augmenterait la pression de l'industrie américaine pour que le gouvernement de Washington renfloue l'Angleterre pour éviter la faillite. À ce stade, le seul coût immédiat que le gouvernement anglais pouvait évaluer était l'intérêt de la dette qui ne cessait d'augmenter. Après un peu plus d'un an de guerre,

---

[539] Bureau du Cabinet, 66/11, WP (40) 324 (21.8.40)

[540] Lors Beaverbrook était un Canadien, fils de pasteur presbytérien. Son vrai nom était William Maxwell Aitken. En tant qu'agent de change à Montréal, William Maxwell Aitken fit fortune en fusionnant toute l'industrie du ciment au Canada. Fortune faite, il s'installa ensuite en Angleterre, racheta la plus grande partie des journaux importants, se fit anoblir puis élire à la Chambre des Communes en 1910. Il fut Chevalier en 1911, Baronnet en 1916 et Pair en 1917, le tout avant son 38e anniversaire. Pour support de son titre de noblesse il choisit le nom du petit village de Beaverbrook, près de la ville de son enfance de Newcastle. Il devint Secrétaire privé d'Andrew Bonar Law (lui aussi né au Canada), et l'aida à remporter la direction du parti Conservateur en 1911. [NdT]

[541] Ibid., WP (40) 354 (3.9.40), WP (40) 355 (4.9.40)

les commandes aux États-Unis s'élevaient à 10 milliards de dollars —bien au-delà des dettes contractées pendant toute la Première Guerre mondiale— et il n'y avait aucune réserve pour payer ces énormes factures.[542] Le Cabinet de Guerre savait qu'il y aurait un prix à payer pour l'aide américaine, mais il n'avait aucun moyen de savoir quel serait ce prix :

"Il était maintenant assez largement reconnu aux États-Unis qu'il n'y avait aucune possibilité pour que nous trouvions un jour suffisamment de dollars pour rembourser les sommes colossales pour lesquelles nous devenions endettés envers eux... Nous n'avions aucune idée sur les conditions que les États-Unis étaient susceptibles d'attacher aux crédits que, supposions-nous, ils étaient sur le point de nous octroyer.[543]

L'un des problèmes auxquels les Anglais devaient faire face était que Roosevelt et ses conseillers prenaient l'*Empire britannique* pour "argent comptant." Ils croyaient qu'un pays qui contrôlait un quart de la surface du globe terrestre devait posséder les ressources nécessaires [cachées], et ils ne pouvaient tout simplement pas croire que l'Angleterre était en train de s'effondrer comme un château de cartes. Même lorsque l'effondrement fut plus évident, beaucoup au sein du gouvernement américain étaient convaincus que l'Angleterre devait dissimuler des ressources-clés afin de leur extirper de l'aide gratuite.[544] L'ampleur des illusions américaines sur l'Angleterre peut être jugée par le fait qu'à la fin des années 1930, Roosevelt pensait que l'Angleterre avait des actifs d'une valeur d'au moins 7 milliards de dollars aux États-Unis, soit environ *dix fois le chiffre réel. Cette illusion en la "puissance britannique" eut la vie dure. Vers la fin de septembre 1940, Lord Lothian, ambassadeur anglais à Washington, s'inquiétait de ce que les Américains n'avaient pas encore compris l'ampleur des problèmes auxquels l'Angleterre était confrontée ou les conséquences effroyables de l'absence de*

[542] Certains Anglais, plus avisés, ont dû regretter de ne pas avoir aidé davantage les Français lors de l'invasion allemande, plutôt que d'avoir lésiné sur leur aide dans les combats. [NdT]
[543] Bureau du Cabinet, 65/15, WM (40) 244e ; Conclusions (6.9.40)
[544] Ils se basaient sans doute sur le fait que le Gouvernement de Londres mentait sur les besoins réels en nombre d'avions de chasse pour éviter de les envoyer sur le continent aider l'Armée française à résister à la pression de l'invasion germanique. [NdT]

sauvetage américain. Lothian rapporta : "L'opinion publique américaine n'a pas encore compris qu'elle devra prendre des décisions de grande portée pour nous financer et nous approvisionner, et peut-être des décisions encore plus graves au printemps ou l'été prochain, *à moins qu'elle ne prenne la responsabilité* de nous forcer à faire un compromis de paix."[545]

Mais les Anglais souffraient eux aussi de profondes illusions. La pire était que l'élection présidentielle américaine du 5 novembre résoudrait rapidement tous leurs problèmes en suspens. Les Services londoniens des Finances voulaient croire que des masses de crédits seraient octroyées à l'Angleterre dans les quinze jours suivant l'élection, et Churchill, avec de nombreux autres ministres de haut-rang, pensait que les États-Unis entreraient rapidement en guerre. Les Anglais accordèrent trop d'attention à ce que Roosevelt laissait croire, qui ne visait qu'à soutenir leur moral, et ils ne prêtèrent pas assez d'attention au peu d'effort qu'il était prêt à entreprendre. L'incompréhension des Anglais de ce qui était encore, en 1940, *le monde clos de la politique intérieure américaine* était presque totale. Ils supposèrent, à tort, que, si Roosevelt était réélu, il aurait simultanément une majorité au Congrès pour pouvoir agir à sa guise. La réélection de Roosevelt avec une majorité populaire écrasante de 5 millions de voix et un vote du collège électoral de 449 voix contre 82, se révéla malgré tout une grande déception pour les Anglais, car rien ne se passa comme espéré. Aucun secours particulier ne fut affecté à résoudre les problèmes de l'Angleterre ; en effet, la majeure partie des politiciens de Washington était en vacances pour le reste du mois de novembre, afin de se remettre des fatigues de la campagne électorale. À quelques semaines de l'effondrement financier, les Anglais estimèrent qu'ils devaient prendre des mesures pour faire comprendre aux Américains l'urgence de leur situation critique.

Lord Lothian était retourné à Londres au début de novembre pour diverses consultations sur la politique future. Pendant son séjour dans son pays, il convainquit Churchill que la seule façon de faire bouger les

---

[545] Ministère Extérieur, 371/24246 (21.9.40). L'illusion de puissance, solidement entretenue par les Anglais, se retournait désormais contre eux. Et Clive Ponting rejette la responsabilité de la "non assistance" sur les Américains.

Américains était que le Premier Ministre écrive à Roosevelt, et lui expose toute la gravité de la situation du Royaume Uni. La première tentative produite par Lord Lothian, le 12 novembre, était sans nuance sur la situation critique et les conséquences d'un refus américain :

"Ce n'est qu'une question de semaines avant que les fonds dont nous disposons pour payer nos besoins, et les munitions commandées aux États-Unis, ne soient épuisées. À moins que nous ne puissions obtenir un secours financier des États-Unis *à grande échelle*, il est évident que notre capacité à poursuivre la guerre sur la base actuelle va brusquement prendre fin."[546]

C'était trop brutal pour Churchill. Le 8 décembre, lorsque la lettre, décrite par Churchill comme *l'une des plus importantes qu'il n'ait jamais écrites*, fut finalement envoyée à Roosevelt, elle avait été modifiée dans le ton et l'équilibre, mais le message de base restait le même. Plus de la moitié de la lettre se concentrait désormais sur des problèmes d'expédition, et seulement 400 mots à la fin traitaient du financement de la guerre. Dans l'ensemble, il s'agissait d'un catalogue lugubre des insuffisances anglaises, que Churchill essaya de *déguiser sous le voile de l'identité des intérêts anglo-américains* et de *l'idéal commun.* Il avertit Roosevelt de ce que, sans la marine marchande américaine, sans les escortes navales et les patrouilles à travers l'Atlantique, les routes d'approvisionnement vers le Royaume-Uni et autres fronts ne pourront plus être maintenues ouvertes ; de plus, sans le matériel américain, en particulier les avions, l'Angleterre ne pourra ni s'armer ni armer ses alliés. Se tournant enfin vers le *financement,* il souligna que la valeur des commandes anglaises aux États-Unis "dépassaient maintes fois la totalité des disponibilités totales réservées aux échanges internationaux, qui restaient dans les coffres-forts de l'Angleterre. Le moment approchait où nous ne serons plus en mesure de payer comptant les frais d'expédition et autres matériels de guerre." Churchill fit valoir qu'il ne serait pas moralement juste de dépouiller l'Angleterre de tous ses actifs vendables et qu'il ne serait pas dans l'intérêt des États-Unis de le faire, s'ils voulaient retrouver un monde stabilisé à l'issue de la guerre. La lettre se terminait par l'idée que

[546] Cabinet du Premier Ministre, 3/486/1

l'Angleterre se plaçait entre les mains des Américains pour résoudre ses problèmes fondamentaux.[547] Le message de cette lettre de supplication fut exprimé plus succinctement par Lord Lothian à son retour aux États-Unis à la fin du mois de novembre, lorsqu'il déclara aux journalistes : "*Écoutez, les gars, l'Angleterre est fauchée ! C'est votre argent qu'il nous faut !*" (Une provocation pour laquelle il fut réprimandé plus tard par Churchill).

La lettre de Churchill fut la première déclaration complète et sans fard, destinée aux Américains pour leur exposer la grave crise à laquelle l'Angleterre faisait face. Les allusions anglaises envoyées précédemment pour les alerter d'une menace imminente d'effondrement n'avaient pas eu l'effet escompté. En novembre, Roosevelt pensait que l'Angleterre possédait encore des actifs d'environ 2 milliards de dollars placés aux États-Unis, qui pouvaient être vendus sur le marché des obligations, et que, de ce fait, tout problème financier ne pourrait surgir avant six mois au moins. Le Trésor américain avait la même opinion [erronée]. Désormais, le tournant crucial des relations anglo-américaines était arrivé. Le jeu de cartes de l'Angleterre était étalé sur la table : ce pays n'avait plus le pouvoir de poursuivre la guerre ou de maintenir son indépendance sans assistance. Les États-Unis, qui comptaient toujours sur l'Angleterre pour rester dans la guerre en attendant que leur propre programme de réarmement soit achevé, devaient décider s'ils comptaient porter secours à l'Angleterre.

Les États-Unis réalisèrent très rapidement leur nouvelle puissance ainsi que la dépendance de l'Angleterre vis-à-vis de leur argent. Un responsable de l'ambassade américaine à Londres envoya à Washington son évaluation de la situation juste après le message de Churchill à Roosevelt :

"Bon gré mal gré, les États-Unis tiennent une extrémité de la Balance du Destin sur laquelle s'équilibre précairement l'avenir de l'Empire britannique... Le gouvernement anglais est conscient qu'il n'est pas en mesure de résister aux demandes de contrepartie des États-Unis... Les

[547] Bureau du Cabinet des Ministres, 66/13, WP (40) 466 (8.12.40)

Anglais ne sont pas disposés à donner... Mais il n'en reste pas moins qu'en dernière analyse, ils tiendront et réussiront."[548]

Les Anglais renvoyèrent Sir Frederick Phillips à Washington au début de décembre pour négocier les termes de l'aide américaine avec Morgenthau. Ils décidèrent d'essayer d'atteindre un certain nombre d'objectifs au cours des pourparlers.[549] Ils voulaient que les États-Unis financent tous les achats de guerre anglais à partir du 1er janvier 1941, *sous forme de dons plutôt que de prêts remboursables*. Le Royaume-Uni devait conserver une réserve d'or minimale de 150 millions de livres sterling pour stabiliser sa *zone sterling,* et enfin, les pressions américaines pour forcer l'Angleterre à vendre ses actifs à l'étranger devaient être contrecarrées. Compte tenu de la faiblesse de la position de négociation de l'Angleterre, il s'agissait d'un ensemble de souhaits totalement irréalistes, et en fait un seul fut accordé —*l'utilisation de dons plutôt que de prêts*[550]— *et cela uniquement parce que les États-Unis voulaient éviter une répétition de l'acrimonie créée par le remboursement des prêts de guerre qui avait suivi la Première Guerre mondiale.*

Lorsque les pourparlers commencèrent le 10 décembre 1940, Sir Frederick Phillips constata rapidement que l'Angleterre ne pourrait pas négocier et que les États-Unis décideraient des conditions de leur aide. C'était une leçon qui devait encore être douloureusement apprise à Londres. Henry Morgenthau, Secrétaire au Trésor des États-Unis, n'aimait pas l'attitude anglaise qui essayait de dicter les termes de l'aide américaine, et Sir Phillips dut transmettre son message quelque peu équivoque et pas tout à fait rassurant selon lequel : "*Monsieur Churchill doit se mettre entre les mains de Monsieur Roosevelt avec une confiance totale ; s'il lui accorde sa confiance, il ne le trouvera pas d'humeur à négocier*."[551] Roosevelt n'était certainement pas d'humeur à négocier. Il

---

[548] D. Reynolds, op cit, p.93 (Télégramme 13.12.40) Certaines parties son ambigues.

[549] T 160/1051 (31.10.40)

[550] En réalité, les dons sont plus vassalisants et contraignants que les prêts qui peuvent être remboursés donc libérateurs. L'Angleterre est ainsi devenue un pays client [*a Client State* nous dit Ponting au dernier chapitre], obligé d'acheter les produits du pays suzerain, de guerroyer sous ses ordres, et de lui obéir au doigt et à l'œil. [NdT]

[551] Ministère extérieur, 371/25209 (10.12.40)

était déterminé à fixer les conditions américaines pour secourir l'Angleterre. Au début, Morgenthau exigea un état complet de la situation financière de l'Angleterre et de tous ses actifs, y compris les placements ultramarins qui seraient susceptibles d'être achetés par des Américains. *Toutes les subtilités de la rédaction du texte qui préoccupaient encore les Anglais, un mois auparavant, n'étaient plus pertinentes.*[552] Les Américains voulaient examiner le bilan de l'Angleterre et tirer leurs propres conclusions. Phillips ne pouvait que conseiller à Londres de se conformer en *des termes* qui résumaient la nouvelle structure de puissance entre l'Angleterre et les États-Unis : "Ce devrait être à eux de nous permettre de garder nos placements actifs, pas à nous de les retenir."[553]

L'Administration américaine décida rapidement de la manière de réagir, mais les secours eux-mêmes n'arrivèrent que trois mois plus tard. Lors d'une conférence de presse, le 17 décembre 1940, utilisant une métaphore très visuelle d'un homme prêtant un tuyau d'arrosage à son voisin pour éteindre un incendie et le récupérant une fois l'urgence terminée, Roosevelt exposa son idée de *prêt-bail* pour approvisionner l'Angleterre. Après la période de Noël, dans une allocution radiophonique à la nation, il plaça cette aide américaine dans le contexte du *nouveau rôle mondial de l'Amérique*, parlant des États-Unis comme de l'*Arsenal de la Démocratie*. Bien que les Anglais, soulagés qu'un moyen ait pu être trouvé pour maintenir leur survie, accueillirent favorablement les idées générales de Roosevelt comme la meilleure solution à leurs problèmes, ils ne furent pas consultés sur les intentions des Américains ; ce fut un autre signe du *nouvel* équilibre des forces entre les deux nations. Roosevelt ne répondit jamais à la longue lettre de Churchill du 8 décembre, et il n'y eut *aucune discussion bilatérale* ni sur le contenu du projet de loi sur le Prêt-Bail à présenter au Congrès, ni sur les conditions détaillées de l'aide américaine. Les États-Unis décidèrent tout simplement *unilatéralement* de ce qu'ils étaient prêts à faire. Le Projet de Loi 1776, intitulé *An act to promote the defense of the United States,* fut numéroté *1776* (date de la Déclaration

---

[552] Les politiciens anglais, en principe maîtres *ès* langue anglaise, avaient espéré circonvenir les Américains, considérés comme riches mais béotiens, en jouant sur les expressions lexicales. Un dicton anglais dit : *Un Canadien est un Anglais mal élevé ; un Américain est un Canadien mal élevé ; un Australien est un Américain mal élevé.* [NdT]

[553] Ibid.

d'indépendance) comme un camouflet délibéré à l'Angleterre et un symbole de leur nouvelle relation, et ne fut publié qu'au début de janvier 1941. L'Angleterre dut ensuite attendre, impuissante sur la ligne de touche, pendant que le Congrès passait les deux mois suivants en audiences. *Le prêt-bail* fut finalement promulgué le 11 mars 1941.

La période entre décembre 1940 et mars 1941 fut un cycle d'humiliation pour l'Angleterre. Son effondrement en tant que grande puissance fut révélé au public américain (l'Administration américaine insista pour que soit rendue publique une déclaration complète de la situation financière de l'Angleterre)[554] et le destin de ce pays dépendit de l'adoption de la législation américaine. Dans les coulisses, se déroulèrent plusieurs rencontres douloureuses avec des responsables américains, alors que le gouvernement anglais cherchait à s'attaquer à trois problèmes cruciaux qui n'avaient pas été résolus par la décision américaine de *sauver l'Angleterre.* Combien d'actifs anglais devraient être vendus? Qu'adviendrait-il des commandes britanniques passées avant que le Projet de Loi sur le Prêt-Bail ne devienne loi ? et comment ces commandes devaient-elles être payées? Dans chaque cas, les Anglais se retrouvaient incapables de faire autre chose que de répondre favorablement aux exigences américaines.

Tout au long du mois de décembre, l'Amérique maintint la pression sur l'Angleterre pour qu'elle vende ses obligations afin de payer ses commandes militaires. Les Américains étaient intéressés par les placements en Amérique latine et au Canada, où les entreprises américaines pourraient acquérir ces actions de sociétés à bas prix. À la mi-janvier, le gouvernement américain commença à comprendre que les Anglais ne possédaient presque plus de placements actifs. Comme Roosevelt l'exprima à un membre de son Cabinet : "*Nous avons trait la vache financière anglaise qui avait beaucoup de lait à un moment donné, mais qui est maintenant sur le point de s'assécher*.[555] Malgré tout cela, le gouvernement américain exigea une assurance, une garantie que tous les placements

[554] Ce fut une humiliation délibérée pour ce pays si obsédé par la dissimulation de ses faiblesses et par l'illusion de grandeur. [NdT]
[555] Journal d'Ickes, op. cit., 19-01-41

anglais dans l'économie américaine seraient échangés contre l'aide américaine. Lorsque l'Angleterre s'avisa de refuser de donner cette garantie, Henry Morgenthau, convaincu qu'un tel accord était essentiel pour des raisons de politique intérieure, le dénonça simplement devant le Congrès à la mi-janvier 1941 :

"Les Anglais acceptèrent de vendre durant les douze mois qui suivirent chaque dollar de propriété en biens immobiliers ou en titres de placement que tout citoyen anglais possédait aux États-Unis, afin de lever des fonds destinés à payer les commandes déjà passées. Tout allait être vendu ; chaque dollar."

[En dépit de leurs engagements,] les Anglais [bien sûr] tergiversaient encore à vendre leurs derniers actifs. Alors, le 10 mars, Henry Morgenthau lança un ultimatum à Lord Halifax, Ambassadeur anglais à Washington. Une importante société commerciale dut être vendue dans la semaine par les Anglais afin de démontrer leur bonne foi. L'Angleterre n'eut pas d'autre choix que d'obéir et de vendre l'*American Viscose Corporation*, une filiale de la société anglaise *Courtaulds*, le plus grand Groupe anglais restant encore aux États-Unis. En raison des termes de l'ultimatum de Henry Morgenthau, l'*AVC* fut achetée par un consortium américain *à la moitié de sa valeur marchande*.

Bien que le projet de loi Prêt-Bail (Lend-Lease) ait repris toutes les commandes anglaises existant aux États-Unis (qui s'élevaient à environ 10 milliards de dollars),[556] les Anglais voulaient également que les États-Unis assument la responsabilité de tous leurs paiements après le 1er janvier 1941. Roosevelt refusa obstinément. Sa position inaltérable était que les États-Unis ne pouvaient effectuer aucun paiement tant que le Projet de Loi sur le Prêt-Bail n'était pas adopté. Le problème était que l'Angleterre n'avait presque plus d'argent pour payer ses commandes existantes pendant cette période intermédiaire. Morgenthau, désormais certain des difficultés financières de l'Angleterre, refusa d'autoriser toute nouvelle commande après le 19 décembre. Mais ce veto ne régla pas le problème du paiement des commandes déjà passées. À la fin de l'année 1940, les Anglais annoncèrent aux Américains qu'au moins 540 millions

[556] Des dollars de 1940, à multiplier par 21 pour l'équivalent 2024, soit 200 milliards. [NdT]

de dollars étaient dus avant le 1er mars, mais qu'ils disposaient de moins de la moitié de cette somme et d'une partie à peine de ce qui serait nécessaire pour les commandes passées en dehors des États-Unis. Le *défaut de paiement* des Anglais sur leurs contrats semblait l'issue la plus probable en raison du temps nécessaire pour adopter le Projet de Loi Prêt-Bail (Lend-Lease). Les deux gouvernements voulaient éviter un tel désastre. Tout ce que les Anglais pouvaient faire était de proposer diverses idées en vertu desquelles le gouvernement américain pourrait avancer les sommes nécessaires. À la mi-janvier, Roosevelt accepta que le gouvernement américain prenne en charge le financement des nouvelles usines d'armement en construction pour manufacturer les commandes des Anglais. Mais le revers de la médaille de cet accord était que l'Angleterre était tenue de ne passer des commandes que pour des équipements répondant aux spécifications américaines et non aux siennes. De cette façon, Roosevelt put justifier la dépense comme étant destinée à la défense des États-Unis. La crise financière continua de s'aggraver et Morgenthau dut finalement intervenir à la fin du mois de janvier afin de prendre le contrôle de toutes les commandes d'armes des Anglais. Il limita unilatéralement le pouvoir de l'Angleterre à ne pas dépenser plus de 35 millions de dollars par semaine jusqu'à ce que le Projet de Loi sur le Prêt-Bail devienne loi.

Parallèlement à ces mesures unilatérales américaines, l'Angleterre cherchait toujours désespérément d'autres moyens d'éviter la banqueroute sur ses contrats américains. Pour ce faire, il était nécessaire de *fouiller les voutes* de ses réserves d'or et de dollars restantes… *et celles de ses alliés*. En octobre 1940, le gouvernement tchèque en exil prêta 7,5 millions de livres sterling-or à l'Angleterre afin de financer ses achats aux États-Unis, un geste d'autant plus noble que l'Angleterre ne reconnaissait pas le gouvernement tchèque comme légitime. Au début de l'année 1941, les Canadiens commencèrent à vendre les placements anglais dans leur pays afin de défrayer le coût des marchandises commandées par l'Angleterre aux États-Unis. Les gouvernements néerlandais et norvégien réfugiés à Londres refusèrent de prêter de l'or à l'Angleterre, malgré les appels quémandeurs.[557] Finalement, ce fut un prêt du Gouvernement

[557] Begging appeals = appels mendiants.

belge réfugié à Londres, de 60 millions de livres sterling-or, qui évita le désastre, le 4 février 1941. Sans ces prêts, l'Angleterre aurait fait défaut sur ses paiements aux États-Unis, car au début de 1941, il lui restait moins de 3 millions de livres sterling dans ses réserves d'or et de dollars. C'était aussi proche de la faillite que possible en frôlant de si près la banqueroute.

Le moment le plus dramatique de la crise financière eut lieu à la fin de décembre 1940, lorsque *les derniers avoirs en or de l'Angleterre furent confisqués par les États-Unis dans le cadre d'une opération secrète*. Le 23 décembre, Roosevelt informa les Anglais qu'un navire de guerre américain venait d'être envoyé au Cap-de-Bonne-Espérance pour récupérer 50 millions de guinées d'or, les "derniers" actifs tangibles que l'Angleterre y cachait. [Loin de se sentir coupable de malhonnêteté] le gouvernement anglais voulu d'abord protester contre la manière autoritaire dont les États-Unis agissaient mais, après réflexion, il décida qu'il ne pouvait qu'acquiescer. Churchill alla jusqu'à rédiger un télégramme à Roosevelt se plaignant (à juste titre) que l'attitude des États-Unis ressemblait à celle d'*un shérif rassemblant les derniers biens d'un débiteur ruiné*, mais l'ambassade anglaise à Washington le persuada de ne pas l'envoyer.[558]

Lorsque la production sud-africaine [d'or et de diamants] devint disponible en mars 1941, les États-Unis envoyèrent un autre navire de guerre pour la récupérer également. Les Anglais n'en furent informés qu'après le passage du navire de guerre, et bien que les Anglais affirmèrent qu'ils avaient prévu de payer les autres commandes extérieures aux États-Unis avec ces sommes, ils n'eurent d'autre choix que d'accepter l'interception américaine et de rendre gorge.

En tant que nation en faillite, l'Angleterre dut apprendre la dure leçon selon laquelle les États-Unis dicteraient leurs propres conditions par lesquelles ils étaient prêts à fournir leur aide sans se soucier de l'orgueil blessé des autres. L'Angleterre fut effectivement sauvée de

---

[558] Certes les États-Unis et l'Angleterre parlent presque la même langue, mais la majorité dominante aux États-Unis est pour l'instant germanique et non anglaise. Elle sera bientôt hispanique. D'autres part, les Américains instruits se souviennent des 10 000 prisonniers de guerre américains morts de faim et de torture dans les pontons anglais de New-York et de Portsmouth durant la Révolution américaine. Se présenter comme un peuple frère laisse un peu rêveur. [NdT]

l'effondrement financier complet, de l'incapacité de poursuivre la guerre et de l'humiliation de la recherche d'une paix de compromis, uniquement grâce à l'intervention américaine. Les États-Unis ont apporté une aide rapide et généreuse, car il était dans leur intérêt national de le faire. Plus longtemps l'Angleterre continuerait de se battre [ou tout au moins *de résister* aux Allemands], plus les États-Unis auraient le temps de terminer leur propre préparation. Les commandes d'armes anglaises jouèrent également un rôle inestimable dans la mobilisation de l'économie américaine et dans sa conversion en production de guerre. Le Prêt-Bail était simplement un moyen de s'assurer que ce processus se poursuivrait. C'était, au moment du Projet de Loi, un *acte visant à promouvoir la défense des États-Unis*.

Les crises financières de la fin de 1940 marquèrent la fin du Royaume Uni en tant que puissance indépendante. Une telle crise avait été prévue avant la guerre comme une possibilité distincte par le gouvernement anglais, et le Cabinet de Guerre s'attendait à ce qu'elle se produise tôt ou tard, à partir du début de 1940, car la tentative anglaise de poursuivre une guerre pour sa survie nationale s'avérait trop astreignante pour ses faibles ressources. Malgré cela, le processus d'adaptation au statut de *vassa*l en tant que *nation-cliente* des États-Unis fut douloureux. En public, la dure réalité de la relation fut soigneusement *déguisée par des paroles sur les objectifs communs des Peuples de langue anglaise.* Même dans les couloirs du pouvoir, les décideurs politiques anglais prirent beaucoup de temps et eurent du mal à accepter qu'ils ne pouvaient plus exiger quoi que ce fut, mais seulement exécuter ce que les Américains exigeaient. L'année 1940 a marqué, à travers notre monde, la fuite décisive et finale de la puissance de l'Angleterre vers les États-Unis d'Amérique.

11
L'État Client ou **Satellite**

La grande réussite de l'Angleterre en 1940 fut de *survivre.*[559] C'était fondamental, non seulement parce que cela a sauvé le pays des horreurs de la conquête nazie, mais aussi parce qu'en termes de grande stratégie militaire, cette survivance a préservé une tête-de-pont à partir de laquelle les armées Alliées ont pu, quelques années plus tard, envahir le continent européen et aider à anéantir l'Allemagne.

Le 8 février 1941, Winston Churchill souhaita créer un sentiment d'optimisme quant aux chances de l'Angleterre, non seulement au Royaume Uni, mais aussi aux États-Unis où le Projet de Loi sur le Prêt-Bail était encore en cours d'examen par le Congrès. Dans ce but, le Premier ministre anglais déclara : "*Donnez-nous les outils et nous finirons le job*."[560] Mais le "job" était d'anéantir l'Allemagne, l'Italie, et vers la fin de l'année, le Japon aussi. C'était une prouesse que l'Angleterre ne pouvait pas espérer faire seule, même avec l'aide américaine en équipement militaire, en matières premières et en vivres. Les facteurs qui permirent à l'Angleterre de survivre en 1940 n'auraient pas suffi à apporter la victoire ; ces facteurs furent : la construction d'un système de défense aérienne efficace avant la guerre, les étendues marines de la Manche qui empêchèrent les Allemands de déployer une force militaire écrasante contre une armée anglaise épuisée, la Luftwaffe mal équipée et mal dirigée, et, surtout, le sauvetage apporté par les États-Unis d'Amérique.

Malgré la triste satisfaction d'avoir survécu à la pire année de l'Histoire d'Angleterre, les perspectives à la fin de 1940 étaient celles d'une morosité presque intégrale. Dans une évaluation de fin d'année, Cecil King du DAILY MIRROR, écrivit dans son *journal intime* qu'un

[559] Le mot *survivre* est mal choisi. Tous les pays d'Europe ont survécu, même si la France a d'abord été démembrée en 6 morceaux, avant de finir plus grande qu'elle n'avait commencé puisqu'elle a annexé 700^{km2} de territoires italiens. Pour l'Angleterre le terme précis serait "résisté à l'invasion nazie". Cette résistance réussie est beaucoup plus due au fait que Hitler voulait garder toutes ses forces intactes pour vaincre la Russie soviétique. [NdT]

[560] C'était l'un de ses slogans magiques dont Churchill avait le secret, qui incrusta dans le cœur des Anglais l'illusion de la grandeur, du courage et de la persévérance. C'était ni plus ni moins que la Méthode Coué de La Châtaigneraie.[NdT]

gouvernement dominé par des vieillards n'avait aucune idée de la façon de gagner la guerre. Il s'attendait à ce que l'Angleterre soit vaincue, une défaite suivie d'un effondrement du système politique, comme cela s'était produit en France. D'autres n'abandonnaient pas tout espoir, mais même ces optimistes ne pouvaient pas imaginer comment l'Angleterre gagnerait la guerre. Sir Alexander Cadogan écrivit dans son journal, le dernier jour de 1940 : "Tout est contre nous, mais nous survivrons. Franchement, je ne vois pas comment nous allons gagner, mais je suis convaincu que nous ne perdrons pas."[561] Quelques mois plus tard, le Chef de l'État-Major Général Impérial, le général Dill, déclara à un Américain en visite, le Général Arnold, que "en privé, il ne voyait aucun espoir de victoire en dehors d'un renouvèlement de l'effondrement soudain et inattendu du moral qui submergea l'Allemagne en 1918." À l'automne 1940, Churchill ne voyait pas non plus très clairement le chemin de la victoire. Son Secrétaire particulier, John Colville, rapporta que Churchill avait dit à deux commandants supérieurs de la RAF qu'il "était sûr que nous allions gagner la guerre, mais il a avoué qu'il ne voyait pas clairement comment cela allait être réalisé."[562]

Les États-Unis restaient la clé des espoirs anglais de salut et de victoire ultime. L'argument le plus fort de Churchill pour continuer à résister, durant l'été 1940, avait été dans l'attente d'une entrée en guerre américaine, *même s'il supposait avec confiance qu'elle ne pourrait pas arriver plus tard qu'après l'élection présidentielle de novembre*.[563] À la fin de 1940, cependant, il était clair que ces attentes n'étaient pas fondées. Les États-Unis pouvaient fournir une aide à grande échelle, mais une déclaration de guerre semblait encore peu vraisemblable. Les Anglais n'avaient donc pas d'autre choix que de résister vers un avenir très sombre.

En l'absence d'alliés et avec peu de puissance militaire, l'Angleterre n'avait d'autre choix que d'adopter *une stratégie indirecte*[564] visant

---

[561] Cadogan, op cit, p.346 (31.12.40)

[562] Colville, sur cit, (13.10,40)

[563] Phrase paradoxale. La logique serait : "elle ne pourrait pas arriver plus tôt qu'après les élections" [NdT]

[564] Stratégie similaire à celle des Anglais durant le Premier Empire français, Ils se battaient en périphérie (en Espagne, au Portugal, en Corse, en Sicile…) contre des Armées françaises secondaires, tandis que les autres nations européennes soutenaient la guerre contre Napoléon lui-même en Europe centrale. Durant la Deuxième Guerre mondiale, les Américains commencèrent aussi en Afrique du Nord, tandis que les Russes fournissaient l'effort principal en Europe centrale. [NdT]

à *affaiblir* l'Allemagne plutôt qu'à vaincre les forces allemandes sur le champ de bataille. Malgré tous les efforts déployés au cours de l'année 1940 pour stimuler la production d'armement, l'écart entre les deux puissances resta énorme. Par exemple, à la fin de 1940, la capacité sidérurgique anglaise était de 18 000 000 de tonnes par an, alors que l'Allemagne contrôlait une production de 212 000 000 de tonnes. Bien que la perspective d'importants approvisionnements américains par le biais du Prêt-Bail puisse compenser certaines des insuffisances financières et industrielles de l'Angleterre, les Anglais ne pouvaient pas déployer de grandes forces militaires. Churchill dit à Roosevelt en décembre 1940 que l'Angleterre était incapable d'égaler les immenses armées allemandes sur n'importe quel théâtre où leur puissance principale pouvait être mise à contribution."[565] En effet, jusqu'à la fin de 1942, l'armée anglaise n'a jamais combattu, en même temps, plus de *quatre* faibles[566] divisions allemandes sur un total de plus de 200.

La *stratégie indirecte* de l'Angleterre, adoptée à l'été 1940 après l'armistice de la France, comportait trois éléments principaux : la *pression économique*, les *bombardements* et la *subversion.* L'arme alliée la plus efficace de la Première Guerre mondiale avait été le blocus économique,[567] qui avait considérablement réduit le niveau de matières premières et de vivres disponibles pour l'Allemagne. Mais en 1940, l'Allemagne contrôlait une si grande partie de l'Europe, et donc ses ressources économiques, que le blocus maritime n'était plus une arme puissante. Les blocages établis en 1939 furent pourtant maintenus dans l'espoir qu'ils pourraient avoir un effet même marginal. Churchill admit en présence de Lord Beaverbrook *la futilité de ce blocus au début de juillet 1940* : "*Nous n'avons pas d'armée continentale qui puisse vaincre la puissance militaire allemande. Le blocus est rompu...*" *Il ajouta que l'Angleterre serait incapable d'empêcher Hitler de se tourner vers l'est et de conquérir encore plus de territoire. Il croyait que le seul espoir possible était la campagne de bombardement massif sur l'Allemagne, sans laquelle il admit*

---

[565] Bureau du Cabinet, 66/13, WP (40) 466 (8.12.40). Surtout sans décréter une mobilisation *générale et totale* des hommes valides. [NdT]

[566] Faibles = en sous-effectifs. [NdT]

[567] En fait l'arme alliée la plus efficace de la Première Guerre mondiale avait été l'Armée française. [NdT]

franchement : "Je ne vois pas d'autre solution."[568] Il était également enthousiaste, durant l'été 1940, quant aux résultats probants d'une campagne de subversion et de résistance. Les Anglais ne pouvaient qu'espérer qu'une combinaison de ces trois éléments rendrait difficile à l'Allemagne le contrôle de l'Europe occupée et mettrait de plus en plus de pression sur l'économie allemande, conduisant à un effondrement économique et politique. Cela serait suivi d'une ré-invasion relativement facile du continent, par une armée anglaise numériquement inférieure, et d'une victoire finale. *La plupart des espoirs churchilliens quant à l'efficacité de cette stratégie étaient infondés*.[569]

La croyance que l'économie allemande s'effondrerait découlait d'évaluations des Services de Renseignement faites avant la guerre. Ces services supposaient qu'Hitler avait déjà pleinement mobilisé l'économie allemande pour la guerre dans les années 1930, qu'il n'y avait pas de capacité de réserve industrielle disponible et que les niveaux de production existants ne pouvaient pas être maintenus indéfiniment. Avec peu de nouveaux renseignements disponibles sur l'Allemagne, l'Angleterre s'en tint à cette appréciation [qui apportait une bouffée d'espoir] tout au long de 1940 ; en effet, c'était l'un des arguments de Churchill pour continuer à résister alors que la France tombait. Fin mai, le Ministère de la Guerre Économique considérait l'économie allemande comme *très vulnérable* : "Il était prévu de longue date... que l'Allemagne atteindrait sa puissance maximale en mai 1940. Mais cette puissance même serait fragilisée... en avril 1941, elle devrait être réduite à un million de tonnes de pétrole. C'était le chiffre indiquant la fin lors de la dernière guerre."[570] Une estimation des services de renseignement envoyée au Premier ministre, au même moment, soulignait les pressions croissantes que la guerre imposait à la production et au moral des Allemands : "les difficultés s'y multiplient et les nazis sont terrifiés à l'idée de ne pas gagner la guerre cet été. Il y a une apathie générale en Allemagne, les pertes ont

568 M. Gilbert, op. cit., p. 655-6

569 Ce rêve utopique était destiné à ce que la population anglaise garde le moral. Il est douteux que Churchill lui-même ait pu croire à une telle fadaise. [NdT]

570 Journal de Dalton, p. 20 (24.5.40). Les économistes jouaient les voyants extra-lucides pour donner de l'espoir. [NdT]

été lourdes, les pénuries de vivres et de matières premières se font sentir, et la production de chars et d'avions a diminué de 40%."

C'est sur cette base que, lorsque Churchill demanda aux Chefs d'État-Major à la fin du mois de mai de considérer si l'Angleterre pouvait continuer la guerre avec quelque chance de succès, ils déclarèrent que "sur le facteur économique reposait notre seul espoir de provoquer la chute de l'Allemagne."[571]

De telles hypothèses [erronées] créèrent de fausses estimations sur l'état réel des choses. L'économie allemande n'avait pas été préparée pour la guerre dans les années 1930, et Hitler devait poursuivre sa tentative de conquêtes par de courtes campagnes, en utilisant un minimum de ressources industrielles, jusqu'à ce que la défaite de Stalingrad, à la fin de 1942, force le début d'une mobilisation économique à grande échelle. Il ne pensait pas qu'il était nécessaire de se préparer à une longue guerre et était déterminé à essayer d'éviter que la production militaire n'interfère avec la consommation intérieure. En 1940, les dépenses de consommation étaient supérieures aux dépenses militaires, et le niveau de vie allemand devait rester supérieur à celui de l'Angleterre jusqu'en 1944.[572] La production militaire a en fait été réduite en 1940 : la production de chars n'était que de 40 par mois (contre 2000 par mois en 1944). Le résultat de cette politique était que l'armée allemande restait une force délabrée et mal équipée. Sur les 150 divisions qui attaquèrent l'Union soviétique en juin 1941, seules 46 étaient entièrement équipées d'armes allemandes ; les autres manquaient d'équipement ou utilisaient des armes [anglaises abandonnées à Dunkerque], françaises, et tchèques capturées. Pendant la majeure partie de la guerre, il y eut donc beaucoup de capacités [inutilisées] disponibles dans l'économie allemande, ce qui rendait presque impossible pour l'Angleterre d'exercer une pression suffisante pour provoquer un effondrement de l'effort de guerre.

Les espoirs britanniques concernant la fragilité de l'économie allemande furent également l'un des facteurs à l'origine de la décision, prise

---

[571] Bureau du Cabinet, 66/7, WP (40) 168 (25.5.40). Toutes ces estimations paraissent si simplistes qu'on peut se demander comment il a été possible de baser la marche d'un pays sur de telles rèveries. [NdT]

[572] Curieux commentaires lorsqu'on sait que les soldats allemands venus en garnison Paris en 1940 déclaraient qu'ils ne trouvaient rien en Allemagne en fait d'alimentation fine, d'alcools et d'objets de valeur. [NdT]

à l'été 1940, de se lancer dans l'offensive aérienne stratégique. La raison principale, cependant, était que c'était le seul moyen d'attaquer l'Allemagne, malgré les limites considérables de ce genre d'offensive. En 1940, la RAF ne disposait pas d'avions adéquats, et une nouvelle génération de bombardiers quadrimoteurs capables de transporter une charge importante vers l'Allemagne ne serait pas opérationnelle avant près de deux ans. Le bombardement de jour n'était pas une opération réalisable face à une défense déterminée, comme la RAF l'a découvert dans les premiers jours de guerre. (Ce fut une leçon qui fut ré-apprise par la Luftwaffe à l'été 1940 et par les États-Unis en 1942-43). Cette leçon força l'adoption des bombardements de nuit, et la RAF n'était pas entraînée et mal équipée pour faire face aux énormes difficultés de navigation et de recherche de cibles que cela impliquait. Elle n'eut pas de *viseur de bombardement* adéquat avant 1942, et les systèmes de guidage de navigation, trop primitifs étaient inefficaces. En août 1939, au cours d'un exercice d'entraînement soigneusement planifié, 40% des bombardiers impliqués ne trouvèrent pas la *cible désignée,* en plein jour, dans une ville amie non-défendue par des avions de chasse, bien entendu. Compte tenu de ce niveau de compétence, il n'est pas surprenant que les vols de nuit se soient avérés encore plus imprécis. Les historiens officiels de l'offensive de bombardement ont été forcés d'admettre les contraintes fondamentales de la RAF : "Lorsque la guerre a éclaté en 1939, le Bomber Command n'était ni formé ni équipé pour pénétrer en territoire ennemi le jour, ou même pour trouver ses zones ciblées, et encore moins ses cibles, la nuit.[573]

Lorsque l'offensive aérienne commença en 1941, la seule politique réalisable était donc d'attaquer les villes allemandes, car c'étaient les seules cibles que la RAF avait la moindre chance de repérer. Le mieux que l'on puisse espérer était que, sous ces attaques, le moral des civils allemands ne finisse par craquer. Les premières étapes de l'offensive furent catastrophiques pour la RAF. En 1940 et 1941, plus de membres du personnel de la RAF que de civils allemands furent tués lors des attaques.[574] L'une des raisons du faible niveau de pertes allemandes était la mauvaise navigation de la RAF. *Une enquête officielle en août 1941,*

[573] C. Webster, et N. Frankland, L'offensive aérienne stratégique, Vol.1, p.125

[574] Lors du débarquement de Normandie, les bombardements anglais et américains, effectués de trop haut en altitude (donc sans aucune précision) tuèrent 70 000 civils français. [NdT]

révélé que 1/3 des avions envoyés n'avaient attaqué aucune cible et que le meilleur tiers n'avait réussi à larguer ses bombes que quelque part à moins de 8^{km} de la cible.

Au fil du temps, les techniques s'améliorèrent progressivement et l'entrée des États-Unis dans la campagne en 1942 augmenta le poids de l'offensive aérienne au-delà de tout ce que les Anglais auraient pu imaginer en 1940. Néanmoins, le bombardement stratégique contribua peu à la victoire finale. Il coûta à la RAF un total de 8000 avions et 50 000 morts, mais il ne réussit pas à nuire au moral des civils allemands ou à réduire de manière significative la production industrielle allemande. En fait, la production de guerre allemande atteignit son apogée pendant l'offensive des bombardiers. Entre 1942 et 1944, la production de munitions allemande tripla, la production de chars quintupla. La production d'avions doubla également pour atteindre 40 000 en 1944 (50% de plus que le niveau anglais). L'enquête officielle alliée après la guerre estima que, dans l'ensemble, les Allemands avaient perdu un peu moins de 4% de leur capacité de production à cause de l'offensive de bombardement ; en 1945, la capacité allemande de production de machines-outils était en fait plus élevée qu'en 1939. La production s'est effondrée à la fin de 1944, uniquement parce que les armées alliées avaient envahi les principales sources de matières premières allemandes. Les historiens officiels de l'offensive aérienne ont été contraints de conclure :

"Les bombardements en larges nappes contre les villes allemandes ne pouvaient être responsables que d'une partie très minime de la chute de la production allemande qui s’est produite au printemps de l’année 1945, et... en termes d'efforts de bombardement, c'était aussi un moyen très coûteux d'obtenir le résultat obtenu."[575]

Les mêmes résultats décevants furent obtenus avec le troisième volet de la stratégie générale élaborée en 1940 pour tenter de gagner la guerre : la *résistance* et la *subversion*. À la fin du mois de mai, les Chefs d'État-Major identifièrent *la subversion* comme un élément-clé de la stratégie future du Royaume Uni et l'un des rares moyens disponibles pour saper la puissance allemande. Une organisation (Special Operations Executive ou SOE) combinait des profils de MI-6 au Bureau de la Guerre. SOE, qui avait approfondi les techniques de subversion avant la guerre

[575] Ibid., vol.4, p.49

fut créée le 22 juillet par le Cabinet de Guerre pour gérer cette nouvelle forme de guerre. Churchill choisit Hugh Dalton, Ministre Travailliste de la Guerre économique,[576] comme chef politique du SOE, principalement afin d'équilibrer le contrôle Conservateur du Mİ-5 et du Mİ-6.

Dalton adopta une vision audacieuse de ce que le SOE devait faire dans la conduite d'une guerre semi-terroriste :

"Nous devons organiser des réseaux dans les territoires occupés par l'ennemi, comparables à la structure du *Sinn Fein* en Irlande... Cette "*Internationale Démocratique*" doit utiliser de nombreuses méthodes différentes, y compris le sabotage industriel et militaire, l'agitation ouvrière et les grèves, la propagande continue, les actes terroristes contre les traîtres et les dirigeants allemands, le boycott et les émeutes.[577]

Churchill conseilla à Dalton de *mettre le feu à l'Europe.* Ils espéraient tous deux que les campagnes de subversion empêcheraient l'Allemagne de gouverner l'Europe et, dans le chaos qui s'ensuivrait, *l'Armée anglaise pourrait être en mesure d'envahir à nouveau le continent et de vaincre l'Allemagne* !! C'était un rêve désespérément optimiste pour un certain nombre de raisons. Les hommes choisis pour diriger la nouvelle équipe —Sir Frank Nelson,[578] un ancien député Conservateur qui avait déménagé à la City, et Gladwyn Jebb, un diplomate— n'étaient pas les meilleurs choix pour organiser une campagne aussi peu orthodoxe pour terroriser. De plus, de nombreux gouvernements en exil à Londres étaient opposés à l'idée que les entreprises d'État sèment des troubles dans leur propre pays par crainte d'attirer de cruelles représailles allemandes contre leur population civile. Le SOE éprouva aussi des difficultés à obtenir de différents services les ressources militaires nécessaires à une campagne à l'échelle de l'Europe. En outre, certaines restrictions politiques furent imposées à l'activité des entreprises d'État. Par exemple, aucun agent ne pouvait être largué en parachute dans la France-Libre de Vichy avant l'invasion par les Allemands de cette Zone Libre en novembre 1942, en raison du désir de Washington et Londres de maintenir de bonnes relations diplomatiques avec le gouvernement de Vichy. Mais petit à petit, le gouvernement anglais changea d'avis sur les avantages d'une Europe en

---

[576] Edward Hugh John Neale Dalton (1887-1962), Baron Dalton. [NdT]
[577] M.R.D. Foot, SOE, p.19
[578] Sir Frank Nelson (1883-1966); Gladwyn Jebb, 1er baron Gladwyn (1900-1996). [NdT]

état de révolte continue. Les Anglais développèrent une préférence marquée pour les *armées secrètes* bien organisées comme en Yougoslavie ou en Pologne, ainsi que d'autres groupes de maquisards prêts à synchroniser leurs activités avec les opérations militaires alliées plutôt que dans des actions plus sporadiques d'isolés ou d'irréguliers à travers l'Europe sous la botte nazie. Le plus grand handicap de toutes ces opérations terroristes du SOE fut le manque chronique de soutien sur le terrain. En 1940, l'Angleterre n'avait pas un seul agent activiste en Europe occidentale et la trentaine dans les Balkans ne fonctionna que jusqu'à l'invasion allemande au printemps 1941. Ce ne fut qu'en mai 1941 que le premier agent activiste anglais fut parachuté sur la France. Bien que les agents aient fait preuve d'un grand courage, leur impact sur l'issue de la guerre fut marginal. Le fait est que dans les premières années de l'occupation de l'Europe, il y avait peu d'actes terroristes contre les Allemands pour recevoir le soutien des Anglais. Ce n'est que lorsque les Alliés [Russes, Américains, Anglais, Français, Polonais…] commencèrent à remporter des succès militaires en 1942 et 1943, et que la défaite de l'Allemagne apparut comme vraisemblable, que la résistance devint une force significative, laquelle, bien fournie en agents et en *équipement*, pouvait perturber les communications des Allemands et immobiliser un grand nombre de troupes du Reich.

Aucune des trois options stratégiques retenues par les Anglais —*guerre économique, bombardement* et *subversion*— n'a donc fourni d'avenue efficace pour gagner la guerre. Même les grands succès des services de renseignement, durant l'été 1940, n'a pas amélioré cette situation. En développant les travaux initiaux des Français et des Polonais sur le mécanisme de la machine à crypter Enigma, les Anglais ont réussi à déchiffrer les messages de la Luftwaffe avec une fréquence et une vitesse croissante à partir de mai 1940. Au printemps 1941, les signaux navals de la Kriegsmarine furent également décryptés, et les codes de la Wehrmacht purent être décodés un an plus tard. Une fois qu'un système fut mis au point pour envoyer rapidement ces informations inestimables aux commandants de première ligne, les Anglais (et plus tard les Américains) eurent un avantage considérable sur les Allemands. À cette époque où les Anglais résistaient seuls, ils étaient incapables de tirer parti des informations qu'ils décodaient, en raison de leur manque de

puissance militaire. Au cours de cette période, Churchill et une poignée de conseillers de haut niveau furent de mieux en mieux informés des intentions militaires allemandes, mais se trouvaient incapables de les contrer. Les renseignements ne purent pleinement jouer leur rôle que lorsque l'infériorité anglaise en termes d'effectifs militaires et d'équipement fut remplacée par la supériorité américaine dans tous les domaines.

À la fin de 1940, le Cabinet de Guerre anglais dut également faire face à une autre menace croissante mettant en danger la survie de l'Angleterre tout entière : une crise dans l'approvisionnement. Entre le début de la guerre et décembre 1940, l'Angleterre perdit 2 millions de tonnes de navires, bien que ces pertes aient été largement compensées par des acquisitions auprès de pays alliés. Les importations en provenance d'Europe et de la Méditerranée étant impossibles, les marchandises durent être transportées sur de plus longues distances. À l'automne 1940, cette situation, combinée à des délais d'exécution plus lents dans les ports anglais à cause des dommages causés par les bombes et les coupures d'électricité, réduisit la capacité d'importation à seulement 2/3 des niveaux d'avant-guerre. Quarante millions de tonnes était la quantité que l'Administration considérait comme le minimum indispensable pour que l'Angleterre puisse survivre. (En 1937, les importations avaient atteint 60 millions de tonnes). Les importations de *denrées alimentaires* furent réduites de 23 à 16 millions de tonnes et d'autres importations de près d'un tiers jusqu'à 24 millions de tonnes, dont une partie importante était constituée de matières premières et d'armements destinés à maintenir l'effort de guerre. La menace à laquelle devait faire face le Cabinet de Guerre anglais au cours de l'hiver 1940-41 était que les très nombreux naufrages [par torpilles, bombes et mines], et l'incapacité de l'industrie de la construction navale à construire suffisamment de navires marchands pour les remplacer, s'ajoutaient au fait que l'on ne pouvait *plus* s'attendre à des dons supplémentaires de cargos et vaisseaux de transport de la part des nations alliées, tous ces facteurs réduisaient les importations anglaises à un niveau inférieur au seuil même de survie. Au cours des quatre derniers mois de 1940, moins de 12 millions de tonnes furent importées, ce qui équivalait à seulement 35 millions de tonnes en une année complète. Si ce déficit de plus de 10% devait se poursuivre ou s'aggraver, alors la capacité de résistance militaire de l'Angleterre serait réduite car les

importations alimentaires étaient déjà proches du minimum vital. En janvier 1941, les Américains furent informés de tous les détails de cette menace croissante et furent de nouveau *sollicités pour sauver l'Angleterre d'une autre menace* potentiellement mortelle.[579]

Au début de l'année 1941, aucun des problèmes stratégiques fondamentaux auxquels l'Angleterre devait faire face, n'avait été résolu. Le pays avait été sauvé de la faillite par les États-Unis, mais l'Europe était dominée par l'Allemagne et l'Italie, la situation était précaire en Méditerranée, et menaçante en Extrême-Orient même où une attaque japonaise semblait de plus en plus vraisemblable. L'Angleterre ne pouvait pas déployer suffisamment de puissance militaire pour gagner la guerre par elle-même. En 1941, la plupart de ses efforts devaient être consacrés à assurer sa survie en raffermissant ses *défenses aériennes,* en *escortant les convois* à travers l'Atlantique, en *combattant les U-boots* allemands et en gardant une *emprise sur l'Égypte*. Cette stratégie pouvait éviter une défaite immédiate, mais les chances de victoire dépendaient surtout de l'entrée en guerre des États-Unis. L'année 1941 allait être sinistre alors que l'Angleterre, engagée dans une guerre qu'elle ne pouvait pas gagner, attendait la participation des Américains qui semblaient déterminés à ne pas entrer en guerre. *L'Angleterre était désormais réduite au statut d'État-client américain*,[580] [de vassal] *maintenu dans la guerre afin d'offrir à son suzerain protecteur le temps nécessaire pour qu'il achève son réarmement.*

Les relations anglo-américaines en 1941 restaient distantes, comme elles l'avaient été en 1940, les Américains étant la puissance dominante, toujours déterminés à maintenir leur propre intérêt national. Les pourparlers d'États-Majors entre les deux pays, tenus à Washington au début de 1941, mirent en évidence toutes les inégalités dans les relations. Ils pouvaient convenir que la défaite de l'Allemagne était l'objectif

[579] Bureau du Cabinet, 66/16, WP (41) 17 (29.1.41)

[580] État-client = vassal. Dans l'Empire romain, les clients provenaient de diverses origines. Ils pouvaient être les paysans qui cultivaient les terres d'un patron, lorsque celles-ci avaient été enlevées aux peuples vaincus par Rome. Ils pouvaient être des esclaves que le patron affranchissait ainsi que leurs descendants. La situation de client fut longtemps héréditaire. Ces descendants d'affranchis portaient d'ailleurs le nom (gentilice) de leur ancien maître. [NdT]

primordial si les États-Unis entraient en guerre, mais il n'y avait pas d'accord dans d'autres domaines. Les Américains, par exemple, refusaient toujours d'envoyer une partie de leur flotte à Singapour *pour défendre l'Empire.* La domination américaine devint douloureusement claire lorsque les Américains "*forcèrent les Anglais à révéler tous leurs traités secrets antérieurs, et leurs engagements préexistants,* avant que les pourparlers n'en viennent aux questions fondamentales."[581]

Bien que les Américains fussent prêts à tenir ces discussions secrètes sur d'hypothétiques plans militaires communs, *ils n'étaient pas disposés à fournir beaucoup d'aide pratique directe*. Au printemps 1941, il y eut une crise dans les relations anglo-américaines. En Méditerranée, les *Anglais subirent une triple défaite* avec la conquête par les Allemands de la Yougoslavie, de la Grèce et de la Crète, tout cela accompagné par de très lourdes pertes de la marine marchande qui aggravèrent plus encore la crise dans l'approvisionnement. *Les Américains n'en furent pas émus.* Churchill écrivit à Antony Eden qu'il "*semblait qu'il y avait eu une récession considérable de l'autre côté de l'Atlantique, et que, oubliés, nous étions abandonnés à notre sort.*"[582] Churchill envisagea même d'utiliser *la menace d'une paix de compromis dans le but de manipuler l'attitude américaine*, mais Eden lui déconseilla ce projet. Roosevelt refusa de fournir des escortes américaines pour les convois transatlantiques et accepta seulement d'informer les Anglais sur les repérages de sous-marins allemands dans la zone située au large des côtes américaines. Le naufrage d'un navire marchand américain torpillé par un sous-marin allemand en mai 1941 ne suscita aucune réaction de la part des Américains. L'attaque allemande contre l'Union soviétique à la fin du mois de juin 1941 effaça une partie de la pression sur Roosevelt (à secourir l'Angleterre), car toute menace immédiate de défaite était levée tandis que l'armée et l'aviation allemandes étaient entièrement occupées en Europe orientale. En juillet 1941, les troupes américaines remplacèrent les forces anglaises qui occupaient l'Islande, mais cela était dans le droit fil de la politique que les Américains avaient suivie depuis l'été 1940, de renforcer leurs propres

[581] C'était l'image même du jeune marié jaloux qui veut vérifier "l'honneur" de sa future, dans les recoins les plus secrets. [NdT]
[582] Cabinet du Premier Ministre, 4/469 (2.5.41)

défenses dans l'hémisphère occidental. Des convois américains furent envoyés en Islande escortés par des navires de guerre américains, mais l'US Navy ne fut pas autorisée à escorter des navires anglais ou même neutres, ni à attaquer des navires allemands.

Au début du mois d'août 1941, Churchill et Roosevelt se rencontrèrent à Terre-Neuve pour leur première Conférence de Guerre. Les résultats furent une *grande déception pour les Anglais*.[583] À l'été 1940, ces derniers avaient combattu seuls dans l'espoir que l'Allemagne s'effondre et que les États-Unis entrent dans la guerre. Désormais, rien ne semblait probable. Hitler était plus fort que jamais et semblait susceptible de vaincre l'Union soviétique avant l'hiver, et Roosevelt ne montrait aucun signe de vouloir entrer en guerre. En dehors de la conclusion d'un accord sur une déclaration commune sur leurs objectifs conjoints pour le monde d'après-guerre, peu de choses furent obtenues en matière d'aide immédiate. Churchill pensait avoir obtenu l'assurance que les Américains commenceraient à escorter les convois transatlantiques à l'Ouest et à attaquer les sous-marins, mais dans les semaines qui suivirent la réunion, il devint clair que Roosevelt n'avait parlé que d'un plan d'urgence.[584] À la fin du mois d'août 1941, le Cabinet de Guerre anglais tomba en dépression aiguë : on ne s'attendait plus à une intervention imminente des États-Unis et on était confronté à la perspective d'une longue guerre à venir et à peu de chances de succès sans la pleine implication des États-Unis.

---

[583] Les Anglais attendaient trop de leurs alliés Américains sans rien leur apporter eux-mêmes. L'île de Terre-Neuve n'était pas encore canadienne. En 1832, la colonie de Terre-Neuve reçut une chambre d'Assemblée. En 1855, l'île reçut son propre gouvernement. En 1869, Terre-Neuve rejeta son rattachement au Canada et souhaita rester colonie anglaise. En 1907 l'île reçut son statut d'autonomie de la part de l'Angleterre. En 1916, le Royal Newfoundland Regiment qui incluait presque toute la jeunesse de Terre-Neuve fut pratiquement exterminée durant la Bataille de la Somme. En 1948 un referendum refusa le rattachement de Terre-Neuve au Canada. Mais l'Angleterre n'en voulait décidément plus. La même année, un deuxième referendum eut lieu. Si l'Angleterre ne voulait plus de Terre-Neuve, l'île accorda sa main au Canada. On dit que ce fut le massacre de la jeunesse qui fit pencher la balance envers le Canada. [NdT]

[584] Les Anglais ressentirent alors les frustrations qu'avaient ressenties les Français en 1940, lorsque les Anglais tergiversaient pour envoyer des soldats au combat et des avions de chasse. [NdT]

À l'automne, Roosevelt s'orienta prudemment vers une aide plus importante "pour maintenir l'Angleterre dans la guerre."[585] À la suite d'une attaque de l'USS GREER par un sous-marin allemand, Roosevelt étendit la zone de défense américaine jusqu'à l'Islande, mais c'était encore loin de ce dont les Britanniques avaient besoin en termes de défense des convois et d'assistance de la marine marchande américaine. Sur le plan intérieur, Roosevelt dut tenir compte du manque persistant de soutien du public pour une plus grande implication des États-Unis et du soutien limité du Congrès pour toute action plus ferme[586] (le projet fut renouvelé par une seule voix et certaines parties de la *Loi sur la Neutralité* furent abrogées par la plus faible majorité sur ce sujet depuis 1939). Bien qu'à la fin du mois de novembre, Roosevelt ait autorisé les navires marchands américains à naviguer vers l'Angleterre, il exerçait un contrôle étroit sur le nombre de navires impliqués. Des instructions strictes furent données à l'US Navy pour éviter tout incident. Sans l'attaque japonaise sur Pearl Harbor, l'aide américaine soigneusement limitée dans l'Atlantique —suffisante pour empêcher les Britanniques d'être vaincus, mais sans plus— se serait probablement poursuivie pendant un temps considérable.

En Extrême-Orient, l'Angleterre n'avait guère plus qu'un rôle de spectateur dans la diplomatie américaine avec le Japon tout au long de 1941. Bien que la tentative américaine de conclure un accord avec le Japon, qui éviterait la guerre dans le Pacifique, ait été vitale pour l'avenir des intérêts anglais dans la région, les États-Unis n'ont pas consulté l'Angleterre sur le fond des pourparlers. Churchill n'était pas convaincu que les Américains se joindraient à une guerre anglo-japonaise et il restait déterminé à essayer d'éviter un conflit en ne provoquant pas les Japonais. D'un autre côté, il insista toujours sur le fait que l'Angleterre se joindrait immédiatement à toute guerre américano-japonaise. Ce ne fut que le

[585] Le commentaire est un jugement de Ponting qui cherche à démontrer que les Américains ne sont que des égoïstes car ils n'agissent que par intérêt alors qu'ils devraient se sacrifier pour l'Angleterre ; comme l'avait fait la France durant ces deux Guerres Mondiales. L'indifférence du Gouvernement anglais vis-à-vis de la France momentanément vaincue par les Allemands est à rapprocher des cris d'orfraie de ce même gouvernement qui reproche aux Américains leur indifférence vis-à-vis des Anglais plongés dans le même danger. [NdT]

[586] Comme précisé plus haut, la majorité germanique de la population des États-Unis n'était pas étrangère à cette prudence de Roosevelt, même si lui-même était d'origine Hollandaise. [NdT]

3 décembre, alors qu'une attaque japonaise quelque part en Extrême-Orient était attendue à tout moment, que les États-Unis informèrent finalement les Anglais et les Hollandais qu'ils interviendraient si le Japon attaquait le territoire anglais ou les Indes orientales néerlandaises. Ce fut l'attaque japonaise sur Pearl Harbor quatre jours plus tard qui transforma finalement une guerre européenne en une guerre mondiale et assura la défaite finale de l'Allemagne, de l'Italie et du Japon.

Peu de temps après Pearl Harbor, dans un moment de franchise, Churchill décrivit la relation de l'Angleterre avec les États-Unis comme celle d'*un client recevant l'aide d'un généreux mécène.*[587] Cette relation déséquilibrée devait se poursuivre jusqu'à la fin de la guerre. Bien que Churchill ait décrit le Prêt-Bail comme *l'acte le plus sordide de l'histoire de toutes les nations*, il s'efforçait habituellement de croire à des vœux pieux pour dissimuler la faiblesse de l'Angleterre et la poursuite de l'intérêt égoïste des États-Unis. Pendant la guerre, les États-Unis utilisaient le pouvoir acquis par la dépendance de l'Angleterre à l'égard des approvisionnements organisés par le Prêt-Bail, pour contrôler la politique économique de l'Angleterre et s'assurer de l'acquiescement anglais aux objectifs américains dans le monde d'après-guerre.

Au total, l'Angleterre reçut 27 milliards de dollars d'aide en Prêt-Bail pour maintenir son économie à flot et défrayer le coût de son effort de guerre. Bien que l'Angleterre n'ait pas eu à payer ces marchandises en dollars sonnants et trébuchants, elles n'étaient pas gratuites. La loi adoptée par le Congrès américain ne fit que *repousser le paiement* et permit au président américain de décider quelle contrepartie devrait à un moment donné être exigée du bénéficiaire de cette aide. En 1941 et au début de 1942, se tinrent des discussions détaillées entre les responsables américains et anglais sur les conditions à exiger de l'Angleterre. Les négociateurs américains se montrèrent durs et déterminés à en extraire un prix élevé, non pas en argent, mais en forçant des concessions majeures dans la politique économique et financière du Royaume Uni, lesquelles eurent des implications sur la situation des deux pays dans le monde d'après-guerre. À un stade précoce, en septembre 1941, les Anglais furent

[587] Bureau du Premier Ministre, 17/04/3, Projet de lettre au président Roosevelt, 5.2.42

contraints d'accepter de sévères restrictions sur leurs exportations. Les fournitures du Prêt-Bail ne devaient pas être exportées, ni les marchandises fabriquées à partir de matières premières fournies dans le cadre du Prêt-Bail. En outre, l'Angleterre fut empêchée d'exporter des produits anglais vers de nouveaux marchés ou vers des régions où des produits similaires à ceux du Prêt-Bail pouvaient être en concurrence avec les exportations américaines.[588] De cette façon, les fabricants américains purent supplanter l'Angleterre sur de nombreux marchés, en particulier en Amérique latine. Le gouvernement américain décida unilatéralement que les matériels militaires acquis par le Prêt-Bail seraient gratuits, mais que tout l'équipement fourni par les Américains qui survivrait à la guerre devrait être retourné aux États-Unis. En échange de certaines autres fournitures Prêt-Bail, des modifications dans la politique économique et commerciale anglaise seraient nécessaires après la guerre.[589] Les Américains voulaient depuis longtemps démanteler le *système de préférence commerciale impériale* mis en place par les Anglais dans les années 1930 au niveau du contrôle des changes dans la *Zone Sterling*. La destruction de ces deux *chasses gardées* de la politique économique anglaise laisserait les États-Unis, qui avaient de loin la plus grande économie du monde, dans une position de *domination incontestée* des systèmes commerciaux et financiers de notre planète. *En février 1942, les Anglais durent s'engager à mettre fin après la guerre aux systèmes commerciaux et financiers discriminatoires.*

Dans un autre domaine, les États-Unis ont également utilisé leur puissance financière pour maintenir, *sans la moindre pitié*, l'Angleterre dans un état de dépendance. En 1942, des escadrons de l'US Air Force, suivis de troupes, ont commencé à débarquer dans l'île de Grande-Bretagne. Cela favorisa un afflux important de dollars, ce qui entraîna une augmentation des réserves de change dans les voûtes de la Banque

---

[588] Ces règlements rappellent le temps (avant l'indépendance américaine) où l'industrie manufacturière américaine ne pouvait pas concurrencer l'industrie manufacturière de l'Angleterre. Les États-Unis ne purent se développer librement qu'après leur indépendance (Traité de Paris de 1783). [NdT]

[589] Les Américains faisaient allusion au système de préférences économiques qui existait entre les pays de l'Empire anglais, et que les Américains voulaient interrompre parce qu'ils ne faisaient pas partie de cet Empire marchand. Ils voulaient aussi démanteler la Zone Sterling pour leurs dollars. [NdT]

d’Angleterre. Les Américains se rendirent compte que si cela ne cessait pas (car de plus en plus de troupes américaines affluaient dans l’île avant l'invasion de l'Europe), cela permettrait à l’Angleterre de devenir plus indépendante et de renforcer sa position financière après la guerre. Le 1er janvier 1943, le gouvernement américain décida donc unilatéralement que le *solde en or et en dollars du Royaume-Uni ne devait pas être inférieurs à 600 millions de dollars ni supérieurs à 1 milliard de dollars.*[590] Cette limite, pensaient les Américains, serait suffisante pour empêcher l’Angleterre d'accumuler une économie de siège après la guerre, tout en ne la laissant pas suffisamment solide pour qu’elle puisse résister aux exigences économiques américaines. Malgré les protestations continuelles des Anglais au cours des deux années et demie suivantes, y compris plusieurs appels personnels de Churchill à Roosevelt, les États-Unis refusèrent de changer leurs exigences. Ils continuèrent, en outre, de manipuler l'économie anglaise et les réserves de devises en retirant certains biens comme le tabac de la liste du Prêt-Bail, forçant ainsi les Anglais à payer des dollars pour eux, et exigeant des biens gratuits de la *zone sterling* par le biais *du Prêt-Bail inversé*. Cela maintint l’Angleterre dans les limites arbitraires des réserves de devises que les Américains avaient décidées au début de 1943.

Bien qu'en 1941 et au début de 1942, les Américains aient fourni l'aide qui permit aux Anglais de poursuivre la guerre, ils *ne fournirent pas l'effort militaire qui aurait pu compenser la faiblesse militaire anglaise. La conséquence en fut l'effondrement final de la puissance anglaise dans le monde*. Le cauchemar théorique auquel le gouvernement avait été confronté avant la guerre devint réalité, car l’Angleterre dut combattre trois ennemis simultanément. En 1941, la zone primordiale était la Méditerranée et les pays adjacents aux Balkans. Au cours des deux premiers mois de 1941, les Anglais déployèrent d'énormes efforts pour construire un *front balkanique contre l'Allemagne*. L'objectif était ambitieux, comme l’avoua Churchill à Antony Eden et au général Dill, dans les ordres scellés qu'ils emportèrent avec eux pour organiser les diverses négociations. Il s'agissait "*d'utiliser le théâtre balkanique comme scène pour infliger une défaite militaire aux Allemands au moment où la*

[590] G. Kolko, La politique de la guerre, p.283

volonté de résister du peuple allemand était sur le point de fléchir."[591] Le problème pour atteindre cet objectif était que la Grèce et la Yougoslavie, les seuls membres susceptibles de participer à un front antigermanique, étaient réticentes à y participer de peur de précipiter une invasion allemande de leur malheureux pays. Au début février, la mort du dictateur grec, le Général Metaxás, amena à Athènes un nouveau gouvernement qui sollicita l'aide des Anglais. Le 24 février, le Cabinet de Guerre anglais, influencé en partie par des éléments de l'Administration américaine qui pensaient que les Balkans étaient essentiels [dans une guerre de libération européenne], accepta d'envoyer des forces anglaises combattre en Grèce.[592] La Yougoslavie se montra plus difficile à amener dans une alliance antiallemande. Les pressions anglaises sur le gouvernement de Belgrade, après la décision de se déployer en Grèce, fut improductive et lorsque les Yougoslaves alliés à l'Allemagne et à l'Italie (même s'ils refusaient le passage des troupes allemandes à travers leur pays), le SOE anglais [*Special Operation Executive*] organisa un *coup d'Éta*t à Belgrade pour installer un nouveau gouvernement. Ce nouveau gouvernement restait toujours réticent à se ranger du côté de l'Angleterre et de la Grèce. Le 6 avril, 10 jours après le coup d'État de Belgrade, les Allemands envahirent simultanément la Grèce et la Yougoslavie. En trois jours, le gouvernement yougoslave avait fui Belgrade et les deux pays furent rapidement occupées, les divisions anglaises fuirent rapidement la Grèce.[593] L'effondrement ignominieux du front des Balkans fut suivi d'une autre catastrophe, cette fois en Crète. Bien que les Anglais aient presque toutes les informations sur les plans allemands, grâce à des messages Enigma interceptés, et qu'ils aient également une supériorité de quatre contre un en effectifs de troupes, ils furent ignominieusement vaincus en quelques jours par une invasion aéroportée allemande appuyée par une totale supériorité aérienne allemande. Les restes de l'Armée anglaise furent évacués vers l'Égypte, où les Anglais purent

[591] Ministère Extérieur, 371/33145.

[592] La Grèce résistait victorieusement aux Italiens depuis 1940. Voyant l'aide des Anglais (des Australiens et des Néo-Zélandais) menacer les Italiens, les Allemands vinrent renforcer les Italiens, occupèrent la Grèce et déportèrent les Juifs vers la morts. [NdT]

[593] Le blocus de la Grèce par les Anglais entraîna une dure famine. Des milliers de Grecs moururent de faim. [NdT]

s'accrocher de manière précaire après que les forces allemandes de Rommel les eurent également chassés de Libye.

L'invasion allemande de l'Union soviétique, à la fin du mois de juin 1941, n'apporta qu'un soulagement temporaire aux Anglais. Les experts en tactiques et stratégies militaires, et des services de renseignement anglais s'attendaient à une victoire rapide de l'Allemagne, comme d'habitude, contre ce que l'on supposait être un adversaire faible et mal équipé. Churchill ordonna que les préparatifs de contre-invasion britanniques soient pleinement prêts pour le 1er septembre dans l'attente d'un redéploiement rapide des Allemands vers l'ouest et d'un assaut final sur l'Angleterre. Au début de l'automne, lorsque, après une série de brillantes victoires durant l'été, le rythme de la Wehrmacht s'essouffla, l'opinion acceptée à Londres était, malgré les apparences, qu'une défaite soviétique était presque certaine en 1942.

À l'automne 1941, la situation de l'Angleterre devenait de plus en plus alarmante. L'Allemagne contrôlait la majeure partie de l'Europe, et ses soldats combattaient dans les banlieues de Moscou et de Leningrad. Au Moyen-Orient, l'Angleterre pouvait à peine maintenir sa position en Égypte contre une poignée de divisions allemandes [et Italiennes]. L'attaque japonaise en Extrême-Orient en fin d'année [1941] envahit la majeure partie de l'Empire britannique presque sans défense. La seule partie de la flotte qui put être distraite d'Europe pour être envoyée en renfort à Singapour (les cuirassés HMS PRINCE OF WALES et HMS REPULSE avec plusieurs destroyers et escorteurs d'escadre) arriva juste avant l'attaque japonaise, mais les deux navires furent coulés quelques jours après le début des hostilités. Les Japonais envahirent rapidement Hong Kong, la Malaisie, Singapour, la Birmanie et la majeure partie de la Nouvelle-Guinée. L'Australie faisait désormais face à la menace d'une invasion sans la moindre protection. L'Armée Impériale japonaise était aux portes des Indes, en révolte presque ouvertes. Immédiatement, la Royal Navy abandonna ses bases de l'Océan Indien pour retraiter vers la côte orientale de l'Afrique.

L'opinion anglaise des années 1930, selon laquelle l'Empire ne pourrait pas résister à trois ennemis simultanément s'était avérée

adéquate. Les conséquences en furent dévastatrices. Un Royaume Uni en faillite, dépendant de l'aide américaine pour continuer la guerre, et à peine capable de recevoir un *minimum* de vivres et de matières premières dans ses ports, s'accrocha à ce qui lui restait de son Empire. En définitive, l'Angleterre fut sauvée de cet état précaire et *transformée en une nation victorieuse, capable de reprendre le contrôle sur de grandes parties de son Empire, grâce à la puissance économique et militaire combinée des États-Unis et de l'Union soviétique*. Ce ne fut qu'avec l'entrée en guerre des États-Unis que Churchill devint enfin confiant dans la victoire finale. Dans ses mémoires, il évoque ses pensées du 7 décembre, la nuit où Pearl Harbor fut attaqué : "Nous avions donc gagné après tout... Tout le reste n'était que l'application correcte d'une force irrésistible."[594] Mais cette force irrésistible n'était pas celle de l'Angleterre. La victoire dépendait de la capacité des États-Unis et de l'Union soviétique à mobiliser une énorme force militaire et, dans le cas des Américains, de faire appel à l'économie la plus grande et la plus avancée du monde. L'effort exigé de ces deux superpuissances pendant les trois dernières années et demie de guerre montre à quel point la contribution anglaise était devenue dérisoire.

Les États-Unis ont pu déployer d'importantes forces navales, terrestres et aériennes simultanément en Europe et dans le Pacifique, et les équiper, ainsi qu'une grande partie des forces de leurs alliés. L'économie américaine fit face à cet effort de guerre, sans aucun signe de tension : les dépenses de consommation ont, en fait, augmenté de 12% entre 1941 et 1945, malgré l'augmentation considérable des ressources consacrées à la production d'armement. En 1940, la production d'armes anglaises n'était que la moitié du niveau allemand et italien, en dépit du fait que l'économie allemande n'était pas encore mobilisée pour la guerre. En 1943, les Alliés [les Américains surtout] dépassaient *trois fois* la production de l'Allemagne, de l'Italie et du Japon, et la production d'armes américaine était quatre fois supérieure à celle du Royaume Uni. La puissance de l'économie américaine peut être jugée par le fait que, en 1939, les

[594] W. Churchill, La Grande Alliance, p.539

États-Unis fabriquèrent 2100 avions, et *96 300 en 1944*.[595] La production d'armes du Royaume Uni atteignit un plateau en 1942 et ne put être augmentée sans redéploiement des hommes engagés dans les forces armées. De plus en plus, l'Angleterre dépendait des armes américaines pour son armée. En 1940, les 2/3 des chars et des camions de l'armée anglaise étaient fabriqués aux États-Unis.

La puissance américaine fut rattrapée par la puissance militaire soviétique, et ce fut sur le front de l'Est que la machine de guerre allemande fut finalement détruite. En 1941, les Allemands prétendirent avoir tué, blessé ou capturé 3 millions de soldats soviétiques, pourtant l'Union Soviétique fut toujours en mesure de déployer une armée de plus de 4 millions de soldats [hommes et femmes] qui disposaient de plus de chars et d'avions que les Allemands. Plus tard au cours de la guerre, les pertes soviétiques furent souvent cinq ou six fois supérieures à celles des Nazis, mais cela n'affecta pas leur capacité à poursuivre la guerre. Lors de la grande bataille de chars de Koursk, au cours de l'été 1943, les Russes perdirent 2000 chars d'assaut en une semaine, mais ont tout de même réussi à détruire 17 divisions blindées allemandes.[596] Les pertes soviétiques pendant la guerre furent 20 fois plus importantes que le total des pertes américaines et anglaises. Sur les quelque 13 millions de tués et de prisonniers allemands durant la guerre, 10 millions furent capturés sur le front de l'Est. Ce fut cet énorme effort militaire soviétique qui rendit possible[597] le débarquement allié en Normandie, en juin 1944. Les Alliés en France et en Italie ont affronté 90 divisions allemandes alors que l'Union soviétique combattait encore 250 divisions.

[595] La France fut la première puissance aéronautique durant la Première Guerre mondiale. D'août à fin décembre 1914, 541 avions furent construits. En 1915, la production s'éleva à 4 489 avions et elle atteignit 7 549 avions en 1916, 14 915 en 1917 et 24 652 avions pour toute l'année 1918. Sur ces 5 années les Français construisirent 52 146 avions pour l'Armée de l'Air, la Royal Air Force et les forces aériennes alliées, et 92 594 moteurs pour l'ensemble des modèles d'avions. [NdT]

[596] Pendant les combats sur le Front Oriental, les divisions blindées allemandes pouvaient n'avoir que 20 panzers, mais à pleins effectifs elles atteignaient entre 200 et 270 panzers. [NdT]

[597] Possible et souhaitable; car, sinon, les Soviétiques allaient *libérer* l'Europe occidentale et transformer l'Ouest en états satellites, comme ils l'ont fait à l'Est. Ce fut la seule raison qui força les Américains à débarquer en Normandie. [NdT]

Le rôle des Anglais dans la démonstration de la puissance économique et militaire fut mineur. Au fur et à mesure que la guerre se poursuivit, l'influence anglaise sur les événements et sur les décisions devint également moins importante. Le scénario d'une victoire alliée, qui avait inquiété le gouvernement anglais avant la guerre,[598] devint une réalité. L'Union soviétique se déplaça vers l'ouest et établit son contrôle sur l'Europe orientale, et l'Angleterre devint une dépendance des États-Unis. En 1942, la défense de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande devint une responsabilité américaine, et les États-Unis dominèrent la stratégie alliée dans le Pacifique. En Europe aussi, une fois que les forces américaines furent déployées à grande échelle, l'influence anglaise sur la stratégie déclina.

En 1945, la victoire alliée, obtenue essentiellement par la puissance des États-Unis et de l'Union soviétique, permit au Royaume-Uni de rétablir [momentanément] la domination anglaise sur l'Empire britannique. Mais ce fut un règne sans la substance du pouvoir. Bien que l'Angleterre ait émergé du côté des vainqueurs de la guerre, elle avait remporté une *victoire largement à la Pyrrhus*. Le fait de gagner la guerre ne pouvait pas changer la situation économique et financière de l'Angleterre, qui était conditionnée par l'expérience de la faillite de 1940 et par près de cinq ans de dépendance vis-à-vis des États-Unis. L'économie de guerre n'avait été maintenue que par des injections massives d'aide américaine et par la volonté des pays de *la zone sterling* de laisser l'Angleterre d'accumuler de lourdes dettes.

À la fin de la guerre, la situation économique et financière de l'Angleterre fournissait à la fois une base médiocre sur laquelle construire l'avenir meilleur que les gens souhaitaient, après les privations et les sacrifices de six ans de guerre ; ses bases étaient faibles pour asseoir son désir de reprise de son rôle de puissance mondiale au centre d'un vaste Empire mondial. En 1944, les exportations ne représentaient qu'un tiers du niveau de 1938, tandis que les importations étaient supérieures de plus de 50%. En plus de cet énorme déficit commercial, les capitaux placés à l'étranger d'une valeur de 1,3 milliard de livres sterling (la principale

[598] Pas au point de combattre plus ardemment contre les envahisseurs allemands.

source de revenus avant la guerre) avaient été vendus aux Américains. La dette ultramarine de l'Angleterre avait quintuplé pour atteindre 3,4 milliards de livres sterling, la plus importante au monde. L'Angleterre était même en dette avec une partie de son 'Empire, comme l'Inde,[599] l'Égypte et l'Irak. La dette totale était sept fois supérieure à ses réserves de devises étrangères et ne pouvait être contrôlée qu'en gardant la livre sterling comme monnaie non convertible pour empêcher les détenteurs de livres sterling de les vendre. Dans les dernières étapes de la guerre, les Services du Trésor commencèrent à analyser la situation probable de l'Angleterre dans les premières années de paix. Le pronostic était horrible. Ils doutaient que les pays de la zone sterling puissent être persuadés de continuer à détenir de vastes actifs dans une monnaie non convertible presque sans valeur, et ils prévoyaient également que le déficit probable de la balance des paiements serait d'au moins 1 milliard de livres sterling au cours des cinq premières années. Même à ce niveau, probablement trop élevé pour être financé, les importations ne suffiraient pas à reconstruire l'économie, et le chômage risquait d'avoisiner les 3 millions de sans-emplois. En août 1945, le Trésor conclut que *l'Angleterre était confrontée à un Dunkerque économique...* pratiquement en faillite et les bases économiques des espoirs du public inexistantes.[600]

Une fois de plus, l'Angleterre se tourna vers les États-Unis pour obtenir de l'aide. Les Anglais avaient supposé que l'aide américaine se poursuivrait après la guerre, mais une semaine après la capitulation japonaise, le Prêt-Bail fut brusquement résilié, laissant l'Angleterre payer comptant pour 650 millions de dollars de marchandises déjà contractés. Pour le gouvernement anglais, la seule option disponible semblait être de demander aux États-Unis un prêt massif. John Maynard Keynes fut dépêché à Washington pour entreprendre les négociations et, après de nombreux marchandages, il put obtenir un prêt de 3,75 milliards de dollars à 2% d'intérêt (les Anglais voulaient un prêt sans intérêt). Encore une fois, les Américains négocièrent durement. Ils profitèrent de l'occasion pour arracher des promesses aux Anglais, à savoir qu'ils accepteraient les idées américaines destinées à créer une structure du monde d'après-guerre

[599] Lors de son départ des Indes, le Royaume Uni laissa une dette de 5 milliards. [NdT]
[600] W. Hancock et M. Gowing, British War Economy, p.546

consacrant la domination américaine [le *Mondialisme* actuel]. En échange de ce prêt, le gouvernement Travailliste nouvellement élu fut contraint d'accepter, à contrecœur, son adhésion à l'*Accord général sur les Tarifs Douaniers et le Commerce* (GATT), qui s'engageait à *libéraliser le commerce mondial*.[601] En outre, l'Angleterre dut accepter de faire de la *livre sterling* une monnaie convertible dans les 12 mois suivant la réception du prêt. Les États-Unis détenant les 2/3 des réserves mondiales d'or ainsi que le dollar comme monnaie mondiale désormais dominante, cela ne pouvait que placer les Anglais dans une position de satellite et mettre à rude épreuve une économie déjà fragilisée. Le rôle de l'Angleterre en tant qu'*État satellite* des États-Unis (ce qui était devenu réalité en 1940), fut une fois de plus mis en évidence par le fait que ce pays fut impuissant à résister aux exigences [égocentriques] américaines.

Cependant, la projection des Services du Trésor sur l'état de l'économie anglaise, et la nécessité perçue d'un nouveau prêt américain, étaient basées sur l'hypothèse que l'Angleterre était toujours une puissance mondiale et qu'elle devait, et pouvait, continuer à jouer ce rôle. Après des négociations anglo-américaines à Washington, John Maynard Keynes commenta ainsi, à son retour à Londres, l'importance de l'arithmétique : "Le prêt américain est de 937 millions de livres sterling... Les dépenses politiques et militaires estimées [pour les trois années 1946 à 1948] sont de 1000 millions de livres sterling. Ainsi, il apparaît clairement que le prêt américain est avant tout destiné à couvrir les dépenses politiques et militaires d'outre-mer."[602] Cette détermination à maintenir en place le rôle de l'Angleterre en tant que puissance mondiale [donc impériale], sans la base financière, économique et industrielle pour servir d'assises à une telle politique [impériale], était au cœur des hypothèses stratégiques du gouvernement Travailliste ; ce fut la simple continuation des attitudes d'avant-guerre et du temps de guerre. En mai 1947, Ernie Bevin, le Ministre des Affaires étrangères, déclara à la Chambre des Communes :

[601] Une politique préméditée pour agir dans l'intérêt des États-Unis en tant que plus grande nation commerçante du monde, mais qui, finalement amorça le propre déclin de ce pays et l'ascension vertigineuse de la Chine au premier rang mondial ; l'arroseur arrosé.

[602] *D'outre-mer*, c'est à dire *de l'Empire britannique*. R.W. Clarke, *Collaboration économique anglo-américaine*, p.152

"Le gouvernement de Sa Majesté n'accepte pas le point de vue... selon lequel nous avons cessé d'être une grande puissance, ou même l'allégation que nous avons cessé de jouer ce rôle. Nous nous considérons comme l'une des puissances les plus primordiales pour la paix dans le monde, et nous avons encore notre rôle historique à jouer. Le fait même que nous ayons combattu si âprement pour la liberté, et payé un tel prix, justifie que nous conservions cette position ; et en fait, il nous impose un devoir de continuer à la conserver. Je ne suis au courant d'aucune suggestion, sérieusement avancée, qui prétendrait que par un soudain coup du Destin, pour ainsi dire, nous ayons cessé du jour au lendemain d'être une grande puissance.[603]

L'intonation des paroles de Bevin était plutôt défensif, mais la force émotionnelle prenait vie derrière ce besoin de voir l'Angleterre rester une puissance mondiale, cette émotion demeurait toujours puissante et incontestable. Son argumentation était simple : *en conséquence du fait que l'Angleterre s'était trouvée du côté des vainqueurs contre l'Allemagne, elle était toujours une grande puissance.* Les sacrifices subis durant la guerre imposaient en quelque sorte à chaque Anglais le devoir de continuer de *croire à cette illusion*, indépendamment des dures réalités de la vie de ce monde dominé par des superpuissances. Tout cela résume l'échec dominant chez les Anglais d'accepter les leçons de 1940. C'était comme si toutes ces estimations des militaires sur l'impossibilité de défendre leur Empire trop vaste, faites à la fois avant et pendant la guerre ; tous ces documents du Ministre du Trésor décrivant l'effondrement économique et financier du pays ; tout ce temps passé à vivre avec de l'argent emprunté en tant que satellite des États-Unis, toute l'humiliation d'avoir à ouvrir les livres pour prouver au gouvernement américain que le grand Empire britannique était en faillite ; c'était comme si tout cela avait été oublié.

Pourtant, tout le monde avait appris en 1940 que le Royaume Uni n'était plus une grande puissance. Cette année-là, sa fragilité stratégique croissante (un Empire hypertrophié, menacé par trop d'ennemis, défendu par trop peu d'alliés, une industrie étique et des finances anémiques), tout

[603] Chambre des communes, 16.5.47

cela s'est finalement combiné pour mettre fin à son rôle de "splendide isolement" dans le monde.[604] Dans l'illusion, 1940 fut une année héroïque de détermination et de bravade face au désastre militaire. Une hallucination puissante s'est développée autour des événements dramatiques de cette année-là, ce qui a, à la fois, renforcé ce fantasme et embelli le tableau en trompe-l'œil. Il était plus facile pour le public et les politiciens qui ont participé à ces événements, y compris les membres du gouvernement Travailliste d'après-guerre, d'embrasser cette mythologie rassurante que de contempler la dure réalité de ce qui avait eu lieu dans les coulisses du pouvoir. En conséquence, une grande partie de la politique économique, de la défense de la nation et de la politique étrangère de l'Angleterre d'après-guerre était basée sur cette illusion ; une tentative fut faite pour réaffirmer le rôle de l'Angleterre en tant que grande puissance sans les fondements nécessaires pour soutenir cette idée.

Ce qui ne pouvait pas être admis en temps de guerre ne pouvait pas non plus être révélé en temps de paix. Les dossiers se couvrirent de poussière dans les Archives de chaque Ministère,[605] et aucune tentative ne fut faite pour analyser la situation réelle de l'Angleterre en 1945, ou pour prendre les mesures nécessaires pour adapter la politique à la réalité. Les histoires d'exploits et les mémoires de guerre furent publiés en flux régulier, mais ils mirent l'accent sur d'autres aspects plus héroïques de la guerre. L'accent fut mis sur *Dunkerque*[606] et sur la détermination de l'Angleterre à résister *toute seule*, et non pas sur le désastre financier qui engloutit l'Angleterre à la fin de l'année 1940, ni sur l'effondrement complet de la puissance anglaise et la satellisation pure et simple vis-à-vis des États-Unis.

L'opiniâtreté à ignorer ce qui s'est réellement passé en 1940 est devenue un défaut inextirpable de toute la politique anglaise d'après-

[604] "*Splendid isolation*" ou "*splendide isolement*" sont des expressions utilisées pour décrire l'attitude hautaine de l'Angleterre impériale du XIXe siècle qui évitait toute alliance *permanente,* de 1815 à la fin du siècle (et même durant les siècles précédents). Pour combattre efficacement durant ses guerres nombreuses destinées à accroitre son empire, sa grande richesse économique lui permettait d'acheter des régiments d'infanterie aux principautés allemandes et aux cantons suisses afin d'épargner la vie de ses propres citoyens anglais.
[605] Au Public Record Office à Kew, Angleterre.
[606] Dunkerque présentée non pas comme une fuite devant l'ennemi mais un sauvetage.

guerre. L'illusion du statut de *grande puissance* fut maintenue et ses attributs conservés, malgré les pressions imposées à une économie malmenée. L'illusion de la *relation spéciale avec les États-Unis* a été cultivée avec soin, en partie pour aider à soutenir les rêves de *puissance stratégique,* mais aussi pour dissimuler le rôle réel de l'Angleterre en tant qu'*État satellite* des Américains. Il était à la fois commode et confortable de croire à l'identité d'intérêts entre les deux pays, à l'héritage commun des *Peuples de Langue Anglaise* et à la magnanimité américaine.

Au cours des 50 dernières années, l'Angleterre a chéri ses illusions sur son *Heure de Gloire,* une mythologie qui a également entretenu de nombreuses chimères après la guerre. *La réalité n'a jamais été acceptée.*

Bibliographie

Sources primaires

Public Record Office, Kew

Admiralty (ADM) *Amirauté.*
Air Ministry (AIR) *Ministre de l'Air.*
Cabinet Office (CAB) *Bureau du Cabinet (des Ministres)*
Dominion Office (DO) *Bureau des Dominions.*
Foreign Office (FO) *Bureau des Affaires étrangères.*
Home Office (HO) *Bureau de l'Intérieur.*
Ministry of Information (INF) *Ministère de l'Information.*
Prime Minister's Office (PREM) *Bureau du Premier ministre.*
Treasury (T) *Trésor, Services du Trésor.*
War Office (WO) *Bureau de Guerre, Ministère de la Guerre.*

Documents privés

A. V. Alexander Papers	Churchill College, Cambridge
C. R. Attlee Papers	Churchill College, Cambridge
R. A. Butler Papers	Trinity College, Cambridge
Beaverbrook Papers	House of Lords Record Office
N. Chamberlain Papers	University of Birmingham Library
Chatfield Papers	National Maritime Museum, Greenwich
Hankey Papers National	Churchill College, Cambridge
Lloyd George Papers	House of Lords Record Office

Sources secondaires

•Adamthwaite, Antony, *France and the Coming of the Second World War 1936-1939,* (London: Frank Cass, 1977)
•Addison, P., *Lloyd George and Compromise Peace in the Second World War,* in Taylor, A., Lloyd Ge Twelve Essays (London: Hanish Hamilton, 1971).
•Addison, P, *The Road to 1945: British Politics and the Second World War* (London: Jonathan Cape, 1975)
•Allen, H., *Who Won the Battle of Britain*, (London: Arthur Barker, 1974)
•Amery, L., *My Political Life: Vol.3 The Unforgiving Years 1929-1940* (London: Hutchinson,1955)
•Andrew, C., *Secret Service: The Making of the British Intelligence Community* (London: Heinemann, 1985)
•Avon, Earl of, *Facing the Dictators* (London: Cassel, 1962)
•Avon, Earl of, *The Reckoning* (London: Cassel, 1965)
•Balfour, M., *Propaganda in War 1939-1945: Organisation, Policies and Publics in Britain and Germany* (London: Routledge and Keegan Paul, 1979)
•Barker, E., *British Policy in South-East Europe in the Second World War* (London: Macmillan, 1976)
•Barnett, C., *The Collapse of British Power* (London: Eyre Methuen, 1972)
•Barnett, C., *The Desert Generals* (2nd edition) (London: Allen and Unwin, 1983)
•Barnett, G., *The Audit of War: The Illusion and Reality of Britain as a Great Nation* (London: Macmillan, 1986) [Read it. It will make your blood boil at the incompetence of the Past.]
•Beck, P., *The Anglo-Argentine Dispute Over Title to the Falkland Islands: Changing British Perceptions on Sovereignty Since 1910* (Millenium: Journal of International Studies Vol.12, No.1)
•Beck, P., *Research Problems in Studying Britain's Latin American Past: The Case of the Falklands Dispute 1920-1950* (Bulletin of Latin American Research Vol.2, No.2, May 1983)
•Bell, P., *A Certain Eventuality: Britain and the Fall of France* (London: Saxon House, 1974
•Birkenhead, Earl of, *Halifax* (London: Hamish Hamilton, 1965)
•Bond, B., *Chief of Staff: The Diaries of Lt-Gen Sir Henry Pownall*, Vol.1 1933-1940 (London: Leo Cooper, 1973)
•Bon, B., *France and Belgium, 1939-40* (London: Davis-Poyter, 1975)
•Bond, B., *British Military Police between the Two World Wars* (Oxford: Oxford Military Press, 1980)

•Briggs, A., *The History of Broadcasting in the United Kingdom* Vol 3: *The War of Words* (London: Oxford University Press, 1970)
•Bullock, A., *The Life and Times of Ernest Bevin*: Vol.1: *Trade Union Leader 1881-1940* Vol.2: *Minister of Labour 1940-1945* (London: Heinemann, 1960, 1967)
•Burk, K., *Britain, America and the Sinews of War, 1914-1918* (London: Allen and Unwin, 1985)
•Calder, A., *The People's War: Britain 1939-45* (London: Jonathan Cape, 1969)
•Calder, A., and Sheridan, D., *Speak for Yourself: A Mass-Observation Anthology 1937-1949* (London: Jonathan Cape, 1984)
•Calder, A., *The Lesson of London* (London: Secker and awarburg, 1941)
•Campbell, J., *Nye Bevan and the Mirage of British Socialism* (London: Weidenfeld and Nicolson, 1987)
•Carlgren, W., *Swedish Foreign Policy During the Second World War* (London: Ernest Benn, 1977)
•Carlton, D., *Anthony Eden* (London: Allen Lane, 1981)
•Carroll, J., *Ireland in the War Years* (Newton Abbot: David Charles, 1975)
•Central Statistical Office,
•Charmley, J., *Duff Cooper* (London: Weidenfeld and Nicolson) 1986)
•Charmley, J., *Lord Lloyd and the Decline of the British Empire* (London: Weidenfeld and Nicolsonm 1986)
•Churchill, W., *The Decond Worl War*:
Vol.I: *The Gathering Storm*
Vol.II: *Their Finest Hour*
Vol.III: *The Grand Alliance*
(London: Cassel, 1948, 1949, 1950)
•Clarke, R., *Anglo-American Economic Collaboration: British Economic Policy 1942-1949* (London: Oxford University Press, 1982
•Colville, J., *The Fringes of Power: Downing Street Diaries 1939-1955* (London: Hodder and Stoughton, 1985)
•Cooper, M., *The German Air Army 1933-1945: Its Political and Military Failure* (London: Macdonald and Jane's, 1978)
•Cooper, M., *The German Air Force 1933-1945: An Anatomy of Failure* (London: Jane's, 1981)
•Cowling, M., *The Impact of Hitler: British Politics and British Policy 1933-1940* (Cambridge: Cambridge University Press, 1975)
•Cross, C. (ed), *Life with Loyd George: The Diary of A, J, Sylvester 1931-45* (London: Heinemann, 1974)
•Cross, J., *Sir Samuel Hoare* (London: Jonathan Cape, 1977)

•Crozier, W., *Off the Record: Political Interviews 1933-1943* (ed A.J.P. Taylor) (London: Hutchinson, 1973)
•Cruickshank, C., *The German Occupation of the Channel Islands* (London: Oxford University Press, 1975)
•Day, D., *The Great Betrayal: Britain, Australia and the Onset of the Pacific War 1939-42* (North Ryde (NSW): Angus and Robertson, 1968)
•Dennis, P., *Decision by default: Peacetime Conscription and British Defence 1919-39* (London: Routledge and Keegan Paul, 1972)
•Dilks, D., *The Diaries of Sir Alexander Cadogan, O.M., 1938-1945* (London: Cassel 1971)
•Dilks, D., *The Unnecessary War? Military Advice and Foreign Policy in Great Britain 1931-39*, in Preston, A. (ed), *General Staffs and Diplomacy Before the Second World War* (London: Croom Helm, 1978)
•Dilks, D., *The Twilight War and the Fall of France: Chamberlain and Churchill in 1940, Transactions of the Royal Historical Society*, Vol.28 [1978] pp.61-86
•Dimbleby, D., and Reynolds, D., *An Ocean Apart: The Relationship Between Britain and America in the Twentieth Century* (London: Hodder and Stoughton, 1988)
•Dobson, A., *US Wartime Aid to Britain 1940-1946* (London: Croom Helm,
•Donoughue, B., and Jones, G.W., *Herbert Morisson: Portrait of a Politician* (London: Weidenfld and Nicolson, 1973)
•Feiling, K., *The Life of Neville Chamberlain* (London: Macmillan, 1946)
•Fest, J., *Hitler* (London: Weidenfeld and Nicolson, 1974)
•Fisk, R., *In Time of War: Ireland, Ulster and the Price of Neutrality 1939-1945* (London: André Deutsch, 1983)
•Foot, M., *SOE: The Special Operations Executive 1940-46* (London: BBC, 1984)
•Gibbs, N., *Grand Strategy Vol. 1: Rearmament Policy* (London: HMSO, 1976)
•Gilbert, M., *Churchill Vol.5: 1922-1939* (London: Heinemann, 1976)
•Gilbert, M., *Finest Hour: Winston s. Churchill 1939-1941* (London: Heinemann, 1983)
•Gunsberg, J., *Divided and Conquered: The French High Command and the Defeat of the West, 1940* (Westport [Conn]: Greenwood Press, 1979)
•Haggie, P., *Britannia at Bay: The Defense of the British Empire against Japan 1931-1941* (Oxford University Press, 1981)
•Hancock, W., and Gowing, M., *British War Economy* (London: HMSO, 1949)
•Harman, N., *Dunkirk: The Necessary Myth* (London: Hodder and Stoughton , 1980)
•Harris, K., *Attlee* (London: Weidenfeld and Nicolson, 1982)
•Harrison, T., *Living Through the Blitz* (London: Collins, 1976)
•Harvey, J., *The Diplomatic Diaries of Oliver Harvey 1937-1940* (London: Collins, 1970)
•Hinsley, F., *British Intelligence in the Second World War: Its Influence on Strategy and Operations,* Vol 1 (London: HMSO, 1979)

•Horne., A., *To Lose a Battle: France 1940* (London: Macmillan, 1969)
•Howard, A., *RAB: The Life of R.A. Butler* (London: Jonathan Cape, 1987)
•Howard, M., *The Continental Commitment* (London: Temple Smith, 1972)
•Idle, E., *War Over West Ham*: *A Study of Community Adjustment* (London: Faber and Faber, 1943)
•Irving, D., *Churchill's War, Vol. I: The Struggle for Power* (Bullsbrook [W.A.]: Veritas, 1987)
•James, R. R., *Chips: The Diaries of Sir Henry Channon* (London : Weidenfeld and Nicolson, 1967)
•James, R. R., *Antony Eden* (London: Weidenfeld and Nicolson, 1986)
•Jones, T., *A Diary with Letters 1931-1950* (London: Oxford University Press, 1954)
•Kennedy, P., *The Rise and Fall of British Naval Mastery* (London: Allen Lane, 1976)
•Kennedy, P., *The Rise and Fall of the Great Powers: Economic Change and Military Conflict from 1500 to 2000* (London: Unwin Hyman, 1988)
•Kimball, W., *The Most Unsordid Act: Lend-Lease1939-1941* (Baltimore: Johns Hopkins University Press, 1969)
•Kimball, W., *Beggar my Neighbour: America and the British Interim Finance Crisis 1940-1941* (Journal of Economic History, Vol. XXXIX, 1969)
•Kimball, W., *Churchill and Roosevelt: The Complete Correspondence* Vol.1: *Alliance Emerging October 1933-November 1942* (Princeton: Princeton University Press, 1984)
•King, C., *With Malice Towards None — A war Diary* (London: Sidgwick and Jackson, 1970)
•Klein, B., *Germany's Economic Preparations for War* (Cambridge [Mass]; Harvard University Press, 1959)
•Koch, H. (ed), *Aspects of the Third Reich* (London: Macmillan, 1985)
•Kolko, G., *The Politics of War: The World and United States Foreign Policy, 1943-1945*. (New York: Random House, 1968)
•Lampe, B.,*The Lost Ditch,* (London: Cassel, 1968)
•Langer, W., and Gleason, S., *The Challenge to Isolation 1937-1940* (New York: Harper Bros, 1952)
•Lawlor, S., *Britain and the Russian Entry into the War,* in Langhorne, R. (ed). *Diplomacy and Intelligence During the Second World War* (Cambridge: Cambridge University Press , 1985)
•Lee, B., Stategy, *Arms and the Collapse of France 1930-1940*, in Langhorne, R. (ed), *Diplomacy and Intelligence in the Second World War* (Cambridge: Cambridge University Press, 1985)
•Lentze, J., *Bargaining for Supremacy: Anglo-American Naval Relations 1937-1941* (Chapel Hill [NC]: University of North Carolina Press, 1977)
•Lewin, R., *Ultra Goes to War: The Secret Story* (London: Hutchinson, 1978)

•Lewis, P., *A People's War* (London: Thames Methuen, 1986)
•Louis, W., *Imperialism at Bay 1941-1945*: *The United States and the Decolonization of the British Empire* (Oxford: Oxford University Press, 1977)
•Lowe, P., *Great Britain and the Coming of the Pacific War 19339-1941*, (Transactions of the Royal Historical Society, Vol. 24 (1974), pp.43-62)
•Lukacs, J., *The Lost European War : September 1939-December 1941* (London: Routledge and Keegan Paul, 1976)
•McLaine, I., *Ministry of Morale: Home Front Morale and the Ministry of Information in World War II* (London: Allen and Unwin, 1979)
•Macleod, R. and Kelly, D., (eds) *The Ironsides Diaries 1937-1940* (London: Constable, 1962)
•Macmillan, H., *The Blast of War 1939-1945* (London: Macmillan, 1967)
•Marder, A., *From the Dardanelles to Oran: Studies of the Royal Navy in War and Peace 1915-1940* (London: Oxford University Press, 1974)
•Marder, A., *Old Friends, New Enemies: The Royal Navy and the Imperial Japanese Navy, Strategic Illusions, 1936-1941* (Oxford: Oxford University Press, 1981)
•Martin, B., *Friedensinitiativen und Machtpolitik im Zweiten Welkried* [*Initiatives de paix et politique de puissance pendant la Seconde Guerre mondiale*] (Dusseldorf: Droste Verlag, 1974)
•Marwick, A., *The Home Front: The British and the Second World War* (London: Thames and Hudson, 1976)
•Middlemass, K., *Diplomacy of Illusion: The British Government and Germany 1937-39* (London: Weidenfeld and Nicolson, 1972)
•Milward, A., *Economy and Society 1939-1945* (London: Allen Lane, 1977)
•Minney, R., *The Private Papers of Hore-Belisha* (London: Collins, 1960)
•Mommsen, W., and Kettenacher, L., *The Fascist Challenge and the Policy of Appeasement* (London: Allen and Unwin, 1983)
•Neave, A., *The Flames of Calais* (London: Cassel, 1965)
•Nicolson, N (ed), *Harold Nicolson: Diaries and Letters 1939-1945* (London: Collins, 1967)
•Overy, R., *The Air War 1939-1945* (London: Europa, 1980)
•Peden, G., *British Rearmament and the Treasury 1932-1939,* (Edinburgh: Scottish Academic Press, 1979)
•Pimlott, B., *Hugh Dalton* (London: Jonathan Cape, 1985)
•Pimlott, B., *The Political Diary of Hugh Dalton 1918-40, 1945-60* (London: Jonathan Cape, 1986)
•Pimlott, B., *The Second World War Diary of Hugh Dalton 1940-45* (London: Jonathan Cape, 1986)

•Pratt, L., *East of Suez, West of Malta: Britain's Mediterranean Crisis 1936-1939* (Cambridge: Cambridge University Press, 1975)
•Reynolds, D., *The Creation of the Anglo-American Alliance 1937-1941: A study in Competitive Co-operation* (London: Europa, 1981
•Reynolds, D., *Churchill and the British decision to fight on in 1940: right policy, wrong reasons,* in Langhorne, R. (ed), *Diplomacy and Intelligence in the Second World War* (Cambridge: Cambridge University Press, 1985)
•Reynolds, D., Roosevelt, *Churchill and the Wartime Anglo-American Alliance 1939-1945: Towards a New Synthesis*, in Louis, W. and Bull, H. (eds), *The Special Relationship* (Oxford: Oxford University Press, 1986)
•Roskill, S., Hankey: Man of Secrets, Col. III: 1931-1963 (London: Collins, 1974)
•Salmon, P., *Crimes against Peace: the case of the Invasion of Norway at the Nuremberg Trials,* in Langhorne, R. (ed), *Diplomacy and Intelligence during the Second World War* (Cambridge: Cambridge University Press, 1985)
•Shakespeare, G., *Let Candles be Brought in* (London Macdonald, 1949)
•Shay, R., *British Rearmament in the Thirties: Politics and Profits* (Princeton University Press, 1977)
•Smithies, E., *Crime in Wartime: A Social History of Crime in World War II*, (London: Allen and Unwin, 1982)
•Stafford, D., *Britain and European Resistance 1940-1945*, (London: Macmillan, 1980)
•Stammers, M., *Civil Liberties in Britain During the 2nd World War,* (London: Croom Helm, 1983)
•Stengers, J., *Enigma, the French, the Poles and the British 1931-1940*, in Andrew, C., and Dilks, D., (eds), *The Missing Dimension* (London: Macmillan, 1984)
•Stent, R., *A Bespattered Page?*: *The Internment of His Majesty's most loyal aliens*, (London: André Deutsch, 1980)
•Stuart, C. (ed), ~~*The Reith Diaries*~~ (London: Collins, 1975)
•Taylor, A., *The Origins of the Second World War* (London: Hamilton, 1961).
•Taylor, A., *English History 1914-1945* (Oxford: Oxford University Press, 1965.
•Taylor, A., *Beaverbrook* (London: Hamish Hamilton,1972)
•Taylor, T., *The Breaking Wave: The German Defeat in the Summer od 1940* (London: Weidenfeld and Nicolson, 1967)
•Templewood, Viscount, *Nine Troubled Years* (London: Collins, 1954)
•Terraine, J., *The Right of the Line: The Royal Air Force in the European War 1939-1945* (London: Hodder and Stoughton, 1985)
•Thorne, C., Allies of a Kind: *The United States, Britain and the War against Japan 1941-1945* (London: Hamish Hamilton, 1978)
•Thorne, C., *The Near and the Far: Aspects of Anglo-American Relations, 1919-1945*, in Border Crossings (Oxford: Basil Blackwell,1988)

•Titmus, R., *Problems of Social Policy* (London: HMSO, 1950)
•Wark, W., *British Military and Economic Intelligence*: *Assessments of Nazi Germany before the Second World War*, in Andrew, C., and Dilks, D., (eds), *The Missing Dimension* (London: Macmillan, 1984)
•Watt, D., *Succeeding John Bull: America in Britain's Place 1900-1975* (Cambridge: Cambridge University Press, 1984)
•Webster, C., and Frankland, N., *The Strategic Air Offensive against Germany 1939-1945,* 4 Vols (London: HMSO, 1961)
•Young, R., *In Command of France: French Foreign Policy and Military Planning 1933-1940* (Cambridge [Mass]: Harvard University Press, 1978)

Addition bibliographique par le traducteur :
Quigley, Carroll, The Anglo-American Establishment,
Quigley, Carroll, A History of The World in Our Time

C'était l'année de la gloreuse bataille d'Angleterre, de la grande évacuation de Dunkerque. C'est à ce moment-là que le puissant Empire britannique déclara son intention de se battre --seul si nécessaire-- jusqu'au bout. C'était, comme Churchill l'a surnommée, ''La Plus Belle Heure'' de l'Angleterre.

Dans son ouvrage 1940 ILLUSIONS & RÉALITÉ, Clive Ponting révèle qu'il n'en est rien. L'Angleterre était à court d'argent en 1940, et totalement satellisée par les États Unis pour l'aide économique. Le Gouvernement anglais a inventé des statistiques sur les pertes allemandes, après la bataille d'Angleterre; il a caché le fiasco complet qui a conduit à la fuite de Dunkerque et a, en fait, tenté scrètement de demander la paix à Hitler cette année-là. Le peuple anglais était, au mieux, tristement résigné à la guerre, et, au pire, souffrait d'effroyables privations.

Après cinquante ans d'illusions, il est temps de faire face à la réalité de 1940.